

## 3 février (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/debats/la-poupee-sans-visage-et-le-halal-way-of-life-02-02-2022-2463159\\_2.php](https://www.lepoint.fr/debats/la-poupee-sans-visage-et-le-halal-way-of-life-02-02-2022-2463159_2.php)

Débats, mercredi 2 février 2022 1397 mots

# La poupée sans visage et le « halal way of life »

Par Florence Bergeaud-Blackler\*

## **TRIBUNE. Pour l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler, il faut s'inquiéter d'une « halalisation » des discours pédagogiques employés par les religieux.**

Les poupées islamistes sans visage du documentaire diffusé par M6 le 23 janvier ont suscité à juste titre l'émoi des téléspectateurs. Chacun comprend naturellement que priver un corps de son visage et de son expression propre, c'est ôter l'humain du personnage. Si vous avez aimé les poupées sans visage, vous adorerez les chaînes de vidéos pour enfants musulmans qui diffusent par le biais d'animations en tous points comparables aux dessins animés conventionnels les instructions du code de conduite de l'islam. Ces mêmes dessins animés sont diffusés dans de nombreux pays moyennant des adaptations linguistiques et culturelles et forment le monde transnational du halal.

Ces personnages avec et sans visage apprendront, en plus des cinq prières quotidiennes, les multiples du'as (invocations) qu'il est impératif de prononcer avant chaque pensée, chaque parole, chaque geste du quotidien pour faire fuir le Shaytan (Satan), mais surtout ne pas cesser de plaire à un Dieu qui surveille en permanence ses créatures et qui choisira de les envoyer vers les flammes de l'enfer ou vers le paradis. Les producteurs de jeux et vidéos pour « petits musulmans » rivalisent d'ingéniosité pour rassurer les parents sur le devenir de leur enfant ici et dans l'au-delà, halalissant les discours pédagogiques les plus modernes grâce à l'économie du copier-coller. Plus les enfants seront conditionnés tôt, plus leurs chances de plaire à Dieu augmenteront. Grâce aux supports pédagogiques, vous explique-t-on sur le ton publicitaire du marketing alimentaire, votre enfant de deux ans saura remercier Dieu de chaque événement de sa vie rythmée par le temps divin, le moment où il pose le pied par terre, lorsqu'il ouvrira la bouche pour manger son goûter halal, lorsqu'il s'endormira, entrera et sortira des toilettes, se lavera les dents, s'approchera de toute personne licite de son entourage, etc.

### **220 millions de vues**

Pensiez-vous vraiment que cette poupée islamique de Roubaix ait été trouvée au fond d'une de ces librairies de quelque quartier perdu de la République ? Vous les retrouverez, elle et ses nombreux amis, animés dans les vidéos de ces producteurs très populaires sur Internet comme Talamize, IslamWeb Net Kids, Paradise's Voice, Mustaqim TV, Madrass'Animée, Famille musulmane ou Le Petit Musulman, dont certains comptent sur leur chaîne YouTube plus de 3 millions d'abonnés. La chaîne Famille musulmane peut se vanter de diffuser un clip « Bismillah » qui apprend à l'enfant à ponctuer sa vie de formules de remerciements à Dieu, qui en version française atteint près de 220 millions de vues. Les modèles économiques de ces productions varient et vont de la simple entreprise familiale à l'école officielle ou clandestine de quartier, jusqu'aux grands sites de fatwas financés par la Qatar, comme le géant IslamWeb.

L'éducation est à la base du système d'action frériste. Celle de l'enfant dès le plus jeune âge, dès la naissance, est dévolue à la mère, d'où la nécessité d'extraire celle-ci du monde des mécréants par le hidjab. Ce fut l'étape première : imposer le voile aux éducatrices de l'Umma. C'est fait, le voile s'est banalisé et il est même présenté par nos institutions européennes comme un « signe » de « liberté » et d'« émancipation ». L'étape seconde, c'est la poupée sans visage pour leurs enfants, afin de faire d'eux « des petits musulmans » corps et âme. Dans nos sociétés pacifiées, l'islamiste 2.0, plus raffiné que le modèle belliqueux du XXe, évite la violence physique. Il opte pour une habitude progressive de l'enfant à sa future mission. Plus il est jeune, moins il connaîtra et moins il désirera autre chose que ce qu'on lui donne. Pas de visage, pas d'expression, pas de désir, pas d'opposition. Ce que je rapporte là est très explicitement dit par les pédagogues du « halal way of life » qui s'expriment sur Internet pour illustrer leurs « produits pédagogiques ».

### **Enseignements alternatifs**

Les registres émotionnels de l'obéissance, de la peur des sanctions et du châtement divin, de la récompense sont mobilisés par des méthodes traditionnelles d'apprentissage par cœur auxquelles viennent s'ajouter les techniques les plus modernes de suggestion, d'imprégnation, empruntées aux enseignements alternatifs, comme les méthodes Montessori ou Freinet, afin que l'enfant ait le sentiment de s'endoctriner librement (il pourra faire sien l'odieuse slogan « Me voiler, c'est mon choix »). Cette mise à disposition de l'enfant aux désirs d'un Dieu puissant les rend particulièrement vulnérables aux messages culpabilisateurs et à l'emprise d'adultes peu recommandables qui se travestissent en prophètes (comme dans la chaîne Mustaqim). La création d'un état de « mise en alerte » permanent (Dieu est omnipotent, omniprésent, il faut agir en conséquence au quotidien afin de le satisfaire) est conçue explicitement pour entraîner une perte de libre arbitre dans les domaines réservés de

Dieu, l'enfant ne réfléchit pas à ce qu'il veut, mais à ce que Dieu veut, et cherche Son approbation. Il ne doit pas seulement Lui obéir mais Le satisfaire et L'aimer plus que tout.

La poupée sans visage n'est pas ce corps à imaginer de la confondante ignorance de Sandrine Rousseau, mais un des éléments du dispositif de dépersonnalisation essentiel du fanatisme islamiste en Europe introduit par le fondamentalisme depuis vingt ans (presque une génération). À ce sujet, il ne faut distinguer le fondamentalisme salafiste et le frériste qu'en ce qu'ils s'adressent à des classes différentes. Ils ont le même référent salafī, la vénération des pieux anciens et le modèle d'imitation prophétique. En résumé, aux salafistes les classes populaires : l'esprit par le biais de la lettre; aux Frères les classes supérieures : la lettre par le biais de l'esprit. Ils n'enseignent pas l'islam, mais un code, ils dressent les musulmans à être de « bons musulmans » en leur assénant qu'ils ne le sont jamais assez, qu'il y a toujours plus halal que halal, qu'ils sont coupables de l'insuffisance de leur foi, autant que de celle des autres, qu'il ne suffit pas de devenir de « bons musulmans », mais qu'il faut montrer l'exemple aux autres. Tel est le sens de la da'wah, cette obligation à devenir soi-même prédicateur. Comme le résumait un admirateur du système-islam de Mawdoudi, le fondateur indopakistanaï de la Jamat-Islami aussi connu et influent dans le « halal world » que le fondateur de la confrérie Hassan el-Banna, la meilleure façon de devenir musulman, c'est de l'apprendre aux autres.

### **Zone interdite**

Les menaces de mort qui pèsent sur la journaliste du reportage de Zone interdite Ophélie Meunier et sur un témoin du reportage, le juriste Amine Elbahi, montrent qu'aujourd'hui la simple volonté de déchirer le rideau du halal entraîne la fureur et alimente la terreur. Le hidjab, ce voile plus connu dans sa fonction de protection de la « pudeur » des femmes, enveloppe aujourd'hui tout l'espace normatif du musulman, homme ou femme. Toute volonté d'ôter ce hidjab, de faire savoir ce qu'il y a derrière dans les écoles, associations, entreprises, se traduit par des menaces. C'est cela l'écosystème halal dont j'ai décrit la genèse dans mon ouvrage Le Marché halal, quelque chose de plus vaste et nébuleux qu'un territoire physique, c'est un espace mental abreuvé par le consumérisme et le fondamentalisme, et désormais protégé de toute intrusion par la menace de mort. Alors y a-t-il des solutions ? Oui, elles viennent d'ailleurs souvent des musulmans ou ex-musulmans qui ont accès aux deux côtés de la ligne de séparation. Ils font des propositions intellectuelles et politiques qui devraient être discutées et diffusées. Mais un autre voile empêche leur diffusion, celui qu'agite la gauche dite progressiste qui taxe d'islamophobe toute prise de conscience de la catastrophe à venir.

À LIRE AUSSI Menaces islamistes : ces personnalités qui vivent sous protection

Il faut neutraliser cette alliance mortifère entre une idéologie de gauche sans projet et un fondamentalisme religieux qui en a un pour tous, et faire taire cette petite voix irresponsable qui nous dit qu'une poupée sans visage est une « possibilité de création », que ce n'est pas la fin du monde. La poupée sans visage, c'est bien le début de la fin de notre monde. En supprimant le visage et en appelant à aimer Allah plus que tout, on fait de l'enfant un simple exécutant des prescriptions divines. L'effacement du visage est précurseur d'un grand voilement, le retour de l'obscurantisme et du fanatisme dès le berceau.

\*Florence Bergeaud-Blackler, chargée de recherches au CNRS, est membre du GSRL (CNRS-École pratique des hautes études).

3 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/02/scandale-des-ehpad-il-y-a-dans-notre-societe-un-deni-du-vieillesse-comme-il-y-a-un-deni-de-la-mort\\_6112048\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/02/scandale-des-ehpad-il-y-a-dans-notre-societe-un-deni-du-vieillesse-comme-il-y-a-un-deni-de-la-mort_6112048_3224.html)

## Scandale des Ehpad : « Il y a dans notre société un déni du vieillissement, comme il y a un déni de la mort »

Pour l'écrivaine et psychanalyste Marie de Hennezel, les situations de maltraitance dans les Ehpad sont à mettre en corrélation avec l'âgisme de nos sociétés occidentales, où la vieillesse est présentée sous ses aspects négatifs.

Propos recueillis par [Cécile Bouanchaud](#)

Publié hier à 18h00, mis à jour à 09h18

L'enquête du journaliste indépendant Victor Castanet sur [le « business » des maisons de retraite privées](#) vient souligner, une nouvelle fois, les situations de maltraitements endurées par les personnes âgées.

En 2020, c'est le groupe d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) Korian qui était visé par [plusieurs enquêtes judiciaires](#) pour homicide involontaire, mise en danger de la vie d'autrui et non-assistance à personne en danger. Deux ans plus tôt, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) sur les personnes âgées [alertait déjà sur les situations](#) de « ghettoïsation » et de « maltraitance latente » dans ces établissements.

Pour l'écrivaine et psychanalyste Marie de Hennezel, ces situations de maltraitance sont à mettre en corrélation avec l'âgisme de nos sociétés occidentales, où la vieillesse est présentée sous ses aspects négatifs. L'autrice de nombreux ouvrages sur le grand âge et la fin de vie estime que « *notre société a une responsabilité à rétablir une image plus juste du vieillissement* ». Membre du Conseil national autoproclamé de la vieillesse (CNAV), elle appelle les politiques à prendre des mesures urgentes pour que les personnes âgées puissent vieillir « *autonomes et en bonne santé* ».

**Le livre enquête « Les Fossoyeurs », du journaliste Victor Castanet, jette une lumière crue sur les conditions de vie indigentes dans les Ehpad. Comment notre rapport à la vieillesse a-t-il évolué ces dernières années ?**

Ces situations peuvent être mises en corrélation avec l'allongement de l'espérance de vie. En cent ans, nous avons gagné vingt ans de longévité, ce qui a modifié notre perception de la vieillesse. En 1970, dans son ouvrage *La Vieillesse*, la philosophe Simone de Beauvoir, alors âgée de 62 ans, parlait de sa tranche d'âge en décrivant « *des vieillards* ». A son époque, c'était comme avoir 80 ans aujourd'hui.

Les mutations sociologiques de la société française expliquent également cette prise en charge parfois déshumanisée des personnes âgées. Avant, on vieillissait dans sa famille. Mais la mobilité sociale, l'apparition de la famille nucléaire ou encore la réduction de la taille des lieux de vie, avec des habitats plus petits, ont rendu plus compliquée l'installation des personnes âgées chez leurs enfants.

Ces mutations ce sont faites presque imperceptiblement, si bien que la génération actuelle, âgée de 75 ans et plus, ne s'est jamais vraiment posé la question des conditions de son vieillissement. A l'inverse, ma génération, celle des boomers âgés de 65 à 75 ans, sait que la prise en charge de sa vieillesse constitue un enjeu auquel elle doit prendre part.

En atteste la création en décembre 2021 du CNAV, qui marque une fracture générationnelle, en réclamant la création d'un « Conseil national des personnes vieilles » (CNPV) [*une instance officielle qui conseillerait le gouvernement pour que les politiques publiques soient adaptées aux personnes âgées, à l'instar du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) placé auprès du premier ministre*].

En France, ce qui est en jeu, c'est également le business que représente ce genre d'établissement. Le fonctionnement financier des Ehpad donne lieu à des situations de prise en charge révoltantes.

Mieux comprendre le vieillissement en France

Comment expliquer ces situations de maltraitance visant les personnes âgées en France ?

Je discutais récemment avec Robert Badinter [*ancien avocat et ministre de la justice*] qui a parfaitement résumé la situation : « *Notre société n'aime pas les vieux.* » Il y a en France, notamment chez ceux qui nous dirigent, un âgisme conscient et inconscient. Notre société est rivée sur des valeurs jeunistes, d'activités, de rentabilité, de performances, d'effectivité. A cela s'ajoute une focalisation accrue sur l'apparence physique. Par ailleurs, dans une société gouvernée par les rapports de pouvoir, les personnes âgées constituent une anomalie, elles n'ont plus rien à prouver.

Cet âge renvoie à une dimension de la vie qui fait peur. Il y a donc un déni du vieillissement, comme il y a un déni de la mort. Cette dynamique engendre une cécité sur toute une partie de la trajectoire d'une vie humaine.

**« Le corps vieillit mais la pensée n'est pas destinée à vieillir »**

L'image que nous avons de la vieillesse est très négative, on l'aborde souvent en des termes péjoratifs : dépendance, poids, perte, diminution. Pourtant, les maladies dégénératives liées à la vieillesse ne sont pas une fatalité et constituent une minorité. Le corps vieillit mais la pensée n'est pas destinée à vieillir. Prenez l'exemple de [Stéphane Hessel](#), une personne âgée dont la pensée a continué de croître jusqu'à sa mort, donnant du sens à son âge. On oublie d'ailleurs que certaines personnes, malgré leur vieillissement physique, apportent encore quelque chose à la société.

Nous pourrions parler de la vieillesse autrement, en évoquant des valeurs positives de transmission, d'intériorité, d'apaisement. Dans certains pays asiatiques, la vieillesse est davantage perçue comme une sagesse, quelque chose de lumineux. Nous avons besoin de modèles heureux et féconds de personnes qui vieillissent.

Pour contrecarrer l'âgisme de notre société, nous devons pouvoir avoir accès à cet univers, à ces images positives de la vieillesse. Notre société a une responsabilité à rétablir une image plus juste du vieillissement. Une société ne peut pas être dans un lien intergénérationnel harmonieux si elle ne prend pas soin de ses personnes âgées.

Emmanuel Macron avait pris l'engagement de mener à son terme une loi sur la dépendance, mais ce projet n'a jamais abouti. Comment analysez-vous ce renoncement politique au sujet du grand âge ?

Après Nicolas Sarkozy et François Hollande, Emmanuel Macron est le troisième président à abandonner ce projet de loi. Une fois encore, l'âgisme n'est pas loin. L'abandon de la loi grand âge et autonomie a été décidée par des « jeunes loups » à Bercy [*le ministère de l'économie*], qui ont choisi de ne pas mettre de l'argent sur le sujet. Cette loi était pourtant un projet réclamé depuis longtemps, qui permettait de penser tous les aspects du vieillissement.

Ce qui est proposé à la place est dérisoire [*le [projet de loi de financement de la Sécurité sociale \(PLFSS\)](#) pour 2022, adopté définitivement le 29 novembre [2021], comprend une partie des mesures prévues initialement dans le projet de loi ad hoc*]. La ministre déléguée à l'autonomie, Brigitte Bourguignon, propose notamment la création de 10 000 postes de soignants sur cinq ans, alors qu'il en faudrait 100 000.

On finance le dixième de ce qu'il faudrait. Ces mesures concernant le grand âge ne devraient d'ailleurs pas seulement concerner les personnels soignants, mais prendre en compte le sujet de la bonne santé des personnes âgées de façon plus générale.

Une loi ambitieuse, comme celle initialement annoncée, aurait permis de proposer des réponses dignes aux futures générations de vieux, actuellement âgés de 60-75 ans et qui représentent [près de 20 % de la population](#). L'immobilisme politique aboutit à des inégalités profondes, avec des vieux qui ont les moyens de prendre en charge leur vieillissement et les autres, qui encourent des situations de maltraitance. En ne faisant rien, nous alimentons une société où l'on vieillit à deux vitesses.

**Quelles mesures faudrait-il prendre urgemment pour mieux gérer la fin de vie dans notre pays ?**

Il faut réfléchir à ce que nous souhaitons pour notre grand âge. Les personnes âgées aspirent à deux choses : être autonomes et le plus possible en bonne santé. Cela passe par une médecine de qualité et le respect des droits des personnes âgées.

Je rappelle que ces dernières n'ont pas été respectées pendant le confinement. Contrairement aux autres citoyens, les personnes âgées en Ehpad n'avaient, par exemple, pas le droit de sortir. Certains directeurs d'établissement pour personnes âgées ont fait de l'excès de zèle, en allant bien plus loin que les recommandations gouvernementales, en confinant dans leurs chambres les personnes âgées.

Il y a des mesures à prendre, mais il faut surtout se dire qu'on ne peut rien faire sans représentation des personnes âgées auprès des instances dirigeantes. Les décisions doivent être prises avec les personnes âgées, comme cela est le cas pour les projets de loi concernant le handicap.

**Quels modèles pourrions-nous inventer pour mieux prendre en charge la vieillesse ?**

Il faut être créatif sur cette question. Nous avons inventé les maisons de retraite, dans lesquelles il y a aussi une bienveillance, heureusement. D'autres modèles voient le jour, comme le béguinage solidaire, où des personnes vieillissantes choisissent d'habiter à proximité ou de partager un habitat entre elles. En France, près de Rennes, la commune de Liffré a pris l'initiative d'impulser des béguinages, avec des logements regroupés.

Ce modèle est répandu au Japon, où des communautés de centenaires, appelées les Moai, partagent des activités, tout en vivant chacun chez soi. Surtout, ils établissent un contrat de non-abandon. Si l'un d'eux devient plus vulnérable, même financièrement, il est soutenu par le groupe. Cela implique de créer de petites communautés. C'est cela que nous devrions remettre au centre de la gestion du vieillissement : la solidarité et l'entraide.

**Cécile Bouanchaud**

3 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/02/a-roubaix-petites-lachetes-et-grand-desarroi-apres-la-diffusion-d-un-reportage-de-m6\\_6112065\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/02/a-roubaix-petites-lachetes-et-grand-desarroi-apres-la-diffusion-d-un-reportage-de-m6_6112065_3224.html)

# A Roubaix, « petites lâchetés » et grand désarroi après la diffusion d'un reportage de M6

Un reportage consacré à l'islamisme, diffusé le 23 janvier, a projeté la ville et son maire, Guillaume Delbar, par ailleurs poursuivi par la justice, sous le feu des projecteurs.

Par [Louise Couvelaire](#) et [Laurie Moniez](#) (Lille, correspondante)

Publié hier à 19h21, mis à jour à 05h22

Temps de Lecture 10 min.



Guillaume Delbar, le maire de Roubaix (Nord), le 11 janvier 2022. THIERRY THOREL / PHOTOPQR / VOIX DU NORD / MAXPPP

Pour les Roubaisiens, c'est une séquence médiatique et politique qui vire au cauchemar. Depuis la diffusion, le 23 janvier, d'un reportage de « Zone interdite », sur M6, consacré à l'islamisme, la ville se retrouve placée sous le feu des projecteurs. Avec son maire, Guillaume Delbar (divers droite), en première ligne.

M. Delbar doit faire face à la justice. L' élu de 50 ans est poursuivi pour « détournement de fonds publics par négligence », soupçonné d'avoir continué à subventionner une association qui donnait des « *cours d'arabe à caractère religieux* » malgré plusieurs alertes et un contrôle diligenté par la préfecture du Nord. Il devait comparaître le 1<sup>er</sup> février à Lille. Le procès a finalement été renvoyé au 13 octobre.

Ce nouveau rendez-vous avec la justice intervient deux mois seulement après la condamnation de l'édile à six mois de prison avec sursis et à deux ans d'inéligibilité pour sa participation à un système frauduleux de défiscalisation par l'intermédiaire de micropartis. Il a fait appel.

Depuis la diffusion du reportage de « Zone interdite », où son rôle est souligné, M. Delbar dit recevoir depuis « *chaque jour plus d'une dizaine de messages* » menaçants, l'accusant de complaisance avec l'islamisme. Il a déposé plainte. Dans le même temps, la présentatrice Ophélie Meunier et le juriste roubaisien Amine Elbahi, qui a témoigné à visage découvert, [ont été placés sous protection policière](#), en raison de menaces de mort.

## Manque de transparence

Ces événements ont percuté la ville, qui s'en serait bien passée. Dans cette commune de près de 98 000 habitants, parmi les plus pauvres de France (80 % du territoire est composé de quartiers prioritaires de la politique de la ville), « *on a suffisamment de problèmes comme ça, on n'avait vraiment pas besoin de ça* », explique un associatif local. Députée macroniste de la 8<sup>e</sup> circonscription du Nord, Catherine Osson se dit « *meurtrie par l'ampleur disproportionnée* » que ces affaires ont prise.

Que savait le maire des activités de l'association de soutien scolaire Ambitions et initiatives pour la réussite (AAIR), dont le président et deux dirigeants seront également jugés pour « abus de confiance » ? Habitants, militants associatifs et services de l'Etat, tous saluent le « *travail remarquable d'accompagnement aux devoirs* » de cette structure créée en 2007 et se félicitent des « *excellents résultats* » obtenus par la centaine d'élèves y préparant le brevet et le baccalauréat chaque année.

Mais beaucoup, en revanche, regrettent aussi son manque de transparence quant à ses « cours de langue arabe ». Plusieurs habitants, dont Amine Elbahi, ont déclaré avoir prévenu le maire et la préfecture du Nord en octobre 2020 de la véritable nature de l'enseignement dispensé : des « *cours coraniques* ». Ce qui porterait atteinte au principe de laïcité et serait donc incompatible avec le financement public dont l'association a bénéficié.

« *Jamais dans le cadre des cours d'arabe nous n'avons utilisé l'argent public, se défend le président de AAIR, Nordine Khabzaoui. Les subventions ont été exclusivement allouées à l'accompagnement scolaire.* » Sauf que les comptes de l'association ne laissent apparaître aucun fléchage précis des fonds.

La préfecture du Nord a confirmé sur Twitter, le 23 janvier, « *que des contrôles réalisés par les services de l'Etat ont mis en évidence que l'association AAIR dispensait des cours d'arabe à caractère culturel* ». Pour preuve, le support pédagogique utilisé : un livret contenant la dernière partie du Coran, évoquant les thèmes du « Jugement dernier » et le sort réservé aux « mécréants ». « *Dès connaissance des résultats des contrôles* », la préfecture « *a suspendu le 1<sup>er</sup> mars 2021 les subventions de l'Etat à cette association, demandé le remboursement des subventions versées et fait un signalement au parquet de Lille* », a-t-elle précisé.

## Un enjeu majeur de la campagne présidentielle

Ce « catéchisme musulman », le plus souvent dispensé dans les mosquées, était-il pour autant prosélyte et contraire aux valeurs de la République ? « *Ce n'est pas tant le contenu des cours qui a été mis en cause, il s'agit avant tout d'utilisation frauduleuse d'argent public, peut-être d'une forme de prosélytisme, mais pas d'une affaire d'islam radical* », précise une source judiciaire. « *A notre connaissance, lors de l'enquête, ce n'était pas le sujet* », commente M. Khabzaoui, qui conteste avoir eu recours au Coran dans les cours d'arabe.

L'ancien maire socialiste Pierre Dubois (de 2012 à 2014) ne va pas « *jusqu'à agonir cette association. J'ai pris beaucoup de distance avec AAIR mais j'ai plutôt tendance à dire qu'elle faisait un boulot intéressant en soutien scolaire. Nordine Khabzaoui, professeur dans un lycée de la ville, est un homme soucieux de faire un travail utile* ».

Si AAIR réfute toute accusation de prosélytisme ou d'islamisme, elle reconnaît ne pas avoir pris la mesure de la gravité des investigations de la préfecture et avoir tardé à répondre à ses demandes, « *faute de temps et de ressources* », dit son président. Pour Farid Achouche, un acteur local de l'économie sociale et solidaire, et l'un des lanceurs d'alerte, en entretenant le « *flou* » sur sa seconde activité, l'association a créé « *le doute et la suspicion* ». « *Dès lors que vous ne fournissez pas tous les éléments de réponse, on peut tout imaginer, le pire surtout, or, dans le climat actuel, c'est absurde et inconscient de jouer à ça avec l'Etat, aussi bien de la part de l'association que de celle du maire* », se fâche-t-il.

A quelques mois de l'élection présidentielle et alors que les [décrets d'application de la loi dite « de lutte contre les séparatismes »](#) entrent en vigueur, les questions relatives à l'islam sont un enjeu majeur de la campagne, pour les candidats comme pour l'exécutif, qui s'efforce de mettre en avant son bilan.

## Mises en garde des services de l'Etat

« *L'Etat veut renvoyer une image de fermeté et d'action, commente un édile de banlieue de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, il suspecte les maires de banlieue de complaisance par clientélisme avec les communautaristes, alors, forcément, cette histoire avec Guillaume Delbar, même si on est tenté de le soutenir, elle nous met un peu mal à l'aise.* »

Signe de l'implication de l'Etat à Roubaix, depuis 2019, une sous-préfète se consacrant exclusivement à la ville a été nommée. Un poste unique en France.

La préfecture du Nord avait envoyé un courrier au maire de Roubaix en février 2021 afin de l'informer des conclusions de son contrôle et lui enjoindre de « *prendre les mesures qui s'imposent* », raconte une source policière. Sans effet.

Certes, en 2020, AAIR n'a rien perçu des 64 640 euros de subventions initialement votées par la mairie cette année-là, mais le motif de ce revirement n'avait alors aucun lien avec des soupçons sur les cours d'arabe, il était administratif : l'association n'avait pas présenté tous les documents obligatoires pour obtenir des fonds publics. Une difficulté « technique » qui n'a pas entamé la confiance que lui accordait M. Delbar. Pas plus que les mises en garde des services de l'Etat quelques mois plus tard.

Il s'explique : « *L'association a fait scission en 2013 avec la mosquée à tendance salafiste Abou Bakr, elle a ensuite été soutenue de manière unanime par les collectivités durant des années. Je savais qu'il y avait des cours d'arabe, tout le monde le savait, mais jamais je n'ai vu de Coran dans les classes lors de mes nombreuses visites. Son président m'a assuré à maintes reprises que les professeurs n'utilisaient pas de textes religieux. Je l'ai cru. Je peux avoir été trompé, j'ai pu me tromper.* »

### « Un gars sympathique »

Vainqueur surprise des élections municipales en 2014, M. Delbar, un ancien consultant indépendant auprès d'entreprises du numérique, a été réélu en 2020 – soutenu par La République en marche, Les Républicains (LR) et le MoDem – face à [une gauche une nouvelle fois désunie](#) et au terme d'une élection marquée par une abstention record : plus de 77 % aux premier et second tours. Il y a sept ans, l'ex-conseiller municipal d'opposition avait été élu avec 6 949 voix. En 2020, il a remporté l'élection avec seulement 5 776 voix sur 46 691 inscrits.

L'ancien maire Pierre Dubois regrette son « *manque de vision stratégique pour la ville* », même si « *certaines choses ont bougé sur la politique de zéro déchet, la relance de la filière textile, ou [l'extension du musée de La Piscine](#)* ». Certains, au sein de la droite locale, le disent « *sous la coupe* » de son ancien premier adjoint, « *son éminence grise* » et « *son mauvais génie* », l'élu LR Max-André Pick, poursuivi dans l'affaire des micropartis avec treize autres prévenus (dont le maire) et condamné à la peine la plus lourde, avec de la prison ferme. Il s'est mis en retrait de ses délégations.

« *On n'était pas dans la magouille de haut vol, mais dans la petite escroquerie à gros sabots, mal ficelée, façon pieds nickelés* », confie la source policière. Entre 2015 et 2020, les accusés ont fait des dons à des micropartis locaux créés par le maire afin de bénéficier d'une déduction d'impôt, mais aussi d'un remboursement – illégal – à hauteur de 85 % des montants, par le biais d'une association-écran. Le préjudice se serait élevé à quelque 230 000 euros.

La condamnation de M. Delbar en première instance l'avait déjà affaibli. Désormais, l'homme se retrouve politiquement isolé, même si face au « *Roubaix bashing* », « *certaines serrent les rangs autour de lui* », constate un militant associatif, qui évoque un « *gars sympathique qui va souvent se balader seul dans les quartiers* ».

Vice-président du conseil régional jusqu'en 2021 avant de devenir simple conseiller régional, M. Delbar a quitté le 27 janvier la majorité « Républicains et indépendants » au conseil régional des Hauts-de-France. Officiellement, il ne s'agit pas d'une sanction prise par le président de la collectivité, Xavier Bertrand. Officieusement, selon la gauche régionale, « *il a été lâché* » par celui qu'il avait soutenu aux élections régionales face au candidat macroniste Eric Dupond-Moretti.

Il n'y a plus non plus de vice-présidence roubaisienne au conseil départemental du Nord depuis la démission de Max-André Pick de sa fonction (il reste simple conseiller départemental), en décembre 2021. Difficile, dans ces conditions, de faire entendre la voix de Roubaix à l'échelle métropolitaine, départementale et régionale.

## « Un certain mélange des genres »

*« Le maire de Roubaix est-il la victime expiatoire de la politique de l'Etat envers les musulmans et contre les maires qu'il juge corrompus ? », s'interroge un responsable politique des Hauts-de-France. Ou a-t-il maintenu son soutien à AAIR par clientélisme ? « Même pas !, lance Farid Achouche, qui a participé à la campagne du maire en 2020. Le mot d'ordre était de ne surtout pas réveiller les quartiers populaires, de ne rien faire pour les inciter à voter, car, si on le faisait, ils voteraient à gauche. Nous savions que la victoire viendrait des bourgeois du parc Barbieux. »*

Les quatre bureaux de vote que compte ce segment de la ville rassemblent seulement 6 % de la population roubaisienne, mais ils ont fourni respectivement 20 % et 18 % des voix de la liste de M. Delbar au premier et au second tour, selon l'analyse de la revue en ligne [Métropolitiques](#). *« Quand on zoome sur le quartier du Pile où est implantée AAIR, le taux de participation est tellement faible qu'il ne faut pas surestimer le poids d'un vote clientéliste »,* ajoute Julien Talpin, chercheur en sciences politiques au CNRS et roubaisien.

Plusieurs élus à la Métropole européenne de Lille pointent du doigt une part d'« amateurisme » au sein de la municipalité. *« L'erreur de Guillaume Delbar, c'est son manque de vigilance et un certain mélange des genres »,* estime Pierre Dubois. Dans l'entourage de l'édile, on parle d'un « entêtement incompréhensible » face à l'Etat, d'un « manque de sens politique » et de « petites lâchetés » pour « ne pas créer de problèmes ». Sauf qu'à force de ne pas vouloir faire de vagues « on finit par se prendre un tsunami », se désole Farid Achouche.

**Louise Couvelaire et Laurie Moniez**(Lille, correspondante)

3 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/03/l-impresionnante-desaffiliation-politique-des-18-24-ans-soulignee-par-une-etude\\_6112121\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/03/l-impresionnante-desaffiliation-politique-des-18-24-ans-soulignee-par-une-etude_6112121_823448.html)

# L'impresionnante « désaffiliation » politique des 18-24 ans en France soulignée par une étude

Les jeunes adultes ne se reconnaissent aucune proximité avec un parti ou une tendance politique, souligne une étude de l'Institut Montaigne menée auprès de 8 000 d'entre eux. « Le Monde » en publie les conclusions.

Par [Mattea Battaglia](#) et [Soazig Le Nevé](#)

Publié aujourd'hui à 08h15, mis à jour à 09h29

La question rebondit à l'approche de chaque échéance électorale : verra-t-on la jeune génération faire le déplacement jusque dans l'isoloir ? Le scrutin présidentiel des 10 et 24 avril ne fait pas exception. Alors que plus d'un cinquième des 18-24 ans avait boudé les urnes en 2017, une [enquête intitulée « une jeunesse plurielle »](#) publiée jeudi 3 février par les sociologues Olivier Galland et Marc Lazar, pour le compte de l'Institut Montaigne, un think tank néolibéral, passe au crible un large spectre de préoccupations politiques et sociétales et questionne, en creux, la possibilité d'un record d'abstention.

« Une partie importante des jeunes ne se reconnaît aucune proximité avec un parti ou une tendance politique, soit par méconnaissance, soit par désintérêt et peut-être aussi par rejet », avancent Olivier Galland, directeur de recherche émérite au CNRS, et Marc Lazar, professeur de sociologie et d'histoire à Sciences Po.

Sur la base d'un panel de 8 000 jeunes de 18 à 24 ans, constitué par Harris interactive, et de deux autres « panels miroir » de 1 000 répondants chacun, correspondant à la génération des parents et des grands-parents, les sociologues ont mis en évidence l'« *impresionnante désaffiliation politique* » d'une grande partie de cette tranche d'âge. Cette « *désaffiliation* » est même ce qui différencie le plus les 18-24 ans des deux générations précédentes, font valoir les auteurs de cette enquête que *Le Monde* a pu consulter en avant-première.

## 87 % d'abstention aux régionales

Du flot de statistiques rassemblées, certaines illustrent mieux que d'autres le phénomène. Ainsi, 43 % des jeunes sondés disent ne pas avoir d'idées assez précises pour se positionner sur l'échelle gauche-droite, et 55 % ne peuvent indiquer de préférence partisane, soit parce qu'ils ne connaissent pas assez les partis (36 %), soit parce qu'aucun ne correspond à leur choix (19 %). Et cela vaut pour toutes les formations politiques : le cas d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est « *symptomatique* », relève les enquêteurs : bien que l'écologie soit une préoccupation reconnue comme majeure par cette catégorie de population, à peine plus d'un sur dix déclare se sentir proche de ce parti.

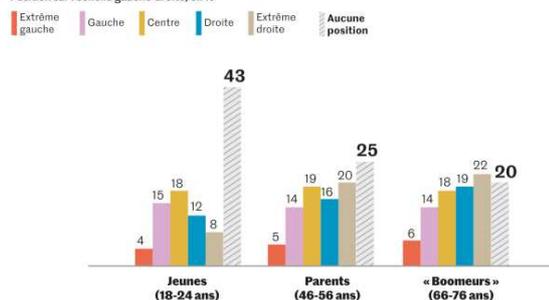
« Je m'appelle Liam, j'ai 23 ans, je suis étudiant en art et je suis originaire de Saint-Claude (39), une petite ville du Jura. Déjà en tant qu'homme noir, je ne me sens pas du tout représenté. (...) J'en ai marre de me justifier de ma transidentité. Au niveau politique, je crois que les candidats viennent à peine de comprendre l'enjeu des réseaux et que la politique peut aussi intéresser les jeunes. En réalité c'est pas la jeunesse qui se désintéresse de la politique mais bien la politique qui s'est très longtemps désintéressée de la jeunesse. (...) » SAMUEL GRATACAP

Effet de génération ou effet d'âge – autrement dit, du manque d'expérience citoyenne ? MM. Galland et Lazar posent la question. Ils ne sont pas les premiers à le faire : alors que l'abstentionnisme des 18 ans et

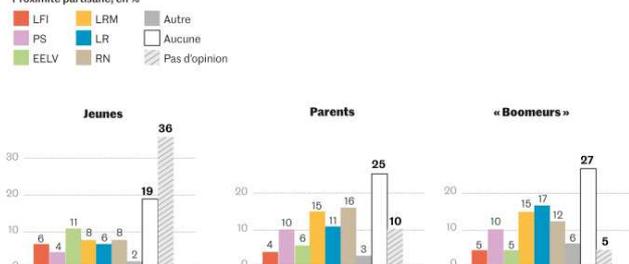
plus est observé depuis au moins vingt ans, d'autres chercheurs et historiens ont, avant eux, cherché des pistes d'explication dans le défaut d'éducation à la citoyenneté à l'école. Ou dans la crise des grandes représentations politiques et dans l'appauvrissement des récits partisans qui en a découlé.

### Le positionnement politique et la proximité partisane

Position sur l'échelle gauche-droite, en %



Proximité partisane, en %



Source : Institut Montaigne

Infographie Le Monde

### Bien que l'écologie soit une préoccupation reconnue comme majeure par les 18-24 ans, à peine plus d'un sondé sur dix déclare se sentir proche d'EELV

Non pas que la défiance à l'égard de la vie de la cité soit réservée à cette classe d'âge : toutes les enquêtes d'opinion, et elles sont nombreuses à l'approche d'une élection, tendent à montrer que, quel que soit l'âge des sondés, la perception du jeu démocratique et la confiance dans les élus s'est dégradée. Mais les conséquences ne sont pas les mêmes à 18 ans qu'à 50 ans. Là où les générations plus âgées peuvent « capitaliser » sur une socialisation à la politique héritée de l'histoire et de leur jeunesse, les 18-24 ans, eux, se détournent plus facilement, « *et pour certains définitivement* » de la scène politique, observe M. Galland. La participation aux élections régionales de juin 2021 a sonné comme un ultime avertissement – avec 87 % d'abstention, au premier tour, des 18-24 ans. Un record.

Ce défaut (ou ce refus) du positionnement politique baisse un peu avec l'avancée en âge des jeunes du panel, mais entre 22 et 24 ans, ce sont encore respectivement 39 % et 52 % d'entre eux qui affirment ne pas avoir d'idée assez précise pour se repérer sur l'échelle gauche-droite, et ne se sentir proche d'aucun parti. Même au-delà de 21 ans, la socialisation politique des jeunes semble « *marquer le pas* », relèvent les auteurs pour qui c'est là « *le fait majeur caractérisant le rapport à la politique des jeunes aujourd'hui* ».

Pas de tous, évidemment : ceux issus de familles à fort capital culturel (ces familles que l'on dit engagées), vont trouver leur place dans la vie de la cité, même si c'est pour la contester, quand d'autres garderont leurs distances, « *au risque d'accentuer les clivages et les inégalités au sein d'une même génération* », pointent les enquêteurs.

### « Révoltés » et « désengagés »

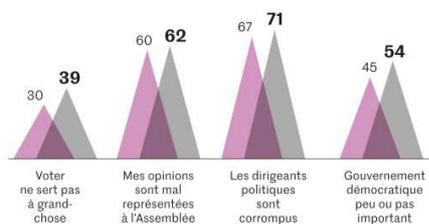
Des chiffres rassemblés, ils ont tiré une typologie leur permettant de caractériser ces jeunes qui coexistent. Avec deux groupes principaux, quatre sous-groupes, le pluriel est de rigueur. Dans le premier, qui rassemble quasiment un jeune sur deux, tous les registres de l'action et de l'engagement politique sont utilisés, qu'ils soient ou non conventionnels. On y trouve la sous-catégorie des jeunes dits « *démocrates protestataires* », les plus nombreux (39 %), qui se disent, eux, attachés au vote et aux questions de société.

Mais aussi ceux que l'enquête identifie comme des « intégrés transgressifs » (13 %), attachés à la démocratie mais qui se laissent tenter par la violence politique, les incivilités et d'autres comportements déviants.

### Opinion des jeunes sur le monde politique

Opinion des jeunes, selon leur positionnement ou non sur l'échelle gauche-droite, en %

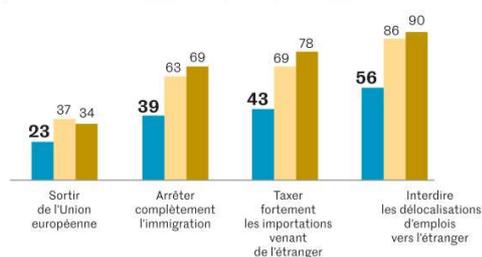
■ Jeunes **positionnés** sur l'échelle gauche-droite  
■ Jeunes **non positionnés** sur l'échelle gauche-droite



### Attitude à l'égard de l'ouverture de la société

Part de l'échantillon, en %, favorable (tout à fait ou plutôt) à...

■ Jeunes (18-24 ans)    ■ Parents (46-56 ans)    ■ « Boomeurs » (66-76 ans)



L'enquête a été réalisée par l'Institut Harris Interactive, qui a interrogé trois échantillons au mois de **septembre 2021** :  
- un échantillon principal de **8 074 personnes**, représentatif de la génération des « jeunes », âgées de 18 à 24 ans au moment de l'enquête ;  
- un échantillon de **1 001 personnes**, représentatif de la génération des « parents », âgées de 46 à 56 ans au moment de l'enquête ;  
- un échantillon de **1 000 personnes**, représentatif de la génération des « boomeurs », âgées de 66 à 76 ans au moment de l'enquête

Source : Institut Montaigne

Infographie Le Monde

Dans le second groupe figurent des jeunes éloignés de toutes les formes d'engagement et/ou de participation politique. Parmi eux, « les révoltés » (22 %) : constitués à majorité de femmes, ils disent approuver les « gilets jaunes » – qu'ils aient ou non participé au mouvement –, refusent toute allégeance ou identification territoriale, sont faiblement représentés dans les associations et présentent des traits marqués de détresse psychologique. S'y retrouvent aussi des jeunes dits « désengagés » (26 %), qui se caractérisent par leur désintérêt pour les questions sociétales et politiques et sont peu convaincus de l'importance d'un gouvernement démocratique.

« Je m'appelle Christian Ifasso, j'ai 20 ans et je viens du quartier du Bois-l'Abbé, à Champigny-sur-Marne, dans le 94 [Val-de-Marne]. (...) On se sent moins concernés par ce que les politiciens revendiquent ou veulent faire parce qu'ils s'adressent à des personnes un peu plus responsables que nous, un peu plus grandes, un peu plus âgées. Ça ne correspond pas à ce que les jeunes cherchent. (...) » **SAMUEL GRATACAP**

L'analyse se distingue de précédentes enquêtes, notamment celle des sociologues Laurent Lardeux et Vincent Tiberj, où l'action protestataire de « générations désenchantées » était essentiellement perçue comme un effet déceptif de l'offre politique proposée par la démocratie représentative. Egalement battue en brèche, l'idée d'une « fracture générationnelle », décrite par de nombreux analystes et selon laquelle la jeunesse, tout d'un bloc, entrerait en rupture notamment avec les « boomeurs » en portant de nouveaux combats identitaires. L'enquête relativise ces revendications, chiffres à l'appui : seuls 11 % des 18-24 ans se disent tout à fait convaincus de l'existence d'un « racisme structurel » en France. Quant aux questions de genre et des droits LGBT, elles mobilisent près d'un tiers des jeunes sondés. Une « *minorité importante* », disent les enquêteurs, qui conduit à tempérer l'« *importance accordée à ce sujet dans les médias* ».

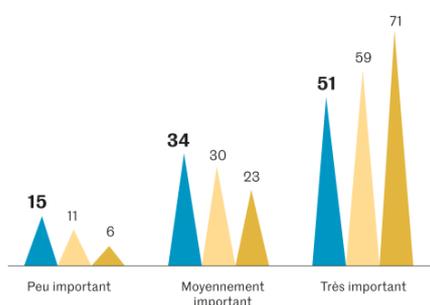
## Messages politiques brouillés

Pour l'Institut Montaigne, les clivages entre générations se jouent ailleurs, en particulier dans le déclin de l'attachement au principe d'un gouvernement démocratique issu d'élections libres. En la matière, l'écart, jugé « *considérable* » par les auteurs, atteint vingt points. Presque la moitié des 18-24 ans ne considèrent pas comme « *très important* » de vivre dans un pays gouverné démocratiquement. Autant trouvent acceptable de « *s'affronter à des élus pour protester* » ou « *d'insulter le président de la République* ». Une nette majorité pense aussi que leurs opinions sont mal représentées à l'Assemblée nationale et que les dirigeants sont corrompus. Les écarts sont aussi considérables en matière de « *tolérance* » à la dégradation de commerces ou de bâtiments publics : certes très minoritaire (entre 10 et 20 %), la part de jeunes qui l'estime compréhensible est deux à trois fois plus élevée que dans les autres générations.

### L'attachement au principe d'un gouvernement démocratique

Opinion sur l'importance d'un gouvernement démocratique, en %

■ Jeunes (18-24 ans) ■ Parents (46-56 ans) ■ « Boomeurs » (66-76 ans)



Source : Institut Montaigne

Infographie Le Monde

L'enquête poussera-t-elle les candidats à la présidentielle, jusqu'à présent peu enclins à s'adresser à la jeunesse, à se positionner plus clairement à son adresse ? A ce stade de la campagne, hormis quelques engagements pris en direction des plus diplômés, les messages politiques apparaissent brouillés. Et l'éparpillement de la gauche, malgré les tentatives pour tenter de constituer une candidature commune, n'offre pas de discours alternatif fort susceptible de mobiliser le vivier d'électeurs potentiels qui existe, pourtant, au sein de cette génération. Il y a « *urgence* », alertent les sondeurs, qui consacrent par ailleurs tout un chapitre de leur enquête aux effets ressentis de deux années de crise sanitaire. Le Covid-19, et ses conséquences morales et psychologiques, peut aussi jouer comme un facteur de « *repli sur soi* », relève M. Galland, potentiellement lourd de conséquences dans les urnes.

Portraits réalisés dans le cadre du projet « Radioscopie de la France : regards sur un pays traversé par la crise sanitaire » financée par le Ministère de la culture et pilotée par la BnF.

**Mattea Battaglia et Soazig Le Nevé**

## 3 février (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/livres/colum-mccann-c-est-dans-la-difficulte-de-lire-ulyse-que-reside-sa-beaute-20220202>

Le Figaro Littéraire, jeudi 3 février 2022 496 mots, p. LIT3

L'événement

**Colum McCann :**

« C'est dans sa difficulté que réside sa beauté »

Corty, Bruno

NÉ À DUBLIN en 1965, Colum McCann\* est l'auteur de huit romans et quatre recueils de nouvelles. Il a reçu en 2009 le National Book Award pour *Et que le vaste monde poursuive sa course folle*. Il enseigne l'écriture créative au Hunter College de l'université de New York, où il vit depuis des années.

**LE FIGARO. - Quand avez-vous découvert Ulysse ?**

**Colum McCANN.** - Je n'ai pas beaucoup lu Joyce avant le milieu de ma vingtaine. Et *Ulysse* n'est pas vraiment apparu dans mon champ de vision avant le début de la trentaine. Et même là, je n'ai fait que le picorer. En vérité, je ne l'ai lu d'une traite, de la première à la dernière page, qu'à mon séjour prolongé à l'hôpital en 2009. À ce moment-là, il a touché mon cœur fatigué d'une manière extraordinaire. C'est le roman le plus magnifique de notre époque.

D'un côté, c'est une histoire ordinaire. *Ulysse* nous montre, heure par heure, une journée unique dans la vie de Dublin : le 16 juin 1904. Il se passe des choses, mais pas grand-chose. Leopold Bloom apporte à sa femme, Molly, le petit déjeuner au lit. Puis il traverse Dublin pour assister à un enterrement, tente de vendre des annonces dans un journal, a une vilaine dispute dans un bar (et boit une pinte, bien sûr), rencontre le fils d'un ami et le suit dans le quartier chaud. Le dernier chapitre du livre offre le flux de conscience merveilleusement riche et coquin de sa femme, Molly, qui reste éveillée pendant que Bloom dort.

Mais en même temps, il s'agit d'un résumé complet de l'expérience humaine, d'une encyclopédie de la condition moderne, qui incorpore à peu près toutes les techniques littéraires possibles. Joyce élargit l'éventail de ce que l'on pensait possible pour la fiction. C'est aussi un livre très drôle et un portrait très réel de la ville où j'ai grandi. Si je n'avais droit qu'à un seul livre dans mon cercueil, je choiserais *Ulysse*, mais je préférerais que ce cercueil soit entièrement rempli de livres.

**Beaucoup de gens avouent ne jamais avoir réussi à le lire. Avez-vous trouvé sa lecture difficile ?**

Je ne le trouve pas difficile à lire aujourd'hui, mais je l'ai trouvée compliqué au début. Mais tout ce qui est excellent est à la fois difficile et rare. C'est dans sa difficulté que réside sa beauté. Mon fils, John Michael, l'a lu à l'âge de 18 ans et ce livre a défini sa vie littéraire.

**L'avez-vous relu depuis 2009 ?**

Aujourd'hui, je le lis aussi souvent et aussi profondément que je peux. Il est devenu un ami.

**Diriez-vous qu'*Ulysse* est plus « abordable » que *Finnegans Wake* ?**

Oui, *Finnegans Wake* est plus difficile. Mais *Finnegans Wake* est du pur jazz. Il suffit que je le lise à haute voix pour que j'entende sa musique. Avec *Ulysse*, je suis continuellement mis au défi à chaque page.

3 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/immigration-esbroufe-20220202>

ÉDITORIAL

## Esbroufe

Rien n'obligeait Emmanuel Macron à accueillir, mercredi soir, à Tourcoing, les ministres de l'Intérieur des Vingt-Sept. Certes, la France préside pour six mois le Conseil de l'Union européenne, mais les réunions ministérielles se multipliant sur tous les sujets, le chef de l'État aurait très bien pu déléguer, à cette occasion, Gérard Darmanin, qui plus est chez lui dans cette ville du Nord. Ce dernier se fait, ces temps-ci, plus rare qu'à l'ordinaire dans les médias. La raison en serait-elle les mauvais résultats affichés sur le front de l'immigration, thème principal de ce rendez-vous ?

Naturalisations, demandes d'asile, titres de séjour... Tous les voyants sont au rouge, et la dépense publique consacrée à cet effet s'élève à plusieurs milliards d'euros chaque année. D'où la nécessité pour le futur candidat de donner l'impression d'une reprise en main. À 67 jours du scrutin, l'opération de communication ne trompera pourtant personne, tellement les promesses élyséennes ont été nombreuses. Les premières ont été formulées à Orléans en juillet 2017. Ce sont les mêmes aujourd'hui, ou presque, qui ont été reprises à Tourcoing. À quoi bon cette esbroufe ? Aux yeux de tous les Français, Schengen et Frontex sont devenus les deux mots maudits d'une politique migratoire communautaire synonyme d'échec et marquée au fer rouge de la division entre États membres. En réformer les règles de fond en comble, y compris à long terme, relève d'une mission impossible.

« *On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant : « L'Europe, l'Europe, l'Europe » , mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien...* » Ainsi parlait le général de Gaulle, en 1965, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Cinquante-sept ans après, l'avertissement gaullien n'a pas pris une ride. Emmanuel Macron devrait le faire sien. C'est d'abord à l'échelle de la France qu'il convient de trouver des solutions à l'immigration, clandestine ou pas. Celles-ci existent, mais leur adoption exige réalisme et courage.

2 février (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/emoji-de-l-homme-enceint-l-alliance-du-woke-et-de-la-silicon-valley-20220202>

## Eugénie Bastié: «L'emoji de l'homme enceint ou l'alliance du woke et de la Silicon Valley»

Par **Eugénie Bastié**

Publié hier à 12:14, mis à jour hier à 15:46



---

« Le Parti finirait par annoncer que deux et deux font cinq et il faudrait le croire (...) L'hérésie des hérésies était le sens commun » dit le narrateur de *1984*. George Orwell pensait au communisme quand il a écrit son chef-d'œuvre dystopique. Il ne savait pas que c'était le wokisme qui accomplirait ses prophéties.

On ne dit pas encore que deux et deux font cinq mais on affirme désormais sans ciller que les hommes peuvent porter des enfants. C'est ainsi qu'Apple a intégré dans sa nouvelle génération d'emojis l'«homme enceint», décliné évidemment sous toutes les couleurs. Anecdote ? Rigolo ? Inoffensif ? Non, révélateur. Car les émoticônes d'Iphone, présents dans toutes les poches sur tous les continents, sont les marqueurs d'une révolution insidieuse des mentalités, selon une mécanique d'ingénierie sociale visant à nous faire accepter une humanité nouvelle, déconstruite et multiculturelle.

Il est étonnant que les Big tech, qui promeuvent bien souvent un combat pour la science et chassent sans merci de leurs réseaux sociaux quiconque diffuse des «fake news», se fassent les relais de propositions aussi anti-scientifiques. Car l'homme enceint n'existe pas du point de vue de la science. « *Pour la biologie c'est une évidence, il n'existe pas de pères qui accouchent : l'utérus masculin n'a pas plus de réalité que le pénis féminin. Ce sont des pures constructions verbales — flatus vocis* » notait Claude Habib dans son remarquable essai *La question trans* (Gallimard) où elle se demandait si un nouveau «droit à l'aberration» était en train de naître. Elle citait également la féministe américaine Camille Paglia : « *la froide vérité biologique est que les changements de sexe sont impossibles. Chaque cellule de nos corps, à l'exception des cellules sanguines, contient pour la vie le code de notre genre de naissance* ».

Ce n'est peut-être pas scientifique, mais «ça n'enlève rien à personne» répondront les chantres du Progrès, pressés d'enfermer dans la *cage aux phobes* tous les ronchons qui auraient le mauvais goût de s'opposer à leur smiley sympa. C'est oublier bien vite que l'impératif de l'inclusion marche de concert avec celui de la déconstruction. Ainsi, la promotion de la figure de l'homme enceint contribue à l'effacement du féminin, ce qui est plutôt cocasse à une époque qui prône la «visibilité» des femmes. Le féminisme entendait bousculer les représentations traditionnelles des rapports entre hommes et femmes, il n'a jamais prétendu abolir la biologie, sans laquelle d'ailleurs on n'explique pas grand-chose des inégalités qui subsistent entre les sexes. La maternité est le «privilege exorbitant» (Françoise Héritier) des femmes et leur nier est une régression. Elle n'est pas isolée : de plus en plus d'entreprises et d'administrations, soucieuses de ne pas discriminer l'ultra minorité des trans, usent désormais le vocable «personnes qui menstruent» ou «personnes ayant un utérus» plutôt que le beau mot de «femme».

Le progressisme faussement cool s'accompagne d'une chasse aux sorcières impitoyable. Pour avoir blagué sur ce thème sur les réseaux sociaux : « *Personne qui a ses règles*... *Je suis sûre qu'il y avait un mot pour ces personnes. Aidez-moi. Wumben ? Wimpund ? Woomud ?* », l'auteur d'Harry Potter J.K Rowling a été conspuée, insultée et même annulée de l'anniversaire de la saga pour

transphobie. «Ça n'enlève rien à personne», donc, sauf aux personnes qui ne sont pas d'accord. De plus, s'il n'y a aucune raison de gêner la minorité de personnes ayant une véritable dysphorie de genre, qu'en est-il du tort porté à l'enfant par une filiation ainsi mutilée ? L'enfant est soumis à une dissonance cognitive : on lui dit que sa mère est un homme. La dualité des sexes est au fondement de l'engendrement. Quelles conséquences psychologiques peut avoir un tel mensonge institutionnalisé ?

Enfin, le plus frappant dans cette histoire est l'alliance de l'inclusivité et du capitalisme, du woke et de la Silicon Valley. Le Consortium Unicode, l'association qui décide quels seront les nouveaux émojis est composée de représentants de toutes les plus grandes entreprises technologiques : Facebook, Microsoft, Google, Netflix et Apple. Jean-Luc Mélenchon, l'Insoumis qui veut inscrire la «liberté de genre» dans la Constitution, devrait y réfléchir, le voilà allié des multinationales du numérique qui entendent se faire les relais de la nouvelle morale planétaire. Ces mêmes entreprises qui pratiquent la politique de l'intime parviennent à faire oublier l'enrichissement himalayesque de quelques-uns. Le wokisme permet ainsi d'éveiller les esprits sur de pseudo-inégalités horizontales pour mieux faire oublier (et racheter) les véritables et grandissantes inégalités sociales provoquées par la numérisation de l'économie.

2 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/atomkraft-und-gas-debatte-weckt-zweifel-am-sinn-des-eu-oekolabels-17773931.html?premium>

## Debatte über Atomkraft und Gas : Brüsseler Taxonomie-Salat

- Ein Kommentar von [Hendrik Kafsack](#), Brüssel
- -Aktualisiert am 02.02.2022-18:50



Atomkraftwerk in Civaux: Frankreich gewinnt viel Strom aus Kernkraft. Bild: Reuters

Das Ringen um die Einstufung von Atomkraft und Gas als „grün“ zeigt, wie anmaßend der planwirtschaftliche Ansatz der Taxonomie ist – und stellt die Pro- EU-Linie der deutschen Regierung auf die Probe.

Die Kritik am Vorschlag der Europäischen Kommission zur Taxonomie hat geradezu bizarre Züge angenommen, seit sie ihren Entwurf zum Jahreswechsel vorgelegt hat. Wenn die [EU](#) Atomkraft und Gas als „grün“ einstufe, sei alles grün, ereifern sich Klimaschützer, Grüne und Sozialdemokraten. Dann könne sie das Ökolabel für Finanzprodukte auch auf Ölplattformen, Kreuzfahrten oder Massentierhaltung kleben. Dann seien Pommes Salat. Ob sich die Kritiker mit ihrer Fundamentalopposition einen Gefallen getan haben, darf bezweifelt werden. Die Kommission zumindest hat sich unbeeindruckt gezeigt und ihren nun vorgelegten endgültigen Vorschlag nur in Nuancen geändert.

Natürlich haben die Kritiker im Grundsatz recht. Weder Erdgas noch [Atomkraft](#) sind „grün“ im strengsten Sinne des Wortes – auch wenn Atomkraft sehr wohl als kohlenstoffarm durchgeht. In einer idealen Welt würde ein Ökolabel für Finanzprodukte deshalb weder das eine noch das andere umfassen. Schließlich ist die Kernidee der Taxonomie, Investoren ein klares Signal zu senden, was grün ist, und damit Greenwashing zu verhindern. Etikettenschwindel ist der Vorschlag dennoch nicht. Denn in einer solchen idealen Welt lebt auch der Klimaschutzvorreiter EU nicht.

[Kritik an Atomkraft fast nur in Deutschland](#)

Man muss vom Erregungszentrum Berlin nicht weit schauen, um sich dies klar zu machen. Für Staaten wie Polen, die ihren Strom zu drei Vierteln aus Kohle gewinnen, ist es schon ein großer Schritt, die Versorgung auf Erdgas umzustellen. Das bringt den CO<sub>2</sub>-Ausstoß nicht auf null, wie es die EU für 2050 anstrebt, ist aber ein großer Schritt auf dem Weg dahin. Das gilt erst recht, wenn solche Staaten fossile Energieträger wie Kohle, Öl und Gas – bei allen Vorbehalten – durch Atomkraft ersetzen. Auch der Blick nach innen zeigt: Übergangsweise braucht auch der selbsterklärte Klassenprimus Deutschland Gaskraft, um die Umstellung der Stromversorgung auf [Erneuerbare](#) abzusichern (Stichwort Dunkelflauten).

Die Kommission hat daraus die Konsequenzen gezogen und Atomkraft und Gas in die Taxonomie aufgenommen – wohlgerne als Übergangstechnik, nicht als grüne Energiequelle. Das ist alles andere als ein Freifahrtschein. Ökofonds, die Gas und Atomkraft in ihr Portfolio aufnehmen, müssen darauf hinweisen. Zudem gibt es für Gas – nach Ansicht von Fachleuten – viel zu strenge Klimavorgaben. Wer ein Atomkraftwerk betreibt, muss sicherstellen, dass es bis 2050 eine Lösung für den Atommüll gibt. Kurz gesagt und um im Bild der Kritiker zu bleiben: Die Kommission macht hier keineswegs Pommes zu Salat. Sie erlaubt den CO<sub>2</sub>-Übergewichtigen Pommes zum Salat, um sie zur Umstellung zu motivieren. Dass radikale Schritte für so etwas nicht immer der beste Weg sind, ist eine Binsenweisheit.

Noch transparenter wäre es gewesen, wenn die Kommission dafür eine eigene Kategorie, ein gelbes Ampelzeichen etwa, eingeführt hätte. Das aber gibt der Gesetzesrahmen nicht her. Eine Grundlage dafür zu schaffen würde Zeit kosten – zu viel Zeit, wenn die Energiewende nicht ausgebremst werden soll.

Letztlich aber zeigt das Ringen darum, was grün, gelbgrün, gelb oder rot ist, vor allem eines: Wie anmaßend der gesamte – „planwirtschaftliche“ – Ansatz der EU-Taxonomie ist. Investitionen lassen sich nicht nach objektiven Kriterien einstufen. Das bleibt im hohen Maße eine Frage politischer Bewertung, und die fällt eben je nach EU-Staat höchst unterschiedlich aus.

Die Kritik an der Einstufung der Atomkraft teilt außerhalb Deutschlands nur eine Handvoll Staaten wie Österreich oder Luxemburg. Die EU-Kommission hat gar keine Wahl. Sie muss den Argumenten der Befürworter Rechnung tragen. Aufhalten lassen wird sich die Taxonomie deshalb kaum, auch wenn im EU-Parlament mancher davon träumt. Für die neue Ampelregierung ist die Taxonomie deshalb auch eine Lehrstunde darin, was ein klares Bekenntnis zu mehr Europa mit sich bringen kann.

Viele Staaten der EU schauen eben ganz anders auf Atomkraft und Gas, als das Grüne und SPD tun. Auch die Begeisterung für immer striktere Klimaziele teilt nicht jeder. Wer mehr Europa will, muss das aushalten können. Stattdessen verfällt in Berlin mancher in Muster, die von Grünen wie SPD sonst oft gern und nicht zu Unrecht als antieuropäisch und populistisch abgetan wurden.

Das Böse kommt aus Brüssel, das Gute aus Berlin, heißt es plötzlich auch dort. Mehr Europa heißt nicht ein deutsches Europa. Wenn die Ampel es nicht schafft, die sich abzeichnende Niederlage anzunehmen, sind die schönen Bekenntnisse im Koalitionsvertrag nichts wert.

1 février (Huffington Post)

[https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-debat-au-senat-sur-le-wokisme-a-bien-agace-la-gauche\\_fr\\_61f99edfe4b0c7df974393ea](https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-debat-au-senat-sur-le-wokisme-a-bien-agace-la-gauche_fr_61f99edfe4b0c7df974393ea)

01/02/2022 22:49 CET | **Actualisé** il y a 21 heures

# Le débat au Sénat sur le "wokisme" a bien agacé la gauche

**La droite a dénoncé un "victimisation qui tente de fracturer l'universalité républicaine" alors que la gauche s'est agacée d'un débat "bien pratique pour défendre les privilèges".**

POLITIQUE - À la demande des Républicains, le Sénat a été invité à débattre ce mardi 1er février des "menaces que les théories du wokisme font peser sur l'Université, l'enseignement supérieur et les libertés académiques" face au gouvernement.

Les différents groupes politiques ont ainsi présenté leur point de vue à Sarah El Haïty, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement. Et certains se sont agacés de voir le sujet discuté dans l'hémicycle et des réponses de leurs collègues.

Les Républicains ont dans leur ensemble condamné ce terme -qui pourrait se traduire par "socialement éveillé", en français- et cette pensée née d'un mouvement militant américain pour la protection des minorités et qui cherche à traiter nombre de problèmes de société à travers la lutte contre les discriminations.

"Vision manichéenne entre oppresseur et oppressé", "victimisation qui tente de fracturer l'universalité républicaine", "exégèse moralisatrice"... La droite n'a pas été à court d'interventions pour dire tout le mal qu'elle pensait du mouvement. À gauche, on s'est en retour exaspéré d'un tel discours.

"Hier, le mal que combattait les forces réactionnaires c'était l'islamogauchisme, aujourd'hui le wokisme et demain ce sera encore un autre néologisme. (...) La droite et le gouvernement sont passés maîtres dans l'art d'inventer de faux débats pour ne pas parler du vrai danger qui guette l'université", s'est désolé Yan Chantrel au PS. Ce débat est un "écran de fumée bien pratique pour défendre le statu quo et les privilèges", selon lui.

Même son de cloche chez son collègue écologiste Thomas Dossus, pour qui "la droite française importe la panique morale des conservateurs américains" avec un "débat au ras des pâquerettes et inutile alors que la précarisation menace les universités".

Ce dernier a dit condamner les parlementaires qui veulent jouer avec le "totem" du wokisme, un terme qui ne correspond à "aucune réalité scientifique." "Vous attaquez la recherche universitaire. Vous jetez le poison du soupçon, de l'anathème sur les sciences humaines et sociales."

Pour la représentante du gouvernement lors de ce débat, le wokisme s'apparente à "un comportement prescriptif qui impose une pensée unique et dominante".

"Le projet du président, c'est un projet émancipateur qui aiguisé l'esprit critique et le pluralisme au sein de nos universités", a-t-elle affirmé en soulignant que le gouvernement "lutte contre une idéologie qui imposerait le débat".

1 février (Welt)

<https://www.welt.de/politik/deutschland/plus236617139/Antisemitismus-bei-ARD-ZDF-Evidente-Taeter-Opfer-Verdrehung.html>

ANTISEMITISMUS

## „Evidente Täter-Opfer-Verdrehung durch einen öffentlich-rechtlichen Sender“

...| Lesedauer: 9 Minuten

Von **Eva Sudholt**

Redakteurin



Politikwissenschaftler Leo Sucharewicz

Quelle: Leo Sucharewicz

Politologe Leo Sucharewicz kämpfte im Sechs-Tage- und im Jom-Kippur-Krieg für Israel. Heute kämpft er gegen antisemitische Klischees, die in Medien verbreitet werden – etwa von ARD und ZDF. Er hält eine „Entpathologisierung der deutsch-jüdischen Beziehungen“ für nötig.

**L**eo Sucharewicz wurde 1948 als Sohn jüdischer Holocaust-Überlebender in Polen geboren und wuchs in München auf. Schon früh verstand er sich als Zionist. Für die Zukunft der Juden, sagt er, gebe es keine Alternative als eine Heimstatt in Israel.

**WELT:** Herr Sucharewicz, vor zehn Jahren erschien das Israel-Gedicht von Günter Grass, in dem er schrieb: „Warum sage ich jetzt erst, gealtert und mit letzter Tinte: Die Atommacht Israel gefährdet den ohnehin brüchigen Weltfrieden...“

**Leo Sucharewicz:** Günter Grass war ja bei der Waffen-SS, was er auch nicht gerade mit frischer Tinte notiert hatte, sondern erst 61 Jahre nach Kriegsende. Aus psychologischer Sicht eine klassische Entschuldung. Eine perfide Entschuldung allerdings. Diesen Reflex kennt jeder erfahrene Ehepartner. Die eigene Schuld wiegt

weniger schwer, wenn man seinerseits Schuld zuweisen kann. Das gilt auch für kollektives Schuldempfinden.

Stilistisch hat mich ein Artikel von Aleida Assmann in der „FAZ“ vor anderthalb Jahren an Grass erinnert. Auch dramaturgisch völlig überzogen, auch vor Pathos tiefend. Sie erklärte ihren Text zum „Aufschrei gegen die Ohnmacht des Schweigens“. Anlass war aber ein schlichter, 30 Jahre währender Rechtsstreit um ein Haus in Ost-Jerusalem. Der Phänotyp des moralisierenden linksintellektuellen Israel-Kritikers greift nach jeder Banalität.

**WELT:** Anlässlich dieses Häuser-Streits wurde Israel massiv von der Hamas mit Raketen beschossen.

**Sucharewicz:** Die Fixierung auf Israel als angeblichen Unrechtsstaat ist pathologisch. Als würde in anderen Ländern nicht zeitgleich größtes Unrecht geschehen, in Tibet zum Beispiel, in Syrien, im Iran oder in Nordkorea. Die Hamas foltert und mordet in Gaza. Die Hisbollah hat den Libanon ruiniert. Israel hat Defizite wie jede Demokratie, aber der in deutschen Medien kolportierte Vorwurf eines „Apartheidregimes“ ist so unsinnig wie dreist.

**WELT:** Sie versuchen sich als Politologe an der Dekonstruktion antisemitischer, auch antiisraelischer Vorurteile. Wie kann das gelingen?

**Sucharewicz:** Jedenfalls nicht so, wie der Zentralrat der Juden in Deutschland vorgeht. Mit dieser ewigen Larmoyanz, mit permanenten Klagen – wie über einen Schicksalsschlag, der über die Juden hereingebrochen ist. Er mystifiziert damit den Antisemitismus.

Dabei sollte man ihn pragmatisch sehen, als toxische Propaganda. Die Produzenten dieser Propaganda müssen mit allen Mitteln des Rechtsstaates und der Zivilgesellschaft bekämpft werden.

**WELT:** Antisemitismus sticht nun aber doch hervor durch seine Langlebigkeit.

**Sucharewicz:** Allerdings, diese Propaganda hat eine beispiellos lange historische Agenda. Seit Kaiser Konstantin. Seit sich das Urchristentum abgewandt hat vom konservativen Judentum.

Über die Jahrtausende hat sich ein antisemitischer memetischer Ballast – als Mem bezeichnet Richard Dawkins eine Informationseinheit – angehäuft, aus kirchlichen, ideologischen und rassistischen Richtungen. Dieser Informationsballast, der aus Verleumdungen besteht, ist zum vermeintlichen kollektiven Grundwissen mutiert.

**DIE WELT:** Wo ist Ihnen diese Haltung zuletzt begegnet?

**Sucharewicz:** Die „heute“-Nachrichten im ZDF titelten Ende November 2021 „Israel: Palästinenser erschossen“. Was war passiert? Ein Hamas-Terrorist hatte in Jerusalem einen israelischen Passanten getötet und mehrere Menschen verletzt, daraufhin schoss die Polizei auf ihn. Die Headline ist eine evidente Täter-Opfer-Verdrehung durch einen öffentlich-rechtlichen Sender. Und es ist nicht das erste Mal, dass das ZDF in dieser Hinsicht auffällt, aber auch die ARD.

Das wirkmächtige Mem „Der Jude als Brunnenvergifter“ fand in abgewandelter Form Eingang in einen ARD-Film, in dem behauptet wurde, Israel würde den Palästinensern das Wasser vorenthalten. In Wirklichkeit hatte die zuständige Palästinensische Autonomiebehörde die Wasserleitungen verkommen lassen und eine Instandsetzung durch Israel abgelehnt. Die Filmemacher gaben ihren Fehler später zu, aber die Geschichte war in der Welt. Semper aliquid haeret, sagte der Römer Plutarch: Es bleibt immer etwas hängen.

**WELT:** Haben Sie sich über den Fall beim ZDF beschwert?

**Sucharewicz:** Ja, und nicht nur ich. 700 Zuschauer protestierten, Intendant Bellut will den Skandal wohl aussitzen. Anonymisiert erhielten manche ein belangloses, kurzes Standardschreiben. Aber wir lassen nicht locker. Die Verantwortlichen müssen gefunden werden.

**DIE WELT:** Wer ist „wir“?

**Sucharewicz:** Wir, das sind vor allem der Verein DEIN (Demokratie und Information e.V., die Red.). DEIN entlarvt Hassinformationen, Geschichtsverzerrung, Fake News. Wir sammeln, was in den letzten Jahren in den Medien an vergleichbaren Verzerrungen erschienen ist.

Das Problem ist allerdings schon so alt wie die deutsche Nachkriegspresse, die Israel-Fixierung des „Spiegel“ begann schon mit Rudolf Augstein, als der einige ranghohe Nazis in die Redaktion holte. Als Israel 1967 das Westjordanland besetzte, war dann für sie die Gelegenheit der Entschuldung gekommen.

**WELT:** Sie sprechen den Sechs-Tage-Krieg an. Sie haben ihn aus nächster Nähe miterlebt – Sie waren Soldat in der israelischen Armee.

**Sucharewicz:** Ich war schon Zionist, als ich drei Jahre alt war.

**WELT:** Dann lassen Sie uns bis dahin zurückgehen, oder noch ein Stück weiter. Sie wurden 1948 im polnischen Łódź geboren. Bei Łódź ist man schnell beim deutschen Namen Litzmannstadt und dem gleichnamigen Getto, von dem aus die Nazis Zehntausende Juden in die Vernichtungslager deportierten.



Łódź, 1943: Deportation von polnischen Juden durch die Nationalsozialisten

Quelle: pa/akg-images

**Sucharewicz:** Ich war drei oder vier Monate alt, als meine Eltern mit mir nach Deutschland gegangen sind. Vor 20 Jahren war ich einmal zu einem Vortrag in der Stadt und war doch emotional berührt.

**DIE WELT:** Wie haben Ihre jüdischen Eltern im besetzten Polen überlebt?

**Sucharewicz:** Meine Mutter hielt sich in einem Bunker im Warschauer Getto versteckt. Mein Vater war im Vernichtungslager Treblinka. Er gehörte zu der bekannten Gruppe von sechs Gefangenen, die den Ausbruch geschafft hat. Sie haben die Wachen mit deren Waffen erschlagen.

Mein Vater wurde in diesem Kampf schwer verletzt, konnte sich aber in Nachtmärschen nach Warschau durchschlagen. Dort wurde er von einer wunderschönen, nichtjüdischen Polin versteckt. Ich erinnere mich lebhaft an sie, denn sie hat unsere Familie Jahre später in München besucht. Eine aristokratische Erscheinung, ich war als Kind sehr beeindruckt.

**WELT:** Aber verliebt hat sich Ihr Vater in Ihre Mutter.

**Sucharewicz:** Nach Kriegsende kreuzten sich in Łódź ihre Wege, und als sich dann die nächste Diktatur ankündigte, das kommunistische Regime in Polen, flohen sie mit mir nach Deutschland. Als ich dann später vom Holocaust erfuhr, fand ich jenseits des Grauens vieles daran auch empörend, vor allem die Naivität der jüdischen Gemeinden und ihre unzureichende Organisation.

**WELT:** Sie sagten, Sie seien schon sehr früh Zionist gewesen.

**Sucharewicz:** Das jüdische Volk hat keine realistische Alternative zum Zionismus. Seit der Vertreibung durch die Römer ist der eigene Staat die einzige strategisch sinnvolle Antwort. Es wundert mich bis heute, warum die zionistische Idee erst mit Theodor Herzl so konkret wurde, warum nicht 1000 Jahre früher? Der Zionismus ist die einzige Antwort auf die Verfolgung einer Minorität, die sich nicht killen lassen will.

Ich habe in München ein humanistisches Gymnasium besucht mit Latein und Altgriechisch. So konnte ich etymologisch den Begriff „Idiot“ herleiten. Das ist ein Privatmann, er ist unpolitisch und kümmert sich nicht um öffentliche Anliegen. Ich finde, das ist kein ausreichender Anspruch sich selbst gegenüber. Darum bin ich 1966 mit 18 Jahren nach Israel gegangen und in die Armee eingetreten.

**WELT:** Ein Jahr später begann der Krieg. Hatten Sie keine Angst?

**Sucharewicz:** In diesem Krieg nicht. Und mit 18 hat man keine Angst, wenn man weiß, wofür man kämpft.

**WELT:** Was haben Sie im Krieg erlebt?

**Sucharewicz:** Ich war an der syrischen Front, wir haben den Golan erobert und sind bis Kuneitra vorgerückt, also rund 60 Kilometer vor Damaskus. Danach war ich noch ein halbes Jahr in Syrien stationiert. Vereinbarte Waffenruhen wurden von Hafiz al-Assads Armee gebrochen. Heckenschützen erschossen unsere Soldaten aus dem Hinterhalt. Es wundert mich nicht, was seit über zehn Jahren in Syrien los ist.

Wenn man damals nicht zum engen Kreis der Assads gehörte, war das ein elendes Leben. Alles war voller Spitzel, es herrschte eine brutale Willkür. Wir Soldaten sind damals zum Duschen in die verlassenen Offiziersvillen gegangen. Das waren prachtvolle Villen, wie in München-Grünwald. Die Massen der Syrer lebten elend.



Israelische Soldaten während des Sechs-Tage-Krieges auf der Sinai-Halbinsel

Quelle: Universal Images Group via Getty Images/Universal History Archive

**WELT:** Israel gewann den Krieg.

**Sucharewicz:** Das war auch ein enormer Prestigeverlust für die Sowjetunion, weil sie ihre Waffen der syrischen Armee geliefert hatte. So begann der antiisraelische Kurs der deutschen Linken. Dabei waren Israel und der Kibbuz durch und durch sozialistisch.

**WELT:** Wie war das, als Sie nach dem Militär zurück nach München zum Studieren gingen?

**Sucharewicz:** An der Uni war man in dieser Zeit links bis linksextrem. Alle glaubten zu wissen, wie die Welt funktioniert. In den Vorlesungen wurde so viel ideologischer Unsinn erzählt, dass ich irgendwann aufstand und sagte: Seid ihr alle wahnsinnig? So ist es nicht!

Ich hatte ein paar Freunde vom RCDS (*Ring Christlich-Demokratischer Studenten, d. Red.*), aber das war ein verlorenes Häuflein. Es gab ein paar arabische Studenten, mit denen ich gut diskutieren konnte, die kritisch ihrer Heimat gegenüber waren.

**WELT:** 1973 brach der nächste Krieg aus.

**Sucharewicz:** Ich wollte sofort zu meinen Kameraden in Israel. Der Krieg ist nur in Israel selber zu ertragen. Aber diesmal hatte ich tatsächlich Angst, weil ich eine neue Freundin hatte. Wir waren gerade in München zusammengezogen. Ich hatte keine Angst zu sterben, sondern Angst vor Verstümmelung. Und ich hatte Angst, mein BAföG zu verlieren und mein Vordiplom zu verhaufen.

**WELT:** Nach dem Jom-Kippur-Krieg haben Sie Ihr Politologie-Studium fortgesetzt und sich später auf Politische Psychologie spezialisiert.

**Sucharewicz:** Ich konnte mich durch mein Studium mit dem Holocaust rational auseinandersetzen. Er war nicht der erste Genozid, sondern der fürchterlichste in seiner Dimension und industriellen Durchführung. Nie zuvor gab es ein monströseres Verbrechen. Die Erinnerung an den Holocaust ist die ultimative Warnung.

**WELT:** Damit kommen wir zurück zur Bekämpfung des Antisemitismus in Deutschland.

**Sucharewicz:** Ich habe vor langer Zeit in München Experimente gemacht mit rechtsradikalen Jugendlichen. Sie hatten eine unfreundliche Vorstellung von Juden, ich zeigte ihnen Bilder von jungen Israelis in Tel Aviv, von Strand, Partys und Parks. Damit

konnte ich prompt eine sogenannte kognitive Dissonanz erzeugen. Das Ergebnis war verblüffend.

Das Gleiche passiert jetzt in der breiten Öffentlichkeit durch unsere Online-Ausstellung „Wir Juden“. Sie zeigt gleich auf der Homepage eine Collage aus Prominenten wie die Schauspielerinnen Scarlett Johansson, das Model Bar Refaeli oder der Rapper Drake, die, wie kaum jemand weiß, alle jüdische Wurzeln haben.

Juden sind und waren in allen Bereichen, wollen wir zeigen. Es gibt große jüdische Schwimmstars, Boxer, jüdische Astronauten und Astronautinnen. Es gab jüdische Piraten! Juden sind in Uganda, in Papua-Neuguinea, in Japan. Es gibt sogar chinesische Juden, die sogenannten Kaifeng. Und nur wenige Vorkriegs-Erfindungen in Deutschland, die nicht von Juden stammen. Uns erreichten Tausende Zuschriften. Über 90 Prozent positiv.

**WELT:** Für den 10. Juli 2022 haben Sie den Wir-Juden-Tag ausgerufen, was soll an diesem Tag geschehen?

**Sucharewicz:** Solidarität zeigen, Betonung auf „zeigen“. Mit einem Davidstern aufs Fenster gemalt, auf dem T-Shirt, um den Hals, als Fähnchen am Auto, Postkarten und E-Mails mit Davidstern. Einen Tag im Jahr soll man sich in Deutschland mit Schalom begrüßen.

Der Wir-Juden-Tag soll dann jedes Jahr am 10. Juli stattfinden. Es ist Zeit für eine Entpathologisierung der deutsch-jüdischen Beziehungen.

1 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/01/frederique-vidal-une-ministre-trop-discrete-sous-le-feu-des-critiques\\_6111821\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/01/frederique-vidal-une-ministre-trop-discrete-sous-le-feu-des-critiques_6111821_3224.html)

# Frédérique Vidal, une ministre de l'enseignement supérieur accusée de ne pas avoir défendu les étudiants

Effacée pendant la crise sanitaire, la ministre subit de plus en plus de critiques. Elle défend son bilan depuis 2017, avec plusieurs réformes d'inspiration libérale.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 10h19, mis à jour à 05h03



Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, à Paris, le 5 janvier 2022. JB AUTISSIER / PANORAMIC

La sentence d'Emmanuel Macron n'est pas passée inaperçue, le 13 janvier, devant les présidents d'université, réunis à la Sorbonne. « *Nous avons commencé à colmater les brèches* », [a convenu le chef de l'Etat](#), à propos du bilan de son quinquennat pour l'enseignement supérieur, appelant à « *regarder la vérité en face* » et à « *redoubler les efforts* ». Sa ministre, Frédérique Vidal, a encaissé sans broncher.

Quelques heures plus tôt, à la tribune, elle avait livré son propre bilan, beaucoup plus flatteur. A son crédit, soulignait-elle notamment, le recul de l'échec en licence, « *qui était le fléau majeur de l'enseignement supérieur français* ». « *Jamais un ministre n'aura donné autant de moyens aux universités pour assumer leurs missions, affirmer leur signature et développer leurs atouts* », s'était-elle félicitée.

Alors que se profile, jeudi 3 février, une mobilisation à l'appel de plusieurs organisations étudiantes et lycéennes (UNEF, l'Alternative, FSE, Solidaires et la Voix lycéenne) contre la hausse des droits d'inscription et la sélection à l'université et pour un « plan d'urgence », le bilan de M<sup>me</sup> Vidal fait débat au sein de la communauté de l'enseignement supérieur.

Ses quelques partisans saluent ses réformes structurelles, qui favoriseraient à terme autant la réussite des étudiants en licence que l'affirmation de quelques grandes universités de recherche dans les classements internationaux. Les plus pondérés estiment qu'elle n'a fait, au fond, qu'appliquer la feuille de route d'Emmanuel Macron, sans jamais chercher la lumière et dans la lignée des mandats précédents, qui, depuis

la loi Pécresse de 2007, conforte l'autonomie des universités. Ses nombreux détracteurs, eux, regrettent un ministre qui « *n'imprime pas* », « *méprise* » et « *n'a pas su peser* », notamment au plus fort de la crise sanitaire.

« Elle manquait de poids politique »

Fin 2020, quand la deuxième vague de la pandémie a renvoyé les étudiants à la maison, la ministre a brillé par son absence, apparemment indifférente à l'isolement et à la précarité grandissante. « *Je retiens une forme d'effacement, une absence de véritable prise en considération de la détresse dans laquelle pouvaient se trouver des étudiants* », relate M<sup>e</sup> Vincent Brengarth, qui a défendu au Conseil d'Etat le recours de 300 étudiants en BTS qui demandaient de pouvoir valider exceptionnellement leur diplôme en contrôle continu, à l'instar du bac. En vain. « *Le sujet ne l'a touchée que lorsque le pays a réagi avec une forme de honte en voyant les images d'étudiants dans des files d'attente pour la soupe populaire* », observe Pierre Ouzoulias, sénateur communiste des Hauts-de-Seine, chercheur au CNRS.

Alors que les présidents d'université sonnent l'alarme, rouvrir était une urgence que Frédérique Vidal donnait l'impression de ne pas voir. « *Bien sûr qu'elle était convaincue qu'il fallait rouvrir, mais elle ne le montrait pas suffisamment*, regrette l'un de ses proches. *Sans doute qu'elle manquait de poids politique comparé à celui d'un Jean-Michel Blanquer [ministre de l'éducation nationale], qui, lui, avait imposé de garder les écoles ouvertes.* »

« *Frédérique Vidal nous disait qu'elle cherchait à "faire monter le dossier", mais les apparences ne sont pas pour elle* », tranche un président d'université. La ministre se défend d'être restée inactive : « *Il est facile de réécrire l'histoire aujourd'hui. A ce moment-là, ce sont des choses que j'ai mises dans la balance, mais il n'y avait pas encore de vaccin, et la société entière n'avait pas mesuré l'importance de tout ce qu'il y a autour de la formation, c'est-à-dire la vie étudiante.* »

Hors crise sanitaire, le mandat du « *bon petit soldat Vidal* », comme la qualifient ses détracteurs, qu'il soit jugé positivement ou rejeté, a profondément modifié le paysage universitaire. L'ancienne présidente de l'université de Nice s'est attaquée à des dossiers techniques, difficiles, comme la création de Parcoursup, la loi de programmation pour la recherche (LPR) ou encore la réforme de l'accès aux études de santé.

## La bataille éclair de Parcoursup

Des dossiers qui lui ont valu une franche hostilité et qui restent inachevés ou largement perfectibles. « *La ministre clame qu'elle a engagé des efforts "historiques" quel que soit le sujet*, raille Anne Roger, secrétaire générale du Snesup-FSU. *Avec un certain mépris, elle nous dit que nous ne comprenons rien, s'il ne nous paraît pas évident que tout va bien.* »

« *Elle imprimera sa marque car elle a touché à tout, du cycle licence à la vie étudiante, en passant par la recherche et la gouvernance des nouveaux établissements expérimentaux* », estime Gilles Roussel, anciennement à la tête de la Conférences des présidents d'université (renommée France Universités).

Mais face au sous-financement de l'enseignement supérieur, a fortiori dans une période de poussée démographique due au baby-boom de l'an 2000, M<sup>me</sup> Vidal n'a ni réformé le système archaïque des bourses ni enrayer la baisse de la dépense publique par étudiant, qui était en 2019 à son plus bas niveau depuis 2006. « *Elle a créé une situation où les universités, pour obtenir un financement, doivent déployer une débauche d'énergie pour décrocher des appels à projets*, dénonce Lionel Larré, président de l'université Bordeaux-Montaigne. *Pendant ce temps-là, on ne remplit pas les missions fondamentales de service public qui sont les nôtres.* »

L'ère Vidal a commencé par une bataille éclair pour lancer Parcoursup. Au printemps 2018, le cabinet de la ministre se met en mode commando pour produire en moins de six mois une plate-forme sur laquelle quelque 640 000 lycéens et 200 000 étudiants en réorientation postent leurs candidatures à des formations du supérieur, qui affichent leurs « attendus » et dressent des listes de plusieurs milliers de reçus.

« *Quelle est la capacité de chaque étudiant à réussir dans la voie qu'il est en train de choisir ? La loi orientation et réussite des étudiants a mis cette question au cœur des préoccupations des lycéens, des professeurs et des universitaires, au lieu de traiter ce problème comme avant, de manière un peu hypocrite* », défend Philippe Baptiste, ex-directeur de cabinet, aujourd'hui à la tête du Centre national d'études spatiales. Au contraire, pour Pierre Ouzoulias, « *il s'agit de faire de l'étudiant l'autoentrepreneur de sa réussite universitaire, une rupture avec les paradigmes républicains* ».

## Le rapport de force comme seule méthode

La réforme passe difficilement auprès des étudiants qui bloquent une dizaine d'universités. Les choses tournent mal à la fac de droit de Montpellier, dans la nuit du 22 au 23 mars 2018, quand des hommes cagoulés et armés de bâtons – dont le doyen Philippe Pétel – expulsent des étudiants qui occupaient un amphithéâtre.

La fin 2018 est marquée par une autre réforme, qui prend de court tout le monde. Le premier ministre, Edouard Philippe, annonce que [les droits d'inscription des nouveaux étudiants extra-européens](#) atteindront 2 800 euros en licence (au lieu de 170 euros) et 3 800 euros en master et en doctorat (au lieu de 243 et 380 euros). Objectif affiché : favoriser « *un vrai choix et un vrai désir* » de poursuivre des études en France qui ne soit plus « *fondé sur la quasi-gratuité* » des cursus mais sur leur « *excellence* ». Etrangement baptisé « *Bienvenue en France* », le plan arrive « *comme un cheveu sur la soupe* », relate François Germinet, président de CY Université. « *Nous n'avons eu aucun débat de fond pour savoir si nous voulions plus d'étudiants internationaux, si l'on visait une partie du monde plutôt qu'une autre et quel programme différencié pouvait être proposé.* » Une dizaine d'établissements frondeurs annoncent leur intention de ne pas répercuter cette hausse tarifaire. En face, Frédérique Vidal les rappelle sèchement à leur « *devoir d'obéissance et de loyauté* ».

Le rapport de force apparaît désormais comme l'unique méthode, rue Descartes, où l'on poursuit la feuille de route. Présentée début 2019 et votée à l'automne 2020, après le premier pic pandémique, la LPR se donne dix ans pour redorer le blason d'une recherche française qui marque sérieusement le pas, comme l'a prouvé l'échec de l'Institut Pasteur dans la quête d'un vaccin français contre le Covid-19. En 2030, acte la LPR, le budget recherche sera plus élevé de 5,8 milliards d'euros qu'en 2020 – soit 30 % de plus environ.

« *Frédérique Vidal n'a pas beaucoup bataillé, attaque le député (Les Républicains) du Bas-Rhin Patrick Hetzel. Lors des débats, j'avais l'impression qu'elle était là sans être là. Elle était davantage dans l'esquive, laissant un goût amer pour son secteur qui aura bénéficié de bien peu de choses.* »

La déception est immense parmi les enseignants-chercheurs, qui manifestent en nombre pour que l'effort budgétaire soit beaucoup plus rapide. « *Les 5 milliards, ils étaient nécessaires dès l'année 2020 pour atteindre l'objectif que fixe la loi, à savoir que 1 % de la richesse nationale soit consacré à la recherche publique* », calcule le chercheur au CNRS Boris Gralak, secrétaire général du SNCS-FSU.

L'inquiétude est grande à l'égard du lot de nouveautés statutaires qu'introduit la loi (chaires de professeur junior, contrats doctoraux de droit privé, contrats postdoctoraux, CDI de mission) et de l'éviction du Conseil national des universités dans son rôle d'arbitre pour permettre à un maître de conférences de passer professeur des universités. Un amendement – finalement retiré – met le feu aux poudres en prévoyant de lier l'exercice des « *libertés académiques* » au « *respect des valeurs de la République* ».

## L'« islamo-gauchisme », coup politique

La hache de guerre est déterrée lorsque la CGT, non signataire du protocole d'accord sur les carrières issu de la LPR, est évincée du comité de suivi de la loi. En avril 2021, le Conseil d'Etat condamne le ministère de l'enseignement supérieur pour avoir porté « *une atteinte manifestement illégale à l'exercice du droit syndical* ». Cette ordonnance n'y changera rien, les services de la ministre « *préfèrent annuler les réunions pour ne pas avoir à nous inviter* », s'étrangle la représentante du SNTRS-CGT, Josiane Tack.

La défiance envers la communauté universitaire est à son comble, quand Frédérique Vidal rejoint le front ouvert, en octobre 2020, par son collègue Jean-Michel Blanquer, sur l'« *islamo-gauchisme* » qui ferait « *des ravages à l'université* ». Dans un premier temps, la ministre avait pris la défense de ses troupes, mais le 14 février 2021 elle fait volte-face et désigne « *une gangrène* » en mandatant le CNRS pour mener [l'](#)« *enquête* ».

Les propos de la ministre font scandale, le CNRS refusera sa mission, l'enquête ne verra jamais le jour. « *Qu'elle ait essayé d'imiter le ministre de l'éducation nationale en faisant un coup politique, c'est très clair. Mais ce sujet n'est pas une obsession ni le fond de sa pensée* », tempère l'un de ses proches désireux d'oublier un « *épisode malheureux* ».

**Soazig Le Nevé**

1 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/oekonom-inflation-ist-feuerprobe-fuer-die-ezb-17770557.html?premium>

# Ökonom Rüdiger Bachmann : „Das wird die Feuerprobe für die EZB“

- Von [Christian Siedenbiedel](#)
- -Aktualisiert am 01.02.2022-21:19



Kritik am Zaudern: Die EZB will, anders als Amerikas Notenbank Fed, die Zinsen dieses Jahr nicht erhöhen.  
Bild: Ilkay Karakurt

Der Ökonom Rüdiger Bachmann spricht über den heftigen Anstieg der Inflation, die alten Ängste der Deutschen – und Ideen für eine vernünftige Reaktion zwischen Panikmache und Kleinreden.

**Professor Bachmann, viele Deutsche machen sich Sorgen wegen der Inflation, die zuletzt bei fast 5 Prozent verharrte. Sind diese Ängste übertrieben?**

In Deutschland gibt es ja fast eine Tradition, dass die Leute mehr Angst vor Inflation haben als in anderen Teilen der Welt. Manche meiner amerikanischen Ökonomen-Kollegen sprechen sogar von einer Inflationsparanoia in Deutschland. Ich denke aber: Völliger Unsinn sind Inflationsorgen im Moment nicht. Sie sind jedenfalls berechtigter als jemals in den vergangenen 20 Jahren.



**Denken Sie denn wie die [EZB](#), die Inflation geht bald wieder vorüber, oder ist die Inflation gekommen, um zu bleiben?**

Der Knackpunkt ist: Das ist noch nicht klar. Wir haben eine Situation mit hoher Unsicherheit in dieser Frage. Ich halte es deshalb für falsch, wenn manche deutsche Wirtschaftsprofessoren jetzt sagen, die Inflation ist schon längst nicht mehr kontrollierbar. Wie Ketchup, der aus der Flasche ist und den man da nicht mehr hineinbekommt. Das ist Unsinn. Aber für genauso falsch hielte ich es, die tatsächlich vorhandenen Inflationsrisiken zu leugnen oder kleinzureden. Ich habe den Eindruck, dass zwar nicht die Europäische Zentralbank selbst das macht, aber doch manche linke Ökonomen, die sie damit in Schutz nehmen wollen.

**Was spricht denn aus Ihrer Sicht für eine dauerhafte Inflation?**

Drei Punkte sind heikel: Erstens steigt zumindest in Amerika die Wachstumsrate der Arbeitskosten deutlich. In Europa war das jedenfalls bis zur zweiten Hälfte des vergangenen Jahres noch nicht so. Es ist aber fraglich, ob die [Gewerkschaften](#) auf Dauer nicht doch auch einen Ausgleich für die Reallohnverluste durch die hohe Inflation fordern und durchsetzen werden. Zweitens steigen die mittelfristigen Inflationserwartungen. In Amerika sind sie schon bei deutlich mehr als 2 Prozent. In Europa sind sie auch angestiegen, auf um die 2 Prozent, und bewegten sich dann seitwärts. Und drittens sind die Preise für Zwischenprodukte stark gestiegen – das kann irgendwann auch auf die Endverbraucherpreise durchschlagen.

**Werden die Energiepreise nicht auch irgendwann wieder fallen, wie EZB-Präsidentin [Christine Lagarde](#) gern zur Beruhigung anführt?**

Da würde ich, anders als die EZB, lieber keine Prognose wagen. Die Unsicherheit ist sehr groß. Zum Beispiel darüber, wie der geopolitische Konflikt mit Russland ausgeht und ob das die Gaspreise irgendwann wieder fallen lässt. Auch wie Chinas Corona-Politik weitergeht, ist sehr unklar. Chinas Impfstoffe scheinen gegen Omikron nicht gut zu wirken. Wie werden die Chinesen reagieren? Lassen sie alles laufen, riskieren sie Probleme mit ihrem Gesundheitssystem. Setzen sie weiter auf starke Lockdowns, sind ihre Produktionskapazitäten eingeschränkt. Es ist einfach noch unklar, wie sich das entwickeln wird. Genauso, wie die EZB sich verständlicherweise bisher bei der Entwicklung der Energiepreise verschätzt hat, kann das wieder passieren.

**Werden aber nicht wenigstens die Lieferengpässe, die im Moment auch die Preise treiben, irgendwann von selbst verschwinden?**

Dazu müsste man erst mal wissen, ob die Pandemie wirklich vorbei ist. Manche meiner Ökonomen-Kollegen meinen: Die EZB sollte sich um die Lieferengpässe keine Gedanken machen, weil die Notenbank ohnehin kein Gas liefern kann und auch nichts gegen den Chipmangel zu tun vermag. Wenn sich aus solchen realwirtschaftlichen Gründen die Preise verschöben, seien das einfach Relativpreisveränderungen, die auf Knappheiten reagierten, das sei in einer Marktwirtschaft ganz normal und keine Inflation. Allerdings: Nicht alle Preise ändern sich immer automatisch mit, da gibt es Rigiditäten. Wenn die Arbeitnehmer daher erwarten, dass ihre realen Einkommensverluste nicht ausgeglichen werden, fordern sie höhere Löhne. Wenn sie diese durchsetzen können, kann es zu einer Preis-Lohn-Spirale kommen. Und die ist durchaus der Anfang dauerhafter Inflation.

**Wird auch die Klimapolitik die Inflation weiter hochtreiben?**

Das ist durchaus denkbar. Aber man sollte sich das nicht zu schlicht vorstellen. Wenn ein CO<sub>2</sub>-Preis eingeführt wird, führt das einmal zu einem Kostensprung, das muss noch keine Inflation sein. Klimapolitik kann manche emissionsintensive Produkte verteuern, dafür andere weniger emissionsintensive relativ

günstiger machen. Auch die Nachfrage reagiert ja auf diese Preisänderungen, das ist ja gerade der Sinn der Sache. Es besteht die Möglichkeit, dass daraus Inflation erwächst, aber das passiert nicht mechanisch.

### **Unterschätzt die EZB aktuell die Risiken?**

In der EZB gibt es sehr viel Sachverstand. Aber die Notenbank muss aufpassen. Wenn sie erst reagiert, wenn die Preis-Lohn-Spirale in Gang kommt, weil sie das erst einmal abwarten will, dann kann es zu spät sein. Viele Ökonomen, die sonst der EZB eher nahestehen, sehen ihre aktuelle Haltung durchaus kritisch.

### **Da ist etwas in Bewegung geraten?**

Ja, die Diskussionslage hat sich verändert. Ich fühle mich bestätigt, weil viele Ökonomen jetzt vor Inflation warnen, die das in den vergangenen 20 Jahren nicht gemacht haben. Aus meiner Sicht muss die EZB auch noch die Feuerprobe bestehen, was die Fiskalische Dominanz betrifft.

### **Was ist das für eine Feuerprobe?**

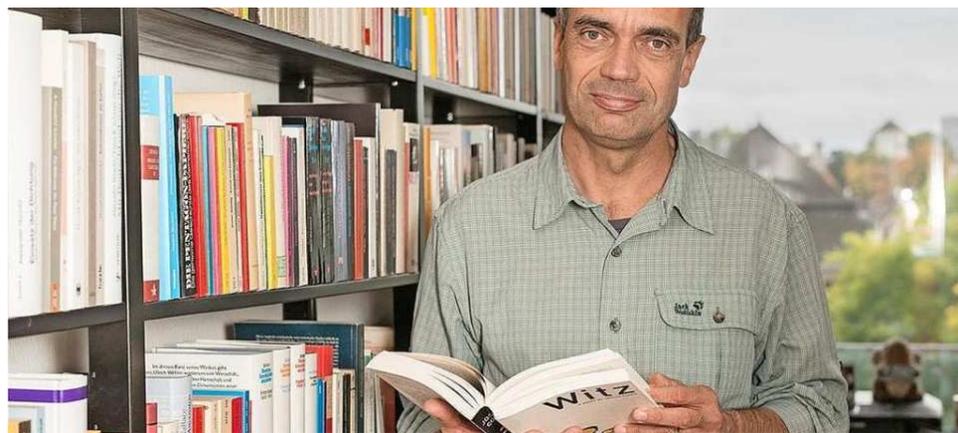
Es muss sich zeigen, ob die Notenbank den Mut hat, irgendwann die Zinsen anzuheben, auch wenn das den Staaten wegen ihrer Schulden gerade nicht so gut passt. In der Finanzkrise war das einfacher. Da erforderte die Geldpolitik niedrige Zinsen, die kamen auch den Staaten gelegen. Jetzt könnten die Interessen irgendwann gegenläufig sein. Da stellt sich dann politökonomisch betrachtet womöglich auch die Frage, welche Karrierepläne die einzelnen Mitglieder des EZB-Rates in ihren eigenen Ländern noch haben. Das gilt auch für EZB-Präsidentin Christine Lagarde selbst: Traut sie sich, die Zinsen zu erhöhen, wenn sie damit die Haushaltspolitik in Frankreich schwieriger macht und damit vielleicht manchem auf die Füße tritt?

2 février (FAZ)

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/ulrich-blumenbach-ueber-joshua-cohens-roman-witz-17768026.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_4](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/ulrich-blumenbach-ueber-joshua-cohens-roman-witz-17768026.html?printPagedArticle=true#pageIndex_4)

## Mammutroman „Witz“ : Dieser Roman ist eine Sinnflut

- Von [Jan Wiele](#)
- -Aktualisiert am 01.02.2022-22:56



Unendlicher Spaß? Ulrich Blumenbach hat einige Jahre seines Lebens auf diese Übersetzung verwendet.  
Bild: privat

Joshua Cohens Mammutroman „Witz“ erscheint nun auf Deutsch – ein spätmodernes Prosagedicht, eine jüdische Geschichtssatire. Wie war es, sie zu übersetzen? Ein Gespräch mit Ulrich Blumenbach.

**Herr Blumenbach, vor etwas mehr als zehn Jahren haben Sie Furore gemacht mit Ihrer Übersetzung des Romans „Infinite Jest“ von [David Foster Wallace](#). War Joshua Cohens „Witz“ eine ähnliche Herausforderung? Und wie lange haben Sie dafür gebraucht?**

Ich habe mit der Übersetzung 2015 angefangen und sie nach mehreren Unterbrechungen 2020 abgeschlossen. „Witz“ ist ähnlich komplex wie „Infinite Jest“, Cohen hat aber eine andere Poetik. Wallace bildet Denkprozesse ab, indem er die Sprache durch Anmerkungen, Abschweifungen, Graphiken, mathematische Formeln im Text und andere naturwissenschaftliche Darstellungstechniken entlinearisiert. Cohen geht auf andere Weise über die Einsinnigkeit der Standardsprache hinaus: Sie wird durch verschiedene rhetorische Mittel wie Assonanzen, Alliterationen, Komposita, Neologismen, Homonyme, Mehrsprachigkeit und Zitatpersiflagen, aber auch durch unendlich lange, gelegentlich nicht lupenrein aufgehende grammatische Konstruktionen „bis zur Grenze des Möglichen mit Sinn aufgeladen“, wie [Ezra Pound](#) einmal gesagt hat. „Witz“ ist eine Sinnflut.

**Literarische Kunstwerke lassen sich manchmal schwer zusammenfassen in Klappentexten oder Rezensionen. Haben Sie sich von „Witz“ einen Begriff machen können, nach dem Motto: „In diesem Roman geht es um . . .“?**

Formelhaft zugespitzt kann man sagen, „der Roman wehrt sich gegen die Sentimentalisierung des Holocausts“ oder dass er die Gewaltgeschichte des zwanzigsten Jahrhunderts mit umgekehrtem Vorzeichen satirisiert. Damit ist aber noch nicht viel gesagt. Man kann natürlich auch Schauplätze, Handlungsstränge und Figuren herauspräparieren, aber diese Elemente herkömmlicher Erzähltexte treten in den Hintergrund oder verschwinden im Nebel der rhetorischen Rasanzen. Wichtiger ist tatsächlich die lyrische oder traumartige Qualität: „Witz“ ist über weite Strecken ein Prosagedicht – und zumal im letzten Teil ein schwer erträgliches, weil paradoxes Prosagedicht des Grauens. Es ist wohl kaum ein Zufall, dass im Roman immer

wieder auf Celans „Todesfuge“ angespielt wird, die auf vergleichbare Weise in kaum fassbarer sprachlicher Schönheit vom unfassbaren Massenmord handelt.



[Joshua Cohen](#) : Bild: Beowulf Sheehan

**Während viele aktuelle Romane heute auf Inhalt setzen, oft auf schlecht fikionalisierte Debattenthemen, ist „Witz“ zutiefst formalistisch, stark verankert in der literarischen Moderne. Was heißt das für den Übersetzer?**

Ich muss mir klarmachen, dass die Dynamik der Form hier oft wichtiger ist als der Informationswert der Wörter, Wendungen und Sätze. Formalistisch oder modernistisch sind für mich zum Beispiel Cohens ständige Stilregisterwechsel. Ich würde folgende Tonlagen unterscheiden: die verhältnismäßig „normal“ erzählte Geschichte der Familie Israelien, den hohen religiösen Ton heiliger Schriften, den niederen religiösen Ton mehr oder weniger konkreter Beschreibungen einzelner Festtage, Riten, Gebete et cetera, satirische Schilderungen der Weltlage, in sich abgeschlossene Kabinettstückchen, Typenkomödien und Klischeeparodien, schließlich das Parlanto furioso eines tendenziell asemantischen, aber hochmusikalischen Geschwurbels. Da Cohen die Schule der Postmodernisten durchlaufen hat, inszeniert er eine Brüchigkeit dieser Erzählerstimmen, und eine Passage im hohen Ton kann noch im selben Satz von einer Art flapsigem Stand-up-Comedian kommentiert werden.

**Welche Stellen haben die größten Probleme bereitet, welche den größten Spaß?**

Frustriert war ich, wenn ich Wortspiele weder rekonstruieren noch kompensieren konnte. Cohen schreibt beispielsweise von „nest eggs“. Das sind einmal ganz normale Vogeleier im Nest, im übertragenen Sinn aber auch die Notgroschen, die die Oma im Sparstrumpf unter der Matratze hütet. Da war ich beim Übersetzen verloren, weil Cohen die erste Bedeutung über Seiten ausfabuliert: Es werden Unmengen Nester an einen Strand gespült. Am meisten Spaß gemacht haben Passagen, in denen Cohen seine Liebe zur jüdischen Stand-up-Comedy von der Leine lässt. Es gibt in diesem Roman brüllend komische Slapstickpassagen und filmreife Actionsequenzen.

**„Witz“ ist über weite Strecken auch Nachempfindung und Parodie religiöser Texte. Was hat das für Ihre Arbeit bedeutet?**

Büffeln. Ich stamme zwar aus einem christlichen Elternhaus, das heißt Bibel- und damit auch Thora-Ton sind mir einigermaßen vertraut, nicht aber der Stil des Talmuds. In die Rhetorik dieser Kommentatoren und Exegeten musste ich mich ebenso einarbeiten wie in Texte der Kabbala, also der jüdischen Mystik.

**Ihre Übersetzung enthält am Ende ein Glossar vor allem der jiddischen Begriffe. Hatten Sie zuvor schon einmal aus dem Jiddischen übersetzt, und wie ist das Verhältnis von Englisch und Jiddisch im Originaltext von Joshua Cohen?**

Nein, aus dem Jiddischen hatte ich noch nie übersetzt, auch wenn bei anderen Autoren gelegentlich jiddische Wörter und Wendungen auftauchten. Und das Verhältnis von Englisch und Jiddisch im Original von „Witz“ kann ich hier nur skizzieren, weil die Frage ins Zentrum von Cohens Ästhetik zielt. Für ihn ist der angelsächsische Kulturraum zweimal im Großmaßstab von hebräischen beziehungsweise jüdischen sowie jiddischen Kulturgehalten und Sprachelementen geflutet worden: Im sechzehnten Jahrhundert wurde der englischen Hochsprache die „King James Bible“ infundiert, und vom Ende des neunzehnten Jahrhunderts an kam es durch Masseneinwanderung europäischer [Juden](#) zur Anreicherung des Englischen mit jiddischer Umgangssprache. Diese beiden Sprachregister bringt Cohen in „Witz“ in einen Dialog. Seine eigene Formel lautet „Deflate the high – exalt the low“, dem Hohen die Luft ablassen und das Niedere erhöhen. Ein anschauliches Beispiel im Roman ist ein Vers aus Psalm 137, der erst im englischen Original zitiert wird und zehn Seiten später in einer Parodie auftaucht, wie sie etwa ein frecher Schüler anfertigt, der ein Bibelzitat an die Tafel schreiben soll und es aus Jux oder Trotz oder Antiautoritarismus mit obszönen oder pornographischen Verschreibern anreichert.

**Eine Besonderheit modernistischer Prosa sind die Inneren Monologe, der berühmteste darunter wohl jener der Molly Bloom im „Ulysses“ von [James Joyce](#). Aber auch in „Witz“ gäbe es da einige, die als Konkurrenz infrage kämen.**

Richtig. Wobei es sich um eine apokalyptische Konkurrenz handelt. Molly Blooms buchstäblich lebensbejahender Monolog im „Ulysses“ endet ja mit den Worten „und ich hab ja gesagt ja ich will Ja“. Hundert Jahre später, nach dem Holocaust, endet „Witz“ mit einem dreißigseitigen, ebenfalls nahezu interpunktionslosen Monolog des letzten Auschwitz-Überlebenden, der zum kaum auszuhaltenden Panorama antijüdischer Gewaltgeschichte und damit zur Absage an die Zivilisationsfähigkeit des Menschen wird. Dieser Joseph assoziiert die Pogrome im antiken Babylonien, die zur Zerstörung des Ersten Tempels führten, ebenso wie die Ermordung von 300 000 Juden durch die Kosaken unter Bogdan Chmel'nickij im siebzehnten Jahrhundert. Er springt vom Holocaust wieder zurück in die Spätantike und die Zeit der Kreuzzüge. Chronologisch geht in diesem Bewusstseinsstrom alles wild durcheinander.

**Auffällig an Ihrer Übersetzung sind die vielen Neologismen. Sind die für den Übersetzer unendlicher Spaß oder manchmal auch unendliche Qual?**

Neologismen und Wortspiele sind arbeitsintensiv und zeitaufwendig, machen mir aber tatsächlich mehrheitlich Spaß – wenn sie gelingen und ich beispielsweise aus (nichtjüdischen) „Gehilfen“ „Goihilfen“ machen kann. Manchmal musste ich Umwege machen – oder mich beim (unglaublich hilfsbereiten und kooperativen!) Autor rückversichern. Bei Cohen gibt es beispielsweise einen „Yo Semite National Park“, eine minimale Änderung der Schreibung führt zur Verschiebung vom indigenen Miwok-Begriff ins Jüdische. Der konkrete amerikanische Nationalpark spielt im Roman aber keine Rolle, ich konnte also auf einen anderen ausweichen, und um ein *trigger word* des Holocausts einzubauen, ist nach Rücksprache mit Cohen auf Deutsch jetzt die Rede vom „Yellow Star National Park“.

**Lassen Sie uns zum Ende noch ein kleines Spiel machen, ich nenne ein besonderes Wort aus Ihrer Übersetzung, und Sie sagen etwas dazu, in Ordnung?**

Gut.

**Also: „Joysey“?**

Cohen verfremdet immer wieder geographische Bezeichnungen. „Joysey“ verballhornt „Jersey“, aus „Hollywood“ wird „Holywood“, also ‚heiliges Holz‘ oder ‚heiliger Wald‘, und für „Palestein“ (statt „Palestine“) hat eine Kollegin die geniale Lösung „Palästigma“ beigesteuert. Das konturiert und ironisiert gewissermaßen die alternativen Räume seines literarischen Paralleluniversums.

### **„Genarzte“?**

Das „Soygens General“ des Originals ist ein Mehrfachwortspiel, zu dessen Entschlüsselung ich auf Cohens Hilfe angewiesen war: Zum Einen spielt die lautliche Verzerrung auf einen jüdischen Witz an: „So your son’s a doctor?“ – „No, he’s a soygen!“ (Der „surgeon“ – Chirurg – gilt der stolzen Mutter mehr als ein Allgemeinpraktiker.) Zum Anderen sollte der Titel ähnlich fremd klingen wie „Medikamentenakzessist“ (die zeitgenössische Bezeichnung für Georg Trakls Einsatz als Sanitätsoffizier im Ersten Weltkrieg). Im Nationalsozialismus gab es Konstruktionen wie „Röntgenstaffeln“. Den „Genarzte“ als fiktive Abkürzung von „Generalstabsarzt“ haben Cohen und ich gemeinsam entwickelt.

### **„PopPop“?**

Cohen hat sich auch neue Verwandtschaftsbezeichnungen ausgedacht, und PopPop ist der Papa des Papas, also der Großvater. „MomMom“, die Großmutter, gibt es auch.

### **„Treppaufnik“?**

„-nik“ ist eine aus dem Slawischen stammende Nachsilbe, mit der sich beliebige Wörter zu meist leicht abschätzigen Bezeichnungen für Vertreter bestimmter Phänomene verwandeln lassen; „Beatniks“ kennen wir als deutsches Lehnwort, ein „Freudnik“ ist ein unkritischer Anhänger der Psychoanalyse, und Anhänger der sexuellen Heteronormativität werden manchmal angeblich „straightniks“ genannt. Ein „Treppaufnik“ ist schlicht der Nachbar, der ein Stockwerk höher wohnt.

### **„Propagaudi“?**

Im Original schreibt Cohen „take a propagander“, worin die Wendung „take a proper gander“ (‚riskiert ruhig einen Blick‘) mit ‚Propaganda‘ zu einem Portmanteau verschmilzt. Im ganzen Satz habe ich dann „gönnt euch die Propagaudi“ geschrieben.

Mehr zum Thema

**Joshua Cohen: „Witz“. Roman.** Aus dem Englischen von Ulrich Blumenbach. Verlag Schöffling & Co., Frankfurt a.M. 2022. 912 S., geb., 38 Euro.

2 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/01/s-exprimer-sans-crainte-sur-l-islam\\_6111823\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/01/s-exprimer-sans-crainte-sur-l-islam_6111823_3232.html)

# S'exprimer sans crainte sur l'islam

ÉDITORIAL

**Le Monde**

Editorial du « Monde ». Après la diffusion d'un reportage de « Zone interdite » sur la montée d'un islam incitant au repli identitaire à Roubaix, la présentatrice, Ophélie Meunier, et un témoin sont la cible de menaces de mort.

Publié aujourd'hui à 10h20, mis à jour à 14h24 Temps de Lecture 2 min.

**Editorial.** On a souvent, dans ces colonnes, dénoncé les menaces, les atteintes aux libertés et les sévices dont sont victimes, dans des pays lointains, des journalistes et ceux qui les informent. Les menaces de mort ciblant Ophélie Meunier, présentatrice de « Zone interdite », émission de reportage de M6, ainsi qu'Amine Elbahi, un habitant de Roubaix qui témoigne dans l'enquête diffusée dimanche 23 janvier, suscitent la même indignation.

Depuis la tragédie de *Charlie Hebdo*, les Français connaissent le déchaînement de haine aveugle que peut susciter, chez des terroristes islamistes, l'exercice de la liberté d'expression. Depuis l'assassinat de Samuel Paty, ils savent que l'on peut mourir en France pour un cours sur la liberté d'expression. Qu'après ces drames des personnes s'exprimant publiquement sur la pratique de la religion musulmane continuent à être inquiétées est alarmant. Un certain nombre d'entre elles a dû être placé sous protection policière. Selon le ministre de l'intérieur, les journalistes menacés le sont systématiquement.

Le soupçon de clientélisme visant le maire, Guillaume Delbar, y est exprimé par un journaliste de la *Voix du Nord*, ainsi que par Amine Elbahi, un Roubaisien révolté contre l'islam radical et contre la surdité des autorités publiques quand il les a alertées pour tenter d'empêcher le départ de sa sœur pour le djihad en Syrie. Quant à M. Delbar, il est poursuivi en justice pour « détournements de fonds publics par négligence ».

## Candidats pyromanes

La longue enquête de M6, intitulée « Face au danger de l'islam radical, les réponses de l'Etat », s'interroge sur les politiques publiques destinées à combattre l'islamisme. Réalisée largement en caméra cachée, elle s'attache à décrire différentes manifestations de la montée d'un islam incitant au repli identitaire et remettant en cause des principes républicains. Le début du reportage, tourné à Roubaix, dénonce le subventionnement par la municipalité d'une association dispensant un enseignement religieux sous le couvert de soutien scolaire.

Un autre passage du film, auquel participe M. Elbahi, est tourné dans un magasin qui vend des poupées pour enfants dont la tête ne porte aucun trait de visage « *parce que [le visage], c'est Allah qui le crée* », explique la vendeuse. Depuis la diffusion de ce reportage, la présentatrice de M6 et le « lanceur d'alerte » ont dû être placés sous protection policière à la suite de menaces de mort. Le maire de Roubaix dit être victime d'un « *déferlement de haines et de menaces* ».

Un tel phénomène menace une fois de plus l'exercice de la liberté d'expression et d'information. Or, sur l'islam comme sur toute autre religion, ces libertés n'ont pour limite que les lois pénales qui répriment l'injure, la diffamation, l'appel à la haine ou à la discrimination. Alors que certains candidats à la présidentielle jouent les pyromanes en désignant les musulmans comme boucs émissaires, il faut rappeler avec force que les militants de l'islam radical ne constituent qu'une petite minorité. Sans pour autant nier les

tendances au « séparatisme » favorisées par la ghettoïsation urbaine, le clientélisme de certains maires et exacerbées par les islamistes.

Remettre en cause l'impasse identitaire et l'instrumentalisation politique de l'islam suppose de pouvoir aborder sans crainte toutes ces réalités, comme n'importe quelle autre. Cela suppose aussi de ne pas laisser aux marchands de haine la dénonciation des dérives inquiétantes qui menacent toute la société, y compris la grande masse des musulmans.

# La mise au pilori des populations musulmanes ne résoudra pas nos problèmes

Les polémiques à répétition sur l'islam sont stériles et ne résolvent en rien les difficultés de la société française, souligne **un collectif de chercheurs, dont le politiste Olivier Roy**

La République a déclenché une offensive contre l'islamisme afin de combattre les inspirations idéologiques des attentats de 2015. Les autorités ont longtemps voulu distinguer l'islam et le courant politico-religieux, des musulmans eux-mêmes. Or, cette distinction fondamentale s'est lentement effacée dans le débat public et un danger soupçon semble désormais peser sur tous les croyants, quelles que soient leur sociologie et leurs convictions.

Mais la mise au pilori des populations musulmanes ne résoudra pas nos problèmes, ni le chômage ni la question de l'identité. Car l'islam est le cache-misère de nos difficultés. Nos gouvernements peuvent définir la citoyenneté, qui répond à des critères juridiques, mais pas l'identité, qui échappe à toute définition, qui est évolutive, culturelle, ressentie et rarement délimitée.

De multiples polémiques agitent le champ médiatique et simplifient l'histoire de France au profit d'une opposition radicale entre eux et nous. C'est oublier un peu vite que l'affrontement entre les univers chrétien et musulman, que l'on présente comme inévitable, a toujours été contredit par la

permanence des échanges humains, intellectuels et commerciaux. La société européenne a su reconnaître, avant le XVI<sup>e</sup> siècle, les minorités musulmanes en tant que communautés protégées avec leurs privilèges. Ce fut le cas en Espagne, en Italie, et même en Russie. Côté musulman, la présence juive et chrétienne est attestée depuis la naissance de l'islam, avec des droits garantis, malgré une fiscalité plus lourde.

Sur la question de la violence, l'Europe doit à Origène, au III<sup>e</sup> siècle, l'idée que les guerres de l'Ancien Testament doivent être comprises de manière sym-

bolique (c'est-à-dire une guerre contre le mal). De la même façon, les interprétations du Coran ont été multiples, et la plupart des lettrés ne définissaient pas le djihad comme une conquête, mais comme une guerre défensive, ne tolérant pas le massacre d'innocents ou de civils. Tout est affaire de lecture des textes, or, en Europe comme en islam, les contextes de lecture changent...

## Ping-pong intellectuel

A bien y regarder, chaque argument contre l'islam peut trouver un contre-argument dans l'histoire ou son parallèle en Europe. Ce jeu de ping-pong intellectuel n'a guère d'intérêt, car il voile les questions de fond. Non seulement nous nous cachons derrière l'islam, mais nous le réinventons en permanence. L'islam des médias ne correspond pas aux réalités doctrinales, historiques et sociologiques. Les musulmans veulent conquérir l'Europe par la démographie? Aucune femme musulmane ne suit ces fantasmes idéologiques dans sa vie familiale. La fécondité des immigrés en France est identique à la moyenne française à partir de la deuxième génération, selon l'Institut national d'études démographiques.

Enfin, quel rôle les musulmans ont-ils tenu dans l'effondrement de l'hôpital, de l'école, de l'université, dans les inégalités territoriales et la désindustrialisation, ces vrais sujets qui préoccupent les Français aujourd'hui? Si nous sommes si fascinés par les débats sur l'islam, alors que notre maison brûle par ailleurs, c'est probablement parce que nous n'avons pas encore accepté la réalité du monde nouveau: la configuration de l'Europe a changé parce que les Européens ont changé; et ils ont changé parce qu'ils l'ont voulu, non parce qu'ils ont été submergés par les migrants. Ceux qui s'indignent de la déperdition de la culture chrétienne oublient qu'elle a été érodée par les nations européennes elles-mêmes. La sécularisation en a été une cause bien plus profonde que l'arrivée des immigrés. L'islam est pratiqué par un quart de l'humanité. Si le conflit était inévitable, notre monde aurait déjà imploré.

Pour qu'un avenir collectif se dessine, il faut rappeler à six millions de Français musulmans que l'appartenance à la chose commune – la *res publica* – est fondée sur les droits naturels et sur l'égalité des citoyens, mais qu'il ne peut être question, en droit, de leur demander de renoncer à leurs croyances. ■

**Radouane Attiya**, directeur de l'Institut de promotion des formations sur l'islam, Bruxelles; **Barbara Canova**, chercheuse au CNRS-ENS, spécialiste d'Averroès; **Eric Descheemaeker**, professeur à l'université de Melbourne, Australie, juriste; **Olivier Hanne**, chercheur à l'université de Poitiers, Moyen Âge et islamologie; **Brahim Oumansour**, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques, Paris, relations internationales, Moyen-Orient; **Olivier Roy**, professeur à l'European University Institute, Florence, politiste; **Marwan Sinaceur**, professeur à l'Essec, Paris, psychologie sociale; **John Tolan**, professeur à l'université de Nantes; **Tristan Vigliano**, professeur à l'université d'Aix-Marseille, littérature moderne comparée, Europe-Islam

**LES EUROPÉENS ONT CHANGÉ PARCE QU'ILS L'ONT VOULU, NON PARCE QU'ILS ONT ÉTÉ SUBMERGÉS PAR LES MIGRANTS**

1 février (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/01/nous-musulmans-les-pratiques-de-l-islamisme-radical-nous-revulsent-nous-attribuent-et-nous-choquent\\_6111847\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/01/nous-musulmans-les-pratiques-de-l-islamisme-radical-nous-revulsent-nous-attribuent-et-nous-choquent_6111847_3232.html)

## « Nous, musulmans, les pratiques de l'islamisme radical nous révulsent, nous attristent et nous choquent »

Des Français musulmans, juristes, chefs d'entreprise, universitaires, ingénieurs... affirment, dans une tribune au « Monde », ne pas reconnaître les principes fondamentaux de l'islam dans les pratiques extrémistes filmées dans le reportage de « Zone interdite ».

Par [Collectif](#)

Publié aujourd'hui à 11h59, mis à jour à 12h27

**Tribune.** Français musulmans engagés, nous voulons dénoncer fermement les pratiques islamistes séparatistes, mises en évidence dans le reportage de « Zone Interdite », diffusé sur [M6](#), le dimanche 23 janvier. Citoyennes et citoyens français de confession musulmane, nous sommes attachés à la France, notre pays, et attachés à l'islam, notre religion. Nous dénonçons l'islamisme radical, le [salafisme](#) et leurs corollaires : le fondamentalisme, l'obscurantisme, l'intolérance, l'enfermement idéologique.

En tant que Français musulmans, nous ne reconnaissons pas les principes fondamentaux de l'islam dans les pratiques extrémistes filmées dans le documentaire. Nous condamnons et rejetons ces pratiques sans hésiter. Nous fondons notre condamnation et notre rejet sur notre citoyenneté française et sur notre participation au contrat social et aux lois de la République. Nous les fondons aussi sur notre lecture du Coran, le texte saint de l'islam, et sur notre foi musulmane.

Celles et ceux d'entre vous qui ne connaissent pas l'islam ont pu être choqués et consternés par des images du documentaire, comme nous l'avons été aussi. Cet [islamisme radical](#) fait peur et interpelle nos consciences.

Comment pouvons-nous accepter cette perversion de l'islam, qui consiste à nous couper de notre rapport aux autres ? Quel pseudo-rationnel peut-il justifier de voiler des fillettes de 7 ans, sinon de maltraiter leur libre arbitre et leur rapport au monde ?

### Esprit critique et raison

Nous voyons dans cette pratique une forme de maltraitance qui doit cesser au nom des droits de l'enfant. Comment tolérer des poupées sans visage, alors que la communication par le visage et les émotions sont indispensables à l'épanouissement des enfants, ainsi qu'en attestent les études scientifiques ? Nous voyons dans cette pratique un rejet de notre humanité commune, de nos émotions, de nos sensations, de notre ouverture sur le monde, de notre émerveillement devant la beauté de la nature.

Et que penser d'une instruction religieuse qui ne cherche que l'imitation littérale et ne favorise pas la réflexion personnelle, la méditation et la compréhension des textes sacrés ? Une instruction religieuse sans tâcher de saisir le sens des textes sacrés, sans spiritualité, sans réflexion sur ce que sont le bien et le mal, sans morale, sans responsabilité individuelle, sans humanisme, sans universalisme, sans intégration dans la société, est bien vide de sens.

Le respect de la personne humaine, la réflexion sur le sens de la vie et la volonté de vivre en société sont les boussoles morales qui devraient guider toutes nos actions. Nous faisons nôtre l'héritage des Lumières, qui voit dans l'éveil de la réflexion personnelle la base de l'éducation.

L'un des messages centraux du Coran est l'importance de s'instruire, d'apprendre. Quel apprentissage, quel enseignement peuvent être dispensés dans des écoles islamistes radicales où règnent fondamentalisme et obscurantisme ? Les sciences naturelles sont absentes. La musique et l'art sont interdits. Quelle médiocrité !

Quelle image de l'islam renvoyons-nous ? L'éducation, la soif de sciences, la culture, l'ouverture au monde, l'ouverture aux autres, la tolérance, sont indispensables à notre conscience. L'esprit critique et la raison sont les bases de tout épanouissement humain. La contemplation esthétique n'est pas interdite dans le Coran !

## Un dévoiement pervers

Les pratiques de l'islamisme radical nous révulsent, nous attristent et nous choquent. Elles sont un dévoiement insupportable et pervers de l'islam.

Le salafisme n'est pas l'islam. Ce courant obscurantiste fut considéré comme hérétique et déviant par les tenants de l'orthodoxie islamique à sa naissance. L'un de ses pères fondateurs, Ibn Taymiyya (XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle), fut considéré comme hérétique par les autorités religieuses, à Damas comme au Caire et à Alexandrie.

Ibn Taymiyya fut incarcéré pour avoir voulu appliquer les versets du Coran de manière trop littérale. Le rejet de ses thèses le fut sur le plan dogmatique, notamment son anthropomorphisation de Dieu, mais surtout pour sa pratique rigoriste. Le salafisme s'inscrit dans une volonté de vivre selon des préceptes prétendument islamiques, mais qui effacent le spirituel et l'humain pour ne s'attarder que sur des rituels.

De fait, il permet une emprise psychologique des individus qui se coupent de l'autre. Il rend esclave l'être humain en lui faisant suivre des directeurs de conscience, alors que le Coran insiste sur la liberté de conscience et la responsabilité individuelle de chacun. Par exemple : « *Nous avons rendu tout être humain responsable de sa destinée* » (Coran, 17.13).

## Tolérance et bienveillance

Aux islamistes et aux salafistes, nous rétorquons que le Coran appelle à faire usage de son entendement et de sa raison, dans l'observation de la nature comme dans la réflexion sur la vie (par exemple, Coran, 2.44 ; 3.190 ; 16.12-13, 67 ; 20.54 ; 45.5). Le Coran dit explicitement qu'observer et étudier la nature, dans toute sa complexité, est une manière de reconnaître la toute-puissance divine.

Aux islamistes et aux salafistes, nous rétorquons que le Coran reconnaît la diversité des points de vue et des identités à travers le monde (par exemple, 22.67 ; 30.22 ; 10.19 ; 11.118). Le Coran reconnaît explicitement la diversité des rites religieux et des expressions religieuses (22.67).

Aux islamistes et aux salafistes, nous rétorquons que le Coran recommande la tolérance et la bienveillance, y compris vis-à-vis des non-croyants (7.199 ; 25.63). Par exemple : « *Les serviteurs du Miséricordieux sont ceux qui marchent humblement sur la terre, ceux qui répondent avec douceur aux non-croyants qui les interpellent* » (Coran, 25.63).

Aux islamistes et aux salafistes, nous rappelons enfin que le Coran valorise la foi et la piété intérieures (8.2 ; 9.64), notamment plus que les actes purement rituels. Par exemple : « *Les vrais croyants sont ceux dont les cœurs frémissent quand le nom de Dieu est évoqué* » (Coran, 8.2), un verset qui n'est pas sans rappeler la contemplation chrétienne. Même le Prophète de l'islam ne pouvait convaincre ceux ou celles qui ne souhaitaient pas entendre son message : le for intérieur reste du domaine de l'intime (Coran, 28.56 ; 46.23).

## Amalgame et confusion

Bien sûr, certains aspects du reportage de « Zone Interdite » peuvent être critiqués. L'amalgame est bien trop facile lorsque l'on montre des images de boucheries halal ou de jeunes femmes qui assument le port du voile, en leur libre conscience. Ces images, dans la continuité de celles sur les écoles islamistes radicales, mises sur le même plan, peuvent susciter la confusion.

Non, l'existence de boucheries halal ne témoigne pas d'un « *grand remplacement* » en cours. Non, les [femmes qui portent un voile](#), le portant de plein gré, et en respectant les lois de la République, ne devraient pas être montrées du doigt. Non, la prière et la foi ne sont pas en soi des subversions. Ne mélangeons pas tout à des fins polémiques et gardons en tête que la grande majorité des musulmans respecte les lois et les valeurs de la République.

Aux musulmans, nous voulons rappeler notre responsabilité. Eloignons-nous de la médiocrité de pratiques qui n'ont pas de fondement théologique et sont vides de spiritualité. Cultivons-nous. Participons de plain-pied à la société française. Restons critiques face aux injonctions de prédicateurs douteux. Soyons exemplaires, comme notre religion nous le demande. Visons l'excellence et l'intégration républicaines, pour nous et nos enfants.

A la présentatrice et au témoin de l'émission « Zone Interdite », [Ophélie Meunier](#) et Amine Elbahi, nous exprimons notre soutien le plus vif. Nous en sommes solidaires, ainsi que de tous les journalistes faisant leur travail d'information et d'exposition des faits.

**Liste des signataires : Fouad Aouni**, chercheur doctorant en sociologie ; **Halima Boughanmi**, juriste ; **Saïd Branine**, directeur de la rédaction du site Oumma.com ; **Abd Raouf Chouikha**, professeur émérite, université Paris-Sorbonne ; **Nahida El Harragua**, juriste ; **Ali Hadadah**, maître de conférences en économie ; **Sarah Hammou**, ingénieure ; **Lina Hantala**, docteure en pharmacie ; **Sophia Idris**, biologiste ; **Hocine Kerzazi**, chercheur en sociologie des religions ; **Imane Makrat**, chef d'entreprise ; **Alicia Marzouk**, statisticienne ; **Samira Moussaoui**, chef de projet ; **Enis Mrabet**, avocat au barreau de Paris ; **Marwan Sinaceur**, professeur de psychologie sociale à l'Essec.

1 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/wieso-die-unabhaengigkeit-der-justiz-so-wichtig-ist-17768185.html?premium>

# Gewaltenteilung : Die Justiz ist nicht der verlängerte Arm der Politik

Ein Kommentar von [Reinhard Müller](#)

Aktualisiert am 01.02.2022-07:27



Justitia, die Göttin der Gerechtigkeit. Bild: dpa

Die Unabhängigkeit der Justiz garantiert nicht nur demokratische Rechtsstaatlichkeit, sondern Staatlichkeit. Das gilt auch mit Blick auf ganz Europa. Aber das Glashaus ist groß.

Ist die deutsche Justiz unabhängig? Was für eine Frage. Sie zielt auf das Fundament des demokratischen Rechtsstaats, auf die zivilisatorische Errungenschaft der Gewaltenteilung, auf die Kontrolle parlamentarischen und exekutiven Handelns. Der Rechtsstaat ist freilich gerade in der Pandemie besonders herausgefordert. Defizite treten schärfer hervor; manche Selbstverständlichkeit gerät in Vergessenheit. Zum Beispiel, dass die Mehrheit entscheidet.

Mehrheitsentscheidungen sind nicht per se erzieherisch oder gar unmoralisch. Gerichte müssen jeden Eingriff überprüfen können. Dass der einzelne oder eine Minderheit in einem fairen Verfahren auch einmal nicht recht bekommt, das ist kein Grund, am Rechtsstaat zu zweifeln. Es gibt keinen Anspruch auf ein Urteil zu den eigenen Gunsten. Und dass Verfassungsgerichte nicht die Aufgabe haben, ihre eigenen Einschätzungen von unklaren Lagen an die Stelle von begründeten Beurteilungen anderer Organe zu setzen, ist eben gerade Ausdruck von Gewaltenteilung.

Mit allen Mitteln?

Klar ist zugleich: Wäre die Justiz nur der verlängerte Arm der Politik, hätte sie ihren Namen nicht verdient. Man könnte sie sich sparen. Nun hat freilich sogar die EU-Kommission unlängst den Eindruck erweckt, die Bundesregierung könne das [Bundesverfassungsgericht](#) in die Pflicht nehmen. Sie hatte das viel beachtete Vertragsverletzungsverfahren gegen Deutschland eingestellt, das wegen der Karlsruher Rechtsprechung zum außerhalb der Verträge liegenden Gebaren von Europäischer Zentralbank und Europäischem Gerichtshof eingeleitet worden war.

Die Kommission begründete ihren Schritt unter anderem damit, die Bundesregierung habe sich nunmehr dazu verpflichtet, „alle ihr zur Verfügung stehenden Mittel zu nutzen, um in Zukunft eine Wiederholung einer Ultra-vires-Feststellung aktiv zu vermeiden“. Doch hatte sich die deutsche Regierung dazu gegenüber der Kommission gar nicht verpflichtet, vielmehr hatte sie ausdrücklich auf die Unabhängigkeit der Justiz

hingewiesen, die nicht infrage gestellt werden dürfe. Der grundsätzliche Vorrang des Europarechts wird selbstverständlich durch die Bundesregierung nicht infrage gestellt. Und es ist offensichtlich, dass allen Beteiligten an einer Entschärfung des Konflikts gelegen ist.

Es geht um das Fundament

Aber die [EU-Kommission](#) sollte nicht den Eindruck erwecken, die Bundesregierung könne oder solle auf das Bundesverfassungsgericht einwirken, um dessen Rechtsprechung in einer zentralen Frage zu ändern. Denn die Karlsruher Richter pochen schlicht auf den Geltungsgrund der Europäischen Union. Sie und ihre Organe haben nur die Befugnisse, die ihnen die Mitgliedstaaten gegeben haben. Die Letztkontrolle durch das Bundesverfassungsgericht im Fall eines deutlichen Verstoßes gegen Europarecht oder die deutsche Verfassungsidentität muss auch in Zeiten einer fragiler gewordenen Union hochgehalten werden.

Das sollte die Bundesregierung gegenüber der Kommission noch einmal klarstellen, trotz polnischer Versuche, die Karlsruher Rechtsprechung für eine antieuropäische Haltung fruchtbar zu machen. Denn es geht darum, die [EU](#) an das zu erinnern, wofür sie nach dem gemeinsamen Willen ihrer Mitgliedstaaten da ist. Sowohl die Kommission als auch die EZB wie auch der Europäische Gerichtshof sind in ihren Funktionen zu stärken, aber nur in diesen – nicht als politische Spieler in einem Spiel, dessen Regeln sie selbst bestimmen.

Wenn niemand anderes darauf pocht, muss es das Bundesverfassungsgericht tun – schließlich geht es um das Fundament. Noch ist Deutschland nicht Glied eines europäischen Bundesstaates, wie es die Ampelkoalition anstrebt. Hier und jetzt garantiert die Unabhängigkeit der Justiz, insbesondere des Bundesverfassungsgerichts, nicht nur Rechtsstaatlichkeit, sondern Staatlichkeit.

Den Blick von außen zulassen

Gleichwohl darf sich auch Deutschland nicht ausruhen, muss sich hinterfragen und den Blick von außen zulassen. Die Praxis der Wahl der hohen Richter ist nicht immer ein Ruhmesblatt. Natürlich ist eine demokratische Koppelung wichtig. Eine sich selbst ergänzende, politisierte Kaste von Richtern und Staatsanwälten, wie es sie anderswo gibt, ist nicht erstrebenswert. Aber das Verfahren, an das man sich dann auch halten sollte, muss klar sein, und fachliche Qualifikation darf nicht evident hinter parteipolitischer Präferenz zurücktreten.

Deutschland ist bisher mit seinem System ganz gut gefahren. Es sollte aber keinen Anlass zu Zweifeln geben. Anforderungen etwa für das Profil von Präsidenten und Vizepräsidenten an Bundesgerichten sollten nicht aus politischer Opportunität geändert werden. Hier schaut auch der Europarat hin, der noch ganz andere Staaten umfasst als die EU. Das Glashaus ist groß.

31 janvier (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/societes/crise-energetique-les-grands-defis-industriels-d-edf-20220131>

# Crise énergétique: les grands défis industriels d'EDF

Par Guillaume Guichard

Publié hier à 20:39, mis à jour il y a 3 heures



L'EPR de Flamanville, en Normandie, est un des chantiers d'EDF en cours. Alexis MORIN/SIPA

**RÉCIT - Les profits du groupe sont lestés par la mesure gouvernementale de limitation des tarifs et par des problèmes sur le parc nucléaire. Un plan de financement doit être présenté le 18 février.**

En tendant le regard vers le long terme, EDF peut espérer un horizon peuplé d'EPR, ses réacteurs nouvelle génération. Emmanuel Macron les lui a promis en novembre, même si le groupe attend encore les détails de la commande. En abaissant les yeux sur le court terme, l'électricien national se voit les pieds pris dans un borborygme, et les poches vides. L'année s'annonçait pourtant exceptionnelle grâce à l'explosion des prix de l'électricité sur les marchés de gros.

Deux mauvaises nouvelles sont tombées coup sur coup jeudi 13 janvier au soir, qui plombent de 13 à 18 milliards d'euros les prévisions de profits avant amortissement de l'énergéticien pour 2022. De quoi faire tomber EDF dans le rouge, prévoient certains analystes. En premier lieu, la limitation de la hausse des prix de l'électricité, décidée par l'État, devrait coûter à l'entreprise publique près de 8 milliards d'euros. En outre, le groupe a annoncé qu'il abaissait de 10 % sa prévision de production d'électricité d'origine nucléaire pour 2022, à cause de la découverte d'un défaut générique affectant potentiellement deux familles de réacteurs. L'impact financier est chiffré entre 5 et 10 milliards d'euros par les analystes, qui restent très inquiets en l'absence de communication d'EDF sur les contours du problème. Les jours suivants, les agences de notation ont mis sous surveillance la note d'EDF. L'une d'entre elles, Fitch Ratings, l'a même dégradée. Depuis ces annonces, l'action oscille autour de 8,50 euros, après avoir frôlé les 13 euros début décembre.

Déjà lesté d'une dette de plus de 40 milliards d'euros, EDF doit donc rassurer très rapidement sur sa situation financière. «*Nous examinons les mesures appropriées pour renforcer la structure bilancielle du groupe*», a expliqué Jean-Bernard Lévy, le PDG de l'entreprise, à ses cadres supérieurs, dans une lettre interne. Il y a urgence à réagir, a insisté le directeur financier, Xavier Girre, devant le top management, lors d'un récent point d'information interne. EDF dispose d'une quinzaine de jours pour trouver une solution. Le 17 février, le conseil d'administration devra valider un nouveau plan financier. Le 18, le groupe publiera ses résultats annuels 2021. Il lui faudra alors présenter un message aux marchés financiers autour de son refinancement.

L'agence de notation Fitch Ratings estime qu'EDF a besoin d'environ 10 milliards d'euros d'argent frais. Augmentation de capital, programme de cessions d'actifs, emprunts obligataires... les solutions à ce genre de problème sont bien connues. EDF n'est pas seul, l'État sera «*à ses côtés, par tous les moyens nécessaires*», martèle depuis mi-janvier le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. En

attendant, les oppositions politiques tombent à bras raccourcis sur un exécutif accusé de mettre en danger le fleuron national de l'électricité. *«Comment faire crédit à un gouvernement qui, par des décisions successives, a causé les conditions de l'affaiblissement d'EDF?»* , a attaqué ce week-end dans *Le Journal du dimanche* Hervé Morin, conseiller de la candidate LR à la présidentielle Valérie Pécresse.

## Solution en trois temps

Après une bataille serrée ces derniers mois autour de l'extension de l'Arenh, l'exécutif et EDF doivent maintenant s'entendre sur le plan de secours du groupe détenu à près de 84 % par l'État. *«Ils y travaillent dans un bon esprit»* , glisse un proche du dossier. Toutefois, toutes les solutions ne se valent pas du point de vue d'EDF. Une recapitalisation présenterait l'avantage de faire payer l'État pour la perte que sa décision a provoquée. Une cession d'une fraction du capital d'une des grandes filiales d'EDF, comme Enedis, à la Caisse des dépôts, par exemple, présenterait le désavantage de vendre un bijou de famille pour sortir de l'ornière. Quant à une renationalisation complète, où l'État reprendrait 100 % du capital en profitant de la faiblesse du cours de l'action, *«ce n'est pas le sujet du moment»* , évacue-t-on à Bercy.

Le plan de sortie de crise pourrait en somme se dérouler en trois temps. D'abord, une mesure financière urgente de renforcement du bilan. Ensuite, le président Emmanuel Macron devrait préciser la commande d'EPR que l'État compte passer à EDF. *«Il s'exprimera sur le mode de financement des futurs réacteurs, ainsi que sur la place de l'État dans ce financement»* , précise-t-on à Bercy. Six nouveaux réacteurs coûteraient environ 50 milliards d'euros. Un investissement colossal qu'EDF peut difficilement assumer seul.

Enfin, après la présidentielle, se reposera la question de la réorganisation du groupe EDF, après l'échec du plan Hercule qui devait séparer les activités nucléaires du reste. *«À l'évidence, le projet d'évolution structurelle d'EDF est encore plus d'actualité qu'auparavant»* , comprend un proche du dossier. Un nouveau nom informel circule dans les couloirs du siège d'EDF, avenue de Wagram, le projet *«Ulysse»* . Pour la capacité du héros grec à se sortir des situations les plus inextricables?

## Incertitudes autour de la hausse des prix en... 2023

La promesse de maintenir la hausse du tarif réglementé de vente d'électricité à 4 %, là où il aurait pu bondir de 35 % TTC, ne porte que sur 2022. Que se passera-t-il lors de la prochaine revalorisation du tarif réglementé de vente (TRV) en février 2023? Trois facteurs laissent craindre une nouvelle flambée pour les particuliers.

### • La remontée de la taxe sur l'électricité

Pour limiter l'effet de la flambée des prix sur les ménages, le gouvernement a quasiment supprimé la taxe sur le kilowattheure - ce qui lui coûte 8 milliards d'euros. Il faudra bien un jour relever cette fiscalité. Dès 2023? Interrogé sur le sujet, le ministère de l'Économie donne rendez-vous à l'automne prochain, lors de l'examen du projet de budget pour 2023. Remonter la taxe à son niveau de l'année dernière ferait naturellement grimper le TRV «toutes taxes comprises».

### • Le haut niveau des prix de marché de l'électricité

Parmi les facteurs pris en compte pour revaloriser le TRV chaque année, figure la moyenne d'évolution des prix de marché sur les deux dernières années. Or, ceux-ci ont flambé durant le dernier trimestre 2021 et continuent à se maintenir à des niveaux très élevés depuis le début de 2022. De quoi gonfler la revalorisation du TRV l'année prochaine.

### • L'éventuel rattrapage après le blocage du trv en 2022

Si les mesures prises par ailleurs (augmentation du volume d'Arenh) se révèlent suffisantes pour justifier juridiquement le blocage de la hausse du TRV à 4 %, il n'y aura pas de rattrapage en 2023. Mais le gouvernement reconnaît qu'un rattrapage de «quelques pourcents» pourrait tout de même être nécessaire.

31 janvier (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/31/apres-la-primaire-populaire-la-gauche-dans-l-impasse\\_6111681\\_3232.html#xtor=AL-32280270-\[mail\]-\[ios\]](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/31/apres-la-primaire-populaire-la-gauche-dans-l-impasse_6111681_3232.html#xtor=AL-32280270-[mail]-[ios])

## La victoire de Christiane Taubira ne règle pas les problèmes de la gauche, qui est toujours aussi divisée à quelques semaines du premier tour.

Publié hier à 10h38, mis à jour hier à 20h52 Temps de Lecture 2 min.

**Editorial du « Monde ».** Le spectacle donné par la gauche à moins de soixante-dix jours du premier tour de l'élection présidentielle constitue un cas d'école pour les historiens : les partis qui la composent sont trop faibles pour imposer un leader capable de rassembler. La base s'en indigne mais reste trop mal organisée pour prétendre dicter sa loi.

A peine connu, dimanche 30 janvier, le résultat de la Primaire populaire, organisée par un mouvement de citoyens indépendant des partis, a été contesté par les perdants : ni Jean-Luc Mélenchon, ni Yannick Jadot, ni Anne Hidalgo n'ont reconnu la victoire de Christiane Taubira, désignée comme la candidate la plus à même de « *faire gagner l'écologie et la justice sociale à l'élection présidentielle* ».

Le scrutin a pourtant rassemblé 392 738 votants, bien plus que la primaire écologiste organisée en septembre 2021. Mais sa légitimité a été d'emblée entachée par l'absence de consensus autour des règles du jeu : près de la moitié des personnalités jaugées concouraient malgré elles. Au lieu de s'éclaircir, le paysage se complique un peu plus.

Rien ne semble pouvoir arrêter la machine à perdre enclenchée depuis des mois. Pris un à un, aucun des candidats ne franchit clairement la barre des 10 % d'intentions de vote. A eux tous, ils n'en totalisent guère plus de 25 %. C'est comme si la gauche assistait, impuissante, au déroulement d'une campagne jusqu'à présent dominée par le thème identitaire.

### Le PS au centre du séisme

La responsabilité de ses dirigeants est immense, car, lorsqu'on les interroge, les Français mettent le pouvoir d'achat au premier rang de leurs préoccupations. La transition écologique s'annonce en outre comme la grande affaire des prochaines années. Ces deux problématiques devraient normalement ouvrir un boulevard à un candidat de gauche, pourvu qu'il parvienne à rassembler son camp et à s'adresser à l'ensemble du pays.

L'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les candidats est d'abord temporelle : à deux mois et demi du scrutin présidentiel, il semble impossible de rattraper le travail qui n'a pas été accompli ces quatre dernières années. La gauche s'est laissée vivre. Elle a sous-estimé le choc de la défaite de 2017 et présumé de ses forces dans la recomposition qu'ouvrirait la victoire d'Emmanuel Macron.

Au centre du séisme, le Parti socialiste a perdu la position hégémonique qu'il occupait depuis la victoire de François Mitterrand en 1981. Une partie de ses électeurs soutient le président sortant, l'autre penche vers la radicalité. Anne Hidalgo est devenue le maillon faible de cette campagne. Jean-Luc Mélenchon aurait pu être le grand bénéficiaire de cet effondrement, mais sa détestation des socialistes, combinée à son comportement erratique, l'empêche d'être l'homme du rassemblement. Yannick Jadot prétend porter les couleurs d'une écologie de gouvernement en lieu et place d'une social-démocratie en perdition, mais son assise est encore trop faible pour prétendre l'emporter.

L'irruption tardive de Christiane Taubira apparaît comme l'ultime tentative de rassembler ce qui peut l'être encore autour du plus petit dénominateur commun. Encore eût-il fallu que le bilan du quinquennat Hollande fût soigneusement tiré pour pouvoir prétendre conduire un équipage solide.

La gauche ne semble pas comprendre qu'il ne lui suffit pas d'incarner la radicalité. Elle a aussi besoin de rassurer les Français quant à sa volonté et à sa capacité d'assumer la responsabilité du pouvoir dans un contexte de plus en plus chahuté. Sa crédibilité a été sérieusement écornée entre 2012 et 2017. Elle est aujourd'hui loin d'être établie.

**Le Monde**

31 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/die-grosse-verbruederung-zwischen-politik-und-poesie-kann-warten-id.1666416>

# Günter Grass war der Totengräber der politischen Lyrik in Deutschland

Literatur verbessert die Welt nicht. Wo sie es versucht, verschlechtert sie nur sich selber.

Paul Jandl 31.01.2022, 05.30 Uhr



**Günter Grass suchte die Nähe zur Politik: Hier zusammen mit Alfred Biolek (links) und Bundeskanzler Gerhard Schröder in einer Talkshow, 2002.**

[www.imago-images.de](http://www.imago-images.de)

Offenbar ist mit den deutschen Schriftstellern so schnell kein Staat zu machen, und das muss nicht einmal schlecht sein. Vor kurzem haben drei Autoren dazu aufgerufen, im Bundestag in Berlin eine eigene «Parlamentspoetin» zu installieren. Als Vermittlerin zwischen den Sphären. Als Amt zwischen Moral, Politik und Poesie. Am meisten begeistert von dieser Idee ist bisher allerdings eine Politikerin.

Kaum war [die Forderung von Mithu Sanyal, Dmitrij Kapitelman und Simone Buchholz](#) veröffentlicht, traf sich die grüne Bundestagsvizepräsidentin Katrin Göring-Eckardt mit den drei Autoren und sagte: «Eine starke Kultur und ein wertschätzender Umgang mit unserer Sprache sind essenziell für jede offene Gesellschaft.» Ein Satz, den man auch einmal in den Bundestagsdebatten fallenlassen könnte. Ausserdem meinte die Grünen-Politikerin: «Ich unterstütze es, einen neuen diskursiven Raum zwischen Parlament und lebendiger Sprache zu öffnen. Poesie kann dazu einen wichtigen Beitrag leisten.» Das klingt nach einer Umarmung. Die mutmasslichen Beitragsleister, nämlich die Dichter, hielten sich bisher ziemlich zurück. Die Idee, im Bundestag als Fackelträger der «Versöhnung» und «Heilung» zu landen, wie es in der Forderung heisst, war vielleicht mehr christliches Pathos, als die mittlerweile ziemlich pathosfernen deutschen Schriftsteller ertragen können. [Die Amerikaner haben ihre Amanda Gorman](#), die ihnen dichtend den Weg aus Hass und Unterdrückung weisen möchte. In Kanada ist die Parlamentspoetin Louise Bernice Halfe in Amt und Würden. Sie kommt aus der indigenen Bevölkerung des Landes und erinnert in ihrer Arbeit an eine kanadische Vergangenheit der Unterdrückung.

## Die Autoren protestieren gegen die Geheimdienste

Jetzt also Deutschland. Ein Gebiet, auf dem sich die Dichter mit Ausnahme von Günter Grass und den DDR-Staatsliteraten ziemlich davor gehütet haben, von der offiziellen Politik vereinnahmt zu werden. Unter den Parlamentariern war es ausgerechnet Wolfgang Kubicki, Göring-Eckardts FDP-

Pendant als Bundestagsvizepräsident, der sagte, dass er von der Idee nichts halte und dass dahinter «ein grosses Missverständnis künstlerischer Tätigkeit steckt». Literatur, so Kubicki, sei doch früher immer der Stachel im Fleisch der Politik gewesen.

Das letzte Mal, als deutsche Autoren ihren Stachel in einer grossen Aktion zeigten, ist fast zehn Jahre her. Im Herbst 2013 zogen Juli Zeh, Ilija Trojanow, Ingo Schulze, Eva Menasse, Sten Nadolny, Feridun Zaimoglu und etliche andere vor das Bundeskanzleramt, um Angela Merkel ganze Kisten voller Unterschriften zu überbringen. Es war ein Protest gegen die Zurückhaltung Deutschlands angesichts der immer dreister werdenden Überwachungspraxis amerikanischer Geheimdienste. Sage niemand, dass Schriftstellerproteste keine Wirkung haben: [Ilija Trojanow wurde kurz darauf die Einreise](#) zu einem Germanistenkongress in Denver verweigert. Viele wollten darin keinen Zufall sehen.

Die Geschichte der politischen Literatur in Deutschland ist eine Geschichte der wehevollen Abneigung. Die Enzensbergers, Bölls und Walsers haben sich in der Ästhetik des Widerspruchs inszeniert. Was sie schrieben, sollte gegen einen Staat gerichtet sein, der nicht zuletzt durch seine Sprache desavouiert war.

In den sechziger und siebziger Jahren wurden Gedichte wegen ihres Provokationspotenzials so berühmt, dass man heute noch staunt. In Österreich war es Ernst Jandl mit dem Poem «wien : heldenplatz», in Deutschland Hans Magnus Enzensberger mit seiner «landessprache». Gedichte in Kleinschreibung wollten ihren Staaten und den darin mit Politik Beschäftigten ganz gross gedruckt und deutlich sagen, was los ist. «deutschland mein land, unheilig herz der völker», bläst Enzensberger den Seinen den Marsch. «dieses land ist von sich selber geschieden, / ein aufgetrenntes, inwendig geschiedenes herz / unsinnig tickend, eine bombe aus fleisch.»

### **Roger Willemsen hörte ein Jahr lang dem Bundestag zu**

So etwas schreibt man nicht in der Amtsstube eines Parlamentspoeten und auch nicht für Katrin Göring-Eckardt. So etwas schreibt man heute vielleicht überhaupt nicht mehr. Mit deutscher politischer Lyrik ist es so gut wie vorbei. Als ihr Totengräber kann Günter Grass gelten, dessen 2012 europaweit [in Zeitungen erschienenenes Gedicht «Was gesagt werden muss»](#) von Israels Verteidigungspolitik handelte. Ein grosser Skandal um ein schlechtes Stück Literatur. Um einen stammtsichtauglichen Leitartikel, der allein durch seinen linksbündigen Flattersatz an Gedichte erinnerte.

In der Geschichte hat es denkwürdige Reden von Schriftstellern vor dem Deutschen Bundestag gegeben. Ruth Klüger und Navid Kermani, Stefan Heym und Daniil Granin haben hier gesprochen. Es war gut so, auch wenn diese Autoren nicht gleich ein Büro im Hohen Haus bezogen haben. Einer hat so etwas immerhin fast gemacht.

Ein Jahr lang hat sich der Schriftsteller und Journalist Roger Willemsen die Debatten im Bundestag angehört und dann ein Buch darüber geschrieben. «Das Hohe Haus» erschien 2014 und kann geradezu eine Warnung vor allzu grossen Hoffnungen sein. Wert auf Sprache zu legen und mit der Sprache der Politik konfrontiert zu sein, ist ein hartes Brot. Viele Monate hat sich Roger Willemsen auf der Presstribüne zu Tode gelangweilt und ist unter der Konsenspoesie Angela Merkels fast eingeschlafen.

«So divers wie nur irgend möglich» sollte die Position einer Parlamentspoetin oder eines Parlamentspoeten im Deutschen Bundestag besetzt sein, hiess es in dem Aufruf. Es steht zu befürchten, dass manche Parlamentarier in der plötzlichen Umarmung durch die Literatur etwas Sphärenübergreifendes erkennen: dass beide eine Agenda haben. Womöglich sogar die gleiche.

Literaten seien «Zeitgeist-Seismografen», hat die Erfolgsschriftstellerin Juli Zeh in ihrer Dankesrede zum Heinrich-Böll-Preis gesagt. Vermutlich ist das auf unangenehme Weise wahr.

1 février (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/eric-zemmour-und-der-franzoesische-wahlkampf-17743835/eric-zemmour-im-wahlkampf-17742684.html>

## Frankreichs Wahlkampf : Die Weißwäscher von Vichy sind am Werk



Eric Zemmour im Wahlkampf. Bild: Getty

Der französische Wahlkampf ist auch ein Stellungskrieg um die Deutung der eigenen Geschichte. Marine Le Pen wird von Eric Zemmour rechts überholt, Emmanuel Macron besetzt die bürgerliche Mitte. Doch folgt die ihm?

Über die Wahl des französischen Präsidenten 2022 gibt es bereits einen Roman: In „Unterwerfung“ prophezeite Michel Houellebecq vor sieben Jahren den Einzug der Muslime in den Elysée-Palast. Ausgeliefert wurde das Buch am Tag des Attentats auf die Redaktion des Satiremagazins „Charlie Hebdo“, an diesem Tag war Houellebecq auf dem Cover zu sehen. Die Karikaturisten starben, der Schriftsteller musste untertauchen. Im selben Jahr erfüllte der Terror Paris. Bei den Regionalwahlen im Dezember erreichte der rechtspopulistische Front National vierzig Prozent. Es war der Beginn des Niedergangs des damaligen Präsidenten François Hollande und zugleich des Aufstiegs seines Finanzministers. Die Rolle von [Emmanuel Macron](#) hat Houellebecq in „Unterwerfung“ nicht vorausgeahnt.

Macron verkörperte damals ein Heilsversprechen, die Erlösung von Links und Rechts. Er wurde als „président-philosophe“ gefeiert. Seine Strategie für die Wiederwahl in diesem Jahr sollte auf eine Neuauflage des Duells gegen die Rechtspopulistin [Marine Le Pen](#) angelegt sein. Aber seit ein paar Wochen ist alles ganz anders. Marine Le Pen wird von Eric Zemmour rechts überholt, die Meinungsumfragen bescheinigen den Rechtsextremen 35 Prozent. Ihren Zusammenschluss mit den linken Souveränisten betreibt der Philosoph Michel Onfray, Herausgeber der Zeitschrift „Le Front populaire“. Die Souveränisten, die sich in der Vergangenheit der Anerkennung der Verbrechen von Vichy verweigerten, wollen die Nation vor ihrer Auflösung in der EU und der Globalisierung retten.



## [Der französische Präsident Emmanuel Macron am 20. Januar in Paris : Bild: Reuters](#)

Seit Jahren verspricht Zemmour ein Gegengift zur Ideologie des Büßens und Bewältigens, ein Verbot aller Gender-Quoten und inklusiven Schreibweisen. Auf seinem Programm steht die Abschaffung der Rassismus-Strafnormen und der sogenannten Erinnerungsgesetze, die die Leugnung von Genoziden unter Strafe stellen. Der Historiker Marcel Gauchet vergleicht Zemmours Äußerungen mit Trumps Fake News: „Man weiß, dass sie falsch sind. Aber sie sorgen für Aufmerksamkeit bei den linken Journalisten. Es funktioniert jedes Mal.“

### Marine Le Pen und die Neue Rechte

Längst hat die Neue Rechte die Intellektuellen erreicht. Aber mit Marine Le Pen, die bei den Wahlen im vergangenen Sommer keine einzige Region gewann, schien die politische Machtübernahme unmöglich. Diese Einsicht muss den Journalisten Zemmour von seiner eigenen Kandidatur überzeugt haben: ein Jude, der in die Rolle des Weißwäschers von Vichy schlüpft. In seiner Version der Geschichte will Zemmour [Charles de Gaulle](#) mit dem Hitler-Kollaborateur Philippe Pétain versöhnen, von dem er behauptet, er habe die französischen Juden nicht deportiert, sondern beschützt. Zemmour, der dafür schon vor Gericht stand, macht den Wahlkampf so zum Stellungskrieg um die französische Vergangenheit.

Als er anfing, seine verbotenen Äußerungen immerzu zu wiederholen, besuchte Macron als erster Präsident seit de Gaulle Vichy und geißelte die „Manipulation der Geschichte“. Ins „Vichy der Gegenwart“ begab sich die Sozialistin Anne Hidalgo: In Perpignan, der größten von Le Pens Rassemblement National regierten Stadt, verglich sie die Lage der Muslime mit dem Schicksal der [Juden](#) in den Dreißigerjahren. Im weiteren Verlauf der Debatte musste sich Zemmour konsequenterweise von der Anerkennung der Kriegsschuld Frankreichs distanzieren. Als Kronzeugen bemühte er de Gaulle, für den Frankreich mit Vichy nichts zu tun hatte, und die Lügen, mit denen seit 1944 die Vergangenheit verdrängt werden sollte.

### „Ideologe mit klaren Ideen“

Der Philosoph Robert Redeker kann Zemmours Thesen einiges abgewinnen: „Er ist ein Ideologe mit klaren Ideen.“ Viele seien „interessant“: „Zemmour steht für das Bewusstsein, dass die Geschichte tragisch ist – was unsere Gegenwart nicht wahrhaben will. Die Medien bekämpfen ihn, weil er sie mit der Rückkehr der Realität konfrontiert. Wir aber leben wie die osteuropäischen Staaten zur Zeit des Kommunismus in der Lüge. Zemmour deckt sie auf.“

Wählen will Robert Redeker ihn trotzdem „eher nicht“: „Mit Nostalgie macht man keine Politik.“ Die Leser Houellebecqs kennen Redeker schon aus „Unterwerfung“. Dort ist er zu einem Mann namens Robert Rediger verfremdet, dem Anführer der Anpassung an den Islam nach der Machtergreifung 2022. In Wahrheit war Redeker der erste französische Intellektuelle, der wegen Todesdrohungen der Islamisten monatelang untertauchen musste. „Ein Schock“, so Redeker, sei es gewesen, als er von den Polizisten, die einst sein Leben beschützt hatten, im Lockdown kontrolliert wurde. In der Pandemie werde in Frankreich Polizeistaat gespielt. „Wir leben in einer Parodie der Diktatur.“

Auch der Historiker Marcel Gauchet kritisiert Macrons Pandemie-Politik. Er wirft dem Präsidenten einen „Missbrauch der Angst“ vor. Seine Bilanz der Ära Macron fällt ernüchternd aus: „Fünf verlorene Jahre.“

In der Wahlkampagne wiederum haben die Dichter die Philosophen abgelöst. Zemmour sieht sich als Chateaubriand und schwärmt von Balzac. Er rehabilitiert nicht nur Pétain, sondern die reaktionären Dichter und Historiker der Kollaboration. Immer wieder zitiert wird der Antisemit und Pétain-Beeinflusser Charles Maurras – auch von Macron. „Man muss die neuen Propheten anhören, aber man darf sie nicht wählen“, rät der algerische Schriftsteller Kamel Daoud den Franzosen.

Noch beherrscht Eric Zemmour das Narrativ, die Themen und die Dramaturgie. Aber dem Weißwäscher von Vichy schlägt in den Umfragen die größte moralische Abscheu entgegen. Der belesene Intellektuelle, der sich in die Wahlkampfarena verirrt, spaltet die extreme Rechte und rüstete sie geistig auf. Der misogyne

Mann, der das Patriarchat retten will, könnte zum Steigbügelhalter einer Frau werden: der Republikanerin Valérie Pécresse.

Mehr zum Thema

In Houellebecqs neuem Roman „Vernichten“ geht es derzeit bereits um den [Wahlkampf](#) des Jahres 2027. Auch Zemmour kommt vor: als „Leitartikler des ‚Figaro‘“. Von Macron, dem von Intellektuellen meistgehassten Präsidenten der Fünften Republik, zeichnet er ein vernichtendes Porträt. Aber Macron hat sein Volk in der Pandemie vor noch Schlimmeren bewahrt. In „Vernichten“ hat er die Wahl im Frühjahr 2022 bereits gewonnen.

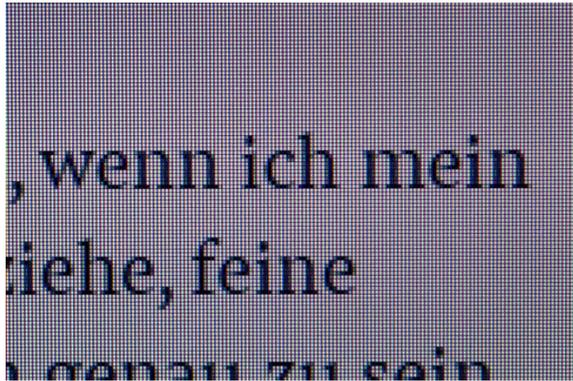
29 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/technologie/wie-kuenstliche-intelligenz-die-sprachgrenzen-verschwinden-laesst-id.1666356>

# Warum automatische Übersetzer so gut funktionieren

Mit künstlicher Intelligenz lassen sich Sprachbarrieren überwinden. Die beste Software kommt nicht von Google, sondern aus Köln.

Ruth Fulterer 29.01.2022, 13.35 Uhr



**Mit einem Klick jeden digitalen Text in die eigene Sprache zu übersetzen: Aus diesem Traum wurde Alltag.**

Goran Basic / NZZ

Mitte Januar gab es Aufruhr bei der Schweizer Post. Der Grund: Die Firmenführung hatte den Zugang zu Online-Übersetzern wie DeepL und Google Translate gesperrt. Wenn Post-Angestellte darauf klickten, wurden sie automatisch auf den firmeneigenen Dienst «Post Translate» umgeleitet. Die Angestellten protestierten heftig. Der Entscheid wurde rückgängig gemacht.

Was auf den ersten Blick nach einer Anekdote über die Behäbigkeit von Staatsbetrieben klingt, zeigt aber etwas anderes: wie sehr sich automatische Übersetzer in den Alltag vieler Angestellter eingeschlichen haben.

Unerschütterlich übersetzen sie Geschäftskorrespondenz und Liebeserklärungen. Es ist normal geworden, fremdsprachige Websites und Artikel mit einem Klick in der eigenen Sprache lesbar zu machen. Der Zürcher Gymnasiallehrer Philippe Wampfler berichtet in einem [Blog-Beitrag](#) gar, dass Schüler ihre Texte durch das Programm DeepL erst auf Englisch, dann wieder auf Deutsch (zurück)übersetzten, weil dies Satzzeichenfehler korrigiere und die Wortwahl verbessere. Kuriose Übersetzungen auf Speisekarten, wie «Tagliatelle mit Schwamm» und «Lasagna am backofen», die einst noch das Abendessen im Strandrestaurant erheiterten, sind indes selten geworden.

Die Revolution bei der automatischen Übersetzung lief leise und nebenbei. Sie zeigt beispielhaft, was künstliche Intelligenz (KI) heute schon leistet. Weit weg vom Traum von echter, menschenähnlicher Intelligenz, aber doch gut genug, um einen ganzen Berufszweig zu bedrohen.

## Wie neuronale Netze das Übersetzen revolutionierten

Rico Sennrich hat die stille Revolution aus der Nähe erlebt. 2013 erlangte er seinen Dokortitel im Feld der statistischen Übersetzung. Drei Jahre später war der Forschungszweig obsolet. Künstliche neuronale Netze hatten ihn verdrängt.

Sennrich interessierte sich früh genug für die neuen Methoden. Er ist einer von jenen, die sie perfektioniert und ihnen zum Durchbruch verholfen haben. Heute forscht und lehrt er als Professor für Computerlinguistik an der Universität Zürich.

Von der Grundidee her seien automatische Übersetzer der alten, statistischen Variante und jene der neuen KI-Variante ähnlich, erklärt er. Denn beide nutzen Unmengen bereits übersetzter Satzpaare, aus Websites, Parlamentsreden, Filmuntertiteln. Und beide nutzen Statistik, um die passende Übersetzung für einen Satz oder Ausdruck vorzuschlagen.

Sie gehen dabei aber sehr unterschiedlich vor. Das statistische Modell spaltet die Sätze in Wortgruppen aus zwei, drei Komponenten auf, findet für diese die wahrscheinlichste Übersetzung und setzt alles wieder zusammen. Das ist der Grund, warum automatische Übersetzer um 2014 noch Dinge ausspuckten wie: «Download-Fehler: Kein Bach gefunden.»

Die statistischen Programme «sahen» eben nicht, dass das englische Wort «stream» hier im Zusammenhang mit «Download» genutzt steht, das Wort «Bach» also fehl am Platz ist.

Neuronalen Netzen passiert so etwas nicht mehr. Sie beziehen in ihre Wahrscheinlichkeitsrechnung den gesamten Satz, zum Teil den gesamten Absatz ein, der vor dem gesuchten Wort kommt. Die plausibelste Übersetzung wird also in Abhängigkeit von sehr viel mehr Faktoren errechnet. Dadurch schlagen neuronale Netze sehr viel öfter das passende Wort vor.

Auf die Idee, dass mehr Kontext bessere Übersetzungen liefern könnte, ist die Wissenschaft nicht erst 2014 gekommen. Rico Sennrich sagt: «Sicher haben manche gehaut, dass neuronale Netze hier funktionieren könnten.» Damals waren die Computer aber noch zu langsam dafür. «Allein das Ausprobieren eines Probemodells hätte ein ganzes Jahr gedauert», sagt Sennrich. Heute werden weitaus komplexere Modelle in wenigen Tagen gerechnet.

## Das deutsche Startup, das Google schlägt

Im Jahr 2017 ging der Kölner Übersetzerdienst DeepL online. Und machte bald [Schlagzeilen](#), weil er in Blindtests bessere Resultate lieferte als die Konkurrenten von Google und Microsoft. Was steckt dahinter?

Grundsätzlich bestehen Übersetzer, die neuronale Netze nutzen, aus drei Komponenten: Der erste Teil liest den Satz ein und erstellt für jedes Wort eine Reihe von Zahlen, Vektor genannt. Deren Bedeutung ist für einen Menschen kaum zu interpretieren. Das kann nur der zweite Bestandteil des Modells. Dieser wandelt die Ziffernblöcke wieder in mögliche Wortkombinationen um, diesmal in der Zielsprache. In einem letzten Schritt prüft ein Algorithmus, welche der Wortkombinationen den plausibelsten Satz bilden. Dieser erscheint im Ausgabefeld.

Dafür betreibt das Unternehmen mehrere grosse Rechenzentren, in Island, Finnland und Schweden. Laut dem Geschäftsführer Jaroslaw Kutylowski machen Hardware-, Energie- und andere Betriebskosten einen substantziellen Teil des Aufwands aus.



**Jaroslaw Kutylowski, Geschäftsführer von DeepL.**

Maurice Kohl

Die Rechenkapazität sei etwa zur Hälfte für das Übersetzen in Aktion nötig. Die andere Hälfte wird für Forschung und Entwicklung verwendet. Besonders energieaufwendig ist nämlich das [Training](#) der künstlichen neuronalen Netze. Bei diesem wird festgelegt, mit welchen Rechenschritten die Zahlenvektoren, von denen vorher die Rede war, kalkuliert werden sollen.

### **Der Vorteil guter Daten**

Um ein neuronales Netz zu trainieren, legt man ihm Sätze und deren Übersetzungen vor. Nach dem Prinzip Ausprobieren und Verfeinern passt das Modell seine Stellschrauben an. Es wird belohnt, wenn die Übersetzung, die es ausspuckt, passend ist, und merkt sich seinen Fehler, wenn sie schlecht ist. So kommt das Modell nach und nach zu Werten, die zum Übersetzen geeignet sind. Und zwar auch, wenn da neue Sätze stehen, die nie in den Trainingsdaten vorkamen. Zumindest funktioniert das im besten Fall so.

Und genau hier hatte DeepL einen Vorteil. Denn lange bevor man unter diesem Namen neuronale Übersetzer entwickelte, betrieb das Mutterunternehmen bereits mit Erfolg eine Art Online-Wörterbuch namens Linguee. Anders als ein klassisches Wörterbuch stellt Linguee aber nicht einfach ein paar Übersetzungen für jedes Wort online. Sondern die Firma durchsucht das Netz bei jeder Anfrage nach passenden Übersetzungen, die im Kontext angezeigt werden. Wie bei der Google-Suche ist das Herzstück der Algorithmus, der die Resultate nach Relevanz und Qualität sortiert.

Für diesen Dienst musste das Startup bereits an Algorithmen forschen, die gute Übersetzungen von schlechten unterscheiden. Es beschäftigte von Anfang an professionelle Übersetzer und Ingenieure, um diese Auswahl immer besser zu machen. Deren Wissen und der gesammelte Datenschatz waren gute Startvoraussetzungen im Rennen um den besten neuronalen Übersetzer. Denn noch mehr als bei der statistischen Übersetzung zählt bei neuronalen Netzen eine sehr hohe Datenqualität – schon ein kleiner Anteil sinnloser Übersetzungen kann ein neuronales Netz beim Training stark verwirren.

Heute ist die automatische Übersetzung so gut, dass sie die meisten Übersetzungsbüros für ihre Arbeit nutzen. Den Menschen braucht es noch, um zu prüfen, was der Algorithmus produziert hat, zum Anpassen von Fachsprache und zum Korrigieren falscher Bezüge.

## Wo die Maschine noch scheitert

Gerade bei langen Dokumenten kann man sich auf die neuronalen Netze aber noch nicht verlassen. Denn sie haben zwar einiges vom Wortumfeld «im Blick», aber nicht den ganzen Text. Eine weitere Schwierigkeit ist, den Ton eines Textes zu erkennen und zu übertragen, auch weil Sprachen sehr unterschiedlich sind. Englisch macht weniger Unterschiede zwischen formeller und informeller Ausdrucksweise als Deutsch, Japanisch mehr. DeepL beschäftigte Übersetzer und Entwickler, um gerade bei solchen Feinheiten zu glänzen, sagt Kutylowski.

So intelligent KI-Modelle wirken, die Sprache produzieren, am Ende sind sie doch «stochastische Papageien», wie es amerikanische Forscherinnen [genannt haben](#): Sie verstehen nichts, sondern plappern nach, besser oder schlechter, je nachdem, wie man sie füttert.

Das alles waren aber nicht die Probleme, welche die Post mit den fremden automatischen Übersetzern hatte. Ihr ging es darum, was mit den Informationen passiert, welche die Mitarbeiter übersetzen liessen. Tatsächlich speichern die meisten Gratisdienste Daten dauerhaft zur Verbesserung der eigenen Angebote. Die Mitarbeiter von Postfinance müssen aber die hohen Sicherheits- und Datenschutzerfordernungen erfüllen, welche Banken vorgeschrieben sind. Deshalb habe man sich für ein System des französischen Anbieters Systran entschieden, mit Servern in Genf, schreibt die Post auf Anfrage.

Die Post-Angestellten, die nichts mit dem Banksektor zu tun haben, dürfen inzwischen aber wieder übersetzen, wie sie wollen.

29 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/james-joyce-alle-zogen-in-den-weltkrieg-er-rettete-den-alltag-ld.1666381>

# James Joyce war der Mann, der den Ersten Weltkrieg unterlief. Indem er ein geniales Buch über Banalitäten schrieb

Der Roman «Ulysses» ist ein Klassiker der Moderne. Joyce lehnte sich mit dem in Zürich verfassten Buch auf: Gegen das gesamte gewalttätige Erbe der Männlichkeit. Dem stellte er das alltägliche Leben entgegen. Und er tat das ausgerechnet mit Rückgriff auf Homer.

Declan Kiberd 29.01.2022, 05.30 Uhr



**James Joyce in dem Jahr, in dem sein Buch «Ulysses» spielt: 1904.**

C. P. Curran / Hulton Archives / Getty

James Joyce begann die Arbeit an seinem Roman «Ulysses» im Jahr 1914, als der Erste Weltkrieg ausbrach. In einer Zeit, in der die jungen Männer Europas im Krieg Erlösung vom Frieden suchten, entschloss sich James Joyce, das Alltägliche und Banale zu feiern.

Dazu nahm er die epischen Erzählungen der alten militärischen Welt und drehte sie um. Wo einst ein Held in die Schlacht marschierte und ein paar Zeilen lang verträumt über ein Schäferstündchen mit seiner Geliebten sinnieren mochte, stellte Joyce unspektakuläre Ereignisse ins Zentrum seines Buches – wie etwa Teetrinken und gemeinsamer Gesang. Der Roman wurde zwar während des Krieges geschrieben, doch er drängte die Zeitumstände an den Rand.

«Ach das», sagte Joyce, «das habe ich kaum zur Kenntnis genommen.» Und in dem von Tom Stoppard in Zürich inszenierten Stück «Travestien» fragt einer: «Mr. Joyce, was haben Sie während des Ersten Weltkriegs gemacht?» Die Antwort lautet: «Ich habe «Ulysses» geschrieben. Und was haben Sie gemacht?» Für Joyce zeigte der in die Schlacht ziehende Soldat Tapferkeit; doch möglicherweise bewies jemand, der in die Abgründe des Selbst einsteigt, noch grösseren Mut. Freud und Jung hatten den Weg gewiesen, wie man die tieferen Tiefen des Bewusstseinsstroms freilegt.

## Warum die «Odyssee»?

Joyce' moderner Antiheld Leopold Bloom ist ein Annoncenakquisiteur, den er nach dem Vorbild von Homers Odysseus anlegt. Odysseus wollte nicht in den Krieg ziehen. Und er entzog sich ihm, solange er konnte. Schliesslich reiste er über die Grenzen der bekannten Welt hinaus und brachte neue Erkenntnisse zurück, die erst noch mit dem bereits Bekannten in Einklang gebracht werden mussten.

Das ist auch, was James Joyce mit seinem Eintauchen in die Unterwelt des Unbewussten gelang. Die «Odyssee» mit ihren Reisen war im 20. Jahrhundert das beliebteste Buch Homers – es verkaufte sich fünfmal häufiger als seine eher kriegerische «Ilias». Die Leute kannten sie als Buch, in dem ein Reisender die Welt nutzen konnte, um ein Selbst zu erkunden.

T. S. Eliot sagte dazu, Joyce nutze die «Odyssee», um «die Anarchie des Lebens der Gegenwart» zu ordnen und im Griff zu behalten. Joyce selbst stellte sich «Ulysses» als eine Art Gegen-Tageszeitung vor, als Möglichkeit, die Ereignisse eines einzigen Tages, des 16. Juni 1904, zu erfassen. Das war zufällig der Tag, an dem er das erste Mal mit seiner künftigen Gattin Nora Barnacle ausging – «und sie einen Mann aus mir machte». Das Verfahren, die unmittelbar vorhergehenden 24 Stunden festzuhalten, war erst seit kurzem üblich geworden. Als junger Mann hatte Joyce in Dublin versucht, eine Nachmittagszeitung mit dem Titel «The Goblin» herauszugeben, doch das Projekt scheiterte an Geldmangel.

## 16. Juni 1904: ein Tag, der nie vergeht

In «Ulysses» würde seine Gegen-Tageszeitung also die Ereignisse eines einzigen Tages aufführen – mit einem erstaunlichen Detailreichtum, der alles überstieg, was in einer Tageszeitung möglich ist. Dieser Bericht sollte gedruckt werden, um auf immer bestehen zu bleiben. Und nicht nur um als Tüte für Fish and Chips am nächsten Morgen zu dienen.

Im Gegensatz zu anderen Autoren der Moderne hatte Joyce grossen Respekt davor, wie eine Zeitung mit Lesestoff vom Umfang eines mittelgrossen Buches jeden Tag pünktlich hergestellt wird. Dennoch blickte Joyce auch kritisch auf die populäre Presse, die dazu neigte, mit Sensationsberichten «Schock und Schrecken» auszulösen. In einer Ära des Krieges wollte er die Würde jenes Alltagslebens bekräftigen, dem die Soldaten sich entzogen.

Wo Shakespeare oder Tolstoi Aristokraten wie Hamlet oder Prinz Andrei ihre Selbstgespräche oder inneren Monologe führen liessen, während sie sich für die Schlacht rüsteten, verlegte Joyce die Selbstgespräche in einen Businessman, der sich mit einem Gorgonzola-Sandwich stärkt. «Das Gewöhnliche ist die eigentliche Domäne des Künstlers», versicherte Joyce, «das Aussergewöhnliche kann man getrost den Journalisten überlassen.»

## Der Künstler kann Geschäfte machen

Seine frühesten Geschichten über Dubliner ähnelten den Anekdoten aus Lebensabschnitten, die damals in französischen Feuilletons erschienen. Einige wurden in «The Irish Homestead» veröffentlicht; die Zeitschrift widmete sich unter dem Motto «Selbsthilfe» der Förderung des irischen Gewerbes und der Landwirtschaft. Die Autoren des irischen Revivals waren eingenommen von der Vorstellung einer kreativen unternehmerischen Mittelklasse – etwas, das einem unterkapitalisierten Irland lange gefehlt hatte.

Am Höhepunkt von «Ulysses» beharrt Leopold Bloom, Annoncenakquisiteur, gegenüber Stephen Dedalus, Dichter, darauf, dass es zwischen dem Geschäftsmann und dem Künstler keinen Konflikt geben müsse. Für Joyce gingen beide ein Risiko ein – beide bereit, eine anfängliche Intuition durch Jahre lästiger Arbeit und Mühsal zu verfolgen. Im europäischen Kerngebiet hatten Bohémiens und Intellektuelle über mehr als ein Jahrhundert hinweg gelernt, sich von der Bourgeoisie abzusetzen – nicht aber in Irland, wo die Leute wussten, dass die Mittelklasse erst vollständig entstehen musste. In seiner Person verbindet Leopold Bloom jene Funktionen, die erst Jahrzehnte später zwischen den «mad men» der Werbeagenturen aufgeteilt werden sollten – er ist kreativ genug, ein Logo für das «Freeman's Journal» zu entwerfen, aber auch Praktiker genug, seine Buchhaltung selbst zu führen. Ein Geschäftsmann bis in die Fingerspitzen.

### **Es kommt nur auf die Krawatte an**

Joyce trug (als eine Art Bloom) stets formelle Kleidung mit gesellschaftlich streng korrekter Ausstattung. Einem seiner Porträtmaler sagte er, er solle sich nicht um seine Seele kümmern, sondern nur darauf achten, die Krawatte richtig hinzubekommen. Und als ein von der Kunst ergriffener junger Mensch die Hand küssen wollte, die «Ulysses» geschrieben hatte, entgegnete Joyce: «Nein, diese Hand hat auch noch eine ganze Menge anderer Dinge getan.»

Auf dem Höhepunkt, als der junge Stephen von dem 38-jährigen Bloom aus einem Bordell gerettet wird, brachte Joyce sein jüngeres Selbst mit dem reifen Mann zur Deckung, der er geworden war. Das Buch greift hier den republikanischen Begriff des selbsterfundenen Menschen auf. Womit sich Joyce in Übereinstimmung mit Nietzsche fand, der geschrieben hatte, wenn man keinen guten Vater habe, solle man sich einen anschaffen; das heisst, man solle zum eigenen Vater werden. Das jahrhundertlang von einer Kolonialmacht unterdrückte Irland hatte nichts als eine schlimme Vergangenheit gekannt und versuchte, sich eine bessere zu erfinden.

### **Irland und Joyce**

Es war kein Zufall, dass 1922, das Jahr, in dem «Ulysses» erschien, auch das Jahr der Unabhängigkeit Irlands war. Joyce wies jedem der 18 Kapitel jeweils ein Körperorgan zu – und diese Wiederherstellung des vollständigen Körpers erschien nach Jahrzehnten viktorianischer Verleugnung wie ein Sinnbild der Wiedereroberung Irlands durch das eigene Volk. So wird Stephen mit Blooms Hilfe «selbst zu seinem Vater». Dagegen war im kolonialen Irland eine Revolte gegen die Väter bedeutungslos, da weder Väter noch Söhne Zugriff auf die Hebel der Macht hatten. Um Bedeutung zu erlangen, musste der Aufstand ausgedehnt werden, um zu einer Revolution von Sprache, Form und Denken selbst zu werden – und das gelang Joyce. Seinem radikalen, experimentellen Narrativ gab er als Gerüst die «Odyssee», eine der ältesten europäischen Geschichten. Um originell und ursprünglich zu sein, musste er, wie ihm klar war, zurück zu den Ursprüngen. Das Neue war in das Geschenkpapier des beruhigend Alten zu verpacken. So bestand die Möglichkeit, gleichzeitig archaisch und avantgardistisch zu sein. Die Iren hatten immer eine Begabung dafür, zwei Dinge zugleich zu tun. Ihr Freistaat wie auch Joyce' neuzeitliches Epos von 1922 waren auf zwei Träume gegründet: jenen von der Vergangenheit und jenen von der Zukunft.

Declan Kiberd lehrt an der Notre-Dame-Universität in Dublin. Er ist Autor von «Ulysses and Us» und hat die Einführung zur Ausgabe von «Ulysses» bei Penguin Modern Classics verfasst.

29 janvier (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/germanys-new-chancellor-hesitates-in-the-face-of-russias-threats/21807378>

[Jan 29th 2022 edition](#)

## Misplaced sympathy

# Germany's new chancellor dithers in the face of Russia's threats

But Olaf Scholz is starting to firm up



A camera stood next to the table, live-streaming the proceedings. But if Vice-Admiral Kay-Achim Schönbach, the head of the German navy, did not know he was speaking on the record, it did not take long to find out. He told a think-tank in Delhi that Vladimir Putin wanted respect, and “probably also deserves” it. The West should recruit Russia as an ally against China, he added; something he, as a “radical Roman Catholic”, would welcome.

One viral video clip and a very public brouhaha later, Mr Schönbach was gone. The pace of his departure showed that Germany's government will not tolerate such comments when an unprovoked Russian attack on Ukraine is [looming](#). Yet to many foreign observers the admiral was merely voicing soft-on-Russia sentiments that are widespread among German decision-makers. Ukraine's foreign minister has said Germany's refusal to send his country weapons is “encouraging Vladimir Putin”. The wife of a former Ukrainian president proposed a boycott of German cars. Even nato allies like Poland publicly bristled.

There is much to grouch about. Germany's refusal to arm Ukraine, or to allow allies to do so, betrays a misunderstanding of the concept of deterrence. It has been deaf to allies' concerns over [Nord Stream 2](#) (ns2), a completed but not-yet-approved gas pipeline from Russia to Germany that bypasses Ukraine, depriving it of leverage and income. The Social Democrats (spd), who lead Germany's government, are particularly guilty in this telling. Critics spy a party stuffed with *Putinversther* (Putin sympathisers) basking in nostalgia for the days of cold-war Ostpolitik, when spd-led governments opened up to the east.

Yet there is little evidence that Germany has gone soft where it matters. The government has signed up to the European consensus that further Russian military aggression against Ukraine will carry “massive consequences”, in the words of an eu communiqué last month. There is broad transatlantic concord over potential sanctions, if disagreement on details. Germany has even hinted at a shift on ns2. Asked about the pipeline last week, [Olaf Scholz](#), the chancellor, said “all this will have to be discussed” should Russia

invade. His ns2-sceptical Green coalition partners have been clearer still. Few imagine the pipeline will begin operating if Russia does attack.

A bigger problem is the chancellor himself. The three parties in Germany's new "traffic-light" coalition are visibly split on Russia, and Mr Scholz, a taciturn type who tends to speak in abstractions, has allowed a degree of cacophony. He has made no attempt to prepare Germans for trials that may lie ahead should Russia escalate, from [rocketing gas prices](#) to a refugee influx. Nor has he responded to Germany's chorus of critics. "This government has a terrible communications problem," says Stefan Meister, a Russia-watcher at the German Council on Foreign Relations in Berlin.

That extends to the international scene. A comparison with Angela Merkel, Mr Scholz's predecessor, is telling. When Russia annexed Crimea in 2014 Mrs Merkel marshalled the eu's 28 fractious members to impose sanctions. Together with France, Germany established the "Normandy format" with Russia and Ukraine, placing Europe at the negotiating table. Her chancellery co-ordinated closely with Barack Obama's White House whenever Russian forces probed Ukrainian defences. Today Mr Scholz is one European leader among many, Normandy is moribund and the transatlantic relationship looks testy. "It's not that Germany has impeded consensus decision-making in nato," says John Lough, author of "Germany's Russia Problem". "It's just that it is not carrying as much water as many of us would like."

Mrs Merkel also enjoyed Mr Putin's respect, even as she came to despise his lies. She discussed Ukraine and eastern European security with Russia's president half a dozen times in her last months in office. In his seven weeks Mr Scholz has done so only once, despite the urgency. Mr Putin now prefers to talk to America over Europeans' heads. By weakening Europe, an equivocal Germany plays plumb into the Kremlin's hands, says Mr Meister. Mrs Merkel learned that Russian menaces were better faced down if Germany led Europe's response. It is an idea in which her successor has so far shown little interest.

29 janvier (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/01/29/a-war-in-ukraine-could-have-global-consequences>

Leaders

Jan 29th 2022 edition

**Russia's roulette**

# A war in Ukraine could have global consequences

**Human suffering, economic shock and a geopolitical realignment**



Seldom in the field of human conflict did so much hang on the whims of one man. Is Vladimir Putin about to invade Ukraine, as the massing Russian troops on its borders suggest? Or is he bluffing, to extort concessions from his neighbour and the West? No one can be sure of Mr Putin's intentions. Even his own foreign minister seems to be kept guessing. But, if fighting is about to break out, the world needs to understand the stakes.

Perhaps Mr Putin is planning a full-scale invasion, with Russian forces thrusting deep into Ukraine to seize the capital, Kyiv, and overthrow the government. Or he may seek to annex more territory in eastern Ukraine, carving out a corridor linking Russia with Crimea, the Ukrainian peninsula Mr Putin grabbed in 2014. Then again, he may want a small war, in which [Russia "saves" Kremlin-backed separatists](#) in Donbas, an eastern region of Ukraine, from supposed Ukrainian atrocities—and, at the same time, degrades Ukraine's armed forces.

Because Mr Putin has the initiative, it is easy to conclude he has the advantage. In fact he faces perilous choices. A big war entails extraordinary risks. But a smaller war that limits these risks may fail to halt Ukraine's Westward drift. And if a small war does not bring the capitulation of the government in Kyiv, Mr Putin may ineluctably be drawn into a larger one.

A full Russian invasion would be Europe's biggest war since the 1940s, and the first toppling since then of a democratically elected European government by a foreign invader. Russians would not only suffer casualties, especially during a long-running insurgency, but also cause the death of untold Ukrainians—fellow Slavs, with whom many have family ties.

Russia would also suffer heavy sanctions. Its banks would be harshly penalised and its economy deprived of crucial American high-tech components. The ultra-rich, including possibly Mr Putin himself, might be prevented from spending and saving abroad. Ordinary Russians would suffer from lower living standards, which have already been falling over the past seven years.

And the subjugation of Ukraine would come at a strategic cost to Russia. Every country in its shadow would revise its security calculations. nato would reinforce the defences of its eastern members. Sweden and Finland might join the alliance.

For Mr Putin, the economic consequences of war would be survivable, at least in the short term. His central bank has \$600bn in reserves—more than enough to weather sanctions. But the political gains in Ukraine could easily be overwhelmed by setbacks at home which, as Mr Putin knows better than anyone, is where his fate will ultimately be determined.

Perhaps, then, he will start with a less ambitious invasion. However, a limited war could claim many lives and be hard to contain. Sanctions might be lighter, but they would still be painful. Russia's decoupling from the West would still accelerate. Moreover, if the government in Kyiv remained independent, it would only redouble its efforts to join the West. Mr Putin's thuggery over the past eight years means that even Russian-speakers in eastern Ukraine no longer hanker for closer ties with Moscow.

The coming weeks will determine how Mr Putin chooses, and nobody should doubt the stakes. Europe faces the prospect of [Russia throttling the flow of piped gas](#). Even in the absence of a cut-off, it was expected to spend \$1trn on energy in 2022, twice as much as in 2019. War would affect the prices of other commodities, too. Oil is already spiking. Russia is the world's largest exporter of wheat, with Ukraine close behind. Russia is a big source of metals: in today's tight markets even a small shock could [send commodity prices upwards](#).

A successful invasion of Ukraine would also set a destabilising political precedent. The global order has long been buttressed by the norm that countries do not redraw other countries' borders by force of arms. When Iraq seized Kuwait in 1990 an international coalition led by America kicked it out. Mr Putin, who has a nuclear arsenal at his command, has already got away with annexing Crimea; if he seizes a bigger slice of Ukraine, it is hard to see him suddenly concluding that the time has come to make peace with nato.

More likely, he would push on, helped by the newly established presence of Russian troops in Belarus to probe nato's collective-security pact, under which an attack on one member is an attack on all. Not only would he relish the chance to hollow out America's commitments to Europe, but he has also come to rely on demonising an enemy abroad to justify his harsh rule at home.

Other potential aggressors would take note, too. The likelihood of China invading Taiwan would surely rise. The regimes in Iran and Syria would conclude they are freer to use violence with impunity. If might is right, more of the world's disputed borders would be fought over.

With so much at risk, the West should respond in three ways: deter, keep talking and prepare. To deter Mr Putin, Western powers—especially Germany—should stop equivocating, present a united front and make clear that they are willing to pay the price for imposing sanctions on Russia and also to support those Ukrainians who are ready to resist an occupying army. Meanwhile, diplomats should keep talking, looking for common ground on, say, arms control and pressing for a face-saving climbdown that Mr Putin and his captive media would be free to spin however they wish. And Europe should prepare for the next crisis by making clear that its energy transition will cut its dependence on Russian gas by using storage, diversification and nuclear power.

Seldom has the difference between a country's interests and those of its leader been so stark. Russia would benefit from better, closer, peaceful relations with the West. Such ties would be available if Mr Putin didn't behave so abominably. Only he benefits from discord, since he can tell Russians they are under siege and need a strongman to defend them. But even the wiliest strongman can miscalculate. Invading Ukraine could ultimately prove Mr Putin's undoing, if it turns into a bloody quagmire or makes Russians poorer, angrier and more eager for change. Even if just for his own sake, he should claim a victory over the imaginary threat Russia confronts in Ukraine—and back down.

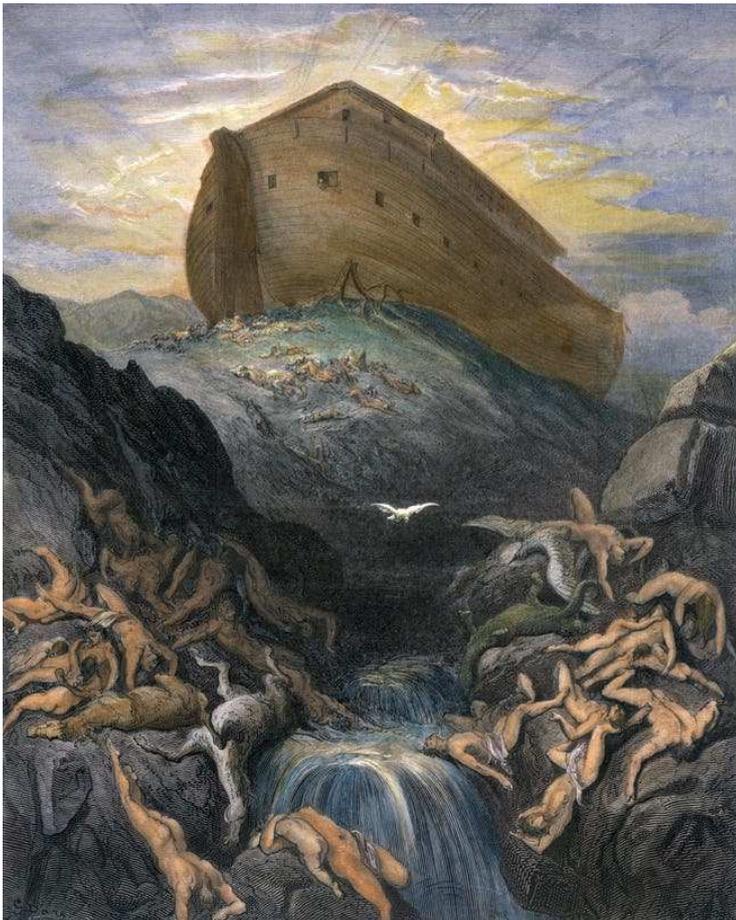
28 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/ist-der-klimatismus-eine-neue-religion-die-strukturellen-aehnlichkeiten-sind-verblueffend-trotz-dem-ruf-nach-wissenschaftlichkeit-ld.1666779>

# Ist der «Klimatismus» eine neue Religion? Die strukturellen Ähnlichkeiten sind verblüffend, trotz dem Ruf nach Wissenschaftlichkeit

Hier wie dort gibt es Propheten, Apokalypse, Schuld – und Hoffnung: was alte Glaubenslehren und die neuen Dogmatiker verbindet.

Josef Joffe 28.01.2022, 05.30 Uhr



**Den Sündern droht die Sintflut – das gilt noch heute. (Gustave Doré: Aussendung der Taube. Zeichnung nach einem Holzstich, 1865.)**

AKG

Naturschutz ist nicht neu. Schon im 13. Jahrhundert wurde der Kahlschlag im Gasteiner Tal verboten, später der Vogelfang in Zürich. Fridays for Future ist auch nicht ganz taufrisch. 1895 entstand in Amerika die erste landesweite Bewegung, der Sierra Club, dem wir Nationalparks wie Yellowstone verdanken. Doch das Motto war praktisch-pragmatisch: «erkunden, geniessen, schützen».

Inzwischen wuchert die kosmische Angst. Dass der Umweltschutz religiöse Züge aufwies, fiel diesem Autor 2007 ein, als im kalifornischen Napa-Tal das «Gaia»-Hotel aufmachte. Es fehlte die traditionelle Bibel im Nachttisch; nun lag da «An Inconvenient Truth», der Weltbestseller des Ex-Vizepräsidenten Al Gore. Die Botschaft: Erderwärmung ist Weltuntergang.

## **Die Lehre des Untergangs**

Verdammnis ist eines der ältesten religiösen Motive. Was schon im Gilgamesch-Epos aufschien, wurde in den schwärzesten Farben als Sintflut in der Genesis ausgemalt: als göttliche Todesstrafe für «der Menschen Bosheit». Es ging noch einmal gut aus, weil Gott Noah, einen «frommen Mann ohne Tadel» als Retter auserkoren hatte. Als in unserer Zeit der «Klimaleugner» (siehe «Gottesleugner») auftauchte, verdichtete sich die Vermutung vom Gleichklang von «Klimatismus» und Religion. Wie funktioniert ein solcher Glaubenskomples, sagen wir, der jüdisch-christliche? Der Strukturelemente sind vier.

Als Erstes muss ein Prophet her – einer, der weit in die Zukunft blickt und die «Vertilgung» der Menschheit voraussagt. Etwa Jesaja, der rief: «Weh dem sündigen Volk, der schuldbeladenen Nation» (1, 4). Oder Al Gore, der sagte: «Wir Amerikaner haben gesündigt (. . .), wir müssen Busse tun, indem wir unsere Bequemlichkeiten opfern.» Ähnlich tönt es bei Greta Thunberg: «Ich will, dass ihr in Panik geratet, dass ihr die Angst spürt.»

In der zweiten Abteilung muss eine Religion die Apokalypse beschwören. Johannes verkündet in Offenbarung 13, 13: Es werde «Feuer vom Himmel fallen». Bei Thunberg ist der Weltuntergang schon da: «Ihr müsst handeln, als würde euer Haus brennen. Denn es brennt.» Die Bibel ist ein Kompendium des Verderbens seit der Sintflut. Sodom und Gomorrha werden im Feuersturm vernichtet. Die Zehn Plagen zeichnen den Untergang Ägyptens vor. Kaum sind die Kinder Israels entflohen, will Gott gar sein eigenes Volk umbringen, weil es dem Goldenen Kalb gehuldigt hatte.

## **Die Statistik der Apokalypse**

Heute bewaffnen sich die Vorboten des Verhängnisses mit Annahmen, Modellen und Statistiken. Das schmelzende Eis werde Küsten überfluten. Hurrikane würden das Land verwüsten. Unsere Vorfahren haben überall Zeichen des Bösen erblickt; wir tun es auch. Vor ein paar Jahren waren die Rodungsbrände in Brasilien das Menetekel. Der schwarze Rauch vergiftete die «Lunge der Welt», ersticke die Menschheit. In Offenbarung 6, 13 heisst es: «Die Sonne ward schwarz wie ein härener Sack, und der Mond ward wie Blut.»

In der dritten Abteilung kommt die Schuldfrage. Die Machthaber sind das Böse. «Der Herr geht ins Gericht mit den Ältesten seines Volkes und seinen Fürsten», donnert Jesaja in 3, 14. «Denn ihr habt den Weinberg verderbt», eure Gier bedient.

Heute ist es der reiche Westen. Der Herr wird euch «den Schmuck an den köstlichen Schuhen wegnehmen und die Heftel, die Spangen» (3, 18). Und vor ihm wird sich «jedes Knie beugen» (45, 23). Die Klimaprophetin Thunberg: «Die Zivilisation wird geopfert, damit einige wenige sehr viel Geld verdienen.» Die hätten «gewusst, welchen unbezahlbaren Wert sie opfern, um unvorstellbare Mengen Geld zu scheffeln».

## **Der Ausweg**

Nun aber Teil vier: kein Prophet ohne Hoffnung und Erlösung. «So jemand nicht ward geschrieben in dem Buch des Lebens, ward er geworfen in den feurigen Pfuhl» (Johannes 20, 15). Aber der Geläuterte werde Gnade erfahren, so er denn seine Sünden gebeichtet, Umkehr gelobt und Busse auf sich genommen habe.

Im Klimatismus kommt die Rettung aus dem Verzicht, was auch ein religiöser Topos ist. Jesaja grollt: «Eure Häuser sind voll von dem, was ihr den Armen geraubt habt» (3, 18). Heute ist es die Ausbeutung der Dritten Welt. Sühne heischt Entsagung: Weg mit dem Tand! Fahrrad statt Autos, Zug statt Flugzeug. Kein Fleisch, weil Viehzucht die Wälder vernichtet und die Atmosphäre mit Methan vergiftet. Verteuert die Energie, auch wenn das die Armen härter trifft als die Reichen. Lasst ab vom Götzen «Wachstum».

Was ist das Problem? Die Eisbären sterben nicht aus, sondern vermehren sich. Die Seychellen sind noch nicht im Meer versunken. Wetter ist nicht Klima, obwohl wir jeden Tornado als Zeichen des Himmels wahrnehmen. Die Dritte Welt wird reicher – dank dieser verdammten Globalisierung. Ist die Erderwärmung zyklisch oder der rasanten Industrialisierung geschuldet? Die historischen Statistiken, die in die Urzeiten zurückreichen, messen zwar den parallelen Anstieg von CO<sub>2</sub> und Temperatur. Was aber ist Ursache, was Effekt – zumal es vor Hunderttausenden von Jahren weder Autos noch Fabriken gab?

Solche Fragen mögen den Köpfen von «Klimaleugnern» entspringen. Gravierender ist das Grundsätzliche: die Unvereinbarkeit von Glauben und Empirie. «Ich glaube» bedeutet «ich weiss». Wissenschaft aber ist die widerlegbare Hypothese anstelle von Gewissheit. Die Welt zerfällt in Rechtgläubige und Häretiker, was dem Klima nicht dient. Es entsteht ein Dialog der Taubstummen, der beide Seiten nicht schlauer macht.

## **Abwägende Sprache**

Eine Schicksalsfrage wie das Klima muss ergebnisoffen sein – aus zwei Gründen. Einen darf man den Berichten des Weltklimarates entnehmen. Den betrachten die Gläubigen wie die Bibel 2.0. Tatsächlich ist die Sprache abwägend und vorsichtig; man möge nur die 24 Seiten des «Summary for Policy Makers» in dem 600-Seiten-Wälzer von 2018 lesen.

Die «Zusammenfassung» prophezeit nicht, sie sichert sich ab – ganz anders als die Medien mit ihren Trompetenstößen. «Menschliche Aktivitäten haben *geschätzt* etwa 1 Grad Erderwärmung verursacht. Es ist *möglich*, dass sie 1,5 Grad zwischen 2030 und 2052 erreicht, *wenn die Temperatur weiter steigt*.»

Extremwetter wird durch «Attributionsstudien» erklärt, auf Deutsch: Wir wissen nicht genau, was was erzeugt. Es geht um Wahrscheinlichkeiten und Hochrechnungen, die auf Annahmen basieren. Menschengemachte Emissionen «allein treiben nicht unbedingt die Erwärmung von 1,5 Grad», heisst es. In den Medien ist die Rede von 4 Grad, ganz bestimmt. Risiken hingen laut IPCC von vielen Faktoren ab wie «Tempo der Erwärmung, Geografie, Industrialisierung». Jesaja kannte kein Wenn. Doch gewöhnlichen Sterblichen ist Weissagung nicht gegeben. Wissenschaftler kennen nur Konditionale, Schätzungen und Projektionen. Zu Recht.

## **Wo die Grauzone liegt**

Das zweite Problem ist: «Was tun?» Hausbesitzer können Feuer nicht voraussagen. Trotzdem werden sie sich eine Brandversicherung anschaffen. Das gleiche Vorbeugeprinzip gilt für den Klimaschutz. Die Frage ist nur: Wie hoch soll die Prämie sein? Radikale Klimaschützer denken nicht an Abwägung, sondern an Apokalypse. Was immer der Preis – er muss sein, auch wenn Wachstum, Wohlstand und soziale Gerechtigkeit leiden.

Rationale Vorbeugung muss sich aber an den Kosten orientieren. Um die haben sich Jesaja und Johannes aus gutem Grund nicht gekümmert. Nur der Weltuntergang kann Zerknirschung und Läuterung erzwingen. Konjunktive bremsen dagegen die pädagogische Wucht der Weissagung. «Es gibt keine Grauzonen, wenn es ums Überleben geht», predigt Thunberg.

Doch stimmt das? Noah hat die Arche konstruiert; seine Nachfahren werden sich auch zu helfen wissen. Indem sie nicht zu dicht an über die Ufer tretenden Flüssen bauen oder am feuergefährdeten Waldesrand. Um sich gegen die Dürre zu wappnen, werden sie hitzeresistente Samen züchten, gegen die Fluten werden sie Dämme und Deiche hochziehen. Und sie werden nicht wie in Deutschland alle Atomkraftwerke stilllegen, um Strom aus französischen Meilern und schmutziger polnischer Kohle zu beziehen.

Der naturbewusste Mensch räsoniert über Kosten und Nutzen. E-Autos statt CO<sub>2</sub>-Schleudern? Herstellung und Entsorgung von Batterien sind nicht ökofreundlich. Windmühlen töten Vögel und Insekten, die Obstbäume befruchten. Vegan ist gut fürs Vieh, aber nicht für die CO<sub>2</sub>-fressenden Wälder, die gerodet werden müssen, um Platz für Nährpflanzen zu schaffen – und bitte ohne Kunstdünger! Subventionierte Sonnenenergie jagt die Strompreise hoch und macht die Ärmeren ärmer – hier und heute. Der Glaube bewegt Berge, Politik ist eine Sache von Kosten und Konsequenzen.

### **Ketzer gegen Gläubige**

Just derlei pragmatisches Denken ist der ärgste Feind der Untergangspropheten; ohne kosmischen Druck keine Umerziehung. Nur die Apokalypse kann die Welt umkremeln, nur das Allerschlimmste das Gute gebären. An Stellschrauben zu fummeln, lullt dagegen die Menschen ein. Kostenbewusstes Reformieren nimmt die Angst und blockiert die Erlösung vom Übel. Nur der Blick in den biblischen «Feuersee» kann uns retten.

Was sagt die Wissenschaft, auf die sich «Häretiker» wie «Apokalyptiker» berufen? Hier soll der Philosoph Karl Popper das letzte Wort haben: «Alle Theorien sind Hypothesen.» Nur der empirische Befund erlaubt «Widerlegung und damit die Weiterentwicklung der Theorie. Eine Wissenschaft, die ihre Theorien gegen Kritik immunisiert (. . .), ist Pseudowissenschaft oder Glaube.» Wissenschaft ist nicht Gesinnung, sondern kritischer Disput.

Ketzer und Gläubige reden freilich nicht miteinander. Der Glaube, so Luther, ist eine «feste Burg». Die sperrt störende Fragen links wie rechts aus. Und damit Neugier, die kluge Umweltpolitik vorzeichnet.

**Josef Joffe** unterrichtet internationale Politik und Ideenlehre an der Johns Hopkins School of Advanced International Studies in Washington.

28 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/aufmerksamkeit-die-moderne-welt-ist-gift-fuers-hirn-was-tun-ld.1666054>

## «Heutzutage kann man kein normales Gehirn besitzen» – der moderne Mensch leidet an einem kollektiven Aufmerksamkeitsdefizit. Wie gewinnen wir unser Denken zurück?



Während wir auf Bildschirme starren, geht uns die Welt verloren. Und wir uns selbst. Doch das muss nicht sein.

**Johann Hari** 73 Kommentare 26.01.2022, 05.30 Uhr

Als mein Patensohn Adam neun Jahre alt war, entwickelte er eine kurze, aber merkwürdig heftige Leidenschaft für Elvis Presley. Er fing an, lauthals «Jailhouse Rock» zu singen und wie der King höchstpersönlich leise zu summen und mit den Hüften zu wackeln. Als ich ihn eines Tages ins Bett brachte, sah er mich mit grossem Ernst an und fragte: «Johann, nimmst du mich irgendwann mit nach Graceland?» Ohne gross nachzudenken, stimmte ich zu. Ich verschwendete keinen weiteren Gedanken daran, bis alles schiefgelaufen war.

Zehn Jahre später war Adam verloren. Er hatte mit 15 die Schule hingeworfen und verbrachte fast seine gesamte Zeit damit, ausdruckslos zwischen Bildschirmen zu wechseln – ein Mischmasch aus Youtube, Whatsapp und Pornoseiten (zum Schutz seiner Privatsphäre habe ich seinen Namen und einige Details abgeändert). Er schien im Takt von Snapchat herumzuschwirren, und kein ruhiges oder ernsthaftes Thema konnte in seinem Denken irgendwie Halt gewinnen.

Während des Jahrzehnts, in dem Adam zum Mann geworden ist, scheint sich diese Fraktionierung bei vielen eingestellt zu haben. Unsere Fähigkeit, aufmerksam zu sein, beginnt zu zerfallen. Ich war gerade 40 geworden, und wo immer ich mich mit Leuten meiner Generation traf, beklagten wir unsere verlorene Konzentrationsfähigkeit. Ich las weiterhin eine Menge Bücher, doch mit jedem weiteren Jahr kam es mir immer mehr so vor, als liefe ich eine abwärts laufende Rolltreppe hinauf.

Als wir eines Tages bei mir auf dem Sofa lagen und ein jeder auf den eigenen, unablässig lärmenden Bildschirm starrte, sah ich ihn an und spürte ein leichtes Grauen. «Adam», sagte ich

leise, «wir sollten Graceland besuchen.» Ich erinnerte ihn an mein Versprechen. Ich konnte erkennen, dass die Vorstellung, diese lähmende Routine zu durchbrechen, etwas in ihm auslöste. Doch ich nannte ihm die Bedingung, an die er sich zu halten hatte, wenn wir es machten. Er musste sein Smartphone den ganzen Tag über ausschalten. Er schwor, es zu tun.

### **Drehen Sie mal den Kopf!**

An den Eintrittsporten von Graceland trifft man keine Menschen mehr an, deren Aufgabe es ist, einen herumzuführen. Man bekommt ein iPad, stöpselt sich Kopfhörer ins Ohr, und das iPad sagt einem, was man machen soll – nach links gehen, nach rechts abbiegen, vorwärtsgehen. In jedem Raum erscheint auf dem Bildschirm ein Foto des Ortes, an dem man sich befindet, während ein Sprecher ihn beschreibt. Während wir herumspazierten, waren wir von Leuten mit ausdruckslosen Gesichtern umgeben, die fast ständig auf ihre Smartphones blickten. In mir baute sich immer grössere Anspannung auf.

Als wir das Dschungelzimmer erreichten – Elvis' Lieblingsort in dem Anwesen –, schnatterte das iPad drauflos; ein Mann mittleren Alters neben mir wandte sich zu seiner Frau, um ihr etwas zu sagen. Vor uns waren die grossen künstlichen Pflanzen zu sehen, die Elvis gekauft hatte, um das Zimmer in seinen persönlichen künstlichen Dschungel zu verwandeln. «Honey», sagte der Mann, «das ist wirklich erstaunlich, schau.» Er schwenkte das iPad zu ihr und fing an, darauf herumzuwischen. «Wenn du es nach links bewegst, dann siehst du darauf die linke Seite des Dschungelzimmers. Und wenn du es nach rechts bewegst, siehst du die rechte Seite des Raums.»

Seine Frau schaute genau hin, lächelte und begann, ihr eigenes iPad zu bewegen. Ich beugte mich nach vorn. «Sir», sagte ich, «da gibt es aber auch eine altmodische Bewegungsform, die Sie nutzen können. Man nennt es Kopfdrehen. Denn wir sind ja selbst hier. Sie können alles unmittelbar sehen. Hier. Schauen Sie.» Ich schwenkte die Hand, und die künstlichen grünen Blätter raschelten ein wenig. Ihre Augen wandten sich wieder den Bildschirmen zu. «Schauen Sie doch! Sehen Sie das nicht? *Wir sind tatsächlich hier.* Ihr Bildschirm ist nicht nötig. *Wir befinden uns im Dschungelzimmer.*» Sie machten sich davon. Ich schaute zu Adam, wollte über die Szene lachen – doch er stand in einer Ecke, hielt sein Smartphone unter der Jacke und blätterte sich durch Snapchat.

### **Nicht ohne mein Snapchat**

An jeder Station des Ausflugs hatte er sein Versprechen gebrochen. Als das Flugzeug vor zwei Wochen in New Orleans aufsetzte, hatte er sein Smartphone schon hervorgekramt, während wir noch angeschnallt waren. «Du hast versprochen, es nicht zu benutzen», sagte ich. Er erwiderte: «Ich habe gemeint, ich würde nicht telefonieren. Ist doch klar, dass ich auf Snapchat und Textnachrichten nicht verzichten kann.» Das sagte er so ehrlich verblüfft, als hätte ich ihn aufgefordert, zehn Tage lang die Luft anzuhalten.

Im Dschungelzimmer schnappte ich plötzlich über, und ich versuchte, ihm das Smartphone aus der Hand zu winden; worauf er hinausstürmte. Am Abend traf ich ihn im Heartbreak-Hotel; er sass an einem Swimmingpool (in Form einer riesigen Gitarre) und schaute traurig vor sich hin. Als ich mich zu ihm setzte, wurde mir klar, dass mein Ärger über ihn im Grunde Ärger über mich selbst war (wie das bei Zorn oft der Fall ist). Diese Unfähigkeit, sich auf etwas zu konzentrieren, konnte ich auch bei mir beobachten. Ich verlor allmählich meine Fähigkeit, im Hier und Jetzt präsent zu sein, und das machte mich wütend.

## **Eine veritable Krise der Geistesgegenwart**

«Ich weiss, dass etwas nicht stimmt», sagte Adam, das Smartphone fest in der Hand. «Aber ich habe keine Ahnung, wie ich das abstellen könnte.» Dann fing er wieder an, Textnachrichten zu tippen.

Da begriff ich, dass ich verstehen musste, was bei ihm und so vielen anderen wirklich ablief. Wie sich herausstellte, war dieser Augenblick der Beginn einer Reise, die meine Ansichten über Aufmerksamkeit verändern sollte. In den folgenden drei Jahren reiste ich in der Welt herum – von Miami über Moskau nach Melbourne – und interviewte die führenden Experten zum Thema Aufmerksamkeit.

Dabei kam ich zu der Überzeugung, dass wir es nicht nur mit einer normalen Befürchtung wegen der Konzentrationsfähigkeit zu tun haben, wie sie jede älter werdende Generation durchläuft. Wir leben in einer veritablen Krise der Geistesgegenwart, die unsere Art zu leben zutiefst betrifft. Ich erfuhr, dass die Fähigkeit der Menschen, aufmerksam zu sein, nachweislich durch zwölf Faktoren beeinträchtigt wird und dass sich viele dieser Faktoren in den vergangenen zwei Jahrzehnten verstärkt haben – manchmal auf dramatische Weise.

## **Mehr als eine Minute Konzentration liegt nicht drin**

In Portland, Oregon, interviewte ich Professor Joel Nigg, einen der weltweit führenden Experten für Aufmerksamkeitsstörungen bei Kindern. Er meinte, wir müssten uns fragen, ob wir mittlerweile «eine pathogene Aufmerksamkeitskultur» entwickelten – eine Umgebung, in der es für alle schwieriger sei, sich ausdauernd und intensiv auf etwas zu konzentrieren. Auf die Frage, was er denn täte, wenn er für unsere Kultur verantwortlich wäre und tatsächlich dafür sorgen wollte, die Aufmerksamkeit der Menschen zu zerstören, meinte er: «Möglicherweise genau das, was unsere Gesellschaft gerade tut.»

Professorin Barbara Demeneix, eine führende französische Wissenschaftlerin, die einige Schlüsselfaktoren untersucht hat, welche die Aufmerksamkeit stören können, sagte unverblümt: «Heutzutage gibt es keine Möglichkeit, ein normales Gehirn zu besitzen.» Die Effekte können wir alle in unserer Umgebung erkennen.

Eine kleine Studie mit Studenten hat ergeben, dass sie sich inzwischen nur für 65 Sekunden auf eine bestimmte Aufgabe konzentrieren können. Eine andere Studie mit Büroangestellten hat gezeigt, dass sie sich im Schnitt nur für drei Minuten konzentrieren. Das geschieht nicht, weil wir alle persönlich willensschwach geworden sind. Unsere Konzentrationsfähigkeit ist nicht zusammengebrochen. Sie wurde uns gestohlen.

## **Hilft die Abstinenz?**

Als ich von Graceland zurückkam, glaubte ich, meine Aufmerksamkeit lasse nach, weil ich persönlich nicht stark genug und von meinem Smartphone übernommen worden sei. Ich geriet in eine Spirale negativer Gedanken und machte mir Vorwürfe; ich sagte mir, du bist schwach, du bist nachlässig, du bist nicht diszipliniert genug. Ich glaubte, die Lösung liege auf der Hand: mehr Disziplin, und das Smartphone wird verbannt.

Also mietete ich online ein kleines Zimmer in Strandnähe in Provincetown an der Spitze von Cape Cod. Triumphierend teilte ich allen mit: Ich werde drei Monate hier verbringen, ohne Smartphone und ohne Computer, der mit dem Internet verbunden ist. Ich bin absolut fertig. Ich bin es leid, im Netz zu sein.

Mir war klar, dass ich das nur machen konnte, weil ich Glück hatte und durch meine bisherigen Bücher über Geld verfügte. Ich wusste, dass es keine Dauerlösung sein konnte. Ich machte es, weil ich glaubte, wenn ich es nicht machte, verlöre ich vielleicht einige entscheidende Aspekte meiner Fähigkeit zu tiefem Nachdenken. Wenn ich alles für eine gewisse Zeit zurückfuhr, hoffte ich ausserdem, allmählich den Blick dafür zu bekommen, welche nachhaltigeren Veränderungen wir vornehmen könnten.

In meiner ersten Woche ohne Internet irrte ich durch eine nebelhafte Entspannung. Provincetown ist ein kleiner Schwulenort mit dem höchsten Anteil gleichgeschlechtlicher Paare in den USA. Ich ass Cupcakes, las Bücher, unterhielt mich mit Fremden und sang. Alles lief radikal langsamer. Normalerweise verfolge ich ungefähr stündlich die Nachrichten, was mir häppchenweise furchteinflössende Fakten vermittelt, und versuche, sie so zusammenzurühren, dass sie eine Art Sinn ergeben. Stattdessen las ich einfach einmal täglich eine physische Tageszeitung. Alle paar Stunden spürte ich, wie ein ungewohntes Gefühl in mir gluckerte, und ich fragte mich, was das sein konnte. Ach ja: Ruhe.

## **Die Beschleunigung macht uns langsamer**

Als ich später die Experten interviewte und ihre Forschungsergebnisse studierte, wurde mir klar, dass es viele Gründe gab, weswegen meine Aufmerksamkeit sich vom ersten Tag an wieder besserte. Professor Earl Miller, Neurowissenschaftler am Massachusetts Institute of Technology, erklärte mir einen davon. Er sagte, bewusst könne mein Gehirn jeweils nur einen oder zwei Gedanken produzieren. Mehr nicht. «Geistig sind wir alle sehr, sehr eingeschränkt.» Doch wir seien einer enormen Täuschung erlegen. Der durchschnittliche Teenager glaube inzwischen, es sei möglich, sechs Medienformaten gleichzeitig zu folgen.

Als Gehirnforscher das untersuchten, stellte sich heraus, dass die Leute, wenn sie glauben, mehrere Dinge gleichzeitig zu tun, in Wahrheit jonglieren. «Sie springen hin und her. Das Umschalten fällt ihnen nicht auf, weil ihr Gehirn den Sprung gewissermassen überspielt, um den Eindruck eines zusammenhängenden Bewusstseins zu erzeugen. Doch in Wahrheit schalten sie um und richten ihr Gehirn von einem Augenblick zum anderen, von einer Aufgabe zur nächsten neu aus, und das ist nicht gratis zu haben.»

## **Man wird langsamer**

Man stelle sich beispielsweise vor, dass man seine Steuererklärung erledigt, wobei eine Textnachricht ankommt, die man sich ansieht – nur mit einem kurzen Blick, vielleicht drei Sekunden lang –, worauf man sich wieder der Steuererklärung zuwendet. In diesem Moment «muss Ihr Gehirn sich beim Wechsel von einer Aufgabe zur anderen neu einstellen», erklärte Professor Miller. Man müsse sich an das erinnern, was man vorher getan habe, und auch an das, was man sich dazu gedacht habe. Wenn das geschieht, zeigt sich deutlich, dass die Leistung abfällt. Man wird langsamer. Alles wegen des Umschaltens.

Das nennt man den «Umschaltkosten-Effekt». Das heisst, wenn man seine Textnachrichten checkt, während man zu arbeiten versucht, verliert man nicht nur die winzigen Zeitabschnitte, in denen man den Text betrachtet – man verliert auch die Zeit, die nötig ist, um sich danach wieder zu konzentrieren, was sich als eine ganze Menge erweist.

So hat das Labor für die Untersuchung der Interaktion zwischen Mensch und Computer an der Carnegie Mellon University 136 Studierende an einem Test teilnehmen lassen. Einige sollten dabei ihr Smartphone ausgeschaltet lassen, die anderen liessen es eingeschaltet und empfangen immer wieder Textnachrichten. Diejenigen, die Nachrichten erhielten, zeigten eine im Schnitt um 20 Prozent schlechtere Leistung. Mir kommt es so vor, als würden wir derzeit alle diese 20 Prozent unserer Hirnleistung verlieren – und das fast ständig. Miller meinte mir gegenüber, wir würden derzeit «in einem vollendeten Sturm kognitiven Abbaus» leben.

## Die Welt als Selfie-Hintergrund

In Provincetown erledigte ich zum ersten Mal seit sehr langer Zeit immer nur eine Sache, ohne unterbrochen zu werden. Ich lebte in den Grenzen dessen, was mein Gehirn tatsächlich bearbeiten konnte. Ich spürte, wie meine Aufmerksamkeit wuchs und sich mit jedem Tag verbesserte, doch eines Tages erlebte ich einen Rückfall.

Ich spazierte am Strand entlang, und alle paar Schritte sah ich genau das, was mich seit Memphis umgetrieben hatte. Die Leute schienen Provincetown schlicht als Hintergrund für Selfies zu nutzen; sie hoben selten den Blick, um das Meer oder einander anzusehen. Dieses Mal aber war ich nicht versucht, ihnen zuzurufen: Ihr vergeudet euer Leben, steckt das verdammte Smartphone weg. Vielmehr wollte ich rufen: Gebt das Smartphone *mir*. *Mir!*

So lange hatte ich alle paar Stunden täglich die schwachen, beharrlichen Signale des Internets empfangen, das Tröpfeln der Likes und Kommentare, die einem sagen: Ich sehe dich. Du bist wichtig. Jetzt waren sie verschwunden. Als Simone de Beauvoir zur Atheistin geworden war, sagte sie, es fühle sich an, als sei die Welt plötzlich verstummt. Der Verlust des Internets fühlte sich genau so an. Nach der rhetorischen Wärme von Social Media kamen mir normale zwischenmenschliche Interaktionen angenehm, aber schwächlich vor. Keine normale soziale Interaktion überschüttet einen mit Herzchen.

Ich begriff, dass es zur Heilung meiner Aufmerksamkeit nicht ausreichte, einfach nur Ablenkungen zu eliminieren. Das verschafft einem zunächst ein gutes Gefühl – doch dann sorgt es dort, wo all der Lärm war, für ein Vakuum. Also begann ich ausgiebig über einen Bereich der Psychologie nachzudenken, von dem ich vor Jahren gehört hatte: die Wissenschaft von den Flow-Zuständen. Fast jeder, der dies liest, wird irgendwann einen Flow-Zustand erlebt haben – immer dann, wenn man etwas macht, das Bedeutung für einen hat, und völlig darin aufgeht, so dass die Zeit bedeutungslos wird, das eigene Ego zu verschwinden scheint und man sich tief und mühelos konzentriert. Flow ist die tiefste Form der Aufmerksamkeit, die Menschen aufbringen können. Aber wie kommen wir dorthin?

## Der Weg zurück

Später interviewte ich Professor Mihály Csíkszentmihályi, der als erster Wissenschaftler Flow-Zustände untersucht und mehr als vierzig Jahre darüber geforscht hat. Seinen Forschungsergebnissen entnahm ich, dass drei zentrale Faktoren erforderlich sind, um in einen Flow-Zustand zu geraten. Erstens muss man sich *ein* Ziel wählen. Der Flow benötigt die gesamte mentale Energie, die willentlich in eine Richtung gelenkt wird. Zweitens muss dieses Ziel für einen selbst bedeutsam sein – für ein Ziel, das einen nicht besonders interessiert, kann man nicht in den

Flow geraten. Drittens ist es hilfreich, wenn das Vorhaben einen an die Grenze der eigenen Möglichkeiten bringt – etwa, wenn der Berg, den man besteigen will, ein wenig höher und schwieriger ist als der letzte bezwungene Berg.

Also begann ich jeden Morgen mit dem Schreiben – auf eine Art, die sich von meiner früheren Arbeit unterschied und mich forderte. Innerhalb weniger Tage begann ich im Flow zu arbeiten, und es vergingen Stunden in voller Konzentration, ohne dass es sich wie eine Herausforderung anfühlte. Ich hatte den Eindruck, mich auf eine Weise zu konzentrieren, die ich als Teenager erlebt hatte – über lange, mühelose Strecken. Ich hatte befürchtet, mein Gehirn könnte kaputtgehen. Als mir klar wurde, dass unter den richtigen Umständen seine ganze Kapazität zurückkommen konnte, weinte ich vor Erleichterung.

Am Ende sass ich am Strand und sah zu, wie das Licht sich langsam veränderte. Das Licht am Cape Cod ist anders als das Licht an jedem anderen Ort, den ich erlebt habe, und in Provincetown konnte ich klarer sehen als je zuvor im Leben – meine Gedanken, meine Ziele, meine Träume. Ich lebte im Licht.

Als es dann an der Zeit war, das Strandhaus zu verlassen und in die hyperverlinkte Welt zurückzukehren, gewann ich die Überzeugung, den Code der Aufmerksamkeit geknackt zu haben. Ich kehrte in die Welt zurück und war entschlossen, diese Lektion in mein Alltagsleben einzubringen. Als ich nach der Überfahrt mit der Fähre wieder mit Smartphone und Laptop vereint war, die ich in Boston versteckt hatte, kamen sie mir fremd und befremdlich vor. Doch schon nach ein paar Monaten war ich wieder bei vier Stunden täglicher Bildschirmzeit, und meine Aufmerksamkeit zerfaserte und verschlechterte sich erneut.

## **Als trügen wir Gasmasken**

In Moskau erklärte mir der ehemalige Google-Ingenieur James Williams – er ist zum bedeutendsten Philosophen der Aufmerksamkeit in der westlichen Welt geworden –, dass ich einen entscheidenden Fehler gemacht hätte. Individuelle Enthaltbarkeit sei «nicht die Lösung, aus dem gleichen Grund, wie es keine Reaktion auf die Luftverschmutzung ist, wenn man an zwei Tagen der Woche eine Gasmasken trägt. Damit kann man vielleicht für kurze Zeit manche Wirkungen fernhalten, doch es ist nicht nachhaltig und geht nicht auf die systemischen Fragen ein.»

Er meinte, unsere Aufmerksamkeit sei von ungeheuren invasiven Kräften der Gesellschaft insgesamt zutiefst verändert worden. Die Aufforderung, einfach nur die eigenen Gewohnheiten zu ändern – etwa zu schwören, man werde das Smartphone beiseitelegen –, laufe darauf hinaus, «es an den Einzelnen zurückzureichen», wenn «es in Wahrheit Änderungen der Umwelt sind, die den Unterschied ausmachen».

Professor Nigg meinte, ich könne vielleicht besser verstehen, was gerade passiert, wenn wir unsere zunehmenden Aufmerksamkeitsprobleme mit der wachsenden Rate der Fettleibigkeit verglichen. Vor fünfzig Jahren habe es kaum Fettleibigkeit gegeben, heute dagegen sei sie in der westlichen Welt endemisch. Das liege nicht daran, dass wir gierig oder masslos geworden seien. Er sagte: «Fettleibigkeit ist keine medizinische, sondern eine gesellschaftliche Epidemie.» Unser Lebensstil habe sich dramatisch verändert – unsere Nahrungsmittel seien andere, und wir hätten Städte gebaut, in denen es schwierig sei, zu Fuss oder mit dem Fahrrad unterwegs zu sein. Etwas Ähnliches, meinte er, dürfte sich bei den Veränderungen unserer Aufmerksamkeit abspielen.

## **Was wir tun können**

Ich begriff, dass die Faktoren, die unsere Aufmerksamkeit beeinträchtigen, nicht alle offensichtlich sind. Anfangs hatte ich mich auf die Technologie konzentriert, doch tatsächlich gibt es bei den Ursachen eine grosse Bandbreite – von unserer Ernährung über die Luft, die wir atmen, bis hin zu den Arbeitszeiten und den Stunden, die wir nicht mehr schlafen. Es sind viele Dinge dabei, die wir inzwischen als gegeben ansehen – von der Art, wie wir unseren Kindern das Spielen vorenthalten, bis hin zu unseren Schulen, die alles auf Prüfungen abstellen und so vernachlässigen, wie man Bedeutung erkennt.

Ich glaube inzwischen, dass wir auf diese unablässige Besetzung unserer Aufmerksamkeit auf zwei Ebenen reagieren müssen. Die erste betrifft das Individuum. Auf der persönlichen Ebene können wir unsere Konzentration mit einer ganzen Reihe von Veränderungen schützen. Ich zum Beispiel glaube, meine Aufmerksamkeit um etwa 20 Prozent verbessert zu haben, indem ich die meisten von ihnen umgesetzt habe. Doch wir müssen die Menschen einbeziehen. Diese Änderungen bringen einen nur bis zu einem bestimmten Punkt.

Im Moment scheint es, als würden wir den ganzen Tag mit Juckpulver bepudert, und die Leute, die das Pulver verstreuen, sagen uns: «Vielleicht solltet ihr zu meditieren lernen, dann werdet ihr euch nicht mehr so viel kratzen.» Meditation ist ein nützliches Werkzeug – doch im Moment müssen wir die Leute aufhalten, die ständig Juckpulver verbreiten. Wir müssen uns verbünden, um gegen die Mächte vorzugehen, die unsere Aufmerksamkeit stehlen, und unsere Konzentration zurückholen.

Das mag ein wenig abstrakt klingen – aber ich habe vielerorts Leute getroffen, die das umgesetzt haben. Zum Beispiel: Es gibt starke wissenschaftliche Belege dafür, dass Stress und Erschöpfung unsere Aufmerksamkeit beeinträchtigen. Heutzutage haben 35 Prozent der Beschäftigten das Gefühl, sie könnten ihr Smartphone niemals abschalten, weil ihr Boss zu jeder Tageszeit eine Mail schicken könnte.

## **Moralische Panik?**

In Frankreich beschlossen ganz normale Arbeitnehmer, das sei unzumutbar, und drängten die Regierung, das zu ändern – und so gibt es dort nun ein gesetzliches Recht zum «Abschalten». Es ist ganz einfach. Man hat ein Recht auf festgelegte Arbeitszeiten, und man hat das Recht, ausserhalb dieser Zeiten vom Arbeitgeber nicht kontaktiert zu werden. Firmen, die gegen diese Regeln verstossen, drohen hohe Bussgelder.

Es gibt eine Menge solcher potenzieller kollektiver Änderungen, die unsere Konzentration zum Teil wieder herstellen können. So könnten wir die Unternehmen der sozialen Netzwerke dazu zwingen, ihr gegenwärtiges Geschäftsmodell aufzugeben, das darauf ausgelegt ist, unsere Aufmerksamkeit zu infiltrieren, damit wir weiterscrollen. Es gibt alternative Möglichkeiten für die Arbeitsweise dieser Websites – solche, die unsere Aufmerksamkeit heilen, statt sie zu untergraben.

Einige Wissenschaftler meinen, diese Besorgnisse seien eine moralische Panik, vergleichbar mit den Befürchtungen der Vergangenheit wegen Comics oder Rap-Musik. Andere sagen, die Belege seien erdrückend und die Besorgnisse glichen den frühen Warnungen wegen der epidemischen Fettleibigkeit oder der Klimakrise in den 1970er Jahren.

## **Zurückholen von denen, die das Denken gestohlen haben**

Angesichts dieser Ungewissheit glaube ich, dass wir nicht auf eine umfassende Beweislage warten können. Wir müssen auf der Basis einer vernünftigen Risikoabschätzung handeln. Wenn diejenigen, die vor den Auswirkungen auf unsere Aufmerksamkeit warnen, danebenliegen und wir weiterhin machen, was sie vorschlagen: Was würde uns das kosten? Wir verbrächten weniger Zeit damit, von unseren Chefs drangsaliert zu werden, und wir würden weniger durch Technologie verfolgt und manipuliert werden – dazu kämen viele andere Verbesserungen, die in jedem Fall wünschenswert für unser Leben sind.

Doch wenn sie richtigliegen und wir nicht machen, was sie vorschlagen: Was würde das kosten? Wir würden – wie mir der frühere Google-Ingenieur Tristan Harris sagte – heruntergefahrere Menschlichkeit erleben und uns unserer Aufmerksamkeit genau in dem Moment berauben, in dem wir mit grossen kollektiven Krisen konfrontiert sind, die ihrer mehr denn je bedürfen.

Doch nichts wird sich ändern, solange wir nicht dafür kämpfen. Wir brauchen jetzt, wie ich glaube, eine Aufmerksamkeitsbewegung, die unser Denken zurückfordert. Ich glaube, wir müssen dringend handeln, weil es vielleicht so ist wie bei der Krise des Klimas oder der Fettleibigkeit – je länger wir warten, desto schwieriger wird es. Je mehr unsere Aufmerksamkeit abbaut, desto schwieriger wird es, die individuelle und politische Energie zu mobilisieren, mit der wir die Kräfte bekämpfen, die unsere Konzentration stehlen.

Der erste Schritt dazu ist ein Bewusstseinswandel. Wir müssen aufhören, uns selbst die Schuld zu geben oder unsere Arbeitgeber und Technologiefirmen um winzige Verbesserungen zu bitten. Unser Denken gehört uns – und gemeinsam können wir es von den Mächten zurückholen, die es uns stehlen.

Johann Hari ist schweizerisch-englischer Publizist und Autor. Beim vorliegenden Essay handelt es sich um einen bearbeiteten Ausschnitt aus dem neuen Buch: *Stolen Focus. Why You Can't Pay Attention – and How to Think Deeply Again*. Crown-Verlag, New York 2022. 368 S., F. 34.90. – Aus dem Englischen von Helmut Reuter.

28 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/ukraine-krise-die-grossmacht-deutschland-macht-sich-klein-ld.1666666>

# Ukraine-Krise: Deutschland ist eine Grossmacht, die viel redet und wenig tut

In Reden deutscher Politiker taucht immer wieder ein Satz auf: «Deutschland muss mehr internationale Verantwortung übernehmen.» Trotzdem bleibt alles beim Alten, so auch in der Ukraine-Krise. Die Grossmacht versteckt sich und macht sich klein.

Eric Gujer3 Kommentare28.01.2022, 05.30 Uhr



**Soldaten der Bundeswehr im brandenburgischen Beelitz.**

Annegret Hilse / Reuters

**Eric Gujer, Chefredaktor der «Neuen Zürcher Zeitung»**

Das Verhältnis der Deutschen zum Militär ist kein glückliches. In Preussen vergöttert, sanken die Soldaten herab zu Hitlers willigen Vollstreckern bei Angriffskrieg und Völkermord. Tiefe Skepsis gegenüber den Streitkräften war die Folge. Seit der Wiedervereinigung verfolgt Deutschland einen neuen Sonderweg: den bewaffneten Pazifismus.

Er ist bewaffnet, weil die meisten aussenpolitischen Experten inzwischen Gewalt als letztes Mittel nicht mehr ausschliessen und eine aktive Rolle für die Bundeswehr befürworten. Die Haltung ist zugleich pazifistisch, weil sich Deutschland nur selten zu entschlossenem Handeln aufrufen kann. Es ist ein schwächlicher Pazifismus, geboren nicht aus Überzeugung, sondern aus Bequemlichkeit, und ein typisch deutsches Paradox irgendwo zwischen hehren Idealen und harter Realität.

Ein gutes Beispiel ist die Haltung in der Ukraine-Krise. Selbst die SPD himmelt Russland nicht mehr vorbehaltlos an. Zahlreiche Sozialdemokraten sehen Wladimir Putin nüchtern: den Revanchismus, mit dem er die europäische Ordnung seit dem Ende des Kalten Kriegs zu revidieren gedenkt; die Skrupellosigkeit, mit der er offensive Mittel anwendet von Desinformationskampagnen über Cyberangriffe bis hin zu Kampftruppen.

In Berlin herrscht eine mehrheitlich kritische Stimmung gegenüber Russland; aber das war es dann. Die Bereitschaft zu einer Aussenpolitik mit Ecken und Kanten endet zuverlässig, wenn diese eine kontroverse Positionierung erfordert. Niemand will das nötige politische Kapital einsetzen,

um die Wähler zu überzeugen. Feigheit vor dem Feind wurde einst hart geahndet. Feigheit vor dem eigenen Volk gilt heute als Pragmatismus. In der deutschen Aussenpolitik hat Führungsstärke daher Seltenheitswert. Berlin mogelt sich gerne durch, bei der Ukraine, aber auch sonst.

## **Für die Nato ist die Verteidigung der Ukraine genauso undenkbar wie deren Neutralisierung**

Die USA, Kanada und Grossbritannien liefern Waffen und Munition an Kiew – Deutschland nicht. Die Aufrüstung der ukrainischen Streitkräfte ist das Einzige, was die westliche Allianz zur Abschreckung eines russischen Angriffs unternehmen kann. Eine militärische Verteidigung ist ausgeschlossen, eine Neutralisierung der Ukraine lässt westliches Prestigedenken nicht zu. Viele Optionen sind das nicht, es ist die perfekte Zwickmühle.

Waffenlieferungen sind nicht mehr als das politische Signal, dass der Westen David unterstützt in seinem ungleichen Kräfterennen mit Goliath. Das Ziel der Waffenhilfe ist defensiv, nämlich eine Deeskalation der Lage herbeizuführen, um die Nato aus ihrer Zwickmühle zu befreien. Doch nicht einmal dazu zeigt sich Deutschland bereit.

Die Grünen und die Liberalen sind in der Frage – wie eigentlich immer – gespalten. In der SPD reicht der Russland-Realismus nicht so weit, dass sie ihn mit Taten unterlegen würde. Die kraftvolle Opposition namens Union sagt lieber nichts und diskutiert darüber, ob Angela Merkels Absage eines Abendessens mit Friedrich Merz einen Affront darstelle. Das ist Konflikt genug.

Berlin redet viel und tut wenig. Annalena Baerbock reiste nach Moskau, erklärte dort ihre Grundsätze einer «wertebasierten Aussenpolitik», sie machte sich für die Menschenrechte stark und den ins Gefängnis gesteckten Oppositionellen Alexei Nawalny.

Die «Zeit» kommentiert den Besuch mit den Worten, diese Themen müssten beim russischen Aussenminister Sergei Lawrow «Beissreflexe auslösen». Das Gegenteil ist der Fall, denn er hat in seiner Laufbahn schon einige Male erlebt, dass Deutschland viel redet und wenig tut. Lawrow wusste natürlich auch, dass die Deutsche zuvor in Kiew Waffenlieferungen abgelehnt hatte.

Baerbock hatte freundliche Worte für den ukrainischen Aussenminister Dmitro Kuleba gefunden: «Lieber Dmitro, seit meinem Amtsantritt vor gut vier Wochen habe ich über kein anderes Land und die Sicherheit keines anderen Landes so viel gesprochen wie über die Sicherheit der Ukraine.» Lawrow dürfte sich gedacht haben: Einmal mehr redet Berlin und handelt nicht. So mag der Kreml Deutschland am liebsten.

## **Warum kann Deutschland nicht endlich eine Führungsmacht ohne Grossmannssucht und Geschichtskomplex sein?**

Allerdings muss man Baerbock insoweit in Schutz nehmen, als sie sich nur in eine lange Reihe deutscher Minister, Kanzler und Präsidenten stellt. Sie alle haben für eine aktive Aussen- und Sicherheitspolitik plädiert. «Deutschland muss mehr internationale Verantwortung übernehmen», lautet seit zwanzig Jahren der Standardsatz in jeder Rede.

Der Satz wurde erst zum geflügelten Wort und dann zur Phrase. Denn geändert hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten wenig. Regelmässig versichert Berlin, Deutschland wolle nicht länger so tun, als sei es eine grosse und neutrale Schweiz.

Dazu gehört, sich nicht nur wirtschaftlich, sondern auch politisch und militärisch so zu verhalten, wie man dies von einer europäischen Führungsmacht erwartet. Ohne Grossmannssucht, aber auch ohne Geschichtskomplex sollte die Bundesrepublik ihre immensen Ressourcen nutzen, um die Welt ein bisschen sicherer zu machen.

Dies aber erreicht man nicht nur mit Worten – und schon gar nicht damit, dass man sich hinter wohlklingenden, aber nichtssagenden Begriffen wie Multilateralismus versteckt. Denn in der Aussenpolitik ist es wie im richtigen Leben. Wenn alle verantwortlich sind, ist es am Schluss niemand. Es kommt heute wie zu Zeiten Bismarcks auf die grossen Mächte an.

Deutschland beteiligte sich zwar an den Kriegen in Kosovo und in Afghanistan. Das aber waren Ausnahmen. Das Fiasko in Kabul wird künftig als bequeme Ausrede dafür dienen, sich nicht mehr im Ausland engagieren zu müssen.

Während Amerika, Grossbritannien und Frankreich mit Luftangriffen und Spezialkräften halfen, den «Islamischen Staat» im Nordirak und in Syrien zu stürzen, hielt sich Deutschland vornehm zurück. Einige Ausbildungsmissionen im Nordirak mussten genügen.

In Mali ist die Bundeswehr zwar im Gegensatz zu den französischen Streitkräften noch präsent. Die Franzosen kämpften dort und zogen ab, als sich die Vergeblichkeit des Einsatzes herausstellte. Deutschland bleibt, weil die Bundeswehr nicht kämpft und die Risiken deutlich geringer sind – und weil es so bequemer ist, als das Scheitern einer weiteren Mission einzugestehen. Auch das ist eine Form von Nichthandeln: überall ein bisschen dabei sein, sich aber nirgends richtig einsetzen.

So übernimmt Deutschland auch nicht mehr Verantwortung in der Ukraine. Stattdessen schickt das Verteidigungsministerium Konteradmiral Kay-Achim Schönbach in die Wüste. Er hatte die bittere Wahrheit ausgesprochen, dass die Krim für Kiew verloren ist. Deutsche Sicherheitspolitik lebt von Fiktionen. Das hätte der aufmüpfige Admiral wissen müssen.

### **Auch Energie ist eine Waffe – und da macht sich Deutschland immer erpressbarer**

Einen widerspenstigen General loszuwerden, ist einfach. Komplizierter ist es, eine Sicherheitsstrategie zu entwickeln. Dazu gehört eine Erhöhung des Verteidigungsetats auf zwei bis drei Prozent des Bruttoinlandprodukts, beispielsweise um in Krisenzeiten rasch zusätzliche Truppen in östlichen Nato-Staaten stationieren zu können. Was der US-Präsident Joe Biden derzeit prüft, ist für die Bundeswehr unmöglich. Ihre Verbände sind so schlecht ausgestattet, dass sie vor einer Verlegung das Material erst zeitraubend beschaffen müssen.

Sicherheit ist mehr als Militär. Eine stabile Energieversorgung gehört genauso dazu. Das gibt Lieferanten wie Konsumenten Druckmittel. So könnte Deutschland erklären, bei einem Angriff auf die Ukraine sei eine Betriebsgenehmigung für die Ostseepipeline Nord Stream 2 ausgeschlossen.

Wichtiger als der Streit um eine einzelne Röhre ist, dass Deutschland generell seine Abhängigkeit von der russischen Energiezufuhr reduziert.

Seit vielen Jahren geschieht jedoch das Gegenteil. Die Gasimporte aus Russland nehmen zu. 2017 lieferte Moskau erstmals mehr als die Hälfte des in Deutschland verbrauchten Gases. Schaltet die Bundesrepublik auf Ende Jahr ihre letzten Atomreaktoren ab und verzichtet bald auch auf Kohle, wird die Abhängigkeit noch grösser. Dann sind Gasturbinen unabdingbar, um schnell zu reagieren, sofern die Sonne nicht scheint, der Wind nicht weht und damit kein Strom aus erneuerbaren Quellen zur Verfügung steht.

Wenn, wie von Wirtschaftsminister Robert Habeck geplant, sich der Anteil der Erneuerbaren an der Stromproduktion in nur acht Jahren verdoppelt, müssen russisches Gas und französische Atomenergie Deutschland vor dem Kollaps seines Stromnetzes bewahren. Dann braucht der Kreml keine Divisionen, um Deutschland zu erpressen.

Seit dem Ende des Kalten Kriegs vernachlässigt Deutschland seine Sicherheit: durch unterdurchschnittliche Verteidigungsausgaben im Vergleich zu seinen wichtigsten Verbündeten Amerika, Frankreich und Grossbritannien oder durch das energiepolitische Vabanquespiel. Vermutlich ist genau das die zentrale Frage: Wie soll ein Land mehr internationale Verantwortung übernehmen, wenn es nicht einmal sich selbst schützen will?

27 janvier (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/westafrikas-dreilaendereck-europaeer-auf-verlorenem-posten-17753330.html?premium>

WESTAFRIKA:

# Die Europäer auf verlorenem Posten

- EIN KOMMENTAR VON MICHAELA WIEGEL
- -AKTUALISIERT AM 27.01.2022-06:07



Kampfansage an Frankreich: In Ouagadougou, der Hauptstadt von Burkina Faso, wird der Militärputsch mit der russischen Flagge gefeiert. Bild: Laif

Im Dreiländereck zwischen Niger, Mali und Burkina Faso geraten die Dinge für die Europäer außer Kontrolle. Sie drohen ein Vakuum zu hinterlassen, das von Russland gefüllt wird.

Westafrika hat sich zum Nebenschauplatz russischer Machtpolitik entwickelt. Nach dem Militärputsch in Burkina Faso werden von Demonstranten in der Hauptstadt Ouagadougou russische Fahnen geschwenkt. Das ist als Signal an die Franzosen gedacht, deren Militärpräsenz bei den Einheimischen immer mehr auf Feindseligkeit stößt.

Moskau drängt sich in den terrorgeplagten, bitterarmen Ländern der Sahelzone als alternativer Sicherheitspartner auf. Dem Militärputsch in Burkina Faso gingen zwei Staatsstriche in Mali voraus. Die Militärjunta in Bamako erweckt inzwischen nicht mal mehr den Anschein, sich in Wahlen demokratisch legitimieren zu wollen.

Bei Machthaber Assimi Goita gehen russische Militärberater ein und aus. Er hat gefordert, das militärische Beistandsabkommen mit Frankreich zu überarbeiten. Ausrüstung und Hubschrauber werden aus Russland angeliefert. Zugleich beteuert der Kreml, mit den Söldnern der Wagner-Milizen nichts zu tun haben, die in Mali eingesetzt werden.

## **Söldner in Mali**

Der malische Staatchef fordert die französische Staatsführung, aber auch EU-Partner wie Deutschland offen heraus, indem er Söldner ins Land ruft. Bezahlt werden diese Einsätze mit Konzessionen in den malischen Goldminen. Der Handel mit den Söldnern ist eine Zumutung für alle EU-Länder, die wie Deutschland mit Entwicklungshilfegeldern und Soldaten die UN-Mission MINUSMA und die EU-Ausbildungsmission EUTM unterstützen.

Paris reagiert mit Ermahnungen und immer größerer Ratlosigkeit. Kurz vor den Präsidentschaftswahlen im April schreckt Präsident Emmanuel Macron sichtlich davor zurück, die Aufmerksamkeit auf die demokratischen Rückschritte in dem früheren frankophonen Hinterhof zu richten.

Dabei wäre es höchste Zeit für eine schonungslose Bilanz. Die militärischen Operationen haben vielerorts zu einer weiteren Destabilisierung beigetragen. Die Zahl der Terroranschläge hat sich im Dreiländereck zwischen Niger, Mali und Burkina Faso in den vergangenen fünf Jahren verfünffacht.

## **Korruption, Kriminalität, Machtkämpfe**

Der Rückhalt für die ohnehin schwachen staatlichen Institutionen in den drei Ländern ist seither weiter zurückgegangen. Das liegt auch daran, dass Paris geflissentlich über Korruption, kriminelle Machenschaften und Machtkämpfe in Bamako, Ouagadougou und Niamey hinweg sah. In Niger ist die Vetternwirtschaft besonders groß, verfügt das Land doch in Arlit über Uranreserven, die ein Drittel der Lieferungen für die französische Atomindustrie ausmachen.

Die Bereitschaft Frankreichs, sich mit autoritären Herrschaftsmethoden zu arrangieren, war auch nach dem Tod Idriss Débys im Tschad unübersehbar. Dessen Sohn regiert nun mit dem Segen Macrons weiter. Wahltermine sind in weite Ferne gerückt.

Macron hat sich vergeblich bemüht, über eine neue Lastenteilung einen französischen Rückzug vorzubereiten. Die außerhalb der EU-Institutionen konzipierte europäische Kampftruppe Takuba steht und fällt mit den französischen Elitesoldaten. Die Zusagen der Europäer kamen nur schleppend. Deutschland verweigerte sich „Takuba“ gänzlich. Auch die Strategie der „Afrikanisierung“ ist fehlgeschlagen. Die von Frankreich beförderte Einsatztruppe der G-5-Staaten Mali, Burkina Faso, Niger, Mauretanien und Tschad ist nur bedingt einsatzbereit.

## **Das vergiftete Erbe Francois Hollandes**

Macron hat das vergiftete Erbe im Wüstensand seinem sozialistischen Vorgänger [Francois Hollande](#) zu verdanken. Der Sozialist ließ sich vor neun Jahren in Timbuktu als „Befreier“ feiern und bezeichnete die Siegesparade als „schönste Stunde“ seines Lebens. Inzwischen ist klar, dass Hollande den richtigen Zeitpunkt zum Truppenrückzug verpasste. Stattdessen verliehen die Terroranschläge in Paris und Nizza dem Anti-Terror-Kampf eine neue raison d'être.

Die Sicherheit Frankreichs und Europas werde in den Weiten der Sahara verteidigt, lautet seither das Narrativ. Dabei ist keinesfalls belegt, dass die oftmals aus Kämpfen um Land, Wasser und andere Ressourcen entstandenen Terrorgruppen Angriffe auf europäischen Boden planten. Doch die Erzählung hat sich verselbstständigt und auch deshalb fällt Macron eine Revision so schwer.

Deutschland als engster europäischer Partner Frankreichs sollte die offene Aussprache darüber nicht länger scheuen. Das bedeutet allerdings auch, dass von deutscher Seite Handlungsoptionen vorgeschlagen werden müssten. Bislang hat die Bundesregierung nicht erkennen lassen, welche Alternativen sie favorisiert.

Dem Ziel der „europäischen Souveränität“, wie es im Koalitionsvertrag betont wird, kann eine Debatte mit allen EU-Partnern darüber nur dienlich sein. Wie schon in Libyen und in Syrien ist Russland im Sahel-Gebiet dabei, das Vakuum zu füllen, das die europäische Unentschlossenheit hinterlässt.

27 janvier (Monde)

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/01/27/energie-logement-alimentation-l-europe-face-au-choc-de-l-inflation\\_6111152\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/01/27/energie-logement-alimentation-l-europe-face-au-choc-de-l-inflation_6111152_3234.html)

# Energie, logement, alimentation... L'Europe face au choc de l'inflation

Les prix ont augmenté de 5 % en décembre 2021 dans la zone euro. Les plus touchés sont les ménages les moins riches et les petites entreprises.

Par [Eric Albert](#)(Londres, correspondance), [Cécile Boutelet](#)(Berlin, correspondance) et [Sandrine Morel](#)(Madrid, correspondante)

Publié aujourd'hui à 05h34, mis à jour à 07h33



Les prix des carburants sont affichés dans une station-service à Montgiscard (Haute-Garonne), le 24 janvier 2022. LIONEL BONAVENTURE / AFP

A Varsovie, des factures d'énergie qui flambent, mettant à genoux les petites entreprises. A Dublin, des jeunes qui n'arrivent plus à se payer un logement. En Espagne, une explosion des conflits sociaux. Et, en Italie, le prix des pâtes qui s'envole.

De la Pologne (8 % d'inflation en décembre 2021) à l'Irlande (+ 5,7 %), en passant par l'Estonie (+ 12 %) et l'Espagne (+ 6 %), partout en Europe la question du coût de la vie est de nouveau au cœur des préoccupations. Dans la zone euro, l'indice des prix a bondi de 5 % en moyenne dans le dernier mois de 2021. Les ménages voient désormais leur pouvoir d'achat s'éroder.

Il convient malgré tout de relativiser : en 2020, les prix baissaient, si bien que l'inflation sur deux ans n'est pas aussi forte qu'il y paraît. L'Europe n'est pas non plus dans la situation des [Etats-Unis, où elle a culminé à 7 % en 2021](#). En outre, le phénomène frappe les pays de façon inégale. Si l'est de l'Europe et les pays baltes sont particulièrement touchés, la France demeure, en revanche, relativement épargnée (+ 3,4 % en décembre 2021). Les mesures plus ou moins efficaces prises par les pouvoirs publics pour limiter la flambée des factures expliquent pour partie ces écarts.

Reste que le choc est réel, et les ménages en subissent les conséquences au quotidien. Alors que, mercredi 26 janvier, le baril de Brent a dépassé la barre des 90 dollars (80 euros) pour la première fois depuis 2014, la hausse est en grande partie liée à l'envolée des prix de l'énergie, qui pèse à elle seule pour la moitié de l'inflation en zone euro. Mais elle est aussi le fruit de la désorganisation des chaînes de production liée à la pandémie, qui renchérit les coûts et engendre des pénuries.

Face à cette crise, les pouvoirs publics peuvent espérer que le phénomène soit temporaire : après tout, les chaînes logistiques montrent de premiers signes d'amélioration, et les prix de l'énergie pourraient se

stabiliser à un niveau élevé. Dans ce cas, compenser la perte de pouvoir d'achat par des aides sociales et des hausses des salaires se justifie.

Mais le risque est d'entrer dans une spirale inflationniste difficile à briser, comme dans les années 1970, où la hausse des prix justifie des augmentations de salaires, qui alimentent à leur tour l'envolée des prix, etc. Les lendemains de la pandémie s'annoncent difficiles.

- **Electricité : en Pologne, la flambée des tarifs frappe de plein fouet les petits commerces**

Dans la boulangerie artisanale de la famille Pozorek, dans le quartier populaire de Praga-Nord, à Varsovie, les profondes craintes de la fin de l'année 2021 ont laissé place, en 2022, au désarroi. La propriétaire, Agnieszka Pozorek, déplie anxieusement la facture de gaz pour le mois de décembre : 12 200 zlotys (2 700 euros), contre 2 430 zlotys au mois de juin. « Une augmentation de 400 %, c'est pour nous absolument insoutenable, dit-elle, la voix tremblante. Nous avons déjà baissé nos salaires de 30 %, licencié le seul salarié qui n'était pas de la famille. Mais cela ne suffit pas. »

Le montant de la facture de gaz représente désormais près de 40 % du chiffre d'affaires de cette modeste entreprise familiale, contre moins de 5 % au début de l'année 2021. La boulangerie produit du pain traditionnel depuis une bonne soixantaine d'années. Elle est maintenant menacée de faillite, et son sort sera scellé dès le mois de février, si la facture bondit à 60 % du chiffre d'affaires, comme le prévoit la propriétaire. « Nous ne voulons pas augmenter drastiquement nos prix ! Qui achèterait du pain à 16 ou 20 zlotys ? Nous perdriions toute notre clientèle. Et, même si j'augmente de 100 %, ce qui est impensable, cela ne suffira pas à compenser nos pertes. »

Si la flambée des prix du gaz est la principale cause de leur malheur, elle n'est pas la seule. Toutes les matières premières, comme le sucre ou le beurre, ont vu leur prix exploser ces derniers mois. M<sup>me</sup> Pozorek dénonce les « absurdités » d'un système où les prix de certains produits sont plus élevés chez les grossistes qu'en supermarché. « Nous n'y comprenons plus rien. Les décisions politiques nous dépassent. Pourquoi les entrepreneurs voient leurs factures multipliées parfois par dix, contrairement aux particuliers ? Pourquoi une entreprise publique nous vend le gaz à 850 zlotys le kilowattheure alors que le cours en Bourse est de 350 zlotys ? »

En quelques mois, la question de l'inflation, au plus haut depuis deux décennies en Pologne, est devenue le premier sujet de préoccupation du débat public. De 3,6 % en janvier 2021, les prix ont augmenté de 4,7 % en juillet, de 6,4 % en octobre et de 8 % en décembre, selon Eurostat. Et elle pourrait dépasser les 10 % dans le courant de l'année, selon les conjoncturistes.

D'après l'Office de régulation de l'énergie, les prix du gaz ont augmenté de 54 % en un an, et ceux de l'électricité, de 24 % au 1<sup>er</sup> janvier. Mais ces hausses sont loin de représenter la réalité vécue par nombre de citoyens et par les entrepreneurs, qui ne bénéficient pas tous des prix encadrés par les pouvoirs publics. « Une hausse du gaz de 54 % pour 2022 ? Et que diriez-vous d'une hausse de 815 % ? » a commenté sur les réseaux sociaux la maire adjointe de Varsovie, Renata Kaznowska. « Une de nos cliniques publiques, après une facture de 112 000 zlotys en 2021, devra payer 880 000 zlotys en 2022. » C'est le cas de nombreuses institutions publiques, en dépit de contrats avec le géant public de l'énergie PGNiG, qui détient 85 % du marché. Le secteur des PME, de son côté, craint des faillites en cascade.

Face à ce fléau, et à un an et demi des élections législatives, le gouvernement national-conservateur a décidé d'élargir l'encadrement public des prix de l'énergie aux hôpitaux, aux communautés locales, aux écoles et aux centres d'aides sociales. Un « bouclier anti-inflation » doit aussi entrer en vigueur, introduisant une TVA de 0 % sur le gaz et la nourriture, ainsi qu'une baisse significative sur l'électricité, l'essence et le chauffage. Mais les experts s'accordent à dire qu'il ne s'agit là que d'atténuer les conséquences de l'inflation à court terme, sans toucher aux causes.

**« Le risque d'une spirale inflationniste est réel, c'est la principale différence avec les inflations à l'œuvre en Europe de l'Ouest » – Witold Orłowski, économiste à l'académie Vistula, à Varsovie**

Car, au-delà des facteurs mondiaux de la hausse des cours de l'énergie et de la politique de restriction des approvisionnements de Gazprom, qui touche de plein fouet la Pologne, l'inflation polonaise a ses caractéristiques propres, liées à la politique menée depuis 2015 par le parti de Jaroslaw Kaczynski, Droit et justice. En cause : une politique budgétaire jugée laxiste et « populiste » par bien des économistes, matérialisée par une distribution de prestations sociales d'une ampleur sans précédent. Cette stimulation excessive de la consommation, en période de conjoncture très dynamique, n'a fait qu'accroître la pression à la hausse sur les prix.

Quant à la réaction de la banque centrale, elle fut très tardive, et accompagnée d'une communication désastreuse. « *Face à cette surchauffe de l'économie, le risque d'une spirale inflationniste est réel*, souligne l'économiste Witold Orłowski, de l'académie Vistula, à Varsovie. *C'est la principale différence avec les inflations à l'œuvre en Europe de l'Ouest.* » Autant de facteurs qui ne vont pas rassurer les entrepreneurs ni les ménages polonais, lesquels font déjà savoir que cette inflation record pourrait bien coûter au parti au pouvoir les prochaines élections.

- **Politique : en Allemagne, le débat sur l'inflation divise**

Pour un peu, on pourrait se croire revenu au temps de la crise de l'euro. Avec la hausse de l'inflation en Allemagne (+ 5,7 % en décembre 2021, selon Eurostat, et + 3,1 % en moyenne en 2021, selon Destatis), une figure incontournable de cette époque est revenue sur le devant de la scène : Hans-Werner Sinn, 73 ans, l'économiste qui avait théorisé l'idée, pour sauver l'union monétaire, d'en exclure la Grèce. Lui et les orthodoxes de la politique budgétaire, opposés à la hausse de l'endettement public et critiques de la politique accommodante de la Banque centrale européenne (BCE), ont repris de l'influence dans le débat très sensible outre-Rhin autour de l'origine de l'inflation et de la réponse à lui apporter.

Différence notoire avec les années 2010 : le débat actuel est bien plus polarisé qu'avant. Ces dernières semaines, la bataille entre « faucons » et « colombes » est devenue extrêmement intense. Dans les pages du tabloïd conservateur *Bild*, ce ne sont plus les Grecs ou l'Italien Mario Draghi qui concentrent les attaques, mais une Allemande, Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, qui intervient beaucoup dans les médias pour justifier la position de l'institution en faveur du maintien des taux bas.

### **Ce ne sont plus les Grecs ou l'Italien Mario Draghi qui concentrent les attaques, c'est une Allemande, Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE**

« *L'épargnant allemand doit trembler devant cette femme* », titrait en octobre 2021 le quotidien, qui ne répugne jamais aux attaques sexistes, Christine Lagarde, présidente de la BCE, ayant été surnommée « Madame inflation », en français dans le texte.

Depuis, les attaques violentes sur le même thème n'ont pas faibli. Depuis début janvier, la pression du camp conservateur se porte sur le président de la Bundesbank nouvellement nommé, Joachim Nagel, et sur le ministre des finances, Christian Lindner, président des libéraux du FDP, sommés de choisir leur camp. Les deux hommes ont déjà donné des signes pour rassurer les orthodoxes.

Face aux inquiétudes de la population, certains journaux tentent de faire preuve de pédagogie. Invité par l'hebdomadaire de centre gauche *Die Zeit*, le fameux Hans-Werner Sinn s'est vu opposer une économiste de 31 ans déjà célèbre, Philippa Sigl-Glöckner. Ancienne du ministère des finances, membre du Parti social-démocrate (SPD), elle est directrice du centre de recherche Dezernat Zukunft, qui défend, notamment, l'abolition du « frein à la dette », inscrit dans la Constitution en Allemagne, afin de financer par l'endettement l'énorme effort d'investissements pour la décarbonation de l'économie.

Ce débat, titré « L'Etat alimente-t-il l'inflation ? », était représentatif des arguments en présence. D'un côté, M. Sinn estime que la moitié de l'inflation constatée en Allemagne vient de la création monétaire et qu'il faut urgemment réduire le niveau de dette publique (actuellement à 70 % du PIB). En face, M<sup>me</sup> Sigl-Glöckner insiste sur le fait que c'est la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des biens intermédiaires qui tire l'inflation, et non l'endettement de l'Etat. En Allemagne, ajoute-t-elle, aucune augmentation des salaires n'est pour l'instant observable.

Un argument balayé par Hans-Werner Sinn, qui table sur le fait que les syndicats ne manqueront pas de réclamer des augmentations au prochain cycle de négociations. Les entreprises, qui subissent des hausses de coûts de production et peinent à recruter, devraient bientôt augmenter les prix de leurs produits, anticipe-t-il, jugeant que la spirale prix-salaires n'en est qu'à son commencement. C'est pour cela qu'il préconise, avec d'autres, une intervention immédiate de la BCE.

Qui réussira à s'imposer dans le débat ? C'est toute la question. Une chose est sûre : plus l'inflation se maintient, plus la pression sur le gouvernement augmente. Un autre économiste emblématique des années 2010, Peter Bofinger, pourtant classé à gauche, a critiqué le manque de réponse du gouvernement à l'inflation, qui affecte les bas salaires. Dans le journal *Süddeutsche Zeitung*, il a plaidé en faveur de la réduction temporaire immédiate de la TVA sur l'essence, le fioul, le gaz et l'électricité. « *Cela aurait pour effet que l'on discuterait de politique monétaire de façon plus appropriée* », a-t-il justifié.

- **Social : en Espagne, une vague de contestations**

Après avoir obtenu « *90 % de leurs revendications* », selon le syndicat des Commissions ouvrières (CCOO), les lamaneurs (personnes chargées des opérations d'amarrage) du port de Barcelone ont mis fin à une semaine de grève, lundi 24 janvier. Outre une augmentation des effectifs, le patronat leur a accordé une hausse de 6,7 % de leur salaire. Autant que l'inflation record enregistrée en Espagne en décembre 2021.

« *Une fois de plus, la lutte des travailleurs a porté ses fruits* », a conclu le syndicat dans un communiqué, espérant que « *cet accord pourra servir d'exemple* ». Dans un pays d'ordinaire peu secoué par les conflits sociaux, les grèves ou menaces de débrayage se multiplient ces derniers mois, en écho à un niveau d'inflation jamais vu en trente ans.

Les travailleurs des entreprises de la métallurgie de la province de Cadix, en Andalousie (Sud) – qui emploient près de 29 000 personnes indispensables au fonctionnement des grands groupes industriels implantés localement, comme Airbus, Navantia et Acerinox –, avaient ouvert le bal des protestations, le 9 novembre 2021. Leurs manifestations musclées à l'entrée des chantiers navals, accompagnées de barricades et de coupures des routes, et émaillées d'affrontements avec les forces de l'ordre, ont fait les gros titres pendant plus de dix jours.

Après cinq réunions et cinquante-deux heures de négociations, un accord a finalement été trouvé, le 25 novembre : une hausse rétroactive de 2 % des salaires sur l'année 2021, qui sera suivie de hausses similaires en 2022 et 2023, avant de récupérer, en 2024, 80 % de la différence entre l'inflation enregistrée sur la période et la hausse des salaires conquise. Les syndicats minoritaires ont critiqué ces « *miettes* », au vu du niveau de l'inflation d'alors.

Si, en novembre 2021, celle-ci s'élevait à 5,5 %, en décembre, elle a bondi à 6,7 %. Les prix des aliments ont crû à eux seuls de 5 %. Pour en atténuer l'impact, le gouvernement de gauche a augmenté de 2,5 % les pensions de retraite, de 3 % le revenu minimum vital et de 2 % le salaire des fonctionnaires. « *Il faut éviter des hausses salariales qui transforment l'inflation en inflation structurelle* », a prévenu dans le même temps la ministre de l'économie, Nadia Calviño.

Les huit millions de travailleurs espagnols régis par les 2 886 conventions collectives enregistrées en 2021 n'ont vu leur salaire progresser en moyenne que de 1,47 %, la revalorisation la plus basse depuis quatre ans, rappellent les syndicats. « *Durant la pandémie [de Covid-19], la rénovation des conventions collectives a été paralysée*, explique Raul Olmos, responsable d'action syndicale et emploi des CCOO. *Or la reprise des négociations s'accompagne d'une inflation effrénée qui casse le pouvoir d'achat des travailleurs. La conflictualité va sans doute aller crescendo* », prédit-il.

Afin de l'éviter, le 16 décembre 2021, les Commissions ouvrières et l'Union générale des travailleurs ont organisé un rassemblement devant le siège de la Confédération espagnole des organisations entrepreneuriales pour exiger un accord-cadre général qui prenne en compte le besoin d'amortir les conséquences de la hausse des prix.

« Nous offrons au patronat de pacifier les négociations, assure M. Olmos. Nous sommes prêts à accepter une hausse flexible et raisonnable des salaires durant cette première année, à condition de rattraper la différence avec le taux d'inflation durant les deux prochaines années. D'ici là, la reprise économique se sera consolidée, et les fonds de relance européens vont les aider. »

## **Dernier mouvement en date, les salariés du secteur des conserves de poisson et de fruits de mer, qui emploie près de 30 000 personnes, une première depuis trente ans**

Depuis, les mouvements sociaux ont repris de plus belle. Dès le 3 janvier, les travailleurs de la filière métallurgique des Asturies (Nord), qui emploie 3 500 salariés, ont lancé la grève. Suspendue dès le lendemain, elle a été levée le 11 janvier, après un accord prévoyant une hausse des salaires rétroactive de 1 % en 2021, de 2,5 % en 2022, puis de 3 % en 2023 et 2024. Le 11 janvier également, en Galice (Nord-Ouest), les employés des cantines du groupe Inditex, propriétaire de la marque Zara, ont aussi annulé l'appel à la grève, après avoir obtenu de Sodexo une augmentation des salaires cumulée de plus de 10 % sur trois ans.

Dernier mouvement en date, les salariés du secteur des conserves de poisson et de fruits de mer, qui emploie près de 30 000 personnes dans près de 700 entreprises, principalement dans le nord du royaume, ont fait grève le 21 janvier, pour la première fois en trente ans. Deux autres journées de mobilisation sont prévues les 3 et 4 février si le patronat, qui propose une hausse de 2,8 % des salaires, n'améliore pas son offre. Les employés du secteur sont essentiellement des femmes, lesquelles rappellent qu'elles sont payées en moyenne 25 % de moins que le reste des salariés de l'industrie alimentaire.

- **Immobilier : Dublin s'est muée en une ville hors de prix**

D'un côté du canal, le siège irlandais de Meta, la maison mère de Facebook, présente ses parois de verre aux angles aigus et ses tuyauteries apparentes. De l'autre, un grand logo Google fait fièrement connaître le locataire des lieux. Entre les deux, devant quelques cafés et restaurants à la mode, des jeunes gens branchés et polyglottes défilent avec leur ordinateur sous le bras.

A Dublin, en vingt ans, le quartier de Grand Canal s'est complètement réinventé. Les reliques de son passé industriel sont devenues des bâtiments tendance. Alors, inévitablement, le prix des loyers flambe. L'agence immobilière tenue par Owen Reilly propose, par exemple, un joli quatre-pièces de 92 mètres carrés pour 4 000 euros par mois. Beaucoup des employés de la tech, très bien payés, peuvent se le permettre. « Aujourd'hui, 60 % de nos locataires travaillent dans les nouvelles technologies, dont 90 % sont des étrangers », explique M. Reilly.

La capitale irlandaise est-elle victime de son succès ? Après le violent crash financier de 2008-2012, le pays a tout misé sur les investissements étrangers. Entre une main-d'œuvre qualifiée qui parle anglais, l'appartenance à l'Union européenne et une fiscalité faible, le pari a très bien fonctionné : les géants des nouvelles technologies affluent dans la capitale. Dernière annonce en date, TikTok veut doubler sa main-d'œuvre à Dublin, à 5 000 salariés.

Cette tendance provoque de fortes tensions sur le marché immobilier. Depuis 2012, les prix des logements à la vente ont augmenté de 70 % en moyenne à travers le pays. La hausse est encore plus forte pour les locations. « Ajustés de l'inflation, les loyers ont augmenté modestement entre 1970 et 1995 : en moyenne, à Dublin, une location est passée de 820 euros à 947 euros en une génération. Depuis, cela a plus que doublé, à plus de 2 000 euros par mois », note un [rapport de Daft.ie](#), une agence immobilière, paru en 2021.

Selon The Economist Intelligence Unit, la capitale irlandaise est devenue la dix-neuvième ville la plus chère au monde, au même niveau que Francfort (Allemagne) ou Shanghai (Chine). Chez les jeunes générations, la colocation est devenue la norme. Le rêve très ancré en Irlande d'acheter son logement est désormais hors d'atteinte.

## **Alors que sa population augmente, Dublin fait face à une profonde pénurie d'appartements et de maisons**

Pour Kieran McQuinn, économiste à l'Economic and Social Research Institute, le véritable problème n'est cependant pas le modèle économique de la Verte Erin. « *Dans les années 1980, quand le chômage atteignait 16 % ou 17 % [de la population active] et que l'émigration était massive, les prix de l'immobilier baissaient, mais je ne suis pas sûr que c'était mieux.* » Pour lui, les tensions sont surtout le fruit de l'absence complète d'investissement de l'Etat dans les logements. « *Jusqu'à la grande crise financière, le modèle était de laisser toute la construction au secteur privé.* »

Résultat : très peu de logements sociaux ont été construits pendant des années, mais, en plus, l'effondrement des prix il y a une décennie a mis un coup de frein brutal aux nouvelles constructions. Alors que sa population augmente, Dublin fait donc face à une profonde pénurie d'appartements et de maisons. En décembre 2021, seuls 11 000 logements étaient en vente dans tout le pays, selon Daft.ie, soit le plus bas niveau jamais enregistré.

« *L'Irlande s'est développée très vite, mais les infrastructures n'ont pas suivi* », résume John Mark McCafferty, qui dirige l'association d'aide au logement Threshold. Les récits dramatiques que recueille son centre d'appels se multiplient : des personnes qui se partagent les mêmes lits, l'une travaillant de jour, l'autre de nuit ; des familles mises à la porte avec des préavis très courts ; des taudis loués à des prix très élevés...

A l'autre bout de Dublin, dans le quartier populaire de Blue Bell, le centre socioculturel local constate tous les jours les conséquences de cette tension immobilière extrême. L'absence de logements sociaux est telle que même Clara, 41 ans, mère célibataire de quatre enfants en bas âge, sans emploi, n'arrive pas à en décrocher un. La jeune femme s'est retrouvée sans domicile fixe il y a trois ans. Après sept mois d'errance entre plusieurs foyers d'urgence, elle a fini par retrouver un appartement privé qu'elle loue grâce aux aides sociales. « *Il coûte 2 500 euros par mois et tout était cassé quand je m'y suis installée* », témoigne-t-elle.

Aujourd'hui, elle demeure à la merci de son propriétaire, qui peut ne pas renouveler son bail. Mais impossible d'obtenir un accès à une HLM, qui lui offrirait un peu de stabilité. « *Les services sociaux m'ont dit qu'il fallait que je sois handicapée pour en bénéficier.* » Ce constat fait fulminer Tommy Coombes, à la tête du centre socioculturel : « *Dans ce pays, il faut se couper la jambe pour avoir de l'aide.* »

**Eric Albert**(Londres, correspondance), **Cécile Boutelet**(Berlin, correspondance) et **Sandrine Morel**(Madrid, correspondante)

12 janvier (Die Zeit)

<https://www.zeit.de/2022/03/inflation-hans-werner-sinn-philippa-sigl-gloeckner/komplettansicht>

## Finanzpolitik: Heizt der Staat die Inflation an?

Wenn Deutschland sich weiter verschuldet, werden auch die Preise immer höher steigen, warnt der Ökonom Hans-Werner Sinn – und das sei extrem gefährlich. Seine Kollegin Philippa Sigl-Glößner hält dagegen: Die Regierung müsse gerade jetzt frisches Geld investieren.

Interview: [Lisa Nienhaus](#) und [Mark Schieritz](#)

12. Januar 2022, 16:49 Uhr Editiert am 14. Januar 2022, 10:38 Uhr DIE ZEIT Nr. 3/2022, 13. Januar 2022 [33 Kommentare](#)



Hans-Werner Sinn und Philippa Sigl-Glößner © Markus Burke für DIE ZEIT

Heizt der Staat die Inflation an? – Seite 1

**DIE ZEIT:** Frau Sigl-Glößner, Herr Sinn, der deutsche Staat hat Schulden in Höhe von rund 70 Prozent der aktuellen Wirtschaftskraft – gut 2,3 Billionen Euro. Können wir uns noch mehr Schulden leisten?



PHILIPPA SIGL-GLÖCKNER

31, ist Volkswirtin, Gründerin der Denkfabrik Dezernat Zukunft in Berlin und SPD-Mitglied.

**Philippa Sigl-Glößner:** Ja, ohne Probleme. Die Frage sollte doch aber vor allem sein, welche Finanzpolitik jetzt sinnvoll ist. Derzeit ist es gut, wenn der Staat die Wirtschaft stabilisiert, damit keine Arbeitsplätze verloren gehen, die Leute ein Einkommen haben und private Unternehmen investieren, weil sie darauf vertrauen, dass wir gut durch die Krise kommen. Hinzu kommt ein großer Investitionsbedarf in den nächsten Jahren. Auch das spricht für mehr Schulden.

**Hans-Werner Sinn:** Nach dem Maastrichter Vertrag sind nur Schulden in Höhe von 60 Prozent der Wirtschaftskraft erlaubt, wir haben aber 70 Prozent. Perspektivisch kommt noch die anteilige Corona-Verschuldung der EU mit knapp 10 Prozentpunkten hinzu. Nein, wir brauchen nicht noch mehr Schulden, wir müssen Schulden tilgen.



HANS-WERNER SINN

73, hat bis 2016 das Ifo-Institut für Wirtschaftsforschung in München geleitet.

**ZEIT:** Warum?

**Sinn:** Wegen unserer Verantwortung gegenüber den kommenden Generationen. Und wegen der wirtschaftlichen Folgen. Wir haben in den vergangenen Jahren die hohen Schulden quasi aus der Druckerpresse der Notenbank finanziert. Drei Viertel der Staatsanleihen der Euro-Länder, die seit 2008 ausgegeben wurden, hat die [Europäische Zentralbank](#) (EZB) aufgekauft. Das kann man eine Weile machen, doch aus dem billigen Schuldengeld entsteht eine Inflationsgefahr.

## *Newsletter*

**ZEIT:** 2021 stiegen die Preise in Deutschland so stark wie zuletzt 1993. Ist das eine Folge der hohen Schulden?

**Sinn:** Zur einen Hälfte. Die Lieferengpässe kommen hinzu. Die Kombination aus Schuldendampf und Lockdowns erzeugt eine Inflation, die sich gewaschen hat.

**ZEIT:** Muss die aktuelle Inflation von 5,3 Prozent uns sorgen?

**Sinn:** Ja, natürlich. Weil sie die realen Löhne, Renten und Sparguthaben um 5,3 Prozent reduziert. Die größten Sorgen machen mir allerdings die gewerblichen Erzeugerpreise, das sind Preise für Rohstoffe und Vorprodukte, die man braucht, um Endprodukte herzustellen. Die sind überall im Euro-Raum in die Höhe geschossen. Spanien, Holland und Italien liegen bei etwa 30 Prozent, Deutschland knapp unter 20 Prozent. So etwas habe ich in meinem Leben noch nicht gesehen. Selbst die Ölkrisen, die ich als junger Uni-Assistent vor fast 50 Jahren miterlebt habe, verblassen im Vergleich dazu.

**Sigl-Glückner:** Aber gerade die Erzeugerpreise, die Ihnen solche Sorgen bereiten, sind von den Energiepreisen getrieben. Und die steigen unter anderem, weil wir weltweit starkes Wachstum haben und überall Energie benötigt wird. Das hat mit Deutschland wenig zu tun. In Deutschland gibt es momentan keine überhitzte Wirtschaft. Der Arbeitsmarkt läuft nicht so heiß, dass Arbeitnehmer deutlich höhere Löhne als zuvor verlangen könnten. Die Tariflöhne sind 2021 so wenig angestiegen wie noch nie seit Beginn ihrer statistischen Erfassung. Deshalb ist die Gefahr gering, dass Löhne und Preise sich gegenseitig hochschaukeln.

**Sinn:** Es geht nicht nur um die Energie. Das schlimmere Problem sind die weltweit durch die Pandemie verursachten Lieferengpässe. Die Frachter stauen sich wegen der Quarantänemaßnahmen vor den Häfen Chinas. Mehr deutsche Firmen denn je zuvor in den letzten 30 Jahren wollen nach einer Umfrage des Ifo-Instituts die Preise erhöhen. Wir haben sehr wohl

eine inflationär überhitzte Wirtschaft – und in einer solchen Situation noch mehr Schulden zu machen, ist wirklich völlig falsch. Man müsste Dampf rausnehmen aus dem Kessel. Und das geht durch Schuldentilgung.

**ZEIT:** Frau Sigl-Glöckner, ist für Sie die Inflation kein Grund zur Sorge?

**Sigl-Glöckner:** Momentan ist gut erklärbar, woher sie kommt. Das sind, wie gesagt, [vor allem die Energiepreise](#), es hat wenig mit der Staatsverschuldung zu tun. Es ist daher nicht plausibel, warum die Verschuldung momentan deshalb begrenzt werden sollte. Aber natürlich muss man die Inflation beobachten. Wenn es so ist, dass die Inflationserwartungen stark steigen, wenn die Gewerkschaften plötzlich hohe Tarifabschlüsse durchsetzen, dann müssen wir reagieren. Aber in der Situation sind wir derzeit nicht.

"Die Lohn-Preis-Spirale dreht sich nicht"

**Sinn:** Das kommt mit Sicherheit. Man muss doch nicht warten, bis das Kind in den Brunnen gefallen ist.

**Sigl-Glöckner:** Der Chef der volkswirtschaftlichen Abteilung der Bundesbank sagt: Die Inflation geht im nächsten Jahr erheblich zurück. Da stimmen Sie nicht zu?

**Sinn:** Die Inflation kommt in Wellen wie die Pandemie. Die erste Welle könnte dieses Jahr abebben. Aber sie führt jetzt schon dazu, dass die Firmen in großem Umfang Vorprodukte hamstern, was die nächste Welle anschiebt. Auch werden die Gewerkschaften bei den kommenden Lohnrunden die Inflation des letzten Jahres mit einfordern. Wir kriegen eine Lohn-Preis-Spirale.

**Sigl-Glöckner:** Die Lohn-Preis-Spirale dreht sich nicht. Die Löhne steigen doch gar nicht!

**Sinn:** Weil die Gewerkschaften die Inflation noch nicht auf dem Schirm hatten! Die Statistiken liegen ja erst jetzt auf dem Tisch.

**Sigl-Glöckner:** Im Übrigen ist es nicht richtig, dass das [Geld](#), das die Zentralbank schafft, einfach so eine große Inflation hervorruft, wie Sie das beschreiben. Wir haben die unkonventionelle Geldpolitik der EZB doch schon seit 2015. Und hatten seitdem eher wenig Inflation.

**Sinn:** Auch das ändert sich gerade. Aktuell überhitzt sich die Wirtschaft vor allem, weil Material und Arbeitskräfte knapp sind. [Das Handwerk sucht händeringend Leute](#). 80 Prozent der Firmen des verarbeitenden Gewerbes klagen darüber, dass sie die Produkte nicht bekommen, die sie brauchen. Das hat es noch nie gegeben. Sorgen macht mir, dass die Inflationsbremse der EZB kaputt ist. Wenn die EZB jetzt bremsen wollte, müsste sie eine riesige Geldmenge wieder einziehen, indem sie die mehr als 4 Billionen Euro an Staatspapieren, die sie gekauft hat, wieder abstößt. Das wird sie aus politischen Gründen nicht tun wollen.

**Das Feuer der Inflation muss man sofort austreten.**

**ZEIT:** Sollte die Notenbank die Zinsen erhöhen, um gegen die Inflation anzugehen?

**Sigl-Glöckner:** Nein. Lieferprobleme kann man nicht beheben, indem die Zentralbank die Zinsen erhöht. Es dauert, bis sich eine Zinserhöhung auf die Preise auswirkt. Etwa in einem Jahr würden wir den Effekt sehen. Das heißt, die Zentralbank würde die Nachfrage in einem Jahr dämpfen, in dem die Lieferketten nach allen Prognosen wieder funktionieren. Dann hätten wir mit dem Hammer auf eine Wirtschaft gehauen, die sich eigentlich gerade erholt.

**Sinn:** Das Feuer der Inflation muss man sofort austreten, weil es später sehr schwierig wird, es zu löschen. Die Beschwichtigungspolitik der EZB ist vertragswidrig und verantwortungslos. Die Amerikaner und Briten fangen längst damit an, die Zinsen zu erhöhen. Die EZB sollte folgen.

**ZEIT:** Und wenn sie es nicht tut?

**Sinn:** Dann gibt es noch mehr Inflation. Die Wirtschaft überhitzt, weil mehr Güter und Dienstleistungen nachgefragt werden, als angeboten werden können. Deshalb muss die EZB die Nachfrage drosseln, indem sie mit dem Rückverkauf der Staatspapiere beginnt. Aber die Euro-Länder sind stark verschuldet und fürchten, dann höhere Zinsen zahlen zu müssen.

**Sigl-Glückner:** Es gibt doch einen anderen Grund, wieso die Zinsen so niedrig sind: Weil die EZB nämlich in den letzten Jahren als Einzige versucht hat, die Wirtschaft Europas in Gang zu bekommen. Sie hat immer wieder deutlich gemacht, dass es ihr lieber wäre, die Staaten würden das übernehmen, indem sie mehr Geld in Umlauf bringen, also Schulden machen. Die Staaten könnten das Geld dann auch sinnvoll ausgeben, zum Beispiel für die Dekarbonisierung. Insofern ist es absolut sinnvoll, wenn auch in Deutschland jetzt der Staat einspringt.

**ZEIT:** Im [Koalitionsvertrag sind Zukunftsinvestitionen](#) vorgesehen in Bildung, Klimawandel und so weiter, die auch durch zusätzliche Schulden finanziert werden sollen. Das müsste dann ja in Ihrem Sinn sein.

"Schulden können keine Facharbeiter ersetzen"

**Sigl-Glückner:** Ja. Es ist richtig, in der aktuellen Lage Staatsschulden zu machen. Nehmen wir das Beispiel Bildung: Ein Kind, das eine gute Ausbildung erhalten hat, wird mit großer Wahrscheinlichkeit später den eigenen Lebensunterhalt bestreiten können und ordentlich Steuern zahlen, statt auf Sozialleistungen angewiesen zu sein. Das ist gut für den zukünftigen Staatshaushalt. Und rechtfertigt heute Investitionen in Schulen.

**Sinn:** Ja, das Bildungssystem braucht viel mehr Geld. Aber dafür müssen wir uns nicht verschulden. Wir sollten die zukünftigen Generationen entlasten, statt sie zu belasten.

**Sigl-Glückner:** Eine Wirtschaft zu hinterlassen, die schlecht ausgebildete Arbeitskräfte besitzt und nicht auf eine ökologische Transformation ausgerichtet ist: Das wäre eine Versündigung an der nächsten Generation.

**Sinn:** Ich sehe nicht, was das mit der Verschuldung zu tun hat. Man kann die Bildung auch finanzieren, indem man Steuern erhöht und andere Ausgaben kürzt. Ich glaube, wir haben die Prioritäten nicht richtig gesetzt in diesem Land. Die Investitionen sind zu gering, Konsum und Verschuldung sind zu hoch.

**Sigl-Glückner:** Ich verstehe nicht, wieso Staatsschulden für Sie generell schlecht sind.

**Sinn:** Noch mal: wegen der Inflation und wegen der Belastung zukünftiger Generationen. Wir haben ein demografisches Problem besonderer Größe. Die Babyboomer, die jetzt um die 57 Jahre alt sind, wollen in Kürze aufhören zu arbeiten und verlangen dann eine Rente von Kindern, die sie nicht haben. Die wenigen Menschen, die nachkommen, tragen deshalb ohnehin schon riesige Lasten. Man kann ihnen nicht auch noch Schulden aufbürden.

**Sigl-Glückner:** Momentan gibt es negative Renditen auf zehnjährige deutsche Staatsanleihen. Bei zwei Prozent Inflation bekommen wir jedes Mal ungefähr 20 Prozent geschenkt, wenn wir diese ausgeben, bei dreißigjährigen sogar fast die Hälfte. Das ist doch keine Last.

**Sinn:** Das Geschenk ist die Inflation. Schulden können keine Facharbeiter ersetzen.

**Sigl-Glückner:** In einem Land mit über 20 Prozent Niedriglöhnern können noch viele Facharbeiter mehr ausgebildet werden, als wir sie heute haben. Schulden beschaffen in diesem Fall echte Ressourcen. Ebenso würde ein verbessertes Kinderbetreuungsangebot insbesondere Frauen erlauben, mehr Stunden mit Erwerbsarbeit zu verbringen.

**Sinn:** Ja, klar. Man kann die Arbeitszeit ausweiten und die Arbeitskräfte besser ausbilden. Aber es wird viele Jahre dauern, bis man bei der Ausbildung Ergebnisse sieht.

**ZEIT:** Der Vertrag von Maastricht legt wie erwähnt die maximale Verschuldung bei 60 Prozent der Wirtschaftsleistung fest für die Euro-Länder. Ist eine solche Obergrenze sinnvoll?

**Sinn:** Ja. Und zwar schon deshalb, weil die Politik dazu neigt, Lasten stets auf zukünftige Generationen zu verschieben, die heute noch nicht wählen können. Wir brauchen ein Korrektiv.

**Sigl-Glückner:** In den vergangenen Jahren ist Deutschland auf Bundesebene immer unter der maximal zulässigen Neuverschuldung geblieben. Und zwar deutlich. Die These, wonach Politiker immer mehr Schulden machen wollen, lässt sich empirisch nicht halten. Auf dieser Basis durch

eine feste Schuldengrenze das Budgetrecht des Parlaments einzuschränken ist auch aus demokratischer Perspektive problematisch.

**Sinn:** Selbst wenn man diese These auf Deutschland bezogen teilen könnte: Im Rest Europas sieht es anders aus. Wir sind als Mitglied der Währungsunion in einer Haftungsgemeinschaft. Und weil diese die Zinsen der hoch verschuldeten Länder gesenkt hat, verschulden sich diese Länder immer mehr, obwohl sie es nicht dürfen. Die durchschnittliche Schuldenquote im Euro-Raum liegt bei etwa 100 Prozent.

**Sigl-Glückner:** Einverstanden! Für Europa braucht es Regeln, da wir [eine gemeinsame Währung](#), aber kein europäisches Finanzministerium haben. Die heutigen Regeln sind jedoch Dinosaurier. Eine ökonomische Begründung haben sie nicht. Hier braucht es dringend ein Update.

26 janvier (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/der-grosse-provokateur-was-wir-von-voltaire-lernen-koennen-ld.1666539>

INTERVIEW

# Würde sich Voltaire impfen lassen? Und taugt ein weisser Mann des 18. Jahrhunderts als Vorbild für Toleranz?

Der Historiker Volker Reinhardt hat eine grosse Biografie über Voltaire geschrieben. Im Gespräch sagt er, was wir vom radikalen Provokateur der Aufklärung lernen können.

Thomas Ribi 27.01.2022, 05.30 Uhr



**Die Freiheit, alles infrage zu stellen: Nach den islamistischen Anschlägen in Frankreich wird Voltaire zur Chiffre für Toleranz. Im Bild eine Kundgebung nach der Ermordung des Lehrers Samuel Paty in Paris im Oktober 2020.**

Juliette Pavy / Divergence

Herr Reinhardt, stellen wir uns vor, Voltaire wäre heute unter uns: Würde er sich gegen Covid-19 impfen lassen?

Da bin ich fast sicher, ja. In der Situation, in der wir sind, würde er die Impfung für die beste Lösung halten. Voltaire war dem technischen und medizinischen Fortschritt gegenüber sehr aufgeschlossen. Der erste Schritt wäre für ihn, sich genau zu informieren und abzuwägen. Die Vernunft gegen die Angst aufzurechnen – und dann die beste Lösung zu suchen. Im Wissen darum, dass es für kein Problem eine ideale Lösung gibt.

Wie würde er mit Menschen umgehen, die seine Überzeugung nicht teilen? Mit Impfgegnern, die irrational argumentieren, mit Leuten, die Verschwörungstheorien verbreiten?

Er würde ihnen die Freiheit einräumen, ihre Meinung zu vertreten. Und zwar unbeschränkte Freiheit – solange sie keine Gewalt anwenden. Unbeschränkt hiesse für Voltaire: Sie dürfen alles verbreiten, sagen und schreiben, was man sagen und schreiben kann.

Alles?

Ja, alles.

Meinungsfreiheit war für Voltaire also nicht ganz das Gleiche wie für uns?

Nein, er verstand sie viel grundsätzlicher, als wir das heute in Europa tun. Und auch deutlich weiter, als sie in den USA verstanden wird. Voltaire versteht Toleranz für uns unerträglich weit. Einschreiten würde er wirklich erst da, wo es vom Reden und Schreiben ins Handeln übergeht. Wir setzen der Meinungsfreiheit ja Grenzen, aus moralischen Gründen. Für Holocaust-Leugner oder für rassistische Theorien beispielsweise lassen wir sie mit guten Gründen nicht gelten.

Hätte Voltaire das getan?

Wahrscheinlich ja – es ist natürlich sehr hypothetisch, das zu sagen, weil Voltaire seine Positionen ohne eine historische Erfahrung wie die des Holocaust formuliert hat. Aber Freiheit hiess für ihn tatsächlich, alles sagen zu können, auch Absurdes, Zerstörerisches, Verletzendes – sich dafür aber auch kritisieren zu lassen. Umgekehrt hiess es, sich allem zu stellen und nichts zu verbieten. Alles sollte publik gemacht werden, damit man es öffentlich umso wirkungsvoller widerlegen kann. Was in den Halbschatten gedrängt wird, wird umso attraktiver.

Ein schöner Gedanke. Aber das funktioniert nur, wenn sich alle Beteiligten auf eine vernünftige Auseinandersetzung einlassen.

Ja, da zeigt sich zum einen, dass diese aufklärerischen Debatten im 18. Jahrhundert in einem kleinen, elitären Kreis geführt wurden. Die grosse Mehrheit der Bevölkerung hatte keinen Anteil an den Diskussionen und Ideen der Intellektuellen, die Fragen stellten, die bisher noch niemand gestellt hatte. Andererseits spricht daraus der Optimismus der Aufklärung. Man glaubte daran, dass die Vernunft immer die besseren Argumente auf ihrer Seite hat und sich durchsetzen wird.

Was ist denn für Voltaire Wahrheit? Und wie lässt sie sich erkennen?

Man hat Voltaire, vor allem in Deutschland, immer wieder vorgeworfen, er habe kein System. Aber natürlich hatte er ein System. Das umfassendste überhaupt: Er zertrümmerte alle Systeme. Er hinterfragte alle scheinbar feststehenden Gewissheiten. Aber er war sich bewusst, dass auch die Zertrümmerung nur vorläufig ist. Ewige Wahrheiten gibt es nicht.

Wenn es keine Wahrheit gibt, woran soll man sich denn halten?

Für Voltaire gab es nur Wahrscheinlichkeiten, die schon morgen widerlegt werden können. Damit musste man sich abfinden, auch wenn Wahrscheinlichkeiten eine durchaus überwältigende Übermacht für sich haben konnten.

Auch absurde Vorstellungen können übermächtig sein. Wie würde Voltaire Verschwörungstheoretikern gegenüber argumentieren?

Einem Verschwörungstheoretiker würde Voltaire wahrscheinlich sagen: Ich kann nicht definitiv beweisen, dass Bill Gates nicht einen chemischen Chip in den Corona-Impfstoff eingepflanzt hat. Aber er würde Dutzende von Argumenten auflisten, die das so unwahrscheinlich machen, dass sich jeder rational abwägende Mensch überzeugen lässt.

Und wenn jemand für Vernunftgründe nicht zugänglich ist? Wenn jemand andere Meinungen nicht gelten lassen will?

Dann darf er das. Auch in dieser Hinsicht ging Voltaire sehr viel weiter, als wir heute gehen. Im Gegensatz zu anderen Aufklärern, etwa Jean-Jacques Rousseau, war er der Ansicht, dass Toleranz auch für die gelten muss, die selber nicht bereit sind, anderen mit Toleranz zu begegnen. Erstens, weil man die Abgrenzung, was man noch gelten lassen dürfe und was nicht, nie genau ziehen könne. Und zweitens, weil er überzeugt war, dass es nur einen Weg gibt, die Menschen von Irrglauben und Fanatismus abzubringen: die offene Diskussion.

Die hatte im Frankreich des 18. Jahrhunderts aber sehr enge Grenzen. Es gab die Obrigkeit, den König, die Zensur. Und die Kirche, mit der man nicht darüber diskutieren konnte, ob es Gott gibt oder nicht.

Ja, aber sogar in der Gottesfrage ging Voltaire nicht über Wahrscheinlichkeiten hinaus, bei aller Skepsis. Für ihn war klar, dass man Gott nicht beweisen kann. Das hiess aber, dass man auch seine Nichtexistenz nicht beweisen kann. Und für gewisse erkenntnistheoretische oder moralische Fragen hielt er Gott für eine sinnvolle Hypothese. Die Welt musste von einem Gott geschaffen sein, das war für Voltaire die plausibelste Erklärung. Dass sie aus dem Nichts entstanden sein könnte, ohne dass ein Schöpfungsakt dahintersteckt, war für ihn unwahrscheinlich. Zudem war Gott seiner Meinung nach als moralische Instanz für das Funktionieren der Gesellschaft nicht wegzudenken. Voltaire sagte das auf seine unnachahmlich zynische Art: Ich will nicht, dass mich mein Schneider betrügt und dass mir meine Frau Hörner aufsetzt. Deswegen ist es gut, wenn sie glauben, es gebe einen Gott, der sie straft, wenn sie unmoralisch handeln.

Gott als Welterklärung und moralische Instanz, aber er muss letztlich Privatsache bleiben?

Das kann man so sagen. Voltaire kämpfte vor allem dafür, die Macht der Kirche zu brechen. Allerdings erfolglos. Die Kirche war in Frankreich damals ein zentrales Element der Macht. Sie bestimmte darüber, was erlaubt war und was nicht. Sie regelte die Zensur, konnte Bücher verbieten und zum Verbrennen auf dem Scheiterhaufen bestimmen.

Aber die Aufklärer publizierten Bücher und Streitschriften, in den Salons wurde offen über alles debattiert.

Die Situation war paradox. In den intellektuellen, aristokratischen Kreisen konnte man alles sagen – hinter vorgehaltener Hand. Die Aufklärer publizierten, aber nicht ungehindert. Vieles musste an der Zensur vorbeigeschleust werden. Frankreich war eine repressive Ständegesellschaft. Nichtkatholiken wurden diskriminiert. Sie hatten keine Rechte, konnten keine gültigen Ehen schliessen. Man konnte zum Tod verurteilt werden, wenn man bei einer Prozession des Sakraments nicht den Hut zog.

Davon sind wir heute weit entfernt. Dennoch hält laut einer Umfrage rund die Hälfte der Deutschen die Meinungsfreiheit für bedroht. Würden Sie als Historiker das bestätigen?

Wir haben keine Zensur mehr, ausser in totalitären Staaten, in China oder Russland zum Beispiel. Aber wir schränken uns selber ein, das ist sicher richtig. Wir etablieren Redeverbote in politischen und gesellschaftlichen Fragen, in denen das offene Gespräch herrschen sollte. Voltaire wäre der erbitterteste Feind jeder Form von Cancel-Culture. Er würde darauf pochen, dass Einschränkungen der Redefreiheit, die aus narzisstischen Empfindlichkeiten entstehen, in einer aufgeklärten Gesellschaft nichts zu suchen haben. Voltaire hätte nie jemandem das Wort verboten.

Ausser Rousseau. Rousseau schrieb 1750 in seiner ersten Akademie-Abhandlung, der Fortschritt der Wissenschaften und der Künste habe die Menschen verdorben. Darauf antwortete Voltaire gehässig. Er verunglimpfte und verleumdete ihn aufs Übelste.

Andere Meinungen tolerieren hiess für Voltaire nicht, sie nicht zu bekämpfen. Es war nicht ratsam, sich mit ihm anzulegen. Aber ja, das war ein unerträglich hässlicher Schlagabtausch. Im Streit mit Rousseau wurde Voltaire seinen eigenen Ansprüchen nicht gerecht.

Auf den Kundgebungen, die 2020 nach der Ermordung des Lehrers Samuel Paty stattfanden, hielten Menschen in Paris Transparente hoch, auf denen «Voltaire» stand. Voltaire, ein weisser Mann des 18. Jahrhunderts, stand als Chiffre für Toleranz. Taugt er dazu?

Die Voltaire-Transparente waren eine bildungsbürgerliche Anspielung. Aber sie trafen einen wichtigen Punkt. Voltaire warnte davor, dass Religionen irrational und gefährlich seien, wenn sie über den privaten Bereich hinausgingen. Weil sie in den Treibsand nicht rational belegbarer Überzeugungen führen. Voltaire stand für Toleranz ein, und zwar unerschrocken, auch wenn er da und dort Konzessionen machen musste. Aber klar, er war kein Demokrat. Sein Ideal wäre eine aufgeklärte Monarchie gewesen.

Schalten wir noch einmal die Zeitmaschine ein: Was würde Voltaire zu den politischen und gesellschaftlichen Verhältnisse der Gegenwart sagen?

Er wäre begeistert vom wissenschaftlichen Fortschritt. Davon, wie viel besser man die Welt und die Natur heute versteht als zu seiner Zeit. Andererseits wäre er enttäuscht, weil sich die Vernunft eben doch nicht durchgesetzt hat. Er wäre entsetzt über die grausamen Rückfälle in die Unmenschlichkeit, die sich die Menschheit zuschulden kommen liess, etwa im Nationalsozialismus. Er wäre gespalten, wie er es in seiner eigenen Zeit war.

26 janvier (NZZ, Suisse)

<https://www.nzz.ch/meinung/ukraine-europas-sicherheitspolitische-gemengelage-ein-risiko-ld.1664247>

GASTKOMMENTAR

# Wenn Berlin sich duckt und Paris sich ziert – gegenüber einem aggressiven Russland stellt Europas sicherheitspolitische Gemengelage ein kollektives Risiko dar

Das lauwarmer und konfuse Agieren Deutschlands angesichts Putins ultimativer Forderung, ein Zwischeneuropa zu errichten, das den einst sowjetisch beherrschten Raum samt Schweden und Finnland umfassen soll, zeigt, dass sich die Kleinen in Europa nicht auf die Grossen verlassen können. Die Nato bleibt die einzige Hoffnung.

Oliver Schmitt1 Kommentar27.01.2022, 05.30 Uhr



**Könnte zum europäischen Zukunftsmodell werden: Hybride Krieger in den Schützengräben der von Russland unterstützten ostukrainischen Separatisten in der Nähe von Donetsk.**

Alexei Alexandrov / AP

Wer zu Beginn des Jahres 2022 den aussenpolitischen Blick Richtung Osten schweifen lässt, blickt unweigerlich auf die Ukraine, an deren Grenzen Russland starke Truppenverbände zusammengezogen hat. Doch ist die Ukraine lediglich ein Glied in einer sicherheitspolitischen Gemengelage im europäischen Osten, die nur selten im Zusammenhang betrachtet wird.

Analytisch kann man den europäischen Osten aus der Perspektive der EU in drei Zonen gliedern.

Der innere Osten setzt sich aus jenen Staaten zusammen, die zwischen 2004 und 2013 der EU beigetreten sind. Es handelt sich um die drei ehemaligen baltischen Sowjetrepubliken, frühere Vasallen der Sowjetunion in Ostmitteleuropa sowie um Nachfolgestaaten Jugoslawiens, die auch Mitglieder der Nato sind.

Der äussere, da ausserhalb der EU gelegene Osten zerfällt in zwei Bereiche: einen der EU zugewandten, da grundsätzlich beitrtrittswilligen Osten. Gemeint sind die Ukraine, die Moldau,

Georgien und der Westbalkan, wobei einige Kleinstaaten des westlichen Balkans der Nato beigetreten sind (Albanien, Montenegro, Nordmazedonien).

### **Systemkonkurrenz zur westlichen Staatenwelt**

Schliesslich ist von einem Osten zu sprechen, der sich in Systemkonkurrenz zur westlichen Staatenwelt sieht. Er besteht aus Russland und der Türkei. Beide Staaten wenden, wenn auch in deutlich unterschiedlicher Intensität, Formen der hybriden Kriegsführung gegen den Westen Europas an. Russland hat in den meisten Staaten des zugewandten Ostens Truppen stationiert (Transnistrien in der Republik Moldau), Gebiete völkerrechtswidrig annektiert (Krim), international nicht anerkannte Parastaaten geschaffen (Donbass, Südossetien) oder durch Waffenlieferungen Verbündete geschaffen (Serbien).

Den Konkurrenzstaaten im Osten ist gemeinsam, dass innenpolitische Opposition mit starker Repression niedergehalten wird, wobei Russland und das sich mittlerweile in seinem Fahrwasser bewegende Weissrussland im Vergleich zur Türkei einen noch höheren Grad der Gewalttätigkeit erreicht haben, da freie Wahlen auch ansatzweise nicht mehr möglich sind.

Wo Russland und die Türkei sich treffen: bei der kulturellen Ablehnung des Westens. Doch sind in beiden Staaten paradoxerweise die Eliten fast zwanghaft auf den Westen fixiert.

Keine dieser drei Zonen ist in sich homogen. Die Türkei setzt gegenüber der EU die Migrationspolitik als Druckmittel ein, auch kam es wiederholt zu gefährlichen militärischen Spannungen im Mittelmeer mit Griechenland und Frankreich, doch Kriegsdrohungen, wie sie Russland gegenüber der Ukraine ausstösst, hat die Türkei gegenüber dem Westen bisher unterlassen. Dass sie bereit ist, massiv militärische Gewalt in regional begrenzter Weise einzusetzen, hat die Türkei aber vor einem Jahr bei der Unterstützung der Aggression Aserbaidschans gegen Armenien in Nagorni Karabach unter Beweis gestellt.

Russland und die Türkei kooperieren punktuell, doch eine eigentliche Entente cordiale ist zwischen Ankara und Moskau nicht entstanden, zu gross sind die Interessenunterschiede etwa in Syrien. Wo die beiden Staaten sich treffen: bei der kulturellen Ablehnung des Westens. Doch sind in beiden Staaten paradoxerweise die Eliten fast zwanghaft auf den Westen fixiert. Verschwörungs- und Einkreisungstheorien sind verbreitet. Beide Staaten instrumentalisieren ihre Diaspora im Westen und mischen sich massiv in die Innenpolitik wichtiger EU-Staaten ein. In den EU-Staaten suchen sie Verbündete, Russland etwa bei der extremen Rechten von Frankreich über Österreich bis Rumänien, aber auch bei regierenden Formationen wie in Tschechien, Ungarn oder Bulgarien.

### **Staaten mit beschränkter Souveränität**

Der zugewandte Osten besteht aus Staaten mit beschränkter Souveränität bzw. Handlungsfähigkeit. Faktische russische Besetzung von Teilen des Territoriums, verfassungspolitische Lähmung (Bosnien), nur teilweise Kontrolle über das Staatsgebiet und bedingte internationale Anerkennung (Kosovo) kennzeichnen eine Vielzahl von Staaten. Gemeinsam ist dieser Zone von der Ukraine bis zum Westbalkan der grundsätzliche Wille zur Westorientierung.

Wo er stark ist, wird er durch russische Blockaden entscheidend gehemmt, so in der Ukraine. Gezwungenermassen, so in den postsowjetischen Staaten Moldau und Georgien, aber auch als

bewusst gewählte Politik (Serbien) manövrieren einige Staaten zwischen dem Westen und Russland. Die Schwäche des Westens hat die politischen Kosten für eine Ausrichtung an der EU und besonders der Nato in dieser Zone erheblich erhöht. Besonders deutlich wird dies bei einem Blick auf die ostpolitische Verfasstheit der EU.

Der EU ist es auch in aussenpolitisch günstiger Konstellation nicht gelungen, eine kohärente Balkanpolitik zu entwickeln. Die Südosterweiterung hat sich als nicht umsetzbar erwiesen, eine andere Strategie als die Vollmitgliedschaft ist aber ernsthaft nie erwogen worden. Der von Angela Merkel vor acht Jahren eingeleitete Berliner Prozess ist einen stillen Tod gestorben.

Noch gravierender ist das Fehlen einer einheitlichen Strategie in der Ukraine-Frage und gegenüber Russland. Das Ausscheiden Grossbritanniens hat das klare sicherheitspolitische Denken in EU-Europa geschwächt. Die innere Zerstrittenheit bei grundlegenden geopolitischen Fragen reicht bisweilen tief in die Innenpolitik.

Derzeit ist dies in Deutschland zu beobachten, wo die SPD eine russlandfreundliche Politik zulasten Polens und des Baltikums betreibt. Die neue grüne Aussenministerin verfolgt gegenüber Russland verbal einen robusteren Kurs, schreckt aber vor Militärhilfe an Kiew zurück. Die ostpolitischen Signale aus Berlin sind also uneindeutig. Frankreich ist am Osten weniger interessiert als am Mittelmeerraum und an Afrika. Italien, erst recht aber Spanien scheidet als ostpolitischer Akteur in der EU aus.

Ohne dass es einer breiteren Öffentlichkeit ins Bewusstsein gedrungen wäre, umfasst der jüngst formulierte russische Anspruch auf den Verzicht einer weiteren Nato-Erweiterung auch die Beschränkung der aussenpolitischen Souveränität von EU-Staaten wie Schweden, Finnland und Österreich. Finnland und Schweden haben darauf energisch reagiert. Aus Moskauer Sicht geht es offenbar darum, ein Zwischeneuropa zu errichten, das den gesamten früher sowjetisch beherrschten Raum und auch neutrale Staaten in Nordeuropa umfassen soll.

### **Strategische Zerfallenheit**

Eingeschränkt wird die Handlungsfähigkeit der EU auch durch die strategische Zerfallenheit des inneren Ostens. Kein einziger der seit 2004 beigetretenen Mitgliedstaaten ist zu überregionalem strategischem Handeln fähig. Polen hätte in jeder Hinsicht im inneren Osten das grösste Gewicht. Seine Furcht vor Russland ist historisch begründet und aussenpolitisch gerechtfertigt. Die gegenwärtige Regierung aber führt auch einen Kulturkampf gegen die EU und beraubt sich damit wichtiger Verbündeter. In diesem Kulturkampf verwendet sie Argumente, die dem Arsenal von Systemkonkurrenten wie Russland entstammen: Der Westen wird als moralisch dekadent verabscheut. Die baltischen Staaten teilen mit Polen das sicherheitspolitische Interesse, nicht aber die kulturkämpferische Attitüde.

Der zweite grosse Staat des inneren Ostens, Rumänien, hat 2021 eine spektakuläre Wende vollzogen: Die prowestliche Regierung wurde vom Staatspräsidenten über Nacht demontiert, eine neofaschistische Partei befindet sich im Aufstieg, antiwestliche Rhetorik grassiert. Beim einzigen zuverlässigen Nato-Mitglied am Schwarzen Meer zeichnet sich eine innenpolitische Implosion ab, die den russischen Interessen zugutekommt. In Bulgarien wurde eben ein russlandfreundlicher Präsident wiedergewählt. Aussenpolitisch zeichnet sich das Land durch Verhinderung des EU-

Beitritts von Nordmazedonien aus, jenem Staat in der zugewandten Zone, der alle Bedingungen der EU einschliesslich der Änderung des Staatsnamens erfüllt hatte.

Eine aktive Regionalpolitik betreibt von den Staaten des inneren Ostens vor allem Ungarn, das Anhänger eines autoritären Systems um sich schart, in Slowenien, der Republika Srpska, Serbien und Nordmazedonien. Diese Politik läuft in vielem den Zielen der EU zuwider; da ein Ungar Erweiterungskommissar ist, besitzt Budapest in Brüssel einen wichtigen Hebel. In Tschechien schliesslich wurde die prorussische Regierung zwar eben abgelöst und der prorussische Präsident geschwächt, doch ist die neue Regierung von nachhaltiger Stabilität noch entfernt und wird voraussichtlich einer Osteuropa-Strategie der EU wenig Impulse verleihen.

Die Europäische Kommission hat bisher vor diesem Hintergrund keine kohärente Linie entwickelt. Es ist ihr nicht gelungen, die Spannungen mit einzelnen Regierungen in Fragen der Rechtsstaatlichkeit zu lösen. Immer wieder tappen Kommissionsvertreter in die von Budapest und Warschau gestellte Falle der Verbindung von Justizfragen mit Debatten um Familien- und Geschlechtermodelle.

Dass in Europa unterschiedliche historische Erfahrungen bestehen, ob dies den Umgang mit Russland oder die Erfahrungen mit dem Islam betrifft, will den in Brüssel und Berlin bestimmenden Eliten offenbar nicht einleuchten. Ebenso wenig wird verstanden, dass ein unsensibler Umgang mit diesen Prägungen gerade der russischen Propaganda entgegenarbeitet, die Frustrationen in vielen Ländern des inneren Ostens zu einem Instrument gegen EU und Nato umgewandelt hat.

### **Kein Verlass auf Brüssel und Berlin**

Welche Einsichten lassen sich aus dem Gesagten ableiten? Wer im inneren oder im zugewandten Osten die Rückkehr russischer Dominanz ablehnt, darf sich sicherheitspolitisch auf Brüssel oder die neue Regierung in Berlin kaum verlassen. In zahlreichen europäischen Ländern wird die Errichtung einer neutralisierten Zwischenzone vom Baltikum bis zum Schwarzen Meer offenbar als Möglichkeit erwogen.

Dass in neutralen Staaten wie Österreich in der Ukraine-Frage die Verantwortung beiden Seiten zugeschoben wird, zeigt, dass in Kleinstaaten ein Grundsatz in Vergessenheit geraten ist: Die vielen kleinen und mittleren Staaten Europas sind auf die Einhaltung des Rechts als Grundprinzip der internationalen Politik angewiesen. Die Sicherheit mitteleuropäischer Kleinstaaten entscheidet sich nicht erst in Wien oder Bern, sondern in Tallinn und Kiew. Wer die Souveränität anderer Staaten zur Verhandlungsmasse macht, wird erleben, dass die Westgrenze des russischen Machtstrebens bald an den eigenen Grenzen oder gar im eigenen Staatsgebiet verläuft.

Nach Jahrzehnten europäischer Debatten zur Sicherheitspolitik bleibt den von russischen Drohungen betroffenen Staaten nur die Hoffnung auf den Schutz durch die Nato. Durch die Besetzung von ukrainischem, moldauischem und georgischem Territorium hat Russland aber jede Erweiterung des Bündnisses verhindert und auch jedes offene Eingreifen im Falle eines russischen Überfalls.

Wer aber für die Preisgabe dieser Länder an den russischen Machtanspruch eintritt, sollte sich vor Augen führen, dass Moskau selbst vertraglich gegebene Sicherheitsgarantien nicht einhält. 1994 hat die Ukraine freiwillig auf ihre Atomwaffen zugunsten derartiger Zusicherungen verzichtet. Zwanzig Jahre später hat die Garantiemacht Russland die Ukraine überfallen. Angesichts dieser russischen Pakttreue bleibt dem Westen nur die ungeliebte Option, Moskau durch eine glaubhafte Defensivstrategie Grenzen aufzuzeigen.

**Oliver Schmitt** ist Professor für osteuropäische Geschichte an der Universität Wien.

26 janvier (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/arts-expositions/anselm-kiefer-l-irresistible-ascension-d-un-artiste-allemand-en-france-20220126>

mercredi 26 janvier 2022 - 18:08 UTC +01:00 1588 mots

Culture ; Arts Expositions

## Anselm Kiefer, l'irrésistible ascension d'un artiste allemand en France

Bommelaer, Claire, Lutaud, Léna

**ENQUÊTE - Le plasticien, boudé dans son pays, est, depuis Monumenta en 2007 jusqu'au Panthéon en 2020, de toutes les manifestations officielles. Il ouvrira en mai sa fondation à Barjac, dans le Gard. Focus sur la réussite spectaculaire d'un artiste très politique.**

Verra-t-on un jour le mémorial dédié à Étienne Dolet, l'éditeur de Rabelais et de Marot, brûlé vif en 1546, prendre sa place à Paris? Imaginé par Anselm Kiefer, l'immense bûcher surmonté de livres - trois tonnes et demie, trois mètres trente de haut - a failli être installé place de la Sorbonne, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Selon nos informations, la direction des affaires culturelles d'Île-de-France a finalement jugé que l'installation ne s'insérerait pas dans l'existant. Le collectif pour le mémorial, dans lequel figure Jean-Noël Jeanneney, ancien président de la BnF, a suggéré ensuite d'installer l'œuvre place Maubert, où Étienne Dolet a été mis à mort.

À cause de travaux, le collectif est reparti à la quête d'un autre espace parisien - si possible dans le même arrondissement. Un prototype de l'œuvre a déjà été réalisé par l'artiste, Anselm Kiefer ayant été touché par cet imprimeur du Moyen Âge dont les positions «hérétiques» lui coûtèrent la vie. Sur Twitter, une petite troupe pose fièrement, en 2020, à côté de cette œuvre, monumentale, puissante et sombre. Sur la droite se tient la maire du 5<sup>e</sup>, Florence Berthout (DVD). Un rendez-vous a été pris, en mars, avec les équipes d'Anne Hidalgo, afin de trouver le lieu adéquat. «*Cela devrait se faire, même si le fait que Kiefer soit un peu partout pourrait jouer contre nous*», avance Carol Rio-Latarjet, vice-présidente de l'association pour le monument.

Qui n'a pas «son» Kiefer? Immense artiste, né en 1945 dans une Allemagne en ruine et installé en France depuis trente ans, ce septuagénaire aux fines lunettes et au long manteau noir à capuche suscite un engouement phénoménal, au point d'occuper une place singulière en France. Ses œuvres géantes, péremptoires pour certains, réalisées avec de la terre, de la cendre, du plomb, sont sombres, abordant la guerre, l'origine du mal, la désolation, allégorie d'une Allemagne à terre, qui résonnent aux oreilles des Français.

À Noël, l'exposition «Anselm Kiefer. Pour Paul Celan» organisée au Grand Palais éphémère, près de la tour Eiffel, a attiré 55.000 visiteurs en trois semaines et les 5000 catalogues se sont arrachés. Au milieu de ce flot se sont glissés les Macron. Sans la relation forte qui lie le président de la République et l'artiste, on ne peut complètement comprendre la position actuelle de Kiefer qui dépasse, de loin, le milieu international de l'art contemporain. Comment expliquer, justement, que le diocèse de Paris ait intégré une œuvre de Kiefer dans son projet de réaménagement intérieur de Notre-Dame de Paris? Certes, l'artiste se dit passionné par le fait religieux, mais personne ne lui a demandé formellement l'autorisation de figurer sur des esquisses. «*Sa présence montre que la cathédrale n'accueillera pas d'art contemporain mineur dans ses murs*», indique un proche du dossier. Son nom pourrait, par ailleurs, «*arriver jusqu'aux oreilles d'Emmanuel Macron*», ce qui n'est jamais inutile sur cette restauration très politique, hasarde-t-il.

Mi-décembre 2021, lors du vernissage au Grand Palais, qui coïncidait avec le début de la présidence française à l'Union européenne, il y avait bien sûr le monde de l'art contemporain, dont des collectionneurs. Brigitte Macron, Roselyne Bachelot, Françoise Nyssen et Clément Beaune, secrétaire d'État aux Affaires européennes, posaient aussi entre les grands formats. Pas de président de la République, ce soir-là, qui vint plus tard en visite privée, comme en témoigne une photo elle-même restée privée, où l'on voit Emmanuel Macron poser, souriant, à côté de Kiefer et de sa compagne, Manuela Luca-Dazio, ex-présidente de la Biennale de Venise et directrice du prix Pritzker, l'équivalent des Oscars pour les architectes.

Comment ne pas célébrer le premier, en 2007, à avoir ouvert la série *Monumenta*, ces grandes cartes blanches données à des artistes sous la nef du Grand Palais, le premier artiste vivant à entrer au Louvre, en 2007? Le premier plasticien à la chaire de

création artistique du Collège de France en 2010? Le premier depuis 1924 à avoir répondu à une commande publique pour le Panthéon? Soutenu par Jack Lang, très proche de Dominique de Villepin, de Françoise Nyssen, de Renaud Donnedieu de Vabres et enfin des Macron, Kiefer et son travail séduisent les ministres.

### Dîners intimes à l'Élysée

Aujourd'hui, il fait partie de ceux que l'on invite à l'Élysée, y compris pour des dîners intimes. Dans le bureau privé du président, plusieurs de ses œuvres sont accrochées. L'artiste a offert au couple présidentiel un livre personnalisé pour chacun, avec photos, peintures collages. «*Le président est très sensible aux artistes étrangers qui ont choisi la France*», rappelle-t-on dans son entourage. Fêré d'histoire, portant haut l'identité française, Emmanuel Macron ne cesse de mettre à l'honneur ceux qui poursuivent, encore, cette longue tradition - alors même que des villes comme New York ou Berlin sont des aimants à créateurs.

Macron y voit le symbole de la capacité de la France à séduire, sur la foi d'une réputation de liberté, de sa capacité à créer et à se réinventer. Son combat pour attirer la création étrangère n'est jamais gagné. Après trente ans d'ancrage français, Kiefer a récemment multiplié les voyages à Berlin, «*avec l'idée de s'y installer*», témoigne son bras droit, Waltraud Forelli. Heureusement pour la France, son entourage l'en a dissuadé. «*Je suis autant allemand que français*», expliquait-il dans un entretien accordé au *Figaro*, en mars 2021.

Outre-Rhin, où la mémoire du conflit n'est évidemment pas la même, les Allemands ont longtemps boudé Kiefer. En 1975, il fait scandale lors de la publication d'une performance où, six ans plus tôt, il avait parodié le salut hitlérien dans le costume nazi de son père. En 1980, nouveau scandale. Anselm Kiefer et Georg Baselitz représentent l'Allemagne à la 39e Biennale de Venise. Ils mettent en scène le passé collectif du nazisme. «*Les critiques allemands ont été heurtés par la germanité suraffichée des toiles, dont précisément ils voulaient perpétuer le refoulement*», explique Dominique Baqué dans *Anselm Kiefer. Entre mythe et concept* (Éditions du Regard). C'est donc grâce aux Anglo-Saxons puis aux Français que sa carrière s'épanouit.

Depuis, il expose dans le monde entier, sauf en Allemagne. Au Grand Palais, à Noël, une délégation menée par l'ambassadeur Hans-Dieter Lucas s'était tout de même déplacée. La ministre de la Culture d'outre-Rhin, Claudia Roth, dont c'était le premier déplacement à l'étranger, est venue aussi. À Berlin, son prédécesseur Bernd Neumann se montre même enthousiaste: «*J'ai une grande estime pour Anselm Kiefer. Ce sentiment est partagé en Allemagne.*» Pour Chris Dercon, président de la RMN-Grand Palais, ce phénomène est néanmoins récent: «*L'amitié d'Anselm Kiefer avec des figures cultes chez les jeunes comme le cinéaste Alexander Kluge et le philosophe Emanuele Coccia a aidé*», tempère-t-il.

### Œuvre à quatre mains

La relation entre Macron et Kiefer se joue bien au-delà de la relation franco-allemande, que les deux hommes veulent sans nuages. «*Une vraie amitié les lie, autour de la création, mais aussi de la littérature*», témoigne l'entourage du président. La rencontre entre les deux s'est faite à un dîner le 9 mai 2018, à Aix-la-Chapelle. Un an plus tard, au cours d'une réunion sur la future panthéonisation de l'écrivain Maurice Genevoix, le président a lancé: «*Et si nous passions à Kiefer une commande publique?*» Son entourage tique à l'idée que cela soit un allemand qui entre dans le temple des grands hommes, d'autant que son travail tourne beaucoup autour de la Seconde Guerre mondiale.

In fine, l'Élysée commandera une œuvre à quatre mains avec le compositeur Pascal Dusapin. Début janvier 2020, venus en repérage pour une heure, alors qu'il fait un froid polaire, le président et les deux artistes vont rester sur place pendant quatre heures. Brigitte Macron aura beau essayer d'écourter la visite, ils grimperont le très raide et peu sécurisé escalier menant jusqu'au lanternon. Du haut du monument, les discussions, si emplies de références littéraires que l'entourage a du mal à suivre, se poursuivent, et on repère où mettre les six vitrines monumentales de Kiefer, ainsi que deux grands tableaux à l'entrée.

Ces derniers étaient destinés à être retirées après la panthéonisation de Genevoix. Quatorze mois plus tard, ils sont encore là, au milieu de la nef. Kiefer ne cache pas son souhait qu'elles y demeurent, et le président n'a pas complètement fermé cette porte. Au grand dam du Centre des monuments nationaux, qui s'apprête à lancer une invitation pour une nouvelle artiste, issue de l'écurie du galeriste Kamel Menour, à l'automne prochain. «*Nous avons laissé les œuvres plus longtemps que prévu en raison de la crise sanitaire, mais il faudra bien, à un moment, faire de la place pour d'autres expositions ou installations artistiques*», indique-t-on à l'Élysée.

26 janvier (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/jordan-peterson-gibt-seine-professur-wegen-gesinnungsdrucks-auf-17749509.html?premium>

JORDAN PETERSON:

# Wokeness oder Wahrheit, das ist die Frage

- VON AXEL MEYER
- -AKTUALISIERT AM 26.01.2022-10:15



Des akademischen Gesinnungsdrucks überdrüssig: Jordan B. Peterson Bild: Friso Keuris/VISUM

Jordan Peterson ist einer der bekanntesten Kritiker der politischen Korrektheit. Jetzt gibt er seine Professur an der Universität von Toronto wegen Gesinnungsdrucks auf. Was bedeutet das? Ein Gastbeitrag.

Vergangene Woche gab Jordan Peterson in einem Artikel in der „National Post“ bekannt, dass er seine Festanstellung als Professor an der [Universität Toronto](#) im Protest aufgibt – im vorpensionären Alter von 59 Jahren. Vor etwas mehr als fünf Jahren hätte das in Deutschland noch kaum jemanden interessiert. Mittlerweile ist Peterson jedoch zu einer Symbolfigur geworden. 2016 war der kanadische Psychologe durch ein Protestvideo gegen neue Pronomen für Studenten und eine dahin gehende Gesetzgebung im Bundesstaat Ontario international bekannt geworden. Schnell wurde er in der virtuellen und analogen Welt zum Star.

Sein Youtube-Kanal, auf dem er psychologische Themen und Fragen der guten Lebensführung anspricht, hat mehr als vier Millionen Abonnenten. Immer wieder setzte er sich eloquent und vehement für Meinungsvielfalt und gegen im Namen der politischen Korrektheit geforderte Diskursbeschränkungen ein. So verteidigte er auch den ehemaligen Google-Mitarbeiter James Damore, der wegen seiner Kritik an der ideologischen Homogenität und der Einstellungspolitik des Unternehmens entlassen wurde. Sein Buch „12 Rules for Life: An Antidote to Chaos“ (2018) wurde millionenfach weltweit verkauft. Auf der Tournee, auf der er es vorstellte, füllte er weltweit riesige Hallen. Tausende Zuhörer, vorwiegend Männer, zahlten, um ihn zu sehen und zu hören. Peterson wird von seinen Gegnern ins konservative Lager eingeordnet. Selbst betrachtet sich der gläubige Christ als klassischen Liberalen.

Das Video mit seiner Rücktrittsbotschaft wurde innerhalb eines Tages mehr als eine halbe Million Mal angeschaut. Finanziell braucht man sich um ihn keine Sorgen zu machen. Seine Videos, Bücher und Vorträge haben ihn reich gemacht. Aber die Gründe für seinen Rücktritt sollten jeden Akademiker nachdenklich stimmen. An vielen angelsächsischen Universitäten müssen Bewerber für Professuren heute ein sogenanntes DEI-Statement als Teil ihrer Bewerbungsunterlagen einreichen. DEI, oder DIE, wie Peterson es verächtlich nennt, ist ein verpflichtender Text zu D (diversity = Vielfalt, gemeint ist ethnische Vielfalt, nicht Meinungsvielfalt), E (equity = Gleichheit) und I (inclusion = Inklusion). Erst wenn eine fachfremde Kommission ein solches Statement als besonders innovativ einschätzt, werden die akademischen Leistungen der Bewerber angeschaut. Diese Gesinnungsprüfung, so sieht es Peterson und nicht nur er, macht die Universitäten zu einer politisch homogenen Zone. Diese Entwicklung ist so erschreckend wie es die Verhöre in der McCarthy-Ära in den Vereinigten Staaten der Nachkriegszeit waren, die sicherstellen sollten, dass keine Sozialisten eingestellt werden.

Innerhalb von nur wenigen Jahren hat die Woke-Bewegung eine weit über die Universitäten hinausgreifende Dominanz in vielen westlichen Gesellschaften erreicht. So verlangt mittlerweile auch die Deutsche Forschungsgemeinschaft in ihren Forschungsanträgen von jedem noch so speziellen Forschungsprojekt (beispielsweise zur Radionuklid-Therapie zur Behandlung von metastasierenden Tumoren) eine Erklärung, wie es plant, zu größerer Vielfalt und Chancengleichheit beizutragen. Niemand ist gegen Vielfalt und Chancengleichheit, aber Tumorforscher tun sicher mehr für die Gesellschaft, wenn sie etwas gegen Tumore tun, als wenn sie die Anzahl willkürlich definierter Hautfarben in ihren Laboren erhöhen. Seit wann sollen wir wieder auf Hautfarben achten? Hatten wir das nicht seit Martin Luther King Jr. längst hinter uns gelassen?

Eine Grundsatzdebatte über die Aufgaben von Universitäten tut offensichtlich Not. Sollen sie sich dem sozialen Aktivismus verschreiben oder sollten sie sich nicht doch primär oder sogar ausschließlich der Suche nach der Wahrheit widmen? Wer, wie postmoderne Aktivisten, nicht an Wahrheit glaubt, wird sie auch nie finden können. Zumindest beginnt sich eine Gegenbewegung zur woken Meinungsherrschaft an den Universitäten zu formieren. Die neu gegründete University of Austin will Wissenschaftlern wie Peter Boghossian und Kathleen Stock, die von ihren Universitäten vertrieben wurden, die Möglichkeit geben, mit ihren Studenten die Fragen zu diskutieren, die man andernorts nicht mehr stellen darf. Auch Larry Summers, der ehemalige Präsident von Harvard, hat sich der neuen Bewegung angeschlossen. Denn die Wissenschaftsfreiheit ist ernsthaft in Gefahr.

*Axel Meyer ist Professor für Zoologie und Evolutionsbiologie an der Universität Konstanz.*

25 janvier (Welt)

<https://www.welt.de/debatte/kommentare/plus236457073/Holocaust-Gedenken-Das-versteinerte-deutsche-Erinnerungsritual-ist-schwer-ertraeglich.html>

HOLOCAUST-GEDENKEN

# Das versteinerte deutsche Erinnerungsritual ist schwer erträglich

Von Michael Wolffsohn



Stacheldrahtzäune des früheren Konzentrationslagers Auschwitz

Quelle: pa/NurPhoto/Jakub Porzycki

Immer mehr Menschen in Deutschland haben die Nase voll vom Holocaust-Gedenken. Liegt das am Gegenstand oder eher an der Art und Weise, wie wir das Gedenken begehen? Klar ist: Bevormundung und leere Phrasen von Staat und Medien sind kontraproduktiv.

„Gegen das Vergessen“ – das ist amtsdeutsches Dogma. Historisch, psychologisch und volkspädagogisch verständlich, berechtigt, notwendig und sympathisch. Eigentlich. Doch das total versteinerte deutsche Erinnerungsritual ist selbst Gutwilligen oft kaum noch erträglich.

Das „Recht auf Vergessen“ forderte vor einiger Zeit der Historiker Wolfgang Reinhard in einem Beitrag für die „Frankfurter Allgemeine Zeitung“. Seine Kritik an der deutschen Erinnerungs-„Kultur“ ist daher teilweise berechtigt. Seine mit antisemitischen Klischees gespickte, scheinwissenschaftlich überpinselte Sprache und sein begrenztes Wissen über Jüdisches jedoch disqualifizieren ihn.

Für ihn ist deutsches Erinnern ein von Israel, Juden und den USA den Deutschen sowie der Welt aufgepfropftes Mach- und Machtwerk, Erinnern „jüdischer Art“. Das Klischee der „Jüdischen Weltmacht“, hier ist's Ereignis. Und der Holocaust? Für Reinhard nicht

die Strategie der „Endlösung“, sondern die „zufällige Häufung tragischer Einzelschicksale“. Die Verniedlichung des Holocaust hat in Teilen der Historikerzunft Methode, denn wenig wissend werden sechs Millionen Juden neuerdings mit den Verbrechen des Kolonialismus verrechnet.

Der deutsche Appell gegen das Vergessen des Sechs-Millionen-Judenmordens stößt empirisch in die Leere. Wer glaubt ernsthaft, dass Wissenschaft, Politik oder Medien ausgerechnet dieses Urverbrechen „vergessen“ könnten? Ist der Mord an Caesar (44 v. Chr.) vergessen? Die Kreuzzüge von 1096 bis 1291? Die Große Pest ab 1348? Wer genau sind die Vergessenden oder die Nicht-Vergessenden? Hat, wer heute vergisst, gestern gewusst und, wenn nicht gewusst, nicht wissen, aber wirklich vergessen wollen? Und was wann warum nicht wissen wollen?

Der Aufruf „Gegen das Vergessen“ ist empirisch, gedanklich und begrifflich falsch. Gemeint ist: gegen das Verdrängen und noch mehr gegen das Verherrlichen der NS- oder anderer Megaverbrechen. Was gäbe es, selbst aus der Sicht hartherzigster Deutscher, an der NS-Ära zu verherrlichen? Die Folgen der NS-Aggressionen: Millionen toter Deutscher, zerstörte deutsche Städte und Infrastruktur oder die wankend-wandelnden Toten, die aus den Vernichtungshöllen befreiten Juden?

Manchmal ist die gute mediale, öffentlich-rechtliche und somit letztlich überparteiliche Absicht bestenfalls doppelbödig, um nicht zu sagen: heuchlerisch. Ein Beispiel von vielen: Der WDR zählt zu den deutschen Sendern, die sich einerseits zweifellos um das Nicht-Vergessen des NS-Judenmordens bemühen. Andererseits wollte man eine Journalistin einstellen, die offen und öffentlich antisemitische Äußerungen verbreitete.

Nach Proteststürmen gab der WDR seine Absicht auf. Dann übernahm sie ausgerechnet das ZDF, das in einer Serie über deutsche Geschichte im 20. Jahrhundert „den“ Juden die Schuld am Münchener Schwarzmarkt nach 1945 in die Schuhe schiebt.

## Das Wort muss ehrlich werden

Im Kampf gegen das Vergessen ist auch die Außenvertretung Deutschlands unehrlich. Etwa in den UN und ihren Unterorganisationen. Wer, wie auch Deutschland in der Unesco, bestreitet, dass der Tempelberg untrennbarer Teil jüdischer Geschichte wäre,

hat nicht nur vergessen, sondern nichts gewusst, wollte vergessen oder „die“ Juden provozieren. Moralisieren und Moral sind auch „Gegen das Vergessen“ nicht immer deckungsgleich.

Was spräche für die „Gnade des Verschweigens“? Es bedeutet keinesfalls Vergessen schlechthin, sondern kein versteinertes, inflationäres und somit entwertetes Erwähnen. Wissen und negatives Werten des Einst-Geschehenen sind erstens normativ, axiomatisch vorauszusetzen und zweitens durch verändertes Handeln zu beweisen.

Das Wort muss ehrlich werden, nicht mehr geheuchelt oder nur artig protokollarisch. Wort und Tat müssen identisch werden. Dass sie es nicht (immer) sind, beweist der Umgang mit den Antisemitismusbeauftragten von Bund und Ländern.

Hamburg suchte und fand einen Experten. Der war bereit, muss aber – wie seltsam – seine Familie ernähren, also honoriert werden. Das lehnte Hamburg ab. Amtsträger erfüllen Alibifunktionen. Wenn sie, wie Felix Klein, ihre Aufgabe beziehungsweise ihr Wort in die Tat umsetzen, werden sie scharf angegriffen.

Phrasen beweisen keine Umkehr. Nur Taten – von Politik und Gesellschaft. Umkehr, hebräisch „tschuwa“, bietet ein Wortbild: Wer umkehrt, kehrt zum Pfad (der Tugend) zurück. Erst Abkehr von Verbrechen. Wie nach 1945 zunächst machtpolitisch, dann mehrheitlich auch moralisch geschehen. Der Abkehr folge Umkehr, verstanden als Tat und nicht als Floskel.

Umkehr bietet jedem eine zweite Chance. Jedermanns Möglichkeit zur Umkehr gehört zum Kern jüdischer sowie christlicher Ethik. Durch Verbrechen gerät die Welt aus den Fugen, sie wird zerstört. Individuelle oder kollektive Umkehr schafft Frieden. Nicht zuletzt durch die Gnade des Verschweigens. Nichts wird dadurch ungeschehen oder vergessen.

Deutschland bekam nach den NS-Urverbrechen zwei zweite Chancen zur Umkehr in Freiheit. Zunächst nur der deutsche Westen als BRD, dann, ab 1990, das vereinte Deutschland. Trotz der „Angst vor Deutschland“, sogar noch 1989/90 weltweit wahrnehmbar.

Obwohl auch manche Historiker behaupten, in der frühen BRD wären die NS-Verbrechen verschwiegen und dadurch fast vergessen worden, ist die These empirisch nicht haltbar. Weder bezüglich „der“ Medien und Literatur noch bei Themen wie Westbindung, Wiederaufrüstung, Lastenausgleich, Integration der Flüchtlinge, Umgang mit den Kriegsverbrechern, Wiedergutmachung und Entschädigung an Israel und Diasporajuden, Ulmer Einsatzgruppenprozess, Tagebuch der Anne Frank – nie konnte man die vorangegangenen Urverbrechen ignorieren oder vergessen, selbst wenn man wollte.

## Täter-Nachfahren vergaßen nichts

So geschah das Schein-Wunder der frühen BRD als antagonistische Kooperation von Anti- und Nichtnazis mit einstigen Tätern und Mitläufern, die, wie zuvor, ihr Mäntelchen nach dem Wind hängten. Das große Verschweigen: Zum eigenen Schutz wollten die Täter nicht über die Vergangenheit sprechen, die Opfer konnten es oft nicht. Sollten etwa die Opfer mit den NS-Tätern diskutieren und ihr Leben durch die damit verbundene Aufregung gefährden? Weises Schweigen als Selbstschutz. Konnten die Opfer vergessen? Unmöglich. Und wenn, wäre es eine Gnade.

Direkte Täter-Nachfahren wie Heinrich Himmlers Tochter Gudrun vergaßen nichts, wollten nichts vergessen – und verherrlichten die Verbrecher weiter. Bei ihr und ihresgleichen eine Kampagne „Gegen das Vergessen“? Absurd.

Im antiken Athen wurde scheinbar vergessen. Nicht wirklich. Nach der Terrorherrschaft der Dreißig 404/403 v. Chr. wurden durch die Amnestie (deutsch: Vergessen), wie beim Nürnberger Prozess nach der NS-Diktatur, die Hauptschuldigen verurteilt, die Übrigen mussten abgetrennt von den anderen Bürgern in Eleusis eine eigene Gemeinde bilden. Das war sozusagen ihr Kainszeichen.

Dieses biblische Symbol zeigt den richtigen Weg an: Kain, der Brudermörder, ist als solcher erkennbar, das Verbrechen wird nicht vergessen, doch das Zeichen schützt ihn vor Rache durch Menschen. Ächtung der Verbrechensleugner, -verdränger und -verherrlicher? Ja. Humaner Ethik wegen kann und will man nicht vergessen. Rache nein, weil irgendwann mit Gegengewalt zu rechnen ist. Zugunsten des inneren Friedens mehr Gnade des Verschweigens ohne Vergessen.

Neben der Kain-Symbolik der jüdischen Antike weist uns die athenische mit Aischylos' „Orestie“-Trilogie den Weg in eine humane Zukunft: Umkehr durch Taten, ohne die vorangegangenen Verbrechen zu vergessen. Nach seinem Muttermord wurde Orest von den Rachegöttinnen (Erinnyen) verfolgt. Es kommt zum „Prozess“, schließlich zur Abstimmung. Stimmengleichheit. Als Letzte legt Athene ihren Stein zugunsten von Orest in die Urne. Freispruch. Die Erinnyen toben. Athene beschwichtigt sie. Die Rachegöttinnen verwandeln sich in Wohlgesinnte (Eumeniden). Innerer Frieden – ohne Vergessen.



Der Historiker Michael Wolffsohn

Quelle: picture alliance / Susanne Jahrreiss/ dpa

*Der Autor ist Historiker. Von Michael Wolffsohn erschien zuletzt „Deutschjüdische Glückskinder“, je eine Fassung für Erwachsene und Jugendliche. Im April erscheint seine „Jüdische Weltgeschichte“.*

25 janvier (Monde)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/25/berlin-sous-le-feu-des-critiques-en-ukraine-et-aux-etats-unis\\_6110855\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/25/berlin-sous-le-feu-des-critiques-en-ukraine-et-aux-etats-unis_6110855_3210.html)

## Crise en Ukraine : l'Allemagne accusée de manquer de solidarité avec ses alliés

Le gouvernement d'Olaf Scholz est critiqué en Ukraine et aux Etats-Unis, notamment pour son refus de livrer des armes au gouvernement ukrainien.

Par [Thomas Wieder](#) (Berlin, correspondant)

Publié hier à 08h58, mis à jour hier à 13h20



Le chancelier allemand Olaf Scholz lors d'une vidéoconférence avec le président américain Joe Biden et les dirigeants européens, à propos de la Russie et de l'Ukraine, depuis la chancellerie de Berlin, en Allemagne, le 24 janvier 2022. JESCO DENZEL / VIA REUTERS

L'Allemagne se montre-t-elle trop complaisante avec la Russie dans la crise ukrainienne ? Répétée à Kiev, l'accusation circule également dans plusieurs capitales occidentales, y compris à Berlin, où une partie de l'opposition au gouvernement d'Olaf Scholz en profite pour souligner certaines contradictions de sa politique étrangère.

Plusieurs reproches sont faits à l'Allemagne. Le premier concerne son refus de livrer des armes à l'Ukraine, à la différence des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des pays baltes. Sur la chaîne Sky News, l'ambassadeur ukrainien à Londres, Vadym Prystaiko, a convoqué le souvenir de la seconde guerre mondiale, affirmant que les Ukrainiens « *se souviennent encore* » de ce que l'Allemagne « *a fait subir à notre territoire* » pendant cette période.

En Allemagne, la colère des Ukrainiens a été activement relayée par les deux quotidiens du groupe de presse conservateur Axel Springer : *Die Welt*, qui a réalisé un entretien avec le ministre des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, où celui-ci se dit « *déçu* » que Berlin refuse de livrer des armes défensives à son pays ; et *Bild*, qui a publié une tribune du maire de Kiev, l'ancien boxeur Vitali Klitschko, accusant l'Allemagne de « *non-assistance à personne en danger* » et de « *trahison à l'égard d'amis dans une situation dramatique* ».

Désormais dans l'opposition, les chrétiens-démocrates (CDU) allemands se sont emparés de ce thème. Appelant Olaf Scholz à « *se comporter comme un dirigeant* » vis-à-vis d'un pays allié menacé d'invasion, ils se sont également dits favorables à des livraisons d'armes à l'Ukraine, position qu'ils combattaient pourtant quand ils étaient au gouvernement, il y a seulement quelques mois.

## Minicrise diplomatique

C'est dans ce contexte qu'une sortie du chef de la marine allemande, le vice-amiral Kay-Achim Schönbach, a apporté de l'eau au moulin de ceux qui jugent le gouvernement d'Olaf Scholz trop faible vis-à-vis du Kremlin. Lors d'une réunion d'un groupe de réflexion qui s'est tenue vendredi 21 janvier à New Delhi, et dont le contenu a circulé sur les réseaux sociaux, M. Schönbach a non seulement qualifié d'« *ineptie* » l'idée que la Russie pourrait envahir l'Ukraine, mais aussi estimé que la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014, était « *partie et ne reviendrait pas* » dans le giron de l'Ukraine.

carte peinte du gazoduc Nord Stream 2, dans la zone industrielle de Lubmin, en Allemagne, le 16 novembre 2021. STEFAN SAUER / AP

Même si M. Schönbach a rapidement fait son mea culpa, qualifiant ses déclarations de « *fautes* » avant de présenter sa démission le lendemain, l'incident a tout de même provoqué une minicrise diplomatique avec l'Ukraine, qui a sans tarder convoqué l'ambassadrice allemande, Anka Feldhusen, après ces propos jugés « *absolument inacceptables* ».

Autre reproche fait à l'Allemagne : son approche du dossier Nord Stream 2. En décembre 2021, Olaf Scholz avait été très critiqué en évoquant un « *projet du secteur privé* ». Dans la droite ligne d'Angela Merkel, le nouveau chancelier avait été contredit par son propre ministre de l'économie, l'écologiste Robert Habeck, qui avait qualifié le gazoduc d'« *erreur sur le plan géopolitique* ».

## Le « sentiment de menace » de Moscou

Depuis, Olaf Scholz a rectifié le tir en déclarant, le 18 janvier, que l'Allemagne était prête à ne pas mettre Nord Stream 2 en service si la Russie attaquait l'Ukraine. Aux Etats-Unis, où l'indécision allemande commençait à sérieusement agacer, l'engagement a été accueilli avec soulagement.

La brève mise au point du chancelier allemand n'a toutefois pas totalement rassuré les contempteurs de sa politique à l'égard de la Russie. D'abord parce que plusieurs responsables de son parti, le SPD, défendent clairement la carte de l'apaisement vis-à-vis de Moscou. C'est notamment le cas du président du groupe social-démocrate du Bundestag, Rolf Mützenich, qui a déclaré « *comprendre le sentiment de menace* » éprouvé par la Russie face à l'OTAN. Ou encore de plusieurs dirigeants du SPD dans les Länder de l'est de l'Allemagne, farouchement opposés à toute politique de sanctions contre Moscou, à l'instar de la ministre-présidente du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, au bord de la Baltique, où se trouvent les terminaux de Nord Stream 1 et 2.

Ces différents reproches adressés à l'Allemagne ont été rassemblés, dimanche, dans un article au vitriol publié dans le *Wall Street Journal*. Sous le titre « *L'Allemagne est-elle un allié fiable des Etats-Unis ? Neïn* », le quotidien américain conservateur élargit toutefois la focale, affirmant que la complaisance de Berlin vis-à-vis de Moscou a son pendant, plus à l'Est, à l'égard de Pékin. « *En face des deux menaces les plus sérieuses pour la sécurité de l'Amérique et de l'ordre démocratique de l'après-seconde guerre mondiale – la Chine et la Russie –, l'Allemagne n'est plus un allié crédible. Pour l'Allemagne, avoir du gaz pas cher, exporter ses voitures en Chine et laisser M. Poutine tranquille semble être plus important que la solidarité entre alliés démocratiques* », accuse le *Wall Street Journal* dans cet article qui souligne le fossé existant aujourd'hui entre une partie des élites américaines et un pays longtemps considéré comme l'allié principal de Washington sur le continent européen.

**Thomas Wieder**(Berlin, correspondant)

25 janvier (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/s-attaquer-a-la-fraude-sociale-est-aussi-necessaire-que-lutter-contre-la-fraude-fiscale-20220125>

Le Figaro, mercredi 26 janvier 2022 1000 mots, p. 18

Débats

## S'attaquer à la fraude sociale est aussi nécessaire que lutter contre la fraude fiscale

Réduire le fléau de la fraude sociale devrait être une priorité comme l'est déjà la répression de la fraude fiscale, argumente le professeur de droit fiscal à l'université de Rouen-Normandie\*.

Douet, Frédéric

L'évaluation de l'ampleur de la fraude sociale suscite des réactions épidermiques. Une estimation semble pourtant s'imposer. Selon un rapport de la Cour des comptes de septembre 2020, les régimes d'assurance-maladie totalisaient 75,296 millions de bénéficiaires au 31 décembre 2018 (sans doublons entre régimes) ayant consommé ou non des soins au cours de la même année. Cela représente un écart de 8,2 millions de personnes par rapport à la population vivant en France au 1er janvier 2020.

Par ailleurs, personne ne s'accorde sur le nombre de cartes Vitale surnuméraires, c'est-à-dire sur le nombre de cartes Vitale valides supérieur au nombre d'assurés. Selon la Sécurité sociale, ce nombre s'élevait à 609 000 fin 2019. À la même époque, un rapport de mission confié à la députée LREM Carole Grandjean et à la sénatrice UDI Nathalie Goulet évaluait le surnombre à 5,2 millions de cartes Vitale valides. Devant une commission parlementaire, le 11 février 2020, Mathilde Lignot-Leloup, alors directrice de la Sécurité sociale, estimait pour sa part ce surnombre à 2,6 millions. Un rapport fait au nom de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, remis en novembre 2020 par le député LR Patrick Hetzel, évalue à environ 1,8 million le nombre de cartes Vitale actives surnuméraires et le nombre de leurs bénéficiaires potentiels.

Tout cela laisse augurer du montant de la fraude sociale lorsque l'on sait qu'en 2020 les dépenses de protection sociale ont atteint 872 milliards d'euros, dont 46 milliards de dépenses exceptionnelles liées à la pandémie. Ce constat donne le vertige.

Reste à s'interroger sur les moyens qui permettraient d'endiguer ou, au moins, de limiter le fléau de la fraude sociale.

S'agissant des cartes Vitale surnuméraires, l'une des solutions est de remplacer les cartes Vitale existantes par des cartes biométriques, voire d'opter pour une carte d'identité électronique (et pour une carte de séjour, s'agissant des étrangers en situation régulière) incluant la carte Vitale. Certains de nos voisins ont déjà franchi le pas. Par exemple, depuis le 1er janvier 2014, tous les ressortissants belges âgés de 12 ans et plus ont une carte d'identité électronique qui inclut l'équivalent de notre carte Vitale. Cette mesure, qui est frappée au coin du bon sens, ne fait pourtant pas l'unanimité en France. Il faut en effet rappeler qu'elle a fait l'objet d'une proposition sénatoriale, hélas rejetée par l'Assemblée nationale le 3 décembre 2020, notamment au motif que le coût de la carte Vitale biométrique serait trop élevé. Ce coût passerait de 3 à 6 euros pour chaque carte. Cet argument pèse peu face au montant de la fraude sociale, qui lui aussi est sujet à polémique : jusqu'à une cinquantaine de milliards d'euros par an selon le magistrat Charles Prats, auteur d'un ouvrage sur le sujet et actuellement orateur national de Valérie Pécresse.

Des considérations électoralistes permettent de comprendre le rejet de la proposition de carte Vitale biométrique, d'autant plus que la lutte contre la fraude sociale occupe de nouveau le devant de l'actualité en ces temps de campagne présidentielle. Dès que cette question est évoquée, en effet, beaucoup s'empressent de répliquer que la priorité est de lutter contre la fraude fiscale, à laquelle ils assimilent, par une ruse sémantique, l'évasion fiscale. Cela revient à établir une hiérarchie des priorités entre la fraude fiscale et la fraude sociale. Pour certains, punir la fraude fiscale serait une cause noble tandis que sanctionner la fraude sociale serait mesquin et digne de comptes d'apothicaire. Or les deux fraudes doivent être mises sur le même plan et combattues avec la même ardeur. Il n'y a pas de grande fraude et de petite fraude, mais juste de la fraude, toujours condamnable.

Certains soutiennent par ailleurs que la lutte contre la fraude sociale reviendrait à faire la chasse aux pauvres alors que les plus fortunés se livreraient en toute impunité à leur sport favori, en l'occurrence à l'évasion fiscale. Commence alors la litanie des « évadés fiscaux », qui permet de pointer du doigt des célébrités et des capitaines d'entreprise. Or ne confondons pas tout.

La fraude fiscale est un délit passible de sanctions fiscales et de sanctions pénales, 500 000 euros d'amende et 5 ans d'emprisonnement ou, en cas de sanction aggravée, 3 millions d'euros d'amende et 7 ans d'emprisonnement. Ce délit est constitué lorsqu'un contribuable viole délibérément ses obligations fiscales (défaut de déclaration de revenus, omission de revenus, non-reversement de la TVA collectée, usage d'une fausse identité, etc.).

L'évasion fiscale, pour sa part, n'est passible que de sanctions fiscales à condition que les services fiscaux parviennent à établir qu'un acte a été exclusivement ou principalement motivé par des raisons d'ordre fiscal. Elle est parfaitement critiquable moralement par ceux qui considèrent que les contribuables doivent faire le choix de la voie la plus imposée. Mais la morale et le droit fiscal font mauvais ménage. Comme l'huile et l'eau elles se superposent sans se mélanger. Il n'en va pas de même des fraudes sociale et fiscale : l'une et l'autre doivent être mises sur le même plan et combattues avec la même ardeur.

Commander des rapports et mener des études préalables est une technique connue qui permet de gagner du temps en donnant l'impression de vouloir tout changer. Or la France n'a plus les moyens de tergiverser en continuant à laisser ces rapports et études s'accumuler. La question des fraudes sociale et fiscale transcende les clivages politiques. La lutte contre les fraudes, toutes les fraudes, devrait être une priorité du prochain quinquennat.

*\*Auteur de « L'Anti-manuel de psychologie fiscale. Techniques de plumaïson des contribuables sans trop les faire crier » (Enrick B. Éditions, 2020).*

26 janvier (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/stil/leib-seele/soziologin-mathilde-lucke-ueber-frauen-und-macht-in-der-politik-17734606.html?premium>

SOZIOLOGIN ÜBER KABINETT:

## „Mehr Frauen in der Politik sind ein Zeichen, dass die Macht von dort längst abgewandert ist“

- VON JULIA BÄHR UND JOHANNA DÜRRHOLZ
- -AKTUALISIERT AM 26.01.2022-05:45



„Mehr Frauen in der Politik sind ein untrügliches Zeichen dafür, dass die Macht von dort längst abgewandert ist“, sagt Soziologin Doris Mathilde Lucke. Bild: Laif

Was hat die Altkanzlerin dem Feminismus gebracht? Wie wichtig ist ein paritätisch besetztes Kabinett? Und was bedeuten mehr Frauen in der Politik? Ein Interview mit der Soziologin Doris Mathilde Lucke.

Ja, und das größte Theater wurde wieder mal um [Karl Lauterbach](#) gemacht, den Medienstar.

Wundert Sie das?

Dass wir nun zum ersten Mal in der siebzugjährigen Geschichte eine Innenministerin haben, halte ich für die wichtigere Nachricht. Die Aufteilung der Ressorts ist ja lange der innerehelichen und familiären Arbeitsteilung gefolgt: Es gab früher das despektierlich „Drei-Mädel-Haus“ benannte Ministerium für Familie, Jugend, Senioren, Frauen und Gesundheit. Was Frau Merkel auch eine Zeitlang geleitet hat. Meiner Einschätzung nach war das für sie kein Amt, das ihr besonders viel bedeutet hat.

Wie kommen Sie darauf?

Frau Merkel wird in die Geschichte eingehen. Aber Frauengeschichte hat sie nicht geschrieben. Als Merkel Frauenministerin und Bonn noch Bundeshauptstadt war, gab es dort ein wunderschönes Sommerfest vom Deutschen Frauenrat. Da stand ich während einiger Begrüßungsreden direkt neben Frau Merkel. Bei diesem Empfang – mit feministisch inspirierter toller Aufbruchstimmung – war [Angela Merkel](#) total isoliert. Mit ihr hat kaum jemand gesprochen, und man hat gemerkt: Das ist keine von uns.

Wie kam das?

Schon damals zeichnete sich etwas ab, das später dann auch Angela Merkels Kanzlerinnenschaft ausmachte: Sie hat die Frauenfrage nie zur Chefsache und schon gar nicht zur Chefinnensache gemacht. Das war nicht ihr Thema. Für sie war das nach meinem Eindruck eine Pflichtveranstaltung. Ich selbst habe ja ein ähnliches Stigma wie Frau Merkel. Ich war als die erste und lange Zeit einzige Professorin für Soziologie an der Universität Bonn in einer ähnlichen Situation. Man hat vorher schon zu mir gesagt: Nehmen Sie für die Habilitation bloß kein Frauenthema! Dann sind Sie doppelt stigmatisiert – als Frau und über ihr Thema. Genderfragen galten und gelten in der Forschung als Karrierekiller.



In der Reihe „In bester Gesellschaft“ beantwortet die Soziologin Doris Mathilde Lucke Fragen zum gesellschaftlichen Wandel. :Bild: Marcus Simaitis

Angela Merkel schien ihr Frausein so wenig wie möglich zu thematisieren.

Ganz genau. Mit [Annalena Baerbock](#) haben wir nun das krasse Gegenbeispiel. Sie hat knallhart die Frauenkarte gespielt, und das hat gerade mal zur Kanzlerkandidatin gereicht. Frau Merkel hat das vermieden. Das könnte man als individuell karrierestrategisch geschickt deuten. Für die Sache der Frauen aber wirkte es so: Mensch, jetzt ist da endlich mal 'ne Frau dran – und sie macht nichts für Frauen. Möglicherweise hat Frau Merkel gerade dadurch, dass sie das Geschlecht nicht thematisiert hat und eben nicht als Frau angetreten ist, doch einiges erreicht, nicht nur in eigener Sache.

Und sie widerlegt das Vorurteil, dass Frauen viel plappern würden.

Ja, und das ist sehr klug. Sie hat recht früh Distanz geschaffen. Sie hat sehr oft Formulierungen benutzt wie „Wir sagen“ oder „Wir machen“, also für die Partei oder ein anderes Kollektiv im Plural gesprochen. Damit machte sie sich ein Stück weit unangreifbar. Beim Großen Zapfenstreich zu ihrer Verabschiedung wirkte sie auch nicht allzu ergriffen. Trotzdem hat das gezeigt: Merkel kann menscheln.

Sie sagen, Merkel habe nicht viel für die Frauen getan. Trotzdem war der [Feminismus](#) unter jungen Frauen in Deutschland nie so beliebt wie heute.

Frau Merkel ist auf ihre eigene Art Feministin, denke ich. Ich würde an der Stelle meine eigene Mutter ins Spiel bringen, die für damalige Verhältnisse ungewöhnlich emanzipiert war. Als ich ins Wahlalter kam, sagte sie trotzdem: Du darfst nie eine Frau wählen. So eine Widersprüchlichkeit und Zwiespältigkeit in der Botschaft meine ich auch bei Frau Merkel zu erkennen.

Angela Merkel sagte einst, sie sei keine Feministin. 2021 sagte sie dann, sie sei es doch.

Der Systemtheoretiker und Soziologe [Niklas Luhmann](#) attestierte der Frauenforschung zu Beginn eine Art theoretische Totgeburt. Er sagte, sehr luzide gedacht: Jetzt setzen die Frauenforscherinnen ausgerechnet bei dem Gegensatz Mann–Frau an und machen die entscheidende Initialunterscheidung genau an der Stelle, deren Konfliktlinie sie überwinden wollen. Und ich denke, das ist in etwa auch der Ansatz von Angela Merkel: Wenn Feminismus als Humanismus gedacht wird und nicht in Kategorien des Geschlechterkampfes, dann ist sie dabei.

Warum hatte Merkel denn Themen wie Familienpolitik so wenig auf der Agenda?

Neben den karrierestrategischen Aspekten denke ich, dass ihr das einfach nicht so wichtig war. Aber zum Beispiel bei der Quote gab es bei einigen ein Umdenken, am Anfang waren ja viele dagegen. Die Nebeneffekte der Quote erachte ich persönlich als besonders interessant: Bei der **SPD** war es jetzt so, dass schon der Bundespräsident männlich war, der künftige Kanzler ebenfalls, da musste nun wenigstens die Bundestagspräsidentin eine Frau sein. Das wäre ohne Quote meines Erachtens nie passiert. Die CDU wiederum sagt, wir hatten noch nie eine Bundespräsidentin, weshalb darf der Steinmeier jetzt Bundespräsident bleiben? Und die SPD – unter ihnen SPD-Frauen – macht geltend, dass das in der Partei eben so vereinbart war. Daran sieht man auch, wie brüchig die parteienübergreifende Koalition der Frauen ist. Andere Systemlogiken unterlaufen die Geschlechterparität.

Der Frauenanteil im Bundestag ist nach wie vor nicht besonders hoch: 34,7 Prozent.

Genau. Mit Blick auf die Leuchtturmfiguren Von der Leyen, Merkel oder **Christine Lagarde** hieß es immer: Seht, wir sind doch bis ganz oben gleichberechtigt. Aber wenn man in den Hierarchieebenen weiter runtergeht, sieht man, dass wir eben noch weit entfernt von echter Parität sind. Im Wissenschaftsbetrieb ist das ähnlich: Wenn Disziplinen und Fächer anfangen, weiblicher zu werden und vermehrt Frauen an der Spitze haben, dann ist das häufig ein Indikator für den einsetzenden Status- und Prestigeverlust dieses Fachs.

Politik verliert durch mehr Frauen an Einfluss?

Meine These ist, dass mehr Frauen in der Politik ein untrügliches Zeichen dafür sind, dass die Macht von dort längst abgewandert ist. In Richtung Technologie und in Richtung Wirtschaft. Und dort sind so gut wie keine Frauen. Das ist ein ungelöstes Problem. Ähnlich ist es bei Fragen nach „Female Leadership“: Führen Frauen anders? Darüber ärgere ich mich. Wenn Frauen in Führungspositionen gelangen, kommen sie in der Regel in ein männlich vermachtetes Feld. Die Spielregeln sind gesetzt, die Strukturen sind etabliert, als einzelne Frau sind sie halb drinnen, halb draußen. Angela Merkel hat sich überhaupt 16 Jahre lang in dieser dilemmatischen Situation des ausgeschlossenen Eingeschlossenseins behaupten können dank ihrer Erfahrung mit Systemen. Sie hat das System DDR kennengelernt, und sie hat das System Männer kennengelernt. In diesem männerdominierten System hat sie wie eine variable Konstante funktioniert – das ist ein Widerspruch in sich, wie eine flexible Quote. Genauso müssen sich nach meiner Erfahrung Frauen in Männerdomänen verhalten, wenn sie es länger dort aushalten und auch noch erfolgreich sein wollen. Ihre Politik war eine des Abwartens, Austarierens, des Reagierens und situativen Regierens und eben nicht des aus sich selbst heraus motivierten Agierens. Sie hat eher laviert und nicht kreativ gestaltet.

Gleichzeitig gibt es von Frauenrechtlerinnen viel Kritik an einigen feministischen Ansätzen, die sich unter Angela Merkel etabliert haben, der Vorwurf lautet „Girldboss Feminismus“: Es werden nur solche Frauen in den Blick genommen, die es etwa in Aufsichtsräte oder Vorstände schaffen könnten.

Das sehe ich ähnlich. Von einer 30-Prozent-Quote in Aufsichtsräten profitieren gerade einmal 100 Frauen. Das ist für mich zum Teil auch ein symbolischer Krieg, der da geführt wird. Es wird lange dauern, bis es einen Trickle-down-Effekt gibt und auch andere Frauen davon profitieren. Momentan entsteht ein völlig verzerrtes Bild. Wenn Sie den Fernseher anschalten, sehen Sie immer mehr Frauen, die Nachrichten vorlesen und Sendungen moderieren. Wenn Sie aber mal hinter die Fassaden schauen, wie viele Intendantinnen es beispielsweise gibt, sieht das Ganze schon wieder ganz anders aus.

Die Koalition will vieles anders machen. Wir haben nun eine Innen- und eine Außenministerin.

In meinen Augen sind das eigentlich nur dekorative Postenvergaben mit Symbol- und Signalwirkung. Mit der weiblichen Besetzung ehemals harter männlicher Schlüsselministerien verschieben sich die Machtzentren, die sitzen erklärtermaßen bei drei Männern: Scholz, Habeck, Lindner. Diese drei Ampelmänner werden hinter den Kulissen regieren, das ist meine vorläufige Prognose. Ich würde die Frage gerne anders beantworten, aber die Realität zwingt mich, das Gegenteil zu erwarten. Hintergrund ist der, dass wir etwas haben wie eine Gleichstellungsrhetorik und Gleichstellungsästhetik. Ich sehe die Bilder schon vor mir: Auf denen sind dann viele Frauen zu sehen. Ich fürchte aber, dass das ein Zerrbild ist, kein Spiegel der weiter bestehenden Machtverhältnisse, sondern nur eine optische Korrektur.

Kaum eine junge Frau würde noch sagen, sie sei keine Feministin.

Und das hat ja auch etwas Positives. Wenn Sie heute eine Umfrage machen würden, würden fast 100 Prozent der Befragten sagen: Ich bin für Gleichberechtigung. Beim heutigen Status Quo wissen wir: Viele von ihnen lügen. Aber auch wenn sie lügen, ist das eine Aussage, die eine Trendwende andeutet.

*Prof. Dr. Doris Mathilde Lucke ist Soziologin mit den Schwerpunkten Akzeptanzforschung, Rechtssoziologie, Gender Studies, Familiensoziologie und private Lebensformen sowie Sozionik. Sie beantwortet regelmäßig unsere Fragen zum Zustand der Gesellschaft.*

Quelle: F.A.Z. Magazin

25 janvier (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/zdf-doku-wie-in-der-ns-zeit-maenner-taeter-wurden-17748502.html>

„GANZ NORMALE MÄNNER“ IM ZDF:

## Sie gewöhnten sich ans Massensterben

- VON HEIKE HUPERTZ
- -AKTUALISIERT AM 25.01.2022-16:09



Die Täter prosteten sich zu: Bei Musikabenden und Bier fühlten sich die Männer des Reservepolizei-Bataillons 101 zwischen den Massenerschießungen offenbar ganz wohl. Bild: ZDF und Staatsarchiv Hamburg

Die Dokumentation „Ganz normale Männer - der ‚vergessene Holocaust‘“ geht der Frage nach, wie durchschnittliche Menschen Täter wurden und sich in die NS-Todesmaschinerie einfügten. Die Erkenntnis ist bis heute aktuell.

Nach dem Zweiten Weltkrieg stehen bei den Nürnberger Prozessen der Alliierten deutsche Kriegsverbrecher vor Gericht. Es sind Männer, die die Verbrechen angeordnet haben, nicht die Mörder vor Ort. Aber was ist mit denen, die die systematische Ermordung von Juden, die längst im Gang war, als bei der Wannseekonferenz am 20. Januar 1942 die sogenannte „Endlösung“ beschlossen wurde, mit eigener Hand ausgeführt haben? Die sechs Millionen Menschen töteten, von denen nicht alle in Gaskammern oder auf Todesmärschen umkamen?

Etwa zwei Millionen Menschen fielen systematischen Massenerschießungen zum Opfer, vor allem in Polen. Die meisten Täter, deutsche Polizisten und Soldaten mit „Sonderauftrag“, kamen nach dem Krieg als „ganz normale Männer“ unauffällig davon. Eine nationalsozialistische Einstellung hatten nur wenige. Anfang 1947 allerdings beginnt der junge amerikanische Jurist Benjamin Ferencz, der einzige noch lebende Chefankläger der Nürnberger Prozesse, mit seinem Ermittlungsteam mit einer erweiterten Spurensuche, nachdem sie in NS-Akten einen bedeutenden Fund gemacht hatten. Einen Stoß Papiere mit dem Titel „Ereignismeldung aus der UdSSR“. Es sind Todeslisten mobiler Mordkommandos, auf denen sich lange Kolonnen von Zahlen befinden. Nebst Daten und Orten. Zum Beispiel: „25. und 26.8.41, Seduva, 230 Juden, 275 Jüdinnen, 159 Judenkiner. 664“. Die Listen enthalten in aller menschenverachtenden Kürze eine Buchhaltung der „Einsatzgruppen“, der Polizeibataillone, die zur „Sicherung“ der eroberten Gebiete im Osten aus dem Reich entsandt wurden.

### Zwei Millionen Menschen erschossen

Die Listen wurden als eine Art „Leistungsnachweis“ und „Effizienzbeglaubigung“ verschickt. Nachdem Ferencz, so berichtet es der über Hundertjährige in der ZDF-Dokumentation „Ganz normale Männer“, eine Million Opfer gezählt hatte, plädierte er bei seinem Vorgesetzten dafür, auch die Männer der mobilen Mordkommandos vor Gericht zu stellen. Er wurde Chefankläger in den Nürnberger „Einsatzgruppen-Prozessen“. Im Film sieht man ihn in der historischen Aufnahme, einen zierlichen Mann mit fester Stimme

und bescheidenem Auftreten. Wer die Männer waren, die in den Polizeibataillonen „Dienst“ taten, wer ihre Vorgesetzten, welche Anschauungen sie vertraten, wie sie agierten und wie sich die Angeklagten später verteidigten, alles das ist, vor allem im Fall des Hamburger Polizeibataillons 101, gut belegt.

Wie konnten aus – unter anderen – Hamburger Bäckern und Handwerkern im mittleren Alter Täter werden, die bei der ersten Gruppenschießung noch mit jedem Opfer einzeln in den Wald gingen (was zu schweren Traumata bei einigen der Männer führte, wie ihre Vorgesetzten kritisch anmerkten) und sich erbrachen, aber später, nach teambildenden Abenden mit Musik, Gesang und Alkohol, mutmaßlich ohne Skrupel Babys an den Brüsten der Mütter erschossen (eine für zwei – so konnte man eine Kugel sparen)? Der Film „Ganz normale Männer“ stellt die individual- und gruppenpsychologischen Mechanismen, das Agieren der Führungsebene, die Gruppenbildungsprozesse und Ereignisse mit der richtigen Balance dar aus Sachlichkeit und Haltung, Chronologie und erhellender Einordnung in zahlreichen Dokumenten, Archivfotos und -filmen, Spielszenen mit Kommentaren von Experten und den persönlichen Rekonstruktionen von Benjamin Ferencz, einem der späteren Väter des Internationalen Strafgerichtshof in Den Haag.

Wie ein roter Faden zieht sich eine Erkenntnis durch den Film. Die Erkenntnis, dass die Männer der Polizeibataillone sich hätten weigern können, Menschen zu erschießen. Einige taten das, niemand hatte ernsthafte Konsequenzen zu fürchten. Außer sozialer Ausgrenzung – oder der Abordnung zum Latrinenausheben oder Kartoffelschälen. Und der Konsequenz, ein „Kameradenschwein“ zu sein. Sehr wenige nahmen das in Kauf. Freilich, so macht es der Film auch deutlich, nicht aus grundsätzlicher Opposition oder Mitleid – außer mit sich selbst. Dass die Täter sich auch später selbst als Opfer sahen, ist eine gut erforschte, erschütternde Tatsache der Basis der jungen Bundesrepublik. Der Film „Ganz normale Männer“, für ein allgemeines Publikum gestaltet, leistet hier einen wichtigen Beitrag zur immer noch aktuellen Aufklärung über Antisemitismus und Ausgrenzung. Man wünscht ihm eine breite Rezeption. Man musste nicht mitmachen, selbst als Angehöriger eines Mordkommandos.

23 Januar (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/david-graebers-letztes-buch-und-vermaechtnis-17743918.html?premium>

DAVID GRAEBERS VERMÄCHTNIS:

# Ist unsere Vorstellung vom Gang der Geschichte unausweichlich?

- VON ANSELM FRANKE UND BERND SCHERER
- -AKTUALISIERT AM 23.01.2022-19:22



So hielt man sich auf einem Wandteppich im Mannheimer Schloss die „Wilden“ vom Leibe, während diese laut Graeber und Wengrow in Wirklichkeit die Aufklärung in Europa anstießen. Bild: Staatliche Schlösser und Gärten Baden-Württemberg, Arnim Weischer

David Graebers und David Wengrows Buch „Anfänge“ ist ein Manifest gegen das unaufgeklärte Selbstbild moderner Gesellschaften. Es wird die Debatten verändern. Ein Gastbeitrag.

Wer sich angesichts tödlicher Gefahr nicht zu bewegen vermag, steckt in einer Falle. So ergeht es unserer Gesellschaft: Wir wissen, dass nur grundlegende Veränderungen kommenden Generationen eine Zukunft sichern können. Ein „Weiter so“ führt in Anbetracht des drohenden Klimakollapses in die sichere Katastrophe. Die Flucht nach vorne, zu neuen Planeten, bleibt – so sie nicht reines Wunschdenken ist – einigen Superreichen vorbehalten. Und auch eine Rückkehr zu „vormodernen“ Zuständen scheint keine Option. Es ist dieses Szenario einer kollabierenden Welt ohne Denk- und Handlungsalternativen, dem wir im Berliner Haus der Kulturen der Welt (HKW) entgegenarbeiten. Wir müssen neue Landkarten und diskursive Koordinatensysteme entwickeln, um Wege aus Denkgewohnheiten aufzuzeigen. Denn die Falle, in der wir stecken, ist eine Falle der Denkweisen, allerdings mit katastrophalen materiellen Konsequenzen.

In dieser Lage eröffnet das jetzt auf Deutsch erscheinende Buch „Anfänge. Eine neue Geschichte der Menschheit“ neue Perspektiven. Der Anthropologe und Aktivist David Graeber hatte es zusammen mit dem Archäologen David Wengrow geschrieben; kurz vor Graebers Tod 2020 war es fertig geworden. Das Buch befreit unser politisches Vorstellungsvermögen von den Fesseln, die uns überkommene Erzählmodelle und Ideologien auferlegen. „Anfänge“ widerlegt das seit dem 18. Jahrhundert entwickelte und noch heute in unterschiedlichen Ausprägungen in den Werken der „Big History“ – etwa in den Bestsellern von Jared Diamond, Steven Pinker und Yuval Noah Harari – reproduzierte Standardmodell der Zivilisationsgeschichte. Dieses beschreibt eine lineare Entwicklung von einfachen und ursprünglichen zu immer komplexeren Gesellschaftsformen, von egalitären Sammler- und Järgergesellschaften über Pastoralismus und Ackerbau bis hin zu modernen, kapitalistischen Gesellschaften.

„Anfänge“ weist nun anhand eines atemberaubenden Panoramas archäologischer Befunde nach, dass das evolutionistische Modell auf Trugschlüssen basiert, die uns zu Gefangenen unserer eigenen Gedankengebäude machen. Unsere Vorfahren waren keineswegs Wilde, bevor ihnen irreversibel das Joch der Zivilisation auferlegt wurde. Vielmehr haben sie seit jeher mit dem offenen Spektrum menschlicher Möglichkeiten experimentiert, Formen des sozialen Lebens zu gestalten und zu verändern.

## Die Schlagfertigkeit indigener Kritik

Zu Beginn führen uns die Autoren an die Geburtsorte der europäischen Aufklärung: in die Londoner und Pariser Salons des 18. Jahrhunderts. Die Aufklärung verdankte sich nicht allein einzelnen Denkern, sondern einem Milieu, das geprägt war von neuen Ideen und Kontroversen. Diese entzündeten sich, so Graeber und Wengrow, ganz wesentlich auch an den von Missionaren, Reisenden und Siedlern nach Europa übermittelten Ansichten indigener Gesprächspartner aus der „Neuen Welt“. Eine zentrale Vermittlungsinstanz bildeten dabei weithin rezipierte Buchprojekte wie die „Jesuit Relations“, eine Dokumentation der weltumspannenden Korrespondenzen des Ordens, oder „Le grand voyage du pays des Hurons“ des Mönchs Gabriel Sagard, das etwa von Locke und Voltaire wiederholt zitiert wurde.



David Graeber :Bild: Helmut Fricke

Die indigenen Gesprächspartner der Missionare überraschten mit ihrer Schlagfertigkeit und Gewitztheit sowie mit ihrer oft vernichtenden Kritik an der Gesellschaftsform der Eroberer. Eine der faszinierendsten Figuren dieser Debattenkultur war der Hauptstratege der nordamerikanischen Volksgruppe der Wendat, Kandiaronk, der wahrscheinlich auch Paris besuchte und dessen Denken durch den französischen Aristokraten Louis-Armand de Lom d'Arce, genannt Lahontan, über die Publikation gemeinsamer Dialoge in den französischen Salons verbreitet wurde. Kandiaronk hatte sich über viele Jahre in politischen Verhandlungen mit Europäern auseinandergesetzt und kritisierte insbesondere die unerbittliche Dominanz von Geld und Privateigentum in den europäischen Gesellschaften und die damit verbundenen Bestrafungssysteme. Der Satz „Wer Interesse geleitet ist, kann kein Vernunftmensch sein“ bringt Kandiaronks Haltung auf den Punkt.

Die Kunst der Debatte, so Graeber und Wengrow, beherrschten die Vertreter nordamerikanischer Gesellschaften nicht zuletzt, weil ihre Anführer darauf angewiesen waren, ihre Ideen und Vorstellungen permanent rhetorisch und argumentativ zu verteidigen und durchzusetzen. Denn sie hatten aufgrund des Freiheitsanspruchs der anderen Mitglieder dieser Gesellschaften in der Regel nicht die Machtmittel wie europäische Regenten, Gefolgschaft zu erzwingen. Für die blinde Akzeptanz hierarchischer Befehlsketten bei den Europäern hatten sie kein Verständnis. Das Leben der Franzosen in ständiger Angst vor der Willkür der Autoritäten etwa sei „kaum besser als das von Sklaven“.

Die indigenen Ansichten zum Verhältnis von Freiheit und Fürsorge hinterließen einen tiefen Eindruck in den europäischen Salons. Gleichzeitig stellten sie die etablierten Autoritäten derart radikal infrage, dass sich eine mächtige Gegenreaktion bildete, die bis in die Gegenwart fortwirkt. Das Standardnarrativ der Menschheitsgeschichte wurde nach Graeber und Wengrow „zu dem Zweck erfunden, die Bedrohung durch die indigene Kritik zu neutralisieren“. Die indigene Kritik hatte nicht nur die revolutionäre Durchsetzung

von bürgerlichen Freiheitsrechten in Europa zur Folge. Sie hinterfragte potentiell auch den kolonialen Herrschaftsanspruch der Europäer. Die Gegenreaktion bestand laut Graeber und Wengrow darin, dass unterworfenen und indigenen Völkern nunmehr in einem linearen Zeitmodell einem vergangenen, vorzivilisatorischen Naturzustand zugeordnet wurden.

## Der Mythos vom Naturzustand

Die Argumentationsfigur des Naturzustandes entfaltet sich in zwei Ursprungserzählungen, die, wie die beiden Autoren zeigen, das europäische Denken bis zur heutigen Zeit nachdrücklich prägen. Nach Hobbes ist der Naturzustand ein Kriegszustand. Es bedarf eines Souveräns und eines starken Staatsapparats, bestehend aus Polizei und Bürokratie, um die zerstörerischen menschlichen Instinkte zu kontrollieren und einzudämmen. Die Gewalt des Staates ist im Sinne der Gesamtentwicklung zu tolerieren und hat erzieherische Funktionen. Im Gegensatz dazu entwirft Rousseau einen Naturzustand, den er bewusst als Gedankenexperiment und nicht als historische Tatsache deklariert, in dem die Menschen in friedlicher und egalitärer Koexistenz zusammenleben. Erst der Gesellschaftsvertrag legt sie in Ketten und beendet den idealen Urzustand. Mit der Aufgabe der nomadischen Lebensweise als Jäger und Sammler und dem Eintritt in immer größere und „komplexere“ Zivilisationen verliert der Mensch seine ursprüngliche Freiheit. Hierarchien und permanente Eliten werden unausweichlich.



David Wengrow :Bild: Laif

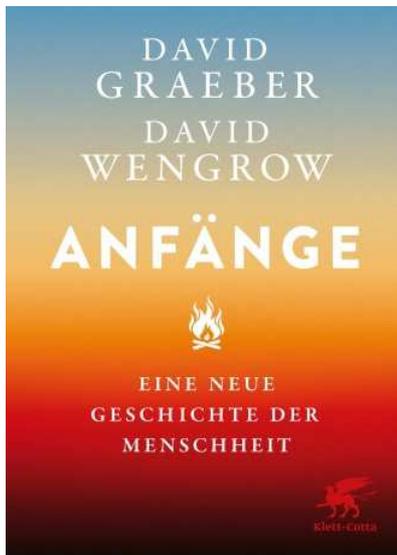
Wurde Hobbes' Modell eines hierarchisch autoritären Staates in der Folge zum Leitmodell rechter Positionen, diente Rousseaus Naturzustand friedlich koexistierender Individuen linken Gesellschaftsmodellen als Bezugspunkt. Die Unterteilung der modernen politischen Landschaft in links und rechts, so Graeber und Wengrow, ist also ein Resultat der bürgerlichen Reaktion auf die indigene Kritik. Der unausgesprochene Konsens beider Ursprungsmythen – von Hobbes und Rousseau – besteht aber darin, den indigenen Gesellschaften die Gleichwertigkeit abzuspochen. Die Menschen, mit denen man es zu tun hatte, wurden nicht mehr als Gesprächspartner anerkannt, sondern einem „früheren Stadium“ zugerechnet – gemäß ihrer angeblichen Nähe zum mythischen „Naturzustand“. Sie waren entweder Teufel im Falle Hobbes, von denen Gewalt ausging, oder Engel im Falle Rousseaus, zwar friedlich, aber eigentlich kindlich naiv.

Aus unserer Sicht liefert Graebers und Wengrows Beschreibung der Abwehr der indigenen Kritik eine Grundlage für die überfällige Selbstaufklärung europäischer Gesellschaften. Denn der damals festgeschriebene Begriff moderner Zivilisation schafft eine mythische symbolische Schwelle, einen Sortier- und Ausschlussmechanismus, der in das Herz gegenwärtiger Debatten um das Verhältnis von Aufklärung, Universalismus und Rassismus führt. Der Mythos von der Überwindung des Naturzustands gebiert unzählige Monstren: Die bürgerlichen Freiheiten werden formalisiert und an Eigentumsrechte und deren staatliche

Sicherung geknüpft. Das Geschichtsbild wird eurozentrisch und fortschrittsorientiert. Europa schließt sich aus der Ökumene der Menschheit aus. Der Mythos der „Bürde des Weißen Mannes“ stellt koloniale Gewalt als Akt der Aufopferung im Dienste des Zivilisationsfortschritts dar. Der Versuch, den Mythos zu verwissenschaftlichen, führt schließlich zum biologischen Rassismus, in dessen Bann sich die Geschichte seit dem späten 19. und bis weit ins 20. Jahrhundert hinein bewegt.

## Demokratien ohne Staat

Es wird somit deutlich, wie eine zu Beginn des 18. Jahrhunderts sich ausdifferenzierende globale Diskurskultur von den Europäern erstickt wird. Von nun an wird nur noch über die anderen gesprochen, aber nicht mehr mit ihnen. Als Teil der Natur können sie genauso wie die Natur selbst ausgebeutet werden. Das Vernunftprojekt der Aufklärung tritt hier in den Dienst des Machtprojekts und wird damit zur Karikatur seiner selbst. Koloniale Unterwerfung wird zur Befreiung von „selbstverschuldeter Unmündigkeit“ stilisiert. Darauf beruht die Hybris vieler populistischer Verteidiger der Aufklärung heute.



David Graeber, David Wengrow: „Anfänge. Eine neue Geschichte der Menschheit“. Klett-Cotta, 1084 Seiten, 28 Euro (erscheint am 29. Januar). :Bild: Verlag

Im Anschluss entfalten Graeber und Wengrow auf der Grundlage von neuem archäologischen Material den Reichtum unterschiedlicher historischer Gesellschaftsmodelle, die die unhinterfragten Grundannahmen des Standardnarrativs auf vielfältige Art widerlegen. Gesellschaften haben ihre Organisationsformen häufig verändert, etwa im Rhythmus der Jahreszeiten, oder sie haben sich bewusst entschlossen, bestimmte Praktiken und Organisationsformen aufzugeben, und sich zum Beispiel aus Imperien herausgelöst, um demokratische Gesellschaften „gegen den Staat“ zu begründen. Die Sklaverei wurde immer wieder und in unterschiedlichsten Gegenden der Welt abgeschafft.

Es bleibt kein Stein auf dem anderen: Die Einführung der Landwirtschaft war keine „neolithische Revolution“, sondern ihre Durchsetzung dauerte viele Jahrtausende, und höchstwahrscheinlich war sie zuerst eine kollektive Tätigkeit, ohne notwendigerweise abgegrenzte Territorien und Familienstrukturen zu etablieren. Städte machen die Herausbildung von Hierarchien und Eliten nicht unausweichlich – wie etwa das Beispiel von Teotihuacán in Mexiko zeigt. Auch die Bedeutung von Blutsverwandtschaft wurde wohl massiv überschätzt: In einer der frühesten Siedlungen des erweiterten fruchtbaren Halbmonds, Çatalhöyük, waren die Menschen in Haushaltsgemeinschaften selten genetisch miteinander verwandt. Und es werden Hypothesen zu großen Fragen aufgestellt, etwa zum Ursprung des Eigentumskonzepts aus der Kategorie des Heiligen. Gewaltherrschaft, schlagen Graeber und Wengrow vor, ist nur dann von Dauer, wenn sie sich mit Fürsorge vermischt oder gar als solche darstellt, wie etwa im Patriarchat. Tatsächlich erscheinen auch in diesem Buch vergangene und nicht staatliche Gesellschaften freier und egalitärer, aber vor allem agiler und

experimentierfreudiger als unsere hoch technisierten, nationalstaatlichen Gesellschaften heute. Das Buch erschöpft sich aber nicht in einfachen Gegenüberstellungen und Zuschreibungen. Denn die Autoren sind äußerst bedacht, keine weitere Sündenfallerzählung und keine weiteren Ursprungsmythen in die Welt zu setzen. Wir betrachten und konstruieren die Geschichte aus der Gegenwart heraus: statt angebliche Zivilisationsstufen oder Anfänge zu postulieren, zeigen Graeber und Wengrow auf, wie unsere Ursprungsgeschichten unsere Gegenwart strukturieren.

Dieses ketzerische Buch verschiebt die Debatte nachhaltig. Seine Verdienste beschränken sich nicht darauf, die neueren explosiven Entwicklungen in den Geschichtswissenschaften zu verbinden, sondern es greift auch lange verschüttete Denklinien der Anthropologie wieder auf. Vieles von dem, was hier über Zivilisationsmythen zu lesen ist, haben die Intellektuellen unterschiedlicher Widerstandsbewegungen tatsächlich schon lange gesagt. Was hier vorliegt, ist ein Manifest gegen das unaufgeklärte Selbstbild moderner Gesellschaften, das paradoxerweise auf die Aufklärung selbst zurückgeht. In einem Moment, in dem die westlichen Gesellschaften endlich am Beginn einer Auseinandersetzung mit ihrer Kolonialgeschichte stehen, ist dieser Beitrag zur Selbstaufklärung essenziell. Denn die etablierten Abwehrmechanismen sind noch immer aktiv, der Mythos des Evolutionismus lebt in der Vorstellung unumkehrbarer Zivilisationssprünge durch technologische Revolutionen ungehindert weiter. Aus der Perspektive unserer Arbeit am HKW hat diese Studie das Potential, neue Allianzen von Wissenschaften und sozialen Bewegungen zu schaffen. Sie macht deutlich, dass auch Kultur- und Wissenschaftsinstitutionen die Strukturen der Kolonialzeit, die sich bis tief in die Arbeitsteilung der Disziplinen eingeschrieben haben, sprengen müssen. „Anfänge“ stellt dafür ein mögliches Koordinatensystem bereit.

**Bernd Scherer** ist der Intendant des Berliner Hauses der Kulturen der Welt, **Anselm Franke** ist dort Leiter des Bereichs Bildende Kunst und Film. Vom 27. bis 29. Mai nimmt das HKW das besprochene Buch zum Ausgangspunkt der Konferenz „Die Zivilisationsfrage“.

**David Graeber, David Wengrow: „Anfänge. Eine neue Geschichte der Menschheit“.** Aus dem Amerikanischen von Henning Dedekind, Helmut Dierlamm und Andreas Thomsen. Klett-Cotta, 1084 Seiten, 28 Euro (erscheint am 29. Januar).

24 janvier (Marianne)

<https://www.marianne.net/societe/laicite-et-religions/zone-interdite-montre-lislamisme-des-militants-de-la-france-insoumise-denoncent-lislamophobie>

## Zone interdite montre l'islamisme, des militants de la France insoumise dénoncent l'"islamophobie"

Déni

Par Jean-Loup Adenor

Publié le 24/01/2022 à 16:55



Capture d'écran de l'émission "Zone Interdite " (M6).

Capture d'écran

**L'émission de M6 « Zone Interdite » voulait documenter le développement de l'islamisme dans certains quartiers français. Mais avant même la diffusion du programme, une partie des militants et un cadre de la France insoumise ont appelé au boycott. Selon eux, ce type d'enquête nourrirait l'islamophobie et désignerait les musulmans à la vindicte populaire.**

Il n'y a pas que l'extrême droite qui confonde musulmans et fondamentalistes religieux. Alors qu'un reportage sur les courants les plus radicaux de l'islam était diffusé dans le magazine « Zone interdite » sur M6 hier dimanche 23 janvier, une désolante levée de boucliers a agité une partie de la gauche et tout particulièrement les militants de la France insoumise.

À première vue pourtant, difficile de comprendre ce qui dérange ; le reportage documente l'installation d'un islam fondamentaliste à Marseille, Roubaix, Lyon. Sont exposés : écoles illégales dissimulées, fillettes de 7 ans voilées, mosquées radicales à l'enseignement salafiste... Des pratiques qui n'ont rien à voir avec l'islam pratiqué par l'immense majorité des citoyens français musulmans, mais qui relèvent d'une dérive bien connue : le fréro-salafisme.

Dès l'après-midi de dimanche – et jusqu'à tard dans la soirée – une partie des militants de la France insoumise s'indigne sur les réseaux sociaux de la promotion du reportage par la chaîne. Dans un espace de conversation organisé sur Twitter, ils appellent au boycott de l'émission et déroulent toutes les raisons pour lesquelles, selon eux, M6 fait preuve « d'islamophobie ». Les arguments valent le détour : on y apprend notamment que de voiler

une fillette de 7 ans n'a rien de bien différent que de l'inscrire à des cours d'équitation, qu'il s'agit simplement de la « *préparer à l'avenir* ».

## LA FAUTE DES JOURNALISTES

« *Je ne vois pas pourquoi les musulmans n'auraient pas le droit de faire comme les écoles Saint Pie X et séparer les garçons et filles* » a-t-on même entendu dans cet espace de discussion. Rappelons que [la Fraternité Saint-Pie X](#) est une communauté catholique traditionaliste ultra-conservatrice qui a couvert et encouragé des violences sur les femmes de sa communauté. Elle se trouve sous haute surveillance des services de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) en raison de son caractère sectaire. À ce jour, personne n'a encore songé à accuser la Miviludes de « christianophobie ».

Cette comparaison très hasardeuse n'émane pourtant pas d'un quelconque quidam. Mais de David Guiraud, porte-parole jeunesse de la France insoumise. Peu après la diffusion du reportage, il s'est ému, dans une « *réaction à chaud* » publiée sur Twitter, du « *journalisme de caniveau* » de M6. Selon lui, les enquêteurs sont des « *obsessionnels* » qui se trompent de combat : le problème, à Roubaix, n'a rien à voir avec le développement de l'islam fréro-salafiste mais uniquement de la précarité. « *Ce reportage est une diversion* », conclut-il. Et tant pis si les synergies entre précarité et développement du fréro-salafisme méritent d'être observées et analysées avec honnêteté par les responsables politiques. David Guiraud ne semble pas vouloir marquer la différence entre l'islam et les pratiques défendues par les courants salafistes et par l'organisation des Frères musulmans en France et en Europe.

## ISLAMISME ? CONNAIS PAS...

C'est pourtant par le témoignage d'un Français de culture arabo-musulmane que s'est ouvert le documentaire dimanche soir. Militant politique et habitant de Roubaix, Amine Elbahi s'est engagé dans la lutte contre l'islamisme après la radicalisation de sa grande sœur, qui s'est rendue en Syrie. Elle se trouve aujourd'hui encore détenue dans l'un des camps réservés aux combattants et épouses de l'État islamique.

Témoignant à visage découvert, le militant laïque n'a pas tardé à essuyer insultes et menaces sur les réseaux sociaux. « *On va te retrouver* », lui promet un internaute. « *C'est une manière pour lui de se venger de l'endoctrinement de sa sœur par l'État islamique* », analyse un autre. Son tort : avoir emmené les équipes de M6 dans l'un des quartiers les plus islamisés de la ville, la rue de Lannoy. Sur quelques centaines de mètres : une majorité des femmes portant le niqab, vêtement couvrant le visage et le corps, profusion de boucheries dites hallal, un restaurant muni de petit box où les femmes peuvent déjeuner dissimulées derrière un rideau, ou encore des librairies proposant des ouvrages islamistes.

Dès lundi matin sur CNews, David Guiraud assurait le service après-vente des indignations insoumises. Interrogé sur le reportage, il tente : « *Je ne sais pas ce que c'est une bibliothèque islamiste, il faudrait qu'on arrive à définir ça un jour* », en référence aux images filmées rue de Lannoy. La réponse apportée par « *Zone interdite* » semble pourtant assez claire : une librairie islamiste, c'est un lieu où l'on peut trouver des ouvrages détaillant la marche à suivre pour faire le djihad, comme l'ouvrage de référence « *la Voie du musulman* » montré dans le reportage, ou expliquant qu'une femme musulmane mariée n'a pas le droit de se refuser

sexuellement à son mari – soit l'équivalent d'un viol en droit français. Autant de préceptes que ne partagent pas l'immense majorité des citoyens français musulmans non-adeptes de cet islam fondamentaliste. David Guiraud n'en démord pourtant pas : « *Ce n'est pas ça Roubaix ! Dans cette rue, il y a même un caviste.* » Un caviste demeure, la République est sauvée.

Quoi qu'il en soit, la réaction de la France insoumise est en parfaite adéquation avec les indignations de la frange décoloniale de l'extrême gauche. « *#ZoneInterdite se lance corps et âme dans une propagande à vomir. Ce reportage illustre à merveille comment les médias fabriquent "le problème musulman" pour servir le politique* », accuse la journaliste d'Anadolu, l'agence de presse turque, Feïza Ben Mohammed.

## **EXPLOITATION POLITIQUE DE TOUS LES CÔTÉS**

Ces réactions font aussi les affaires de la droite identitaire. Éric Zemmour, candidat du nouveau parti Reconquête ! a proposé dès lundi matin son programme visant « l'islam », opérant le même amalgame que le cadre de La France insoumise. « *Vous voulez savoir contre quoi je me bats ? Allumez votre télévision, regardez M6* », a tweeté le candidat dimanche soir. Et de renchérir, sans nuance : « *L'Afghanistan à deux heures de Paris* ».

Devant la complaisance du principal parti de gauche à la présidentielle, l'extrême droite a tout un boulevard devant elle pour occuper le terrain. Et tant pis pour les personnalités engagées dans ce combat qui n'appellent ni à la haine, ni à l'anathème, comme Amine Elbahi. Ou comme l'imam franco-tunisien [Hassen Chalgoumi](#), interrogé dans le reportage de « Zone Interdite ». « *L'islamisme est la maladie de l'islam* », a répété celui qui est encore imam à Drancy. Le prédicateur, qui s'est toujours exprimé contre les tueries djihadistes et l'enracinement de l'islam fréro-salafiste, vit aujourd'hui sous protection policière quotidienne. Sa femme et ses cinq enfants ont été contraints de quitter le pays. À vouloir défendre ces courants islamistes coûte que coûte, les militants bien intentionnés comme David Guiraud semblent oublier que les victimes de ces fondamentalismes sont aussi musulmans.

25 janvier (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/01/24/l-independance-energetique-de-la-france-grace-au-nucleaire-un-tour-de-passe-passe-statistique-et-100-d-importation\\_6110781\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/01/24/l-independance-energetique-de-la-france-grace-au-nucleaire-un-tour-de-passe-passe-statistique-et-100-d-importation_6110781_4355770.html)

# L'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire : un tour de passe-passe statistique

DERRIÈRE LE CHIFFRE. Présentée comme un outil indispensable à l'indépendance énergétique, la filière nucléaire française importe l'intégralité de son uranium.

Par [Pierre Breteau](#)

Publié hier à 17h22, mis à jour à 07h30

Doter la France d'un parc nucléaire pour réduire sa dépendance aux importations de pétrole, après la crise pétrolière de 1973, tel était l'objectif du président Valéry Giscard d'Estaing quand il a [lancé, en 1974, un programme qui allait aboutir à la construction de 45 centrales](#) de production d'électricité d'origine nucléaire.

Les centrales nucléaires exploitées par EDF produisent alors de l'électricité grâce à la chaleur émise par la fission des atomes d'uranium ; une matière extraite, importée, enrichie puis transformée en combustible par plusieurs entreprises qui seront fusionnées plus tard sous le nom d'Areva. L'indépendance énergétique est élevée, même si elle n'est pas totale. La production française d'uranium naturel se porte au mieux, passant de 1 250 tonnes en 1970 à 2 634 tonnes en 1980.

## L'extraction franco-française d'uranium s'arrête

A la fin des années 1990, le programme nucléaire ralentit : la France cesse de construire de nouvelles centrales. Dans la foulée, l'extraction franco-française d'uranium fléchit, avant de s'arrêter complètement. Depuis le début des années 2000, [l'uranium utilisé pour les centrales nucléaires françaises est entièrement importé](#), même s'il est souvent ensuite enrichi en France, un détail qui a son importance.

## Cinquante ans d'extraction française d'uranium

Ce graphique présente l'évolution de l'extraction française d'uranium de 50 tonnes en 1954 à sa fin en 2003, pour un total de 75 965 tonnes.

1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 5001 0001 5002 0002 5003 0003 500 tonnes

Source : [Agence pour l'énergie nucléaire](#) (AEN) de l'OCDE

Pourtant, dans son bilan annuel, le ministère de la transition écologique affirme que l'indépendance énergétique de la France s'élève à [55,3 % en 2020](#) et [53,4 % à l'été 2021](#), selon des données provisoires. Cela signifie que plus de la moitié de l'énergie consommée en France est produite sur le sol français. Mais alors comment arrive-t-on à ce taux, alors que le nucléaire [représente 70 % de l'électricité produite](#), et que 100 % du combustible est importé ?

## Une convention statistique ancienne

La réponse tient dans une « convention statistique » [issue du manuel de statistiques coédité par l'Agence internationale de l'énergie et par Eurostat](#), qui recommande de « compter » en tant qu'énergie primaire la chaleur émise par le réacteur plutôt que le combustible utilisé pour le faire fonctionner. Cette convention est ancienne et remonte « à l'époque où l'uranium était produit en France », explique Bernard Laponche, physicien nucléaire et président de l'association [Global Chance](#). « On a depuis cessé d'en produire et les mines françaises ont été fermées. » La convention statistique, elle, demeure.

D'ailleurs, [dans le « Bilan énergétique de la France »](#), le mot « uranium » ne revient que deux fois en 189 pages, dans des notes explicatives et sur la manière de produire de la chaleur dans une centrale. Dans ce bilan, « *on a le détail sur le prix du charbon, sa provenance ou son pouvoir calorifique, alors qu'on en consomme très peu*, déplore M. Laponche, *mais on n'a rien sur l'uranium, qui sert pourtant à créer la chaleur avec laquelle on produit de l'électricité* ». Comme cette chaleur est produite sur le sol hexagonal, l'uranium se trouve ainsi naturalisé français.

Sans cette convention statistique, la France ne pourrait atteindre que 10 à 12 % de taux d'indépendance énergétique, comme le concède d'ailleurs le ministère de la transition écologique [dans son « Bilan énergétique »](#) :

*« Dans le cas de la France, qui a recours intégralement à des combustibles importés (utilisés directement ou après recyclage), le taux d'indépendance énergétique perdrait environ 40 points de pourcentage, pour s'établir autour de 12 % en 2019, si l'on considérait comme énergie primaire le combustible nucléaire plutôt que la chaleur issue de sa réaction. »*

Actuellement, pour faire fonctionner ses 56 réacteurs nucléaires, répartis sur 18 centrales, EDF a besoin de [8 000 à 10 000 tonnes d'uranium naturel](#) en moyenne chaque année. Puisqu'il n'y a plus d'extraction française du minerai, la politique de fourniture d'uranium d'EDF peut se résumer à « ne pas mettre tous les œufs dans le même panier », en cherchant à multiplier les sources d'approvisionnement.

### **138 230 tonnes importées en 16 ans**

Ce graphique figure la quantité d'uranium naturel importé en France entre 2005 et 2020 ainsi que les pays exportateurs.

Kazakhstan (27 748 tonnes)

Australie (25 804 tonnes)

Niger (24 787 tonnes)

Ouzbékistan (22 197 tonnes)

Namibie (16 981 tonnes)

Canada (10 285 tonnes)

Kirghizistan (3 430 tonnes)

Afrique du Sud (2 937 tonnes)

Ukraine (2 238 tonnes)

Brésil (1 037 tonnes)

République tchèque (687 tonnes)

Etats-Unis (59 tonnes)

Hongrie (39 tonnes)

Slovénie (256 kilos)

2 0004 0006 0008 00010 00012 000 tonnes20062008201020122014201620182020

Source : Comité technique Euratom

Sur la période de seize ans qui s'étale entre 2005 et 2020, les 138 230 tonnes d'uranium naturel importées vers la France provenaient pour près des trois quarts de quatre pays :

1. Kazakhstan : 27 748 tonnes (soit 20,1 %) ;
2. Australie : 25 804 (18,7 %) ;
3. Niger : 24 787 (17,9 %) ;
4. Ouzbékistan : 22 197 (16,1 %).

Ces chiffres, [obtenus auprès du comité technique Euratom \(CTE\)](#), montrent néanmoins davantage l'activité d'Orano (ex-Areva resserrée sur les activités du cycle de l'uranium) en matière d'enrichissement d'uranium naturel que l'origine précise du combustible chargé dans les centrales françaises.

En effet, même si [EDF se fournit essentiellement en combustible auprès d'Orano](#), l'entreprise peut également traiter avec les quelques autres entreprises qui enrichissent de l'uranium ; en Europe (Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne) ou ailleurs dans le monde comme en Russie, au Japon ou aux Etats-Unis.

Une fois enrichi, l'uranium destiné à être utilisé dans les centrales change de nationalité en prenant celle du pays où il a été enrichi. Contactée par *Le Monde*, EDF n'a donné de détails sur l'origine précise du combustible chargé dans ses centrales, indiquant simplement que « *les approvisionnements en uranium d'EDF sont assurés à long terme par des contrats diversifiés en termes d'origines et de fournisseurs, d'une durée pouvant atteindre vingt ans* ».

## La filière nucléaire défend la « sécurité des approvisionnements »

Du côté de l'industrie nucléaire française, le directeur général d'Orano, Philippe Knoche, explique [dans un article des Annales des mines](#) que la France « maîtrise son approvisionnement » en uranium, car la ressource « n'est pas concentrée dans une seule région du monde » et n'est ainsi pas « soumise à des aléas géopolitiques ». Orano produit actuellement de l'uranium au Kazakhstan (pour 45 %), au Canada (pour 30 %) et au Niger (pour 25 %).

M. Knoche précise que « près de 44 % des ressources en uranium se situent dans les pays de l'OCDE », ce qui mettrait les importations à l'abri de chantage géopolitique. Il arrive pourtant que des contrats stratégiques soient remis en cause avec ces Etats, comme le montre le [récent exemple des sous-marins français vendus](#) – puis annulés – à l'Australie. Par ailleurs, parmi les autres fournisseurs majeurs de la France, le [Kazakhstan](#), le [Niger](#) et l'[Ouzbékistan](#) ne sont pas des exemples de stabilité politique.

Selon le directeur d'Orano, les ressources connues d'uranium pourraient permettre de continuer à faire tourner des centrales [jusqu'au « milieu du siècle prochain »](#), voire pendant deux cent cinquante ans, « si l'on inclut les ressources estimées » au niveau d'utilisation actuel.

25 janvier (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/la-mefiance-grandit-entre-les-francais-et-les-politiques-20220124>

lundi 24 janvier 2022 - 20:30 UTC +01:00 889 mots

Scan Politique

## La méfiance grandit entre les Français et les politiques

Boichot, Loris

### **EXCLUSIF - Le baromètre de la confiance politique du Cevipof décrit une crise démocratique persistante sur fond de droitisation du pays.**

Des Français intéressés mais méfiants face à la politique, une demande massive de respiration démocratique et d'autorité, sur fond de domination de l'électorat de droite. Tel est le paysage dans lequel évoluent les candidats à l'élection présidentielle d'avril selon le baromètre de la confiance politique, réalisé par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) à partir d'un large panel de 10.500 personnes interrogées par OpinionWay, que *Le Figaro* publie en exclusivité.

Principal enseignement, le climat reste plombé par la défiance. Après deux ans de crise sanitaire, «lassitude» et «méfiance» sont les deux mots qui expriment le plus l'état d'esprit de la population. De mémoire de politologue - ce baromètre existe depuis 2009 -, les Français ne se sont jamais dits aussi méfiants (37 %, + 14 points par rapport à mai 2021).

«Citoyenneté critique»

Cette perception se traduit dans le regard qu'ils portent sur la politique. Même si elle les intéresse en majorité (57 %, + 8 points par rapport à février 2021), celle-ci inspire des sentiments négatifs à 70 % d'entre eux, et d'abord de la méfiance (39 %).

Parmi les personnalités politiques, les seules gratifiées de la confiance de la plupart des Français sont les élus locaux - maires, conseillers départementaux et conseillers régionaux -, loin devant les députés (45 %) ou le président de la République actuel (38 %).

Ce bilan montre qu'Emmanuel Macron a échoué à régler cette crise de confiance, malgré sa promesse de créer plus d'«adhésion démocratique» via une réforme des institutions restée lettre morte. «*Je n'ai pas réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants*», a reconnu le chef de l'État dès novembre 2018, avant même l'essor du mouvement des «gilets jaunes».

Insatisfaits, les Français aspirent à une refondation démocratique. La démocratie est plébiscitée (69 %), mais la plupart des citoyens (57 %) estiment qu'elle ne fonctionne pas bien. Pour l'améliorer, ils demandent massivement à être directement associés à toutes les grandes décisions politiques (70 %). Reconnaissance du vote blanc, limitation du nombre de mandats dans le temps, instauration d'un référendum d'initiative citoyenne... Ces pistes de respiration démocratique les intéressent.

«*Les Français expriment une forme de citoyenneté critique*», relève Bruno Cautrès, chercheur CNRS au Cevipof. *Ils sont fortement attachés à la démocratie représentative, mais s'interrogent sur son efficacité.*» Au nom de cette «efficacité», plusieurs scénarios sont soutenus par une part importante de l'électorat. Ainsi du «gouvernement d'experts» (52 %), de l'«homme fort» détaché du Parlement et des élections (39 %) et de l'armée pour diriger le pays (27 %).

Dans ce climat, la demande d'autorité se révèle massive. Une large majorité de Français en réclament davantage (68 %), tandis que 75 % d'entre eux estiment que «notre pays a perdu sa boussole morale». Apparaît ainsi un fort potentiel de réaction aux changements de valeurs dans la société - ce que les professeurs de science politique nomment «backlash» culturel -, que se disputent au premier chef les candidats Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour. Ce mouvement transparaît dans le regard critique porté sur l'immigration: 62 % des Français jugent que le pays doit se fermer davantage aux flux migratoires.

La justice sociale plébiscitée

À l'inverse, l'ouverture économique de la France est appréciée. Près d'un citoyen sur deux (48 %) aspire à ce qu'elle soit plus forte. «*C'est le paradoxe de la mondialisation*», estime Bruno Cautrès. *Jamais les possibilités d'ouverture n'ont été aussi importantes, notamment sur le plan économique, mais les frontières et l'identité sont un sujet majeur.*»

Ce souci du «*patrimoine immatériel*», selon l'expression du politologue Dominique Reynié, se traduit dans le positionnement de la population. Signe que la présidentielle pourrait se jouer à droite, de plus en plus de Français (32 %, + 1) se situent de ce côté du paysage politique. Un niveau jamais atteint. La demande de radicalité nourrit l'extrême droite (11 %, + 4) et l'extrême gauche (6 %, + 1), au détriment du centre (14 %, - 3).

La gauche (17 %, - 2) en pâtit aussi. La justice sociale est pourtant plébiscitée (57 %), tout comme les services publics: l'hôpital, l'école et la police recueillent la confiance de plus de 7 Français sur 10. Mais le courant politique historiquement associé à la défense de l'État-providence à la française est de moins en moins identifié comme tel.

*Le baromètre de la confiance politique est une enquête du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), réalisée en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, la Fondapol, Synopia, le Conseil économique, social et environnemental (Cese), la mutuelle Intériale et l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI).*

*L'enquête a été réalisée du 23 décembre 2021 au 10 janvier 2022 auprès d'un échantillon de 10 566 personnes inscrites sur les listes électorales, issu d'un échantillon de 11 842 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.*

## 25 janvier (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/olivier-babeau-lycees-henri-iv-et-louis-le-grand-ce-sont-les-principes-de-1789-que-l-on-abandonne-20220124>

Le Figaro, mardi 25 janvier 2022 1161 mots, p. 16

Débats

### Lycées Henri-IV et Louis-le-Grand : ce sont les principes de 1789 que l'on abandonne

La fin, à Henri-IV et à Louis-le-Grand, de la sélection des meilleurs candidats sur dossier à l'entrée en seconde, au profit d'une procédure revendiquant une forme de discrimination positive, est un véritable reniement pour notre pays, s'alarme le président de l'Institut Sapiens\*.

Babeau, Olivier

Les lycées Henri-IV et Louis-le-Grand, à Paris, ne recruteront plus leurs élèves de seconde sur dossier, mais à travers une procédure informatisée où il sera notamment tenu compte d'un « indice de position sociale » attribuant des points bonus.

Le symbole est fort : les deux bastions de l'excellence républicaine, qui profitaient d'une capacité exceptionnelle à sélectionner en fonction de leur niveau les meilleurs élèves venus de partout, sont tenus par le rectorat d'adopter des formes de discriminations positives visant à la mixité sociale. À la sélection sur dossier on substitue un algorithme non seulement relativement opaque, mais qui, surtout, fait du niveau un critère secondaire.

Il s'agit d'une nouvelle manifestation de la crise du rapport de la France à ses élites. Non seulement la France n'aime plus ses élites, mais elle rêve de pouvoir s'en passer. Plus que jamais habités par la passion de l'égalité décrite par Tocqueville, nous en sommes venus à haïr l'excellence. Comme il l'avait parfaitement compris et décrit, le mouvement d'égalisation des conditions en engendre un autre : celui d'uniformisation des individus.

L'excellence, c'est la différence, or toute différence doit être gommée. Elle humilie ceux qui sont moins bons. Mieux encore : sous l'influence des théories critiques du pouvoir qui stigmatisent nos institutions comme étant des systèmes de domination avant tout héréditaires, on en est venu à considérer les élites comme des imposteurs. Le système de sélection est dénoncé comme étant une supercherie, le savoir lui-même comme une entourloupe mise au point par les dominants.

Les critiques les plus récentes de l'idéal méritocratique, celles du professeur de droit à Yale Daniel Markovits et de Michael Sandel, de Harvard, soutiennent qu'au fond l'importance grandissante du bagage cognitif à accumuler pour faire les meilleures études et obtenir les meilleurs postes est un piège. Cette barrière édifiée contre les enfants dont les parents sont incapables de l'investissement nécessaire donnerait l'illusion d'une compétition juste. Mais en vérité les mécanismes de concentration de l'influence et de transmission dynastique de la fortune et des privilèges à travers les générations domineraient.

La conclusion logique de cette vision ? Il s'agit désormais moins de permettre à tous ceux qui en ont les capacités, quelle que soit leur origine, d'atteindre l'excellence que de briser l'excellence elle-même. Cela arrange formidablement un système éducatif qui s'est révélé incapable de monter le niveau de tous : niveler par le bas est toujours la méthode la moins difficile. L'explosion du taux de mentions très bien dans les établissements d'excellence, passant en dix ans de 20 % à 80 % environ, en est la preuve : le niveau des élèves de ces grands lycées n'est pas plus élevé qu'hier, mais ceux des autres établissements, en moyenne, s'est effondré.

On a voulu faire croire à la démocratisation réussie de notre école, alors qu'elle s'est faite au prix d'un renoncement continu aux exigences. La baisse a été conquise niveau après niveau, malgré les quelques oppositions, et a atteint l'université. Désormais il s'agit de faire rendre gorge aux quelques îlots qui luttent encore courageusement. Ils rendent trop visibles, par contraste, une indigence bien plus répandue.

Mais ce qui se joue est plus grave que le seul affaiblissement du niveau scolaire. À travers la contestation du primat inconditionnel de la sélection par le niveau et l'abolition des centres d'excellence au nom de l'égalité, c'est une redéfinition complète de notre conception des élites qui se joue. Il serait bien plus important pour nos élites, imagine-t-on maintenant, d'être « à l'image de la société » que d'être compétentes.

Ce mouvement procède de cette inquiétante extinction des Lumières et souhaite abolir les grands principes sur lesquels notre société est fondée. La Révolution française avait substitué le talent à la naissance. Souvenons-nous que les pères fondateurs de la Constitution américaine avaient pour idéal un régime d' « aristocratie des talents » (où les plus capables, sélectionnés sur ce critère, dirigent). Thomas Jefferson, tout attaché aux droits de l'homme qu'il était, écrivait : « *L'aristocratie naturelle est le don le plus précieux de la nature pour servir à l'instruction, à la confiance et au gouvernement de la société. (...) Ne pourrions-nous pas dire que cette forme de gouvernement est la meilleure, car elle fournit la sélection la plus efficace de ces aristoi naturels aux charges du gouvernement ?* »

L'idée de sélectionner les « meilleurs » pour choisir les serviteurs de l'État était au cœur de nos écoles publiques et jusqu'à présent nous paraissait aller de soi. Il s'agissait bel et bien de faire émerger des aristocrates de l'esprit ou de la compétence, comme on voudra, qui conduiraient les affaires de l'État pour le compte du peuple, auquel il n'était pas nécessaire qu'ils ressemblaient trait pour trait. Il est étrange de voir revenir, bien sûr au nom du bien et avec les meilleures intentions du monde, une nouvelle forme de sélection par la naissance. Que celle-ci soit inversée, prétendant empêcher les phénomènes d'héritage en choisissant justement ceux que l'on considère comme défavorisés, ne change rien au fait qu'elle veut remplacer le talent comme critère essentiel de distinction.

On accuse les établissements d'élite (du secondaire comme du supérieur) de ne pas diversifier leurs recrutements. C'est tout à fait exact. Mais la diversité doit se bâtir dans l'excellence, et non en dépit d'elle. Imposer la diversité par une mixité forcée piétinant le seul critère juste, celui du niveau objectif, c'est tuer le patient pour supprimer la maladie.

Car une société juste a autant besoin d'une reconnaissance des talents que d'égalité des chances. La seconde n'existe pas sans la première, puisque les distinctions sociales, comme le précise la Déclaration des droits de l'homme, « *ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». Or seule la compétence réelle peut être utile aux autres. La mixité doit être le produit d'un système éducatif efficace qui porte des élèves de tous horizons à l'excellence ; pas une construction artificielle par quotas construite aux dépens de l'excellence. Si l'argent est un obstacle, les bourses doivent être multipliées. Si le milieu familial est déficient, il faut aider les plus modestes à améliorer l'environnement culturel de leurs enfants et remettre en cause notre école.

La vraie justice sociale n'est pas de briser la sélection des meilleurs, mais de permettre à tous ceux qui en ont les capacités, quelle que soit leur origine sociale, d'en faire partie. Si notre société est bloquée et la progression sociale difficile, la solution n'est pas de supprimer les lieux où l'on cultive l'excellence, mais de les multiplier. Et on peut s'étonner d'une forme de double-discours du ministre de l'Éducation sur ce sujet, laissant son administration supprimer ce qu'il loue dans ses déclarations publiques. \* *Think-tank libéral*.

25 janvier (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/droits-de-succession-un-heritage-francais-20220124>

lundi 24 janvier 2022 - 21:21 UTC +01:00 361 mots

Vox ; Vox Économie

## Droits de succession: «Un héritage français»

de Capèle, Gaëtan

**L'éditorial du *Figaro* , par Gaëtan de Capèle.**

Est-ce la première bonne nouvelle de l'élection présidentielle? À entendre les promesses des candidats susceptibles de se qualifier pour le second tour (Valérie Pécresse, Marine Le Pen, Éric Zemmour), les impôts sur les successions devraient bientôt baisser, si ce n'est disparaître. Face à eux, Emmanuel Macron, autrefois favorable à un alourdissement de la fiscalité sur les héritages au nom de la lutte contre les rentes, songe lui aussi désormais à les alléger. Bien leur en prend. Car les Français, eux, ont tranché la question depuis longtemps, non sans raison. Ils supportent mal que le lien de transmission entre générations puisse être rompu par le Trésor public. Faut-il s'en étonner? L'esprit humain est ainsi fait que la perspective de payer un «impôt sur la mort» pour léguer à sa descendance ce que l'on est parvenu à bâtir tout au long de sa vie est particulièrement difficile à accepter. Surtout lorsque l'on a vécu une existence à payer des taxes et des cotisations sur son travail et son patrimoine.

Au pays de l'égalitarisme, certains suggèrent néanmoins d'accroître la taxation des successions afin de réparer les «inégalités de naissance». Curieux raisonnement d'imaginer qu'une ponction supplémentaire résoudrait un problème dont les racines plongent du côté de l'éducation et du savoir. Drôle d'idée, surtout, lorsque l'on sait où a mené ce réflexe pavlovien du recours à l'impôt. Installés au firmament de la surfiscalité mondiale, les Français et les entreprises ont fini par développer une véritable allergie au moindre prélèvement. Ce matraquage en règle n'a résolu aucun de nos maux. Malgré l'un des systèmes de redistribution les plus puissants du monde, ni la pauvreté ni les inégalités ne reculent. Et plus les impôts augmentent, plus les services publics se dégradent.

Mille rapports ont démontré que ce qui mine notre dépense publique, dont le montant est effarant, c'est son inefficacité. On doute, dans ces conditions, de l'utilité de verser de nouveaux impôts dans le tonneau des Danaïdes.

24 janvier (FAZ, Allemagne)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ludwig-erhards-125-geburtstag-hochmoderne-ideen-17748869.html>

FESTAKT ZUM 125. GEBURTSTAG:

## „Ludwig Erhards Ideen sind hochmodern“

AKTUALISIERT AM 24.01.2022-17:15



Eine Büste Ludwig Erhards im Ludwig-Erhard-Zentrum in Fürth. Bild: dpa

Der 125. Geburtstag des Vaters der Sozialen Marktwirtschaft fällt in eine Zeit großer Herausforderungen. Was würde er heute tun?

Die Corona-Krise, der Klimawandel, der Systemwettbewerb mit China: Der 125. Geburtstag von [Ludwig Erhard](#), dem ersten Bundeswirtschaftsminister, späteren Bundeskanzler und Vater der Sozialen Marktwirtschaft, fällt in ein Jahr, in dem die von ihm erdachte Wirtschaftsordnung auf vielen Feldern herausgefordert wird. Das wurde am Montag auch bei einem Festakt auf Einladung der Stiftung Ludwig-Erhard-Haus in Erhards Heimatstadt Fürth deutlich, bei der pandemiebedingt nur wenige Gäste vor Ort sein konnten.

Der promovierte Ökonom Erhard, geboren am 4. Februar 1897, führte Deutschland nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs mit Mut und Überzeugung und gegen viel Kritik auf einen marktwirtschaftlichen Kurs, leitete das Ende staatlicher Preissetzung und der Zwangsbewirtschaftung ein und schuf so die Grundlagen für das viel zitierte deutsche Wirtschaftswunder. „Wohlstand für alle“, so lauteten Erhards Ziel und auch der Titel seines 1957 erschienenen Buches. Um es zu erreichen, setzte der Mann mit der Zigarre auf wirtschaftliche Freiheit und die Effizienz des Marktes und des Wettbewerbs, verbunden mit einem sozialen Ausgleich. Erhards Ideen seien auch heute noch „hochmodern“, sagte der bayerische Ministerpräsident [Markus Söder](#) in einem virtuellen Grußwort.

### „Den Wettbewerb wieder fördern“

Wie also kann man im Sinne Erhards auf die derzeitigen Herausforderungen reagieren? Für die Politik sei es nach einer Krise wie der aktuellen schwierig, aus dem Gebermodus herauszukommen, sagte [Otmar Issing](#), der Erhard persönlich kannte und heute Präsident des Center for Financial Studies in Frankfurt ist. Doch jetzt müsse moderat umgesteuert und der Wettbewerb wieder gefördert werden. Sonst bestehe das Risiko, dass der Staat glaube, alles besser zu können, und den Klimaschutz zu einem „kostenträchtigen Unternehmen“ macht.

Auch der Wirtschaftswissenschaftler und frühere Sachverständigenratsvorsitzende Lars Feld mahnte: „Den Klimaschutz bewältigen wir nicht, indem wir der Stahlindustrie möglichst viele Subventionen zahlen, sondern indem wir auf den CO<sub>2</sub>-Preis setzen, internationale Vereinbarungen und einen gewissen sozialen Ausgleich.“

Heike Göbel, Moderatorin der Podiumsdiskussion und verantwortliche Redakteurin für Wirtschaftspolitik bei der F.A.Z., wollte von den Teilnehmern zudem wissen, ob Deutschland mit seiner freien Marktwirtschaft weiter gegen Chinas Industriepolitik bestehen kann. Die Antworten fielen – ganz im Geiste Erhards – recht optimistisch aus. China spiele im Moment den starken Mann, zerstöre damit aber auch die Grundlagen seines längerfristigen Erfolgs, sagte der frühere EZB-Chefökonom Issing. In einem solchen System könnten keine Innovationen entstehen. „Über die Zeit werden Demokratie und Marktwirtschaft siegen.“ Der CDU-Vizevorsitzende Carsten Linnemann formulierte es so: „Wir müssen in Deutschland nicht chinesischer werden, sondern wettbewerbsfähiger.“

23 janvier (The Guardian)

<https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2022/jan/23/hedonism-is-overrated-to-make-the-best-of-life-there-must-be-pain-says-yale-professor>

# Hedonism is overrated – to make the best of life there must be pain, says this Yale professor



‘We see value in chosen suffering.’ Illustration: Eva Bee/The Observer

The most satisfying lives are those which involve challenge, fear and struggle, says psychologist Paul Bloom

[Paul Bloom](#)

Sun 23 Jan 2022 13.00 GMT

# T

he simplest theory of human nature is hedonism – we pursue pleasure and

comfort. Suffering and pain are, by their very nature, to be avoided. The spirit of this view is nicely captured in *The Epic of Gilgamesh*: “Let your belly be full, enjoy yourself always by day and by night! Make merry each day, dance and play day and night... For such is the destiny of men.” And also by the Canadian rock band Trooper: “We’re here for a good time / Not a long time / So have a good time / The sun can’t shine every day.”

Hedonists wouldn’t deny that life is full of voluntary suffering – we wake up in the middle of the night to feed the baby, take the 8.15 into the city, undergo painful medical procedures. But for the hedonist, these unpleasant acts are seen as the costs that must be paid to obtain greater pleasures in the future. Challenging and difficult work is the ticket to survival and status; boring exercise and unpleasant diets are what you have to go through for abs of steel and a vibrant old age, and so on.

Plainly there’s something right here. Nobody could doubt we possess drives for food, sex, status and much else – and that much of our suffering is chosen with these ends in mind.

But I think hedonism is an awful theory. My latest book, *The Sweet Spot: Suffering, Pleasure, and the Key to a Good Life*, makes the case for a different theory of what people want. I argue that we don't only seek pleasure, we also want to live meaningful lives – and this involves willingly experiencing pain, anxiety, and struggle. We see value in chosen suffering.

After all, people willingly climb mountains, run marathons, or get punched in the face in gyms and dojos. Others, mostly young men, choose to go to war and, while they don't wish to be maimed or killed, they are hoping to experience challenge, fear and struggle – to be baptised by fire, to use the clichéd phrase. Some of us choose to have children, and usually we have some sense of how hard it will be; maybe we even know of all the research showing that, moment by moment, the years with young children can be more stressful than any other time of life, (And those who don't know this ahead of time will quickly find out.) and yet we rarely regret our choices.

Strangely enough, then, we often choose to suffer. A better story of our nature was nicely expressed in the movie *The Matrix*, where Agent Smith tells Morpheus how the world they are experiencing – a simulation created by malevolent computers – came to be: “Did you know that the first Matrix was designed to be a perfect human world? Where none suffered, where everyone would be happy. It was a disaster. No one would accept the programme, entire crops were lost. Some believed that we lacked the programming language to describe your perfect world, but I believe that, as a species, human beings define their reality through misery and suffering. So the perfect world was a dream that your primitive cerebrum kept trying to wake up from.”

We want meaningful lives – and pain and struggle are part of that

Why would we ever choose to suffer? Sometimes, as a hedonist would tell you, it's for the sake of tangible goals. Pain can distract us from our anxieties and even help us transcend the self. Choosing to suffer can serve social goals – it can display how tough we are or serve as a cry for help. Unpleasant emotions, such as fear and sadness, are part of play and fantasy and can provide moral satisfaction. And effort and struggle and difficulty can, in the right contexts, lead to the joys of mastery and flow.

But there's more. The economist George Loewenstein gives the example of serious mountaineering. The pleasures here are not obvious, to say the least; rather, it seems to be “unrelenting misery from end to end”. Diaries and journals by climbers talk about “relentless cold (often leading to frostbite and loss of extremities, or death), exhaustion, snow-blindness, altitude sickness, sleeplessness, squalid conditions, hunger, fear...” There is constant craving for food. And there is boredom: “On a typical ascent, the vast majority of time is spent in mind-bogglingly monotonous activities – for example, being ‘weathered out’ for many hours in a small smelly tent crammed in with other climbers.” Climbers describe their experiences as lonely and alienating, spending days and weeks in bitter silence, with disagreements that don't get smoothed over. And yet people do it, and then do it again and again, getting some satisfaction that doesn't reduce in any real way to pleasure.

Apparently, then, for at least some of us, a life well lived is more than a life of pleasure and happiness. I side with the economist Tyler Cowen, who wrote: “What's good about an individual human life can't be boiled down to any single value. It's not all about beauty or all about justice or all about happiness. Pluralist theories are more plausible,

postulating a variety of relevant values, including human wellbeing, justice, fairness, beauty, the artistic peaks of human achievement, the quality of mercy, and the many different and, indeed, sometimes contrasting kinds of happiness. Life is complicated.”

*Alongside pleasure*, there is a desire for meaningful pursuits. If this motivation is unsatisfied, life feels incomplete. This tweet, from Greta Thunberg, captures a pretty typical reaction to finding meaning in one’s life: “Before I started school striking I had no energy, no friends and I didn’t speak to anyone. I just sat alone at home, with an eating disorder. All of that is gone now, since I have found a meaning, in a world that sometimes seems shallow and meaningless to so many people.”

[Viktor Frankl](#) came to a similar conclusion. In his early years as a psychiatrist in Vienna, in the 1930s, Frankl studied depression and suicide. During that period, the Nazis rose to power, and they took over Austria in 1938. Not willing to abandon his patients or his elderly parents, Frankl chose to stay, and he was one of the millions of Jews who ended up in a concentration camp – first at Auschwitz, then Dachau. Ever the scholar, Frankl studied his fellow prisoners, wondering about what distinguishes those who maintain a positive attitude from those who cannot bear it, losing all motivation and often killing themselves.

He concluded the answer is meaning. Those who had the best chance of survival were those whose lives had broader purpose, some goal or project or relationship, some reason to live. As he later wrote (paraphrasing [Nietzsche](#)): **“Those who have a ‘why’ to live, can bear with almost any ‘how’.”**

As a psychiatrist, Frankl was interested in mental health. But his plea for a life of meaning – a central part of the therapy he developed once he left the camps – wasn’t merely based on the notion that this would provide happiness or psychological resilience. He believed that this is the sort of existence we should want to pursue. He was sensitive to the distinction between happiness and what Aristotle described as eudaemonia – literally “good spirit,” but referring to flourishing in a more general sense. It was eudaemonia that mattered to Frankl.

People who flourish tend to be those with meaning in their lives

How do we get from meaning to suffering? There is a wealth of scientific evidence suggesting a connection. Individuals who say their lives are meaningful report more anxiety and worry and struggle than those who say that their lives are happy. The countries where citizens report the most meaning tend to be poor ones where life is relatively difficult. (In contrast, the countries with the happiest people tend to be prosperous and safe.) The jobs that people say are most meaningful, such as being a medical professional or a member of the clergy, often involve dealing with other people’s pain. And when asked to describe the most meaningful experiences of our lives, we tend to think about those on the extremes, very pleasant – and very painful.

It’s not that we seek out suffering. Rather, we seek out meaning and purpose. But part of meaning and purpose is difficulty – anxiety, stress, conflict, boredom, and often physical and emotional pain. We choose pursuits we know will test us – training for a marathon, raising children, climbing Everest – because we know at a gut level that these are the pursuits that matter.

After all, wouldn't a life without some suffering ultimately be boring? I'll end with another origin story, this one from [Alan Watts](#), the British philosopher and popular interpreter of Zen Buddhism.

Watts begins by asking you to imagine that you are able to dream about whatever you want, with perfect vividness. Given this power, you could, in a single night, have a dream that lasted 75 years. What would you do? Obviously, he says, you'd fulfil all your wishes, choose every sort of pleasure. It would be a hedonistic blowout.

Then suppose you can do it again the next night, and then the next, and the next. Soon, Watts says, you would say to yourself: now let's have a surprise, a dream which isn't under control, where something is gonna happen to me but I don't know what it's gonna be.

And then you would continue to gamble, adding increasing add risk, uncertainty, ignorance, deprivation. You would put obstacles in your way, obstacles you might not be able to overcome, until finally you would dream the dream of living the life you are actually living today.

Is your life right now – with its difficulty and struggle, worry and loss – the best that life can be? Probably not. But Watts's fantasy is close enough to the truth to be profound.

*The Sweet Spot: Suffering, Pleasure and the Key to a Good Life* by Paul Bloom is published by Bodley Head at £20. Buy it for £17.40 at [guardianbookshop.com](http://guardianbookshop.com)

22 janvier (Ouest-France)

<https://www.ouest-france.fr/politique/entretien-raphael-enthoven-l-identite-n-est-pas-une-vertu-bc832082-7ab9-11ec-9c59-cf797ef5ccae>

## ENTRETIEN. Raphaël Enthoven : « L'identité n'est pas une vertu »



L'écrivain publie une fable politique, « Krasnaïa » (éditions de l'Observatoire, 423 pages, 21 €), dans laquelle il brocarde les querelles idéologiques et pointe les travers de notre démocratie. Il renvoie dos à dos les discours identitaires, tels que le nationalisme, l'antiracisme ou le féminisme.

Ouest-France Recueilli par Thierry RICHARD. Publié le 22/01/2022 à 11h00

Rien ne va plus à Krasnaïa depuis qu'un incendie volontaire a ravagé le Bois Rouge. Le cheval prudent que les animaux se sont donné pour Régent sera-t-il à la hauteur du crime ? Faudra-t-il le remplacer par un animal moins mou ? Comment se conduiront les albinos, les femellistes et les animalistes ? À la manière de George Orwell, dans *La Ferme des animaux*, Raphaël Enthoven a recours à la fable pour décrire le jeu politique et les querelles idéologiques qui animent notre démocratie. On y reconnaîtra quelques figures familières sous les traits animaliers : Macron en loup, Le Pen en ours, Mélenchon en âne ou Zemmour en taupe...

**Vous avez écrit une fable politique. Qu'est-ce que ce genre littéraire permet de dire mieux qu'un essai ?**

Le dispositif de la fable a deux avantages. Quand on écrit une fable, le plaisir est incomparablement supérieur aux petites joies qu'apporte la rédaction d'un essai. Le deuxième avantage est plus stratégique. Vous pouvez raconter une fornication entre animaux, on ne vous accusera pas de faire du porno ! Ce qui est animalisé ouvre des perspectives extraordinaires. Celui dont le métier consiste à dire ce qui coince à ses yeux peut voir sa parole entravée par le fait que des gens se sentent menacés par cette parole. On se libère de ces entraves en représentant des animaux.

**Votre livre est une satire de la démocratie. Pourquoi critiquer un régime qui reste le moins mauvais de tous ?**

La démocratie est le seul régime acceptable à mes yeux. Mais j'ai un rapport tocquevillien à la démocratie. Tocqueville avait coutume d'énumérer les pathologies de la démocratie naissante aux États-Unis, par attachement à l'idée même de la démocratie, dont le génie tient à l'imperfection, et qu'on améliore quand on la critique. Seules les dictatures ont peur de la critique. Les démocraties en vivent, et respirent mieux grâce à elle.

## **Quelles dérives pointez-vous ?**

Le paradoxe de la démocratie, c'est qu'il n'y a pas d'au-delà à la démocratie. D'ailleurs, même les gens qui critiquent le régime où nous nous trouvons le font au nom de la démocratie. Éric Zemmour considère que nous ne vivons pas en démocratie, parce que la liberté d'expression est entravée par des lois scélérates. Les indigènes de la République aussi parce qu'on vit dans un blantriarcat, etc. La démocratie est un horizon clos. On est libre, mais dans un aquarium. De là, le désir de penser qu'on vit en dictature. De là, également, des mécanismes de censure que Tocqueville appelait les « despotismes sournois ».

## **De quoi s'agit-il ?**

C'est la façon dont une foule exclut une parole dissidente. Tocqueville a été le premier à comprendre qu'il y avait quelque chose de profondément démocratique (et totalitaire à la fois) dans la manière dont le peuple s'érigeait lui-même en gouverneur des mœurs. Le dispositif de la tyrannie de la majorité est parfaitement adapté au lynchage en ligne tel qu'on le voit dans les réseaux sociaux.

## **La démocratie, selon vous, est menacée par les tensions identitaires, comme le nationalisme et l'antiracisme. Peut-on les mettre sur le même plan ?**

Pas « l'antiracisme » en général. Un certain antiracisme lui-même devenu racaliste. Qui plus est, dire que des discours s'alimentent ne signifie pas qu'ils soient à mettre sur le même plan. Je décris un tango. Le propre d'un tango est de reposer sur la dissymétrie des partenaires. Je décris une relation certes dissymétrique mais mutuellement bénéfique à ces antipodes que j'appelle dans le livre l'« animalisme » et le « colorisme ». À l'échelle franco-française, ça prend la forme d'un indigénisme nationaliste chez Éric Zemmour, face à un racisme inversé avec les indigènes de la République. En réalité, ces deux discours fournissent l'un à l'autre la caricature dont ils ont besoin pour attaquer la République.

## **Vous allez plus loin : vous dites qu'on ne peut pas parler en tant que Noir ou en tant que femme...**

Le passé n'est pas une compétence, l'identité n'est pas une vertu. L'histoire dont chacun est l'héritier ne lui donne aucun droit spécifique. Ce contre quoi je m'inscris, c'est l'âge identitaire, c'est-à-dire le sentiment que certains seraient plus que d'autres fondés à parler de telle ou telle chose. Les Noirs pourraient seuls parler de négrophobie, les musulmans d'islamophobie, les taureaux de corrida, etc. Quand on agresse un juif, un Noir, un arabe, une femme, c'est tout le monde qu'on agresse. Il faut un lieu commun à la discussion. Or, celui-ci disparaît quand les gens viennent sur la place publique avec la carapace de leur identité et avec le sentiment qu'il suffira de crier plus fort que l'autre pour l'emporter.

## **Certaines situations, comme l'urgence climatique, n'obligent-elles pas à être radical ?**

Au contraire. Les discours apocalyptiques et liberticides sont improductifs. À dire vrai, l'urgence climatique oblige à être pédagogue. Par exemple, dans leur grande majorité, les « climatosceptiques » ne doutent pas du réchauffement climatique mais de la responsabilité de l'homme. Leur argument est de dire : « On n'est pas certain que l'homme soit à l'origine du dérèglement constaté, c'est possible, mais pas sûr. » Pourquoi pas ? Le problème, c'est qu'ils déduisent de leur scepticisme la recommandation de ne pas changer nos comportements, alors qu'un tel doute invite, dans le doute, à faire comme si l'homme en était responsable... La pédagogie est plus efficace que la panique.

## **Mais vous admettez qu'en période de pandémie, certaines libertés puissent être restreintes...**

Oui, car l'urgence n'est pas de même nature. En période de pandémie, quand des millions de gens meurent en quelques jours d'un virus dont ils auraient pu éviter les effets délétères grâce au vaccin ou grâce à la prudence, il n'est pas liberticide de porter le masque ou de se faire vacciner. Ceux qui pensent le contraire réduisent la liberté à la liberté du plus fort, ou celle du renard dans le poulailler. Encore une fois, quand les gens peuvent en mourir, la restriction temporaire des libertés est une condition de la liberté.

**On vous reproche d'être vous-même dans la situation de défendre une position identitaire, celle du mâle blanc qui perd prise...**

C'est abject. Et c'est exemplaire de l'époque. L'enjeu d'une telle accusation est de neutraliser la critique, de conjurer l'objection en lui faisant le procès de son origine présumée, de remplacer, en somme, l'interlocuteur par l'ennemi. C'est le moment où l'on oublie ce que vous dites pour vous reprocher ce que vous êtes. C'est la mort du dialogue, c'est la fin de la discussion. C'est la honte.

**Vous n'hésitez pas à vous jeter dans la mêlée, en étant très offensif sur les réseaux sociaux. Qu'est-ce qui vous anime ?**

J'adore ça. C'est une contradiction chez moi. Je crois profondément aux vertus de la paix et à la construction collective de la liberté par l'échange et le dialogue. Et par ailleurs, j'adore me bagarrer. C'est une convergence d'intérêts entre la mauvaise humeur et l'engagement citoyen. Cela dit, on m'a accusé d'avoir insulté les antivax, en les traitant de « cons » ou de « monstres ». Mais je n'ai jamais rencontré un seul contre-exemple ! Présentez-moi un seul antivax qui ne soit ni complotiste, ni sous-informé, ni paranoïaque, ni cynique, ni mort, et je changerai d'avis.

**Mais vous êtes d'accord pour dire que c'est le niveau zéro du débat ?  
Présidentielle 2022. Et vous, quelles sont vos idées pour la France ?**

Nous vivons une époque où la rationalité est récusée, comme une vieille concubine. Parce qu'on considère que c'est soit un outil de l'oppression, soit l'alibi de la pondération alors qu'il faudrait être énergique. Ce qui met les défenseurs de la rationalité dans la situation paradoxale d'être à la fois les défenseurs d'un outil universel, tout en se constituant eux-mêmes en camp. C'est une contradiction insoluble. C'est la raison pour laquelle quand le dialogue est vain, quand les arguments ne prennent pas, il faut renoncer à la discussion et balancer dans la dérision, la moquerie et dans le coup pour coup. C'est aussi simple que ça, il n'y a pas d'autres méthodes.